



## GRÈVE DES FEMMES\* / GRÈVE FÉMINISTE PAR CENTAINES DE MILLIERS EN SUISSE

● France ● Allemagne ● Grèce ● Économie des États-Unis ●  
 ● Hong Kong ● Union européenne ● Identités et politique socialiste ●

**KAROL MODZELEWSKI (1937-2019)**

**inprecor sur le web :**  
<http://www.inprecor.fr>

## Aux abonné(e)s !

Les envois de relances coûtent cher et prennent beaucoup de temps. Le numéro avec lequel votre abonnement prend fin figure sur votre envoi, en gras, au dessus de l'adresse.

Alors... réabonnez vous sans attendre la relance. Le temps ainsi économisé sera précieux pour la rédaction. D'avance, **MERCI !**



## Inprecor

Revue d'information et d'analyse publiée sous la responsabilité du Bureau exécutif de la IV<sup>e</sup> Internationale.

Les articles ne représentent pas nécessairement le point de vue de la rédaction. Leur reproduction est autorisée en citant la source.

Éditée par la PÉCI Sarl au capital de 7 622,45 €, SIREN n° 391 857 562.

Rédaction et administration :  
 PÉCI-INPRECOR, 27 Rue Taïne,  
 75012 Paris, France

Tél. : 33/0 1 49 28 54 88

E-mail : [inprecor@wanadoo.fr](mailto:inprecor@wanadoo.fr)

Directeur de publication, gérant :  
 Jan Malewski

Rédacteur en chef : Jan Malewski

Correction : Isabelle Guichard

CPPAP n° 0921 I 88313.

ISSN 1 0294-8516

Imprimé par Rotographie

2, rue Richard-Lenoir,

93106 Montreuil Cedex, France



Pour la diffusion dans les librairies  
 prenez contact avec la rédaction, SVP.

## Sommaire

juin-juillet 2019 n° 664/665

### France

*La situation de la France, Macron et les Gilets jaunes*

Henri Wilno 3

### Union européenne

*Après les élections européennes*

Bureau exécutif de la IV<sup>e</sup> Internationale 13

### Allemagne

*Un fiasco annoncé – À propos du résultat des élections européennes et des tâches de Die Linke*

Lucy Riedler et Thies Gleiss 15

### Grèce

• *Entre deux scrutins électoraux*

Tendance programmatique IV<sup>e</sup> Internationale 19

• *Résultats électoraux 2009-2019*

Document 21

• *Retour de la droite et ses contradictions*

Andreas Sartzekis 24

• *Retour sur Chryssi Avgi et l'extrême droite grecque*

Document 27

### Marxisme

*L'imbroglie des identités et de la politique socialiste*

Francisco Louçã 29

### États-Unis & Économie

*Les raisons des turbulences économiques*

Robert Brenner (entretien de Suzi Weissman) 33

### Hong Kong

*Tout ce qu'il faut savoir sur les manifestations*

Kevin Lin s'entretient avec Alexa, Au Long Yu, Chris Chan, Lam Chi leung, Chun Win Lee et SLAC 39

### Notes de lectures

• *Solidaires International n° 13 – Chine, où en est le mouvement ouvrier ?*

Didier Epszstajn 44

• *Commune internationaliste de Rojava – Make Rojava Green Again*

Michael Löwy 60

• *S. BOUAMAMA, « Planter du Blanc » – Chroniques du (néo)colonialisme français*

D. Epszstajn 66

### DOSSIER : KAROL MODZELEWSKI (1937-2019)

• *Une vie de militant pour la fraternité*

Jan Malewski 45

• *Karol Modzelewski, mon camarade et ami*

Georges Dobbeleer 53

• *« Je n'ai jamais trouvé de loi d'airain dans l'histoire »*

Karol Modzelewski (entretien de Jan Malewski) 55

### Femmes & Suisse

*Grève des femmes\*/grève féministe :*

*Un pas de plus vers une internationalisation des luttes féministes ?*

Stéphanie Prezioso 61

### Pakistan

*Libération immédiate de Mohsin Dawar et Ali Wazir*

Bureau exécutif de la IV<sup>e</sup> Internationale 68

**Pour que inprecor puisse continuer  
 abonnez-vous,  
 faites abonner vos camarades et amis,  
 de toute urgence !**

## Abonnement

(6 ou 11 numéros)

• France - DOM-TOM -

Europe - Afrique 30 EUR (6 mois)  55 EUR (1 an)

• Autres destinations 39 EUR (6 mois)  71 EUR (1 an)

• Pli fermé 50 EUR (6 mois)  90 EUR (1 an)

• Moins de 25 ans et chômeurs 20 EUR (6 mois)

• Institutions (lecteurs multiples, toutes destinations; 92 EUR, pour 1 an)

• Abonnement de soutien (à partir de 60 EUR, pour 1 an)

• Découvrir *Inprecor* (réservé nouveaux abonnés ; 12 EUR, pour 3 mois)

• *Lecteurs solidaires* (6 mois offerts à ceux qui ne peuvent pas payer ;  
 la rédaction se charge de sélectionner les bénéficiaires ; 24 EUR)

• ABONNEMENT SUPPLÉMENTAIRE POUR LA DIFFUSION À PRIX RÉDUIT (1 an, 40 EUR)

Nom - Prénom : .....

Rue : .....

Commune / Code postal : .....

Ville : ..... Pays : .....

Tél./Fax : ..... E-mail .....

• Chèques bancaires et chèques postaux libellés à l'ordre de "PÉCI", à adresser à Inprecor-PÉCI,  
 27 Rue Taïne, 75012 Paris, France.

• Virements bancaires à "PÉCI", à adresser au Crédit du Nord, Agence Paris-Nation,  
 11 rue Jaucourt, 75012 Paris, France, compte n° 30076 / 02044 / 15718500200 / 94.

IBAN : FR76 3007 6020 4415 7185 0020 094 BIC : NORDFRPP

Pour continuer *Inprecor* a besoin de votre soutien. Vous pouvez arrondir vers le haut le montant de votre  
 chèque ou de votre virement d'abonnement ! Vous pouvez aussi diffuser *Inprecor* autour de vous !

# La situation de la France, Macron et les Gilets jaunes

Par  
Henri Wilno\*

**« On est là, on est là,  
même si Macron  
ne le veut pas, on est là,  
pour l'honneur des travailleurs  
et un monde meilleur ».**

Un des chants des Gilets jaunes

La vie militante est souvent faite de périodes de routines mais parfois interviennent des événements imprévus face auxquels il faut se disposer. Ce furent ces dernières années Occupy Wall Street, les occupations de places en Espagne, le parc Gezi à Istanbul (les manifestations populaires en Égypte et en Algérie sont des brisures d'une tout autre ampleur). La France vit depuis novembre 2018 un mouvement populaire inédit par son caractère national, sa popularité (qui va bien au-delà de celles et ceux qui y participent directement), sa radicalité et sa composition sociale : les Gilets jaunes qui, tel un projecteur, mettent en lumière la crise de la société et du système politique français.

La France est dans l'Union européenne, et face à l'Allemagne, une puissance affaiblie par la diminution de son importance économique, en premier lieu celle de son industrie. L'État français a essayé de le compenser en jouant de son poids politique et militaire (1). Depuis 2010, s'y sont ajoutés des efforts redoublés pour « normaliser » le modèle social français (le tournant néolibéral de la politique économique et sociale date cependant de mars 1983 au moment où Mitterrand choisit la « rigueur » en rupture avec le programme de l'union de la gauche arrivée au pouvoir en mai 1981).

Macron a été élu président en mai 2017, en grande partie à la suite d'un concours de circonstances. La politique fermement et ouvertement pro-patronale de François Hollande a complètement déstabilisé le Parti socialiste. Le candidat de la droite François Fillon a été discrédité par un amour de l'argent qui l'a conduit, en pleine campagne



électorale, à être mis en examen par la justice. Cela a ouvert la voie à un « petit Bonaparte » : Emmanuel Macron qui, d'emblée, a joui de forts soutiens dans l'establishment (patronat et haute administration) et est apparu, selon les mots du politologue Jérôme Sainte-Marie comme l'homme de la « réunification idéologique et sociale de la bourgeoisie française pour donner aux réformes la plus grande force propulsive possible » (2).

## Macron, l'homme du « bloc bourgeois » (3)

La bourgeoisie française a eu en effet pendant longtemps une aile internationalisée, totalement engagée dans la construction de l'Europe capitaliste et une aile plus soucieuse de sa base territoriale et plus dépendante de l'État national. Par ailleurs, existaient aussi des divergences culturelles, entre les tenants de la modernité anglosaxonne et des courants plus traditionalistes et liés notamment au catholicisme. Le PS, dans sa dégénérescence, avait fini par incarner à sa façon, à la fois le libéralisme économique (avec de temps en temps une petite ritournelle « sociale » pour les électeurs) et le libéralisme culturel et sociétal. Face à lui, la droite de gouvernement se fracturait entre « conservateurs » et « libéraux ». Pour la bourgeoisie française, dans un contexte

international incertain, ces divergences plus ou moins en trompe-l'œil sont désormais ressenties comme une perte d'énergie et de temps. Il s'agit désormais de « taper dans le dur » avec résolution : droit du travail, SNCF, retraites, Fonction publique, salaire minimum interprofessionnel de croissance (SMIC) à terme... tout doit passer à la moulinette. « TINA » (there is no alternative : il n'y a pas d'alternative) comme le disait Margaret Thatcher. Macron a su fédérer derrière lui des hommes et des femmes venus tant du PS que des Républicains (la droite traditionnelle), ceci assaisonné d'un zeste de prétendus représentants de la « société civile », pour l'essentiel soit des commis du patronat (comme Muriel Pénicaud, la ministre du Travail), soit des personnalités au passé parfois plus honorable que le présent (comme Nicolas Hulot et Daniel Cohn-

\* Henri Wilno, économiste, est militant du Nouveau parti anticapitaliste (NPA, France) et de la IV<sup>e</sup> Internationale.

1. Sur l'utilisation des moyens militaires français (force nucléaire, interventions extérieures, en premier lieu en Afrique) comme contrepois au déclin économique relatif de la France, voir Claude Serfati, *Le Militaire, une histoire française*, éditions Amsterdam, 2017.

2. « Emmanuel Macron incarne la réunification de la bourgeoisie », interview dans *l'Humanité*, 15 mai 2018.

3. Nous empruntons l'expression à Bruno Amable et Stefano Palombarini, *l'Illusion du bloc bourgeois. Alliances sociales et avenir du modèle français*, Raisons d'agir éditions, 2018.

## France

Bendit). Comme l'écrivent Amable et Palombarini, le bloc social derrière Macron regroupe les « *catégories aisées pro-intégration européenne et favorables aux réformes néolibérales... au-delà de la droite et de la gauche* ».

Macron s'est d'emblée attelé à la tâche. Il a réussi à faire passer deux réformes majeures, l'une concernant le droit du travail, dans la droite ligne des lois Rebsamen et El Khomri du quinquennat Hollande, et l'autre les chemins de fer (statut des cheminots, ouverture à la concurrence) et en a annoncé deux supplémentaires : retraites et assurance chômage. Tout en annonçant son intention de mener à bien le rééquilibrage des finances publiques, il a accordé d'importants cadeaux fiscaux aux grandes entreprises et aux plus fortunés avec la suppression de l'impôt sur la fortune (ISF, réduit à la seule propriété immobilière), à l'instauration d'une « *flat tax* » (taxe à taux unique) sur les revenus du capital et en annonçant des réductions supplémentaires de l'impôt sur les sociétés et des cotisations sociales des employeurs. L'impact d'autres réformes supposées favoriser les bas et moyens revenus (taxe d'habitation, cotisations sociales) a été réduit par leurs modalités (étalement temporel) tandis que les revenus des retraités étaient affectés par la hausse de la CSG (contribution sociale généralisée) et la désindexation des retraites. Dans le même temps, intervenaient des mesures symboliques d'une politique inégalitaire (baisse de l'allocation logement et désindexation des prestations sociales). Le tout dans un contexte de difficultés et de recul des services publics (notamment pour ce qui est des hôpitaux). Bien que le gouvernement s'en soit défendu, tout cela est apparu comme inspiré par la théorie du « *ruissellement* » des riches vers les pauvres d'autant que Macron lui-même n'était pas avare de remarques laudatives pour « *ceux d'en haut* » (les « *premiers de cordée* ») et méprisantes pour « *ceux d'en bas* » (les « *gens qui ne sont rien* ») et, enfin, ignorantes des réalités sociales (« *traversez la rue et vous trouverez du travail* »).

L'interminable affaire Benalla et la révélation des complaisances dont il a bénéficié de la part du président a, depuis le début mai 2018, ajouté au ressenti de larges cercles de la population vis-à-vis de l'exercice du pouvoir par Macron. Mais après la victoire remportée sur les cheminots au premier semestre 2018, on pouvait penser à la rentrée de septembre 2018 que bien faibles risquaient d'être les résistances. En septembre 2018, le gouvernement a annoncé son intention d'augmenter la TICPE (taxe intérieure sur la consommation de produits éner-

gétiques) de 11,5 %. Ceci alors que le prix des carburants se situe déjà à un niveau élevé et que l'argument écologique mis en avant par les autorités apparaît comme un prétexte : les taxes (TICPE et TVA), qui constituent 60 % du prix des carburants, ne profitent que très partiellement au budget de la transition énergétique.

Le 17 novembre, après une préparation et des discussions sur les réseaux sociaux, les Gilets jaunes occupèrent des ronds-points routiers, des péages d'autoroutes... sur tout le territoire. Ce jour-là, plus de 3 000 sites sont occupés en France selon le ministère de l'Intérieur. Le même jour, à Paris, le boulevard périphérique est bloqué puis des manifestants descendent les Champs-Élysées vers l'Élysée (résidence présidentielle) avant d'être bloqués par la police. Selon les chiffres officiels, il y aurait eu ce jour-là 287 000 personnes mobilisées (en fait, sensiblement plus). Cette mobilisation se poursuit dans les semaines qui suivent, partout en France. La protestation s'organise de manière très décentralisée et horizontale sur les ronds-points et par des manifestations organisées chaque samedi. Au-delà des participants directs au mouvement, les enquêtes d'opinion montrent qu'il bénéficie d'un soutien majoritaire dans l'opinion, en premier lieu chez les ouvrier-e-s et employé-e-s.

### Les racines du mouvement des Gilets jaunes

L'irruption des Gilets jaunes n'a été prévue par personne. Il s'agit d'une révolte spontanée qui échappe aux cadres des luttes sociales connues par la France depuis des décennies. Ce qui se manifeste d'abord par ses deux emblèmes : le gilet jaune et le drapeau tricolore. Le gilet jaune est à la fois un objet que quasiment tout le monde possède (il est obligatoire pour les automobilistes) et que certains portent pour exercer leur travail. Si on tient à rechercher des analogies historiques, il faut sans doute remonter plus loin plus que la fourche des Forconi italiens de 2012-2013 : le gilet jaune, cet objet populaire (au sens de « *du peuple* ») semble relever du même registre que le Bundschuh (chaussure en cuir noué portée par les paysans), emblème des paysans allemands révoltés au début du XV<sup>e</sup> siècle. Le drapeau tricolore, lui, renvoie au souvenir de la révolution de 1789 qui a aboli les privilèges (et qui est vécue comme ayant été un moment d'unité nationale au-delà des divergences syndicales et politiques d'aujourd'hui).

Au-delà des analogies historiques plus ou moins discutables, comprendre le mouvement suppose de revenir à la racine : les

Gilets jaunes sont le produit de l'évolution de la formation sociale française, elle-même déterminée par les transformations récentes du capitalisme.

Le prolétariat salarié a connu des modifications différenciées : élargissement et homogénéisation d'un côté, éclatement et dispersion de l'autre. Les conditions de rémunération et de travail de même que le rapport au patronat des ouvriers, des employés, d'une large fraction des techniciens et travailleurs qualifiés de l'industrie et des services, voire d'une partie de l'encadrement, se sont rapprochées. Les avantages concédés dans le passé à certaines de ces catégories ont tendu à s'éroder. Mais, dans le même temps, les statuts se sont diversifiés : intérim, contrats à durée déterminée (CDD), externalisation, sous-traitance externe ou sur site, diminution de la taille des établissements au profit de « *réseaux* », horaires variables ou « *à trous* ». Dans les services publics, les contrats de droit privé et la précarité se sont développés.

Les couches sociales dites intermédiaires sont très sensibles aux évolutions du capitalisme surtout quand elles s'accélèrent. Ces catégories ont été profondément renouvelées : recul de la paysannerie, et dans une moindre mesure des artisans et petits commerçants, et montée et essor continu des « *couches moyennes salariées* ». Si de nouvelles catégories de non-salariés se développent aujourd'hui, elles se sentent privées d'un des attributs traditionnels de cette situation : les « *indépendants* » sont devenus largement dépendants, et souvent ce n'est pas seulement un sentiment mais une situation objective. Quant aux « *couches moyennes salariées* », elles sont écartelées : si une partie fait bloc idéologiquement avec la grande bourgeoisie, leurs éléments « *inférieurs* » ont de plus en plus conscience de subir eux aussi la logique capitaliste.

Il faut ajouter à ce tableau le remodelage du territoire. Les grandes concentrations ouvrières ont été partiellement disloquées et ont quitté les villes tandis que l'aménagement capitaliste de l'espace contraint, par la hausse du prix des logements, beaucoup de salariés à vivre plus ou moins loin des métropoles mais pas forcément près de leur travail : d'où des déplacements incessants de banlieue à banlieue ou de la périphérie vers le centre (encore accru par l'évolution du commerce avec le développement des centres commerciaux et le recul des commerces de proximité). Pour une large partie du salariat, c'en est largement fini de la proximité entre lieux de travail et de vie. Ainsi Saint-Denis était à la fois un lieu d'habitat ouvrier et de concentration d'usines et au plus fort





du mouvement de mai-juin 1968, la ville « comptera 25 000 grévistes, 125 entreprises et industries en grève, dont au moins 70 occupations, et près de 60 grèves dans les services publics dont 30 occupations » (4). Le contraste est net avec la situation actuelle.

La césure géographique affecte aussi les artisans et divers petits entrepreneurs qui doivent se déplacer pour aller chez leurs clients. Ces évolutions expliquent la sensibilité d'importants secteurs populaires au prix de l'énergie : les études sur l'impact des prix sur les comportements de consommation montrent que la hausse des prix des carburants n'impacte qu'à la marge le nombre de déplacements automobiles (car les gens ne peuvent faire autrement pour travailler ou se ravitailler) ; s'il y a un impact des variations des prix pétroliers, c'est (surtout pour les bas revenus) sur le chauffage (avec l'augmentation de la précarité énergétique) : ainsi que le résume Michel Husson : « quand le prix de l'énergie augmente, les plus pauvres consomment autant pour leur voiture, et se chauffent moins » (5). Ce n'est donc pas un hasard si le mouvement des Gilets jaunes a d'abord dénoncé les taxes qui amplifient la hausse du prix des carburants. D'autant que le revenu disponible des Français (mesuré par le revenu disponible moyen calculé par

l'INSEE) a baissé ces dernières années – entre 2008 et 2016 – y compris plus particulièrement pour les catégories populaires. De plus, il importe de ne pas fétichiser cet indicateur officiel du pouvoir d'achat : une étude de l'Institut de recherches économiques et sociales montre que le coût des budgets types (panier de consommation permettant à une famille avec enfants de vivre décemment) élaborés par l'Union nationale des associations familiales a augmenté deux fois plus vite que l'indice des prix à la consommation de l'Insee sur la période 2010-2018. Autrement dit, le coût d'une vie décente augmente bien plus vite que ce qu'indique l'indice de prix officiel à partir duquel l'Insee calcule l'évolution du pouvoir d'achat (6).

D'ailleurs, la politique macronienne, dans la continuité de celle de ses prédécesseurs, sape la légitimité du système fiscal : pourquoi payer des impôts quand les riches en payent de moins en moins (soit grâce aux réformes fiscales, soit parce qu'ils peuvent sans grand risque pratiquer l'évasion, voire la fraude pure et simple), quand les hôpitaux sont engorgés ou fermés, les bureaux de poste et les voies ferrées hors TGV sacrifiés ? Il faut ajouter que, comme le souligne Alain Bihr, les attaques contre les services publics

et les prestations sociales sont un volet complémentaire de la remise en cause du code du travail, de la précarisation des salariés et de la pression sur les salaires (7) : il s'agit de réduire le coût pour le capital de ces équipements et services collectifs, pour une part nécessaires à la reproduction de la force de travail (appareil scolaire et universitaire, système de santé...). Sous prétexte de réduire un endettement public qui résulte pourtant avant tout de l'injustice fiscale au profit du capital et des possédants, les gouvernements successifs s'acharnent à tailler dans les équipements et services collectifs. Ce volet du néolibéralisme touche l'ensemble des catégories populaires, salariées ou non, et les a rapprochées.

4. <https://lejsd.com/content/mai68-souvenirs-dionysiens>

5. Michel Husson, « Les fondements micro économiques de la connerie », *A l'encontre*, 30 novembre 2018 <http://alencontre.org/economie/les-fondements-microeconomiques-de-la-connerie.html>

6. Gaston Lefranc, « Pouvoir d'achat, les mensonges du gouvernement », *l'Anticapitaliste*, 16 mai 2019. <https://npa2009.org/actualite/politique/pouvoir-dachat-les-mensonges-du-gouvernement>

7. Alain Bihr, *Les « gilets jaunes » : un soulèvement populaire contre l'acte II de l'offensive néolibérale*, mardi 21 mai 2019, site *Ici et Ailleurs* : <https://ici-et-ailleurs.org/voyons-ou-la-philo-mene/article/les-gilets-jaunes-un>



Le sentiment d'être injustement taxé est plus fort dans les zones périurbaines et rurales dont les habitants voient disparaître année après année les services publics qui représentent la concrétisation locale de leurs impôts et taxes (8). Quoi qu'on puisse en penser sur le fond, la décision gouvernementale de limiter à 80 km/h la vitesse sur des routes où elle était auparavant de 90 km/h a été vécue dans ces zones comme une tracasserie supplémentaire.

## Un mouvement hétérogène mais une commune volonté d'égalité

Les Gilets jaunes sont un regroupement de couches sociales hétéroclites mais qui se sentent toutes victimes de la brutalité néolibérale, du mépris de « l'élite ». Le gros du mouvement est formé par des prolétaires en activité (ouvriers et employés) ou retraités, auxquels s'ajoutent des membres de la petite bourgeoisie (artisans, auto-entrepreneurs, infirmières libérales), des paysans et des petits patrons. Il faut aussi noter l'importance des femmes, nombreuses sur les ronds-points et dans les manifestations : une enquête citée par le magazine Causette évaluée à 45 % la proportion des femmes parmi les Gilets jaunes (9) ; au-delà du chiffre, il n'y a nul doute sur la forte et visible présence



des femmes, qui ont parfois organisé leurs propres manifestations.

Ce n'est pas un mouvement du cœur des grandes agglomérations ni des quartiers populaires (dont la population est on le sait largement d'origine étrangère). Même si les fins de mois difficiles sont un leitmotiv de nombreux Gilets jaunes, la base du mouvement n'est pas la population la plus pauvre et la plus marginalisée (10) : ceux qui se mobilisent sont avant tout ceux qui ont un travail mais ne peuvent en vivre décemment. Si la mobilisation est un phénomène national, certaines grandes villes de province jusque-là présentées comme des modèles de dynamisme, comme Bordeaux et Toulouse, ont connu des manifestations particulièrement importantes largement alimentées en fait par leur périphérie, ce qui a amené des analyses plus lucides sur le type de développement de ces agglomérations qui reproduisent (avec bien sûr certaines particularités) le modèle parisien de ségrégation sociale et économique. Comme l'explique un sociologue à propos de Bordeaux : « *La politique de rénovation menée par le maire Alain Juppé (...) a eu des effets pervers. Beaucoup ont été renvoyés dans la périphérie de plus en plus lointaine. Les gilets jaunes en sont aussi la conséquence. Aujourd'hui, Bordeaux est*

*une nouvelle ville, un petit Paris. Les différences sociales s'y sont considérablement accentuées.* » (11)

Les revendications sociales mises en avant par les Gilets jaunes ont évolué : de la taxe sur les carburants, elles se sont élargies au rétablissement de l'ISF, la hausse des retraites, la dénonciation de la TVA sur les produits de première nécessité et la revalorisation du SMIC. La question écologique et climatique a été utilisée par le gouvernement contre les Gilets jaunes, mais ceux-ci ont souvent su montrer qu'ils n'y sont pas indifférents (et pour une part, ont participé aux marches pour le climat) même s'ils refusent que ce soient « ceux d'en bas » qui fassent les frais de la transition nécessaire. En retour, l'existence des Gilets jaunes a poussé une partie des manifestants à ces marches à intégrer l'importance de se soucier de la « *fin du mois* ».

Le cœur des revendications des Gilets jaunes n'est pas la mise en cause de l'exploitation capitaliste mais plutôt de ses conséquences, et des choix fiscaux et budgétaires du gouvernement. Socialement largement prolétaires dans leur base, les Gilets jaunes par leurs revendications se posent avant tout en mouvement des « *petits contre les gros* », un mouvement pour l'égalité.

Les Gilets jaunes occupent en fait souvent une place, hétérogène, dans les rapports de production capitalistes qui les différencient des salariés qui participent encore aux mobilisations syndicales : salariés des très petites ou moyennes entreprises (TPE-PME) souvent idéologiquement proches de « *leur patron* », indépendants (infirmières, aides à la personne, chauffeurs routiers, etc.), petits patrons... et enfin, retraités.

Les salaires sont donc loin de constituer le volet prioritaire du mouvement mais, malgré le poids des non-salariés, ses exigences ne se résument pas du tout à la « *baisse des charges* ». Les salariés, souvent syndiqués ou ex-syndiqués, présents dans le mouvement ne le sont pas en tant que tels (et d'ailleurs, même quand ils sont syndiqués, ne sont pas forcément prêts à participer à des mobilisations revendicatives sur leur lieu de travail). Cette occultation des intérêts propres des salariés dans le mouvement peut renvoyer à divers facteurs, dont la volonté de préserver son unité malgré les disparités des catégories populaires présentes. Les Gilets jaunes, en effet, se méfient de tout ce qui pourrait diviser : la priorité est la recherche du consensus, mais cela a son revers en termes de crainte des débats ouverts entre diverses options. L'historien Samuel Hayat, partant de l'étude des revendications des Gilets jaunes, a soutenu que leur mobilisa-

8. Alexis Spire, « *Aux sources de la colère contre l'impôt* », *le Monde diplomatique*, décembre 2018.

9. Marion Rousset, « *Gilets jaunes. Les mères célibataires se manifestent* », *Causette* n° 97, février 2019.

10. Cf. interview de Ramón Bordallo, maire de Loubaut (Ariège), parue dans *l'Anticapitaliste* du 20 décembre 2018 et sur le site du NPA Ariège : <http://www.npa-ariège.org/spip/spip.php?article2584>

11. « *Pourquoi Bordeaux est-elle devenue un bastion des gilets jaunes ?* », interview du sociologue Francis Neyrat, *Sud-Ouest*, 11 janvier 2019. <https://www.sudouest.fr/2019/01/11/pourquoi-bordeaux-est-elle-devenue-un-bastion-des-gilets-jaunes-5723688-2780.php>

tion s'ancre dans « *l'économie morale des classes populaires* » (12), c'est-à-dire dans des principes moraux considérés comme devant régir le fonctionnement de l'économie : on doit pouvoir vivre de son travail, chacun doit contribuer selon ses moyens, les fraudeurs fiscaux doivent être punis... Hayat explique que Macron est apparu comme piétinant ce pacte implicite, tant par les mesures prises que par son discours méprisant. Il précise qu'une telle révolte, même si elle est authentiquement populaire, ne se transforme pas nécessairement en mouvement révolutionnaire : elle s'apparente plus à un sursaut contre un pouvoir qui a dépassé la mesure et, par exemple, comme le soulignent de leur côté Halimi et Rimbart, ne remet en cause ni la subordination des salariés dans l'entreprise ni la répartition fondamentale des revenus (13).

Avec les Gilets jaunes, la question sociale a fait un retour en force, de même que la question démocratique : la revendication du RIC (référendum d'initiative citoyenne) a de plus en plus été portée par le mouvement. Elle traduit la crise du système représentatif tel qu'il fonctionne désormais en France : présidentialisme, subordination du législatif à l'exécutif (d'autant que les élections législatives sont désormais organisées après les présidentielles), éloignement entre la réalité sociale et la représentation politique (4,6 % des député-es sont employés et aucun n'est ouvrier, alors que ces catégories représentent la moitié de la population active). À cette monarchie républicaine, à ce système représentatif dégénéré, le RIC oppose (avec beaucoup d'illusions) une volonté de démocratie directe.

## Problèmes d'orientation et de structuration

Pour comprendre le mouvement, il faut tenir compte du fait qu'il existe plusieurs « cercles » de « *Gilets jaunes* » : du plus large composé de gens qui soutiennent sans participer aux actions et débats (ou de moins en moins) au plus resserré, plus militant, qui continue depuis de longs mois à être mobilisé. Ce cercle restreint, confronté semaine après semaine à la répression policière, a été amené à se poser le problème de la convergence avec d'autres, y compris les syndicats.

L'extrême droite s'est immiscée dès le début dans le mouvement. Cette infiltration est apparue très tôt par la création de plusieurs groupes Facebook sur des revendications où se joignent pêle-mêle le retour du 90 km/h sur les routes départementales, la peine de mort pour les pédophiles, la fin des radars et autres sujets assez porteurs sur un

électorat d'extrême droite. Le bureau exécutif du Rassemblement national (RN, nouveau nom du Front national, le parti de Marine Le Pen) a décidé, le 19 novembre 2018, de soutenir le mouvement des Gilets jaunes, tout en gardant une certaine distance tandis que s'affairaient Debout la France de Dupont-Aignan et divers groupes fascistes violents (14). Plusieurs des initiateurs des premiers appels sur les réseaux sociaux et de ceux qui ont été médiatisés au début du



mouvement n'étaient donc pas sans lien avec la droite et l'extrême droite mais ce n'était pas la généralité.

Les figures qui restent maintenant les plus influentes (Priscillia Ludoski, Éric Drouet, Jérôme Rodrigues, Maxime Nicolle dit « *Fly Rider* ») n'ont pour les trois premiers pas de lien avec l'extrême droite et il en est très vraisemblablement de même pour le dernier malgré un penchant au confusionnisme-complotisme. Une partie de la clientèle électorale populaire de la droite et du Rassemblement national s'est effectivement retrouvée parmi les Gilets jaunes (ou en soutien à ceux-ci) et a influencé leurs formes d'apparition (drapeaux tricolores, Marseillaise) mais il ne faut confondre cette présence avec les menées de l'extrême droite organisée. Celle-ci a tenté de faire de l'immigration (avec le fantasme du pacte mondial sur l'immigration proclamé à Marrakech en décembre 2018) un axe du mouvement mais elle a échoué, même si des dérapages racistes et antisémites ont été constatés ici et là et ont été montés en épingle par la propagande du pouvoir (surtout pour ce qui est de l'interpellation antisémite dont a été l'objet l'écrivain Alain Finkielkraut). Une fraction de la droite parlementaire (Les Républicains), bruyamment en soutien des Gilets jaunes au début, s'en est ensuite démarquée et a commencé à attaquer le gouvernement sur son

« *incapacité* » à maintenir l'ordre. Le Rassemblement national a modéré son discours favorable aux Gilets jaunes et a manifesté son opposition à la hausse du SMIC. Les différents groupes fascistes ont essayé de jouer leur carte (en participant aux affrontements ou bien en se proposant comme service d'ordre), ont parfois agressé des manifestants d'extrême gauche mais ils n'ont pas pesé sur l'orientation du mouvement, sauf très ponctuellement. Il ne faut

cependant pas nier chez certains participants au mouvement une influence diffuse, par le biais des réseaux sociaux, de la mouvance Soral-Dieudonné qui mêle au discours « *anti-système* » un antisémitisme, reflet de préjugés ancrés dans la société (et qui ne sont donc ni nouveaux ni spécifiques aux Gilets jaunes).

En fait, les Gilets jaunes ont affirmé leur volonté d'indépendance et de non-récupération. Cette volonté s'est manifestée par une grande méfiance vis-à-vis des porte-parole autoproclamés. Les personnalités qui n'ont pas été rejetées par le mouvement sont celles qui ont pris garde à ne pas paraître décoller de la « base ». Les Gilets jaunes sont un mouvement d'emblée à dimension nationale mais organisé d'abord au niveau local, des participants aux groupes qui se relaient sur les ronds-points ou se réunissent dans les localités. Les réseaux sociaux sont le vecteur des liaisons entre groupes et permettent d'informer sur les actions proposées.

12. Samuel Hayat, *Les Gilets Jaunes, l'économie morale et le pouvoir*, 5 décembre 2018, <https://samuelhayat.wordpress.com/2018/12/05/les-gilets-jaunes-leconomie-morale-et-le-pouvoir/>

13. Serge Halimi & Pierre Rimbart, « *Luttes de classes en France* », *Le Monde diplomatique*, février 2019.

14. « *Ces gilets bruns qui polluent les gilets jaunes* », *Les dossiers de Visa (Vigilance syndicale antifasciste)* n° 5, décembre 2018.

## France

Les groupes locaux sont très hétérogènes dans la fréquence et les modalités de leurs réunions, surtout à partir du moment où les forces policières évacuent les ronds-points et détruisent les cabanes qui y avaient été construites. La plus grande démocratie règne dans certains groupes, dans d'autres ceux « *qui parlent le plus fort* » ont un poids disproportionné. L'extrême droite est plus ou moins présente, elle est parfois rejetée ou bien écoutée au point de rendre difficile la participation des militants de gauche ou d'extrême gauche. Dans les manifestations, beaucoup de choses se décident sur le terrain, le déroulement des cortèges dépend souvent des offensives policières. Les participants ne sont cependant pas prêts à se dissoudre au moindre jet de grenade et, de plus en plus, viennent équipés de lunettes et masques pour résister aux lacrymogènes. La conscience du rôle répressif de la police au service du gouvernement et des puissants est de plus en plus partagée. L'extrême droite, très minoritaire dans les cortèges, tente parfois, comme nous l'avons signalé ci-dessus, d'agresser des militants d'extrême gauche, notamment à Paris les militants du NPA le 26 janvier.

La préoccupation de structuration nationale s'est exprimée dans l'Assemblée des assemblées qui s'est tenue une première fois le 27 janvier à l'initiative du groupe de Gilets jaunes de Commercy et ensuite du 5 au 7 avril à Saint-Nazaire. Ces deux réunions ont donné lieu à des débats très riches et produit des appels à tonalité combative et progressiste. Mais elles n'ont regroupé qu'une petite minorité du mouvement et n'ont pas pallié le manque de structuration et de débat national démocratique. Les Gilets jaunes, à juste titre, se méfient de porte-parole qui confisqueraient leur lutte et parleraient sans mandat en leur nom, mais ils n'ont pu aller jusqu'à un début réel de mise en place d'une coordination nationale démocratique.

### Radicalité et « violences »

Dans le mouvement ouvrier français (y compris dans une large mesure l'extrême gauche), les manifestations de rue se sont, depuis les années 1980, ritualisées avec des cortèges où chacun défile derrière son organisation (d'abord les syndicats et les organisations « *de masse* », puis les partis politiques) sur des parcours négociés avec la police et, au moins à Paris, cantonnés dans les quartiers restés quelque peu populaires. Seules les manifestations de jeunes échappaient à ce schéma (ainsi que des courants « *autonomes* » très minoritaires). Cette habitude a commencé à être ébréchée lors des

mouvements contre les contre-réformes des retraites de 2003 et 2010 avec des occupations de gares et de voies ferrées.

Sous la présidence Hollande, les choses ont commencé à changer de manière plus massive avec l'apparition du « *cortège de tête* » dans les manifestations durant la lutte contre la loi travail, c'est-à-dire d'un nombre significatif de manifestants ne voyant pas pourquoi ils défileraient derrière les services d'ordre et les dirigeants des organisations syndicales. Soit parce qu'ils ne se reconnaissaient pas dans ces organisations (dont l'influence a régressé), soit parce qu'adhérant à ces organisations, ils ne voyaient pas pourquoi ils devraient attendre que les « *responsables* » décident de la façon dont ils devaient manifester. Parallèlement, est intervenu, sous couvert des contraintes de la lutte antiterroriste, un durcissement de l'attitude de la police ; police qui vise plus spécialement (à coups de grenades lacrymogènes ou de désencerclement, de matraques et d'interpellations) le cortège de tête alors qu'une bonne partie de ceux qui y participent ne désirent pas spécialement casser des vitrines ou s'affronter avec la police. Toutefois, le refus du pouvoir de transiger sur sa loi et la violence policière a induit une compréhension « *positive* » plus ou moins large des initiatives des « *autonomes* ».

Tout ceci va s'amplifier avec Macron lors du mouvement contre la deuxième loi de démantèlement du code du travail et face à un pouvoir largement perçu comme méprisant et au service des « *ultra-riches* ».

Avec les Gilets jaunes, un degré supplémentaire est franchi dans l'utilisation de la police pour tenter de régler les questions politiques et sociales. Les Gilets jaunes se sont d'emblée situés hors du train-train habituel des manifestations : s'ils ne se posent

pas le problème de la grève, ils veulent que leurs manifestations aient un impact concret, d'où la présence sur les ronds-points (afin d'être vus et de ralentir la circulation), aux péages d'autoroutes et les manifestations du samedi sur des parcours non négociés avec la police. D'où aussi la volonté de se rassembler et de défiler là où sont les pouvoirs, les riches, les commerces de luxe : à Paris sur les Champs-Élysées et le plus près possible de l'Élysée, dans les rues commerçantes des centres-villes et à proximité des mairies et préfectures en province. Le refus du pouvoir de l'accepter et le mépris vis-à-vis de leurs revendications ne pouvaient qu'exaspérer les manifestants (et augmenter la compréhension vis-à-vis de ceux qui résistaient à la police ou bien s'attaquaient à des symboles du pouvoir et de l'argent).

Le samedi 1<sup>er</sup> décembre, les manifestants se sont, malgré le dispositif policier, largement approchés de l'Élysée au point que le 8 décembre des moyens (hélicoptère, etc.) ont été mis en place pour évacuer si nécessaire le président. Le 1<sup>er</sup> décembre également, la préfecture du Puy-en-Velay avait été incendiée et les aéroports de Nantes et Nice bloqués. À partir de là, le pouvoir a mis en place une stratégie à deux volets : faire semblant de vouloir dialoguer et de satisfaire certaines des revendications du mouvement et user sans réserve de la répression. C'est ce deuxième point que nous traiterons ici (le premier sera abordé plus loin).

Depuis la mort de Malik Ousseine (tué en 1986 lors d'une manifestation étudiante), la police avait pour consigne de faire preuve de retenue vis-à-vis des manifestations dans les centres-villes au contraire des méthodes répressives et violentes utilisées dans les banlieues populaires. Contre les Gilets jaunes, s'est déployée une répression policière







et judiciaire plus acharnée qu'en mai 1968 (sauf, pour ce qui est de la violence policière, au moment de la reprise des usines automobiles de Renault Flins et de Peugeot Sochaux en juin 1968) mais aussi une répression préventive visant à décourager les personnes de manifester par des contrôles, des fouilles, voire des gardes à vue prolongées jusqu'après la fin de la manifestation, même s'il n'y a rien à reprocher à la personne arrêtée. Des unités spéciales de policiers ont été mises en place, canons à eau et véhicules blindés sont apparus dans les rues, les LBD (« lanceurs de balles de défense ») et les grenades défensives ont été utilisés intensément malgré les critiques sur leur dangerosité. La police a été montée contre les manifestants par des déclarations incendiaires, en premier lieu du ministre de l'Intérieur Christophe Castaner présentant les manifestants comme des casseurs, des pillards, des tueurs en puissance « à la volonté de tuer nos forces de l'ordre » (déclaration du 3 décembre 2018 à l'Assemblée nationale). Le ministre et à l'occasion le président lui-même ont bien fait comprendre aux policiers qu'ils étaient couverts quelles que soient les blessures causées par les LBD, les grenades et les matraquages. Le nombre des blessés et mutilés du côté des manifestants n'a cessé d'augmenter : au 7 mai dernier sont décomptés 1 décès (une dame âgée qui se penchait à sa fenêtre à Marseille), 5 mains arrachées, 24 éborgnés, 284 blessures à la tête, parmi des centaines de blessés. Outre des manifestants, des journalistes et des street medics ont été ciblés par la police. Ceci, alors que le ministère de l'Intérieur s'est contenté de publier des décomptes de policiers blessés et que, malgré les déclarations allant jusqu'à parler de policiers « lynchés », il n'a jamais produit un

seul cas de blessé grave. Une tentative de fichage des manifestants hospitalisés a été dénoncée par des médecins hospitaliers. Certes, l'IGPN (inspection générale de la police nationale) a été saisie d'environ 200 cas de policiers mais elle instruit les affaires avec une grande lenteur et, dans le cas des policiers de Mantes-la-Jolie, qui ont contraint le 6 décembre 2018, 151 collégiens et lycéens à rester près de 3 heures à genoux, menottés ou les mains sur la tête, avant de les arrêter, l'IGPN a indiqué le 16 mai qu'il n'y avait ni faute ni « comportement déviant » de la part de la police ! La lenteur de l'IGPN et celle de la justice quand elle est saisie de plaintes contraste avec la célérité des tribunaux à juger et condamner les manifestants. Les médias dominants usent sans distinction des termes « manifestants », « casseurs » et « pillards » et les personnes qui passent devant les tribunaux voient leur participation à un mouvement social amalgamée à des agissements de délinquants de droit commun et sont condamnés en conséquence.

Macron, sa clique politique et le « bloc bourgeois » sont déterminés. Leur base sociale et politique est plus faible que celle de De Gaulle en 1968. C'est pourquoi, rassuré aussi par le caractère moins massif des mobilisations et l'absence de jonction avec le mouvement ouvrier organisé, le pouvoir n'hésite pas et n'hésitera pas à recourir à une violence policière sans guère de limites. Le blanc-seing à la police a été réitéré le 2 juin par l'adjoint de Castaner, le secrétaire d'État Laurent Nuñez, lors de l'émission « Le Grand Jury » sur RTL-LCI-le Figaro : « Nous n'avons pas de regret sur la façon dont nous avons mené l'ordre public et la sécurité publique. C'est une crise inédite depuis cin-

quante ou soixante ans, personne n'a eu à affronter ce que nous avons eu à affronter avec Christophe Castaner et les choses se sont quand même globalement bien passées en matière d'ordre public (...) J'ai toute confiance dans les policiers et gendarmes de ce pays (...). Nous savons qu'ils ont employé la force de manière proportionnée dans la plupart des cas, et la force n'a été employée que quand il s'agissait de riposter à des agressions violentes contre eux-mêmes ou contre nos institutions. »

Pour apprécier la situation des Gilets jaunes, il faut également souligner le mépris exprimé par les couches supérieures et une partie des intellectuels, y compris « de gauche » manifestant une forme de ce que Bourdieu caractérisait comme un « racisme de l'intelligence... qui fait que les dominants se sentent justifiés d'exister comme dominants » (15). Certes il y a eu des voix dissidentes : certains universitaires ont assez vite, collectivement ou individuellement, apporté un soutien aux Gilets jaunes. Des écrivains se sont également manifestés et, après plusieurs mois, le 4 mai, a été publiée une pétition de gens du spectacle et de personnalités culturelles, dont certains fort connus (16). C'est un phénomène positif mais qui se traduit surtout par des signatures de pétitions.

## Un front social contre Macron ?

Après le 1<sup>er</sup> décembre, beaucoup de choses semblent possibles (ce qui ne veut pas dire, sauf à s'illusionner, que « tout est possible »). Le 3 décembre, le ministère de l'Éducation nationale annonce que plus d'une centaine de lycées en France sont bloqués, au moins partiellement. Des lycéens, qui protestent contre les réformes du baccalauréat, du lycée et Parcoursup, manifestent avec les Gilets jaunes. Comme cela a déjà été indiqué, la répression policière se déchaîne à Mantes-la-Jolie. Des Gilets jaunes entament un blocage des dépôts de carburant dans le nord-ouest de la France, provoquant une pénurie de carburant au moins partielle dans 300 stations-service, dont 75 en pénurie locale au 3 décembre.

Mais, en fait, la convergence ne va pas se faire au-delà de convergences locales « par en bas » (17) : comme le soulignent Christine Poupin et Patrick Le Moal, l'idée

15. Pierre Bourdieu, *Questions de sociologie*, éditions de Minuit, 1981, réédité en 2002.

16. « Nous ne sommes pas dupes », <http://www.nousnesommespasdupes.fr/>

17. Cathy Billard, « Gilets jaunes et mouvement syndical : une histoire compliquée », *l'Anticapitaliste*, 16 mai 2019.

que « *c'est le moment* » ne s'impose pas (18). Même dans les entreprises, où des salariés soutiennent le mouvement et où des sections syndicales et des militants cherchent à mobiliser. S'il n'y a pas spontanément à la convergence, la responsabilité des directions syndicales n'en est pas moins importante.

Certes, les Gilets jaunes se proclament apolitiques et a-syndicaux et, souvent, affirment leur hostilité tant aux partis qu'aux syndicats. Des syndicalistes se voient demander de ne pas arborer drapeaux et banderoles dans les manifestations. Mais les directions syndicales nationales, bien que divisées, se rejoignent à des degrés divers dans la passivité et ne font à peu près rien pour lever les méfiances. La CFDT soutient le gouvernement. Force ouvrière est hétérogène et paralysée (elle sort alors à peine d'une crise qui a conduit à un changement forcé de secrétaire général). Une partie des adhérents de la CGT sont dans le mouvement mais la direction confédérale manifeste sa méfiance, arguant d'une présence de l'extrême droite parmi les Gilets jaunes. Solidaires, après des réticences initiales, a affirmé son soutien mais ne représente pas une force suffisante pour peser sur la situation. Le 6 décembre 2018, toutes les confédérations syndicales, sauf Solidaires, publient un communiqué commun et « *dénoncent toutes formes de violence dans l'expression des revendications* » !

Mais début décembre, le mouvement est toujours fort et le régime craint la suite. Le 4 décembre, il décide de lâcher sur les carburants : suspension ou annulation de la taxe ? Après des hésitations, ce sera finalement l'annulation. Mais le mouvement est fort. Et il est clair qu'il a d'autres motifs : hausse de la CSG, suppression de l'ISF, non-augmentation du SMIC... tout est remis en cause. Le patronat est le premier à comprendre qu'il faudra lâcher plus : même si la production n'est pas bloquée, si les grèves annoncées ne se concrétisent pas ou peu (comme l'appel des fédérations CGT et FO transports à une grève à partir du 9 décembre ou le mouvement dans la chimie), la direction du Medef craint que la situation ne devienne plus sérieuse. Le 4 décembre, Geoffroy Roux de Bézieux, le « *patron des patrons* », propose une augmentation du SMIC, mais à

condition de baisser les cotisations sociales employeurs sur le salaire minimum... Autrement dit, la Sécurité sociale ou le contribuable paieront.

### Les fausses concessions du pouvoir

Donner quelque chose aux salariés, sans que ça coûte un centime aux patrons, l'idée est bonne commence-t-on sans doute à penser dans les cabinets ministériels qui planchent sur l'intervention de Macron annoncée pour le 10 décembre. Mais pas question de toucher au SMIC lui-même : cela apparaîtrait comme une victoire directe des salariés grâce aux Gilets jaunes. Donc, la solution sera l'usine à gaz de la prime d'activité, faussement présentée comme une hausse du SMIC. S'y ajoutent l'exemption de cotisations et d'impôts sur les heures supplémentaires et un recul en arrière partiel sur la hausse de la CSG des retraités.

En fait, la hausse de la prime d'activité n'équivaut en rien à une augmentation du SMIC, elle ne compte pas pour la retraite et rien ne garantit qu'elle sera revalorisée comme le SMIC fin 2019. La mesure sur les heures supplémentaires les rend encore moins couteuses : c'est un encouragement à les utiliser (d'autant que leur taux de majoration peut par accord conventionnel être abaissé à 10 %) au détriment des embauches. Quant aux retraités, la non-augmentation de la CSG ne compensera pas la baisse alors programmée du pouvoir d'achat des retraités. Ces mesures ont un coût total évalué par le gouvernement à 10 milliards d'euros. On peut le comparer aux quelque 18 à 20 milliards pour 2019 liés à la transformation du CICE et aux quelque 4 milliards d'euros de pertes de recettes résultant de la réforme de l'ISF. Bien que comprises comme un succès (partiel) de la mobilisation (enfin, après les nombreuses défaites accumulées par les mobilisations traditionnelles de ces dernières années), ces concessions s'inscrivent dans la logique politique du macronisme (notamment le démantèlement du financement de la protection sociale, dans son principe assis sur les cotisations prélevées sur les salaires).

La conclusion de l'intervention de Macron du 10 décembre est grandiloquente : « *Nous ne reprendrons pas le cours normal de nos vies, comme trop souvent par le passé dans des crises semblables, sans que rien n'ait été vraiment compris et sans que rien n'ait changé.* » En fait, il a fait quelques concessions pour sauver l'essentiel : les réformes néolibérales déjà intervenues ou à venir. Un peu plus de déficit budgétaire ne le

gêne pas si c'est pour sauver le noyau dur de sa politique, et il sait que la Commission européenne sera compréhensive. Car, comme le soulignait justement l'économiste Stefano Palombarini dans son blog sur Mediapart : « *il est essentiel de souligner que le cœur du néolibéralisme n'est pas l'austérité budgétaire, mais une relation salariale "flexible", la main libre au patronat dans les relations du travail, une protection sociale pliée aux règles marchandes. L'austérité a été utilisée, en France comme ailleurs, pour montrer le caractère prétendument inéluctable des réformes néolibérales, qui sont à l'origine de la diffusion de la précarité, de la pauvreté et des inégalités grandissantes...* » (19). D'ailleurs, comme l'a fait alors remarquer Richard Ferrand, le président de l'Assemblée nationale, « *il n'y a pas de changement de cap* ». Macron annonce aussi l'organisation d'un « *Grand débat* » associant les élus, les « *partenaires sociaux* », les intellectuels... et prétendument destiné à recueillir les aspirations des Français avant de nouvelles décisions présidentielles. Parmi les axes de ce « *débat* », il introduit l'immigration et l'identité nationale, question peu avancée publiquement par les Gilets jaunes (ce qui ne veut pas dire que certains n'y étaient pas sensibles).

Le premier trimestre va donc être rythmé par les épisodes du « *Grand débat* » (sous haute protection policière quand Macron se déplace en province et « *dialogue* » avec des participants sélectionnés) mais, surtout, par les « *actes* », successifs, c'est-à-dire les manifestations du samedi organisées par les Gilets jaunes. Celles-ci déclinent cependant en nombre de participants, de même que la présence sur les ronds-points mais les sondages auprès de la population montrent que le soutien reste majoritaire, surtout parmi les ouvriers et employés, malgré l'intense propagande gouvernementale sur les « *violences* », le coût économique du mouvement, le fait qu'il n'a plus d'objet à l'heure du « *Grand débat* ». Suite à un appel de la CGT à une journée de grève pour le 5 février, de nombreux Gilets jaunes (dont Éric Drouet) ont annoncé leur participation, mais la CGT n'a pas cherché à mobiliser massivement, ni donné la moindre perspective au-delà de cette journée. Le 27 avril, à l'appel de fédérations et d'unions départementales CGT critiques de la direction, puis le 1<sup>er</sup> mai, Gilets jaunes et syndicats se sont retrouvés aux mêmes endroits pour manifester mais, pour l'essentiel, sans réelle jonction.

Le 25 avril, Macron donne une très longue conférence de presse pour annoncer de premières décisions ou axes de travail prétendument issus du « *Grand débat* ». En

18. Christine Poupin & Patrick Le Moal, « *Gilets jaunes, un mouvement populaire inédit* », *Inprecor* n° 659/660, janvier-février 2019.

19. Stefano Palombarini, « *Les gilets jaunes, le néolibéralisme et la gauche* », 21 décembre 2018, <https://blogs.mediapart.fr/stefano-palombarini/blog/211218/les-gilets-jaunes-le-neoliberalisme-et-la-gauche>



matière de fiscalité, il a en premier lieu confirmé qu'il ne reviendrait pas sur les mesures prises ces deux dernières années. Au lieu de rétablissement de l'ISF et de baisse de la TVA sur les produits de première nécessité, il annonce une baisse de l'impôt sur le revenu estimée à 5 milliards d'euros, tout en restant assez flou sur ses modalités et son financement. 43 % des contribuables seulement paient l'impôt sur le revenu qui est par ailleurs un des rares impôts progressifs français, où plus on gagne, plus on est taxé. En réduisant l'impôt sur le revenu on laisse de côté 57 % des contribuables aux plus bas revenus qui continueront à payer pleinement la TVA ! Concernant l'évasion fiscale et la fraude fiscale, aucune mesure concrète, à part l'annonce d'une nouvelle évaluation par la Cour des comptes.

En matière de services publics, annonce la plus spectaculaire : il n'y aura plus « d'ici à la fin du quinquennat de nouvelles fermetures, ni d'hôpitaux, ni d'écoles sans l'accord du maire ». En fait, Macron joue sur les mots : pas de fermeture d'écoles ne veut pas dire pas de fermetures de classes ; de même pour les hôpitaux, puisqu'il n'a pas dit : pas de fermetures de services. Donc, des maternités et des services de chirurgie vont continuer à disparaître. Hôpitaux et écoles ont eu droit à quelques bonnes paroles présidentielles, mais pas les gares. Rien sur les lignes de trains dites secondaires de plus en plus sinistrées. Les bureaux de poste, eux aussi, ont été oubliés. Enfin, pas tout à fait. Emmanuel Macron a en effet annoncé un projet d'installation d'ici la fin du quinquennat de 2000 « maisons » baptisées « France services », qui regrouperont divers services publics (poste, caisse d'allocations familiales, assurance maladie, Pôle emploi...) en un même

lieu, pour prétendument combattre la désertion des zones périphériques. En réalité, il y en a actuellement déjà environ 1 300, fonctionnant plus ou moins bien. De fait, « France services » risque bien d'être « France casse des services » !

A été aussi abordée la question du temps de travail : il faudra que les Français « travaillent plus » (comme si la durée du travail en France était plus faible qu'ailleurs !) (20). Pour y aboutir, Macron compte sur la négociation d'entreprise et de branche pour augmenter le temps de travail effectif, et sur les modalités de la réforme de retraites pour amener au report des départs (sous peine d'une baisse de la pension). Un geste pour les retraités est quand même annoncé : en 2020, les retraités gagnant moins de 2 000 euros par mois verront leurs pensions revalorisées au même rythme que l'inflation. Plus aucune pension ne serait sous-indexée (par rapport à l'indice des prix) en 2021. Mais la désindexation des autres prestations sociales et la baisse des APL ne sont pas remises en cause. Ces transferts sociaux verront donc leur valeur réelle se dégrader dans les prochaines années.

Enfin, Macron s'est étendu sur les questions migratoires bien que sur les 135 000 contributions recensées, seulement 5 000 (soit moins de 4 %) les mentionnent. Il a martelé « pour moi, c'est le deuxième grand combat européen, avec le climat, c'est le combat en matière de migrations ». Un grossier appel du pied vers la droite et l'extrême droite à la veille des élections européennes.

Sur le plan économique et social, les Gilets jaunes ont donc bien obtenu quelques concessions de Macron (prime d'activité, pouvoir d'achat des retraites) : c'est plus que ce qu'avaient réussi à avoir les syndicats

mais, outre que c'est loin des véritables revendications du mouvement, il s'agit seulement pour le pouvoir de tenter d'apaiser les mécontentements immédiats afin de pouvoir mener, si possible dans le calme (et avec une répression maintenue) les réformes déjà programmées (21).

### En guise de conclusions...

- ❶ Si les manifestations continuent, le mouvement est en recul :
- Du fait de la répression qui a réussi à séparer les éléments les plus déterminés des autres participants aux premières manifestations ;
- De la fatigue des participants présents samedi après samedi (sans parler des actions locales) ;
- De l'incapacité et du manque de volonté déjà évoqués du mouvement syndical à se lier aux Gilets jaunes.

Il faut enfin tenir compte du fait que le mouvement est confronté à des choix difficiles alors que les participants actifs sont moins nombreux et les risques de répression élevés et que le pouvoir considère qu'il a répondu au mouvement. Que choisir désormais comme formes d'action : Retour sur les ronds-points ? Actions de blocage ? Manifestations déclarées ou pas ? Sans par-

20. « "La France travaille beaucoup moins que ses voisins", répète Macron c'est faux, la preuve », Louis Nadau, *Marianne*, 26 avril 2019 : <https://www.marianne.net/economie/la-france-travaille-beaucoup-moins-que-ses-voisins-repete-macron-c-est-faux-la-preuve>

21. Romaric Godin, « Six mois de "gilets jaunes" : une politique économique réaffirmée », *Mediapart*, 17 mai 2019 : <https://www.mediapart.fr/journal/france/170519/six-mois-de-gilets-jaunes-une-politique-economique-reaffirmee?onglet=full>



ler de la question des élections municipales de mars 2020 qui affleure dans certains débats.

Mais nul ne peut dire au moment où cet article est rédigé que le mouvement est terminé, qu'il n'a été qu'une parenthèse : des rebondissements sont possibles et la crise sociale et politique n'est pas close.

② La crise de l'État est patente, une crise organique de « l'État intégral » au sens de Gramsci (22) :

- Macron est largement haï et dévalorisé : sa base est clairement réduite pour l'essentiel aux catégories sociales supérieures et il est de plus en plus marqué à droite ;
- Les syndicats n'ont pas su profiter de la

22. Julien Salingue, « Macron, Gramsci et la violence d'État », *l'Anticapitaliste-la revue*, avril-mai 2019.

23. « Gilets jaunes : pourquoi ils sont loin d'avoir tous voté RN », *Mediapart*, 1<sup>er</sup> juin 2019 : <https://www.mediapart.fr/journal/france/010619/gilets-jaunes-pourquoi-ils-sont-loin-davoir-tous-vote-rn>

24. *Questions de sociologie*, ouvrage cité, voir note 15.

25. Stéphane Beaud et Michel Pialoux, *Retour sur la condition ouvrière. Enquête aux usines Peugeot de Sochaux-Montbéliard*, 1999, réédition La Découverte, 2012.

26. « Les gilets jaunes : l'expression d'une colère, la recherche d'une perspective », *Lutte de Classe* n° 197, février 2019.

27. Titre d'un texte de Léon Trotski de fin octobre 1934 où on trouve ces phrases toujours d'actualité dans le contexte de crise multiforme de la société : « Dans tous les pays agissent aujourd'hui des lois identiques, celles de la décadence du capitalisme. Si les moyens de production demeurent entre les mains d'un petit nombre de capitalistes, il n'existe pas de salut pour la société qui est condamnée à aller de crise en crise, de misère en misère, de mal en pis. Selon les pays, les conséquences de la décrépitude et de la décadence du capitalisme s'expriment sous des formes diverses et se développent à des rythmes inégaux. Mais le fond du processus est partout le même. » Il est à remarquer, par ailleurs, que ce texte sur la situation de la France contient de longs développements sur les « classes moyennes », la « petite bourgeoisie » à laquelle, souligne Trotski, la classe ouvrière « ne peut pas tourner le dos... en la laissant à son malheur ». (<https://www.marxists.org/francais/trotsky/livres/ouvralafrance/ovlf2.htm>)

brèche entrouverte par les Gilets jaunes et continuent de s'affaiblir ;

- Les partis politiques sont ébranlés à des degrés divers et contestés comme expression de la démocratie ;
- Une partie de ceux qui s'éliminaient du jeu politique et social ont pris la parole ;
- Le pouvoir repose essentiellement sur les ressources offertes par les institutions de la Ve République et la police, avec une base sociale plus restreinte que celle de De Gaulle en 1968 (un des signes en est qu'il n'a pas réussi à organiser la moindre manifestation significative de soutien).

Les élections européennes traduisent un demi-succès de Macron, campé dans une posture de seule alternative électorale au RN. Le régime se sent assez fort pour en revenir au mépris du début du mouvement : il martèle désormais que les manifestations n'ont plus d'objet et qu'il n'y a plus de débouché au mouvement. Mais cette présumption ne résout pas la question fondamentale de l'étroitesse de sa base sociale et de ses relais.

Pour ce qui est du vote RN parmi les Gilets jaunes, une enquête IPSOS réalisée à la veille du scrutin montre que 50 % d'entre eux annonçaient qu'ils ne voteraient pas et que 44 % de ceux qui voteraient le feraient pour le RN. Il est donc difficile de laisser entendre que le mouvement n'aurait nourri que le vote RN (23).

3. Le syndicalisme, la gauche y compris radicale a besoin de faire son propre examen. Face à un phénomène nouveau et complexe, il y a eu rejet du mouvement par une partie du syndicalisme, des écologistes et de la gauche et une difficulté plus ou moins grande à définir une position pour les secteurs plus ouverts au mouvement.

Les Gilets jaunes se sont inscrits hors de ce que Bourdieu appelait « la définition dominante de la lutte convenable » (24), ils

ont su faire « faire peur aux dirigeants » – pour reprendre une expression d'une étude sur Peugeot-Sochaux où est évoquée l'époque passée où la classe ouvrière faisait effectivement peur au patronat (25). Cela leur a permis d'imposer au rouleau compresseur néolibéral ses premiers reculs depuis 1995 (ou 2006 avec le recul sur le CPE, Contrat première embauche). Mais que faire d'une telle radicalité quand il s'agit de mobiliser de larges masses et non une minorité ? Comment l'organiser ?

Parmi les forces politiques dites radicales :

- Certains (La France insoumise) ont affirmé un soutien aux Gilets jaunes considérés comme la preuve de la validité d'une orientation populiste (au sens de Laclau-Mouffe), sans exprimer un quelconque point de vue sur les conditions d'une victoire sociale, car leur priorité était avant tout de faire du mouvement un appui à leur tactique électorale.
- D'autres (Lutte ouvrière) ont peu participé au mouvement et y ont vu surtout une forme de mobilisation pluriclassiste confuse où les intérêts des salariés risquaient de se retrouver oubliés (26).
- Pour ce qui est du NPA, il a globalement évité ces deux travers et participé (avec un petit retard) au mouvement tout en dénonçant les menées de l'extrême droite et tout en soulignant que les Gilets ne pourraient gagner seuls. Il a donc fait ce qu'il a pu pour créer une convergence avec les syndicats, mais avec des moyens trop faibles pour peser significativement (autrement que localement et encore dans peu d'endroits) tant sur les Gilets jaunes que sur les syndicats.

Globalement, la « gauche » syndicale et politique n'a pas profité du mouvement social des Gilets jaunes : c'est une question en soi. Il serait sans doute erroné de l'oublier et de se précipiter pour tirer des bilans et tracer des perspectives à la lumière des seuls résultats des récentes élections européennes.

Pour conclure, il est difficile de dire « où va la France » (27). Les Gilets jaunes constituent indéniablement la preuve de l'instabilité de la situation. Pourtant, dans le cadre des rapports de forces sociaux et politiques existants, celle-ci est lourde de dangers, d'autant que les risques de crise économique se précisent. Macron, pour sa part, a bien l'intention de poursuivre sa politique libérale-autoritaire dans une Union européenne en panne de projet autre que l'austérité et le rejet des immigrés. ■

Paris, le 11 juin 2019



# Après les élections européennes

## Déclaration du Bureau exécutif de la IV<sup>e</sup> Internationale

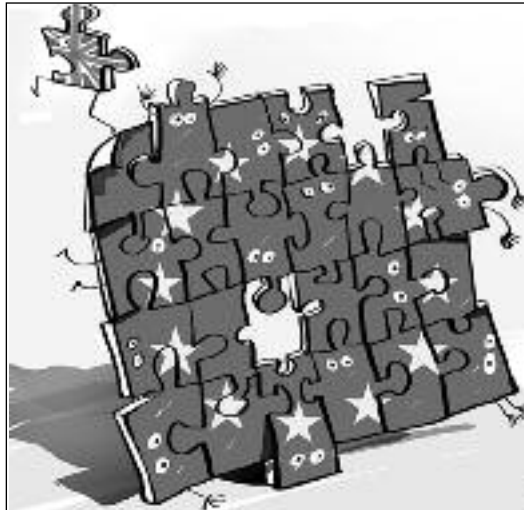
Même si l'Union européenne a réussi à juguler, pour l'instant, la crise bancaire et maintient un niveau de croissance de 2 % par an, cela s'est fait au prix du maintien d'un haut niveau global d'endettement, de 86 %, qui sert de point d'appui aux plans d'ajustement structurel dans plusieurs pays. Ces politiques d'attaques sociales contre les systèmes de protection sociale et la réglementation du travail ont encore accentué les écarts de salaires et de conditions de vie dans l'Union européenne pour les classes populaires. De nombreux pays du sud et de l'est de l'UE ont vu une réelle fuite de leur jeunesse depuis 10 ans.

Parallèlement, l'UE tout en bloquant l'accès des pays européens aux émigrants d'Afrique et du Moyen-Orient, provoquant plus de 17 000 morts en Méditerranée depuis 5 ans, continue à exercer sa politique néocoloniale vis-à-vis des populations africaines notamment par le contrôle de la BCE (Banque centrale européenne) avec le Franc CFA (Communauté financière africaine), et les accords ACP (Afrique-Caraïbes-Pacifique). Parallèlement, face à l'exaspération sociale provoquée par cette situation, se sont développés des régimes liant réformes ultralibérales et État fort, restriction des droits démocratiques, avec des lois sécuritaires prenant pour prétexte la menace terroriste ou le contrôle des migrants.

Dans ce contexte, les résultats des dernières élections ont reflété plusieurs aspects de la situation politique dans l'Union européenne.

De manière générale, elles traduisent un éclatement politique dans lequel l'extrême droite apparaît comme ayant le plus progressé.

Les partis dominants traditionnels, parties prenantes du PPE (Parti populaire européen) et du groupe social-démocrate, ont subi un important recul, montrant la défiance croissante des citoyens européens envers ces partis traditionnels. Ce recul n'est qu'en partie compensé par la montée des nouveaux partis libéraux du centre-droit, rassemblés dans le groupe de l'ADLE (Alliance



des démocrates et des libéraux pour l'Europe, dont Ciudadanos, les Lib Dems britanniques et, en France, le mouvement En Marche de Macron).

Les partis Verts ont connu une progression importante, avec le plus grand nombre de sièges jamais obtenus. Cela reflète en partie la croissance d'une conscience de la crise écologique en Europe, apparaissant aussi dans le discours de quelques partis dominants. Les récents mouvements sociaux en Europe, en particulier dans la jeunesse, contre les changements climatiques, avec l'importance des mobilisations Youth for Climate, montre ce qui devient de plus en plus une question politique centrale. Toutefois, malheureusement, la réponse de la plupart des partis Verts est de détourner cette prise de conscience vers le cadre d'une gestion institutionnelle des politiques néolibérales, les Grünen en étant le plus clair exemple.

Les partis à la gauche de la social-démocratie, regroupés dans la GUE/NGL (Gauche unitaire européenne/Gauche verte nordique), subissent aussi un important recul, passant de 52 à 38 membres et devenant le dernier groupe du Parlement.

La tendance générale est au renforcement des partis les plus réactionnaires, et directement de l'extrême droite qui gagne 78 sièges et, surtout, polarise l'ensemble des groupes de droite, conservateurs comme nationalistes.

L'extrême droite, menée par Salvini et Le Pen, a aujourd'hui le vent en poupe en Europe. Sans rien remettre en cause du pouvoir des grands groupes capitalistes responsables de l'injustice sociale, de la précarité et de l'abandon des systèmes de protection sociale, elle a su adapter son discours sur les questions européennes. Après une politique de sortie de l'euro et de l'UE, ils ont décidé de gagner de l'intérieur, construisant des alliances dans divers pays et provoquant les institutions européennes pour apparaître comme contestant les règles de l'UE. Elle limite son programme à deux questions, pour elle prioritaires : les flux migratoires et les questions sécuritaires. Sur ces thèmes, en poussant au bout les logiques déjà mises en œuvre par les dirigeants de l'UE et la plupart des gouvernements nationaux, elle cherche à détourner vers un débouché raciste, nationaliste et islamophobe l'exaspération des classes populaires produite par les politiques d'austérité. Au gouvernement dans plusieurs pays d'Europe ces dernières années (Italie, Autriche, Slovaquie et Bulgarie notamment), malgré ses déclarations démagogiques, elle se moule évidemment dans les politiques ultralibérales. Par ailleurs, la droite traditionnelle s'accommode facilement de sa coexistence avec le parti polonais Droit et Justice, les conservateurs britanniques avec le UKIP, le PPE et Viktor Orban, et le PP et Ciudadanos (C's) avec Vox. Il y a bien aujourd'hui une « *urbanisation* » de la droite européenne. Cela est vrai également pour des partis « *libéraux* » comme En Marche qui tout en se présentant comme une digne vis-à-vis de l'extrême droite mettent eux-mêmes en œuvre une politique ultralibérale, couplée avec une remise en cause frontale des droits démocratiques et des violences policières redoublées. C's a choisi de devenir un parti ouvertement de la droite radicale, voulant passer des accords avec le parti d'extrême droite Vox pour construire des majorités de droite.

\* Cette déclaration a été adoptée par le Bureau exécutif de la IV<sup>e</sup> Internationale le 6 juin 2019.

## Union européenne

La crise des partis à la gauche du PS renvoie à plusieurs phénomènes. En 2014, lors des dernières élections européennes, après plusieurs années de mobilisation massive du peuple grec contre les diktats de l'UE, Syriza affirmait une politique de rejet de l'austérité. De même, Podemos venait de se former dans la foulée du 15M et des Mareas, dans le prolongement des mouvements sociaux et affirmait vouloir exprimer, à gauche, une politique de rupture avec la gestion social-démocrate. Autour de ces deux expériences, en Europe, des dizaines de milliers de militant-e-s pouvaient espérer trouver une réponse politique à leurs luttes, aux mobilisations pour l'urgence sociale, démocratique et écologique, pour le refus des discriminations et des violences sexistes et homophobes, pour l'accueil des migrants face aux politiques racistes.

La capitulation de Syriza a réussi à ébranler profondément cette espérance. L'expérience de Podemos a été secouée par des conflits internes, étant donné son incapacité à établir un fonctionnement interne capable de maintenir l'unité, et la direction Iglesias a de plus en plus glissé vers le choix de devenir un allié subordonné du PSOE. La France insoumise a aussi choisi de se doter d'un mode de fonctionnement autour d'un leader charismatique et a été incapable de capter l'importante colère exprimée dans le mouvement des Gilets jaunes. Au total, la crédibilité et l'utilité de la gauche radicale n'ont pas été à la hauteur des puissants mouvements sociaux des dernières années. Il faut, d'un autre côté, noter le succès électo-

ral, notamment du Bloco portugais, et celui du PTB belge qui ont pu dans ces élections faire progresser leur place politique.

Le désastre du Brexit a accentué la nécessité d'avancer un projet de remise en cause de l'Union européenne qui se situe sur le terrain des intérêts des classes populaires.

Le référendum britannique de 2016, appelé dans une tentative de combler le fossé entre pro-européens et pro-US au sein du parti gouvernemental des Tories, a conduit à trois ans de chaos et de crises vu l'incapacité du gouvernement de négocier un accord de sortie de l'UE. La période depuis le référendum de 2016 a été caractérisée par un déferlement réactionnaire avec de plus en plus d'attaques dans les médias ou d'agressions contre ceux et celles perçus comme des migrants, c'est-à-dire les Noirs, les communautés musulmanes et du du Moyen-Orient ou d'Europe de l'Est. Le nouveau parti Brexit de Farage, dont la seule plateforme était d'être pour un Brexit dur ou sans accord, a gagné une nouvelle fois les élections. Le Labour Party s'est affaibli, à la fois dans le camp du « *leave* » et dans celui du « *remain* », et il a été dominé dans les élections européennes par les libéraux-démocrates, clairement « *remain* ». Après une prolongation, la Grande-Bretagne devrait quitter l'UE le 31 octobre, le plus probablement sans accord, et seul un nouveau référendum ou une élection générale sont susceptibles de stopper cela.

Le défi à relever pour la gauche radicale est d'être crédible et utile, sur le terrain des mobilisations et dans des campagnes politi-

ques comme dans les élections, pour des exigences politiques répondant à l'urgence sociale, démocratique et écologique. La tâche n'est pas aisée : alors que l'extrême droite se moule dans le système capitaliste pour développer ses thèmes xénophobes et réactionnaires, la gauche radicale, tout comme les mouvements sociaux sur lesquels elle s'appuie, se heurte frontalement au système dans la mise en avant de ses exigences politiques. C'est contre elle que se portent réellement les attaques politiques de la classe dominante et des médias dont elle contrôle la ligne éditoriale.

L'autre tâche actuelle qui reste en suspens est d'être capable de construire de grandes organisations qui combinent une structure militante et démocratique avec la capacité de s'adresser aux larges masses. Pour cela, nous avons à apprendre à la fois des échecs et des succès de ces dernières années.

Mais le dynamisme des mobilisations internationales contre les violences faites aux femmes et les discriminations, celles menées aussi dans toute l'Europe pour le climat, la profondeur de mobilisations comme celle des Gilets jaunes en France doivent nous stimuler dans l'urgence de construire en Europe des mobilisations politiques capables de pousser ces exigences sociales, de construire des mouvements politiques faisant le lien avec un projet d'émancipation sociale, se confrontant directement à l'exploitation capitaliste et aux oppressions. ■

6 juin 2019

# Librairie La Brèche

**Vous pouvez acheter vos livres et revues...**

**et même vous abonner à *inprecor***

**sur internet : [www.la-breche.com](http://www.la-breche.com)**

**27 Rue Taine, 75012 Paris métro Daumesnil**

**ouverte du mardi au samedi de 12h à 20h**

**et le lundi de 14h à 20h**

**tél: 01 49 28 52 44 Fax: 01 49 28 52 43**

# Un fiasco annoncé

## À propos du résultat des élections européennes et des tâches immédiates de Die Linke

Par  
Lucy Redler et Thies Gleiss\*

1. Après le congrès de Die Linke consacré à la question européenne qui s'est tenu à Bonn en février 2019, la Gauche anticapitaliste (AKL) avait analysé ainsi les décisions prises : « Pour l'opinion publique, Die Linke est assez nettement identifié comme un parti opposé à l'Union européenne. Et au regard de ce qu'est la réalité de l'Union, de sa posture guerrière face à la Russie et de ses autres programmes d'armement, face à Frontex et au traitement terrible auquel sont soumis les réfugiés, au vu des diktats qui ont imposé l'austérité à la Grèce comme à d'autres États membres, du chômage de masse des jeunes au sud et à l'est de l'UE, de l'inertie qu'elle oppose aux mesures nécessaires à la protection du climat et de bien d'autres choses encore, c'est bien le moins qu'il en soit ainsi. Toute personne qui se réclame de la gauche, et de Die Linke, devrait se faire un honneur de porter haut son opposition à cette Union et devrait à tout le moins s'abstenir d'alimenter le flot d'inepties qui circulent autour de "l'idée européenne". Au vu de la progression considérable de la droite radicale et des racistes, due aux effets de la politique concrète de l'UE, il est même complètement idiot d'affirmer, comme le fait la droite, que toute critique adressée à cette UE, toute orientation politique qui lui serait hostile, reviendrait à réclamer "un retour à l'État national". Or la critique des fondements de l'UE est de gauche, c'est à peine si une critique de droite existe encore, tout au plus sous la forme grossière d'une "Europe des nations" présentée comme contre-modèle.

« Malheureusement, lors de son congrès spécial sur l'Europe, Die Linke a pris la décision de ne pas faire de cette question le point d'honneur qu'il aurait fallu placer au centre de la campagne électorale. Cela rend plus difficile la mobilisation d'une partie de nos membres, de notre électorat et de partisan-es des Grünen [Verts] susceptibles de se détourner d'eux parce qu'ils ne supportent plus l'euphorie européeniste infantile et les



déclarations d'amour au capitalisme qui sont la marque de cet ancien parti de gauche. Comme en 2009 et en 2014, on peut donc prévoir un résultat qui ne dépassera pas les deux tiers des voix que les ultimes sondages attribueront à Die Linke. » (1)

Les résultats réels (2) imposent la conclusion qu'il en a malheureusement été ainsi. Est-ce que Die Linke aurait obtenu plus de voix en menant une campagne différente, clairement orientée contre l'UE, cela reste du domaine de la spéculation. En revanche, il est sûr qu'une telle campagne lui aurait permis de défendre vraiment ses positions, contribuant ainsi à l'enraciner dans l'opinion populaire, plutôt que de monter de toutes pièces cette mise en scène frustrante. Le travail d'explication – qui est la tâche la plus noble qui soit pour un-e militante de gauche – a été purement et simplement négligé.

2. Ce résultat électoral n'est cependant rien d'autre qu'une validation pour une des questions discutées entre l'AKL et d'autres courants de Die Linke. Mais il y a plus.

Cette consultation européenne a montré que ce n'est toujours pas et que ce ne sera pas à l'avenir une véritable élection au sens démocratique-bourgeois, mais un spectacle de propagande de la classe dominante européenne qui assiste au délitement de son pro-

jet d'unification économique capitaliste. Pour le prouver, il n'est pas nécessaire de se référer aux habituels constitutionnalistes européens en vue qui n'arrêtent pas de pointer du doigt l'absence d'un électorat et d'un système électoral. Un simple regard sur la campagne électorale en dit bien plus : jamais encore le capital, par le biais de ses organisations et de ses entreprises, n'est

\* Lucy Redler et Thies Gleiss sont membres du conseil des porte-parole du courant Antikapitalistische Linke (AKL, un courant de gauche reconnu au sein du parti qui existe depuis mars 2006) au sein du parti Die Linke et de son comité directeur. Lucy Redler est aussi porte-parole de Sozialistische Alternative (SAV, organisation allemande du Comité pour une Internationale ouvrière). Thies Gleiss est militant de l'Organisation internationale socialiste (ISO), section allemande de la IV<sup>e</sup> Internationale. Nous reproduisons ici leur contribution au débat, au nom du courant Antikapitalistische Linke (AKL), pour la réunion de la direction de Die Linke du 16 juin. (Traduit de l'allemand par PV et AR).

1. <https://www.antikapitalistische-linke.de/?p=3029#more-3029>.

2. Die Linke a obtenu 5,5 % (-1,9 %) et 5 mandats au Parlement européen (7 en mai 2014). Elle a perdu en pourcentage dans tous les Länder, mais de façon très importante à l'est : à Berlin -4,8 %, en Thuringe -8,7 %. En nombre de voix absolu, Die Linke a progressé à l'ouest (à l'exception du Land de Rheinland-Pfalz). À l'est au contraire, elle est en recul. Ceci est plus vrai encore en pourcentage à Berlin et là où Die Linke participe à l'exécutif et n'est pas en mesure de profiter du déclin de la social-démocratie.

## Allemagne

autant intervenu directement dans une élection. La règle d'or de l'élection démocratique-bourgeoise, qui veut que le souverain, c'est-à-dire tout individu bénéficiant du droit de vote, ait la possibilité de faire sa croix sur son bulletin sans que formellement aucune pression ni tutelle ne s'exerce, a été honteusement bafouée. En tout dernier lieu, après que les grands groupes de la chimie, de l'automobile, de la métallurgie et du commerce s'en sont mêlés, ce fut le tour des sociétés ferroviaires qui sont intervenues en faveur de l'Europe. Et comme il se devait pour des entités placées sous l'égide de la Deutsche Bahn, avec tellement de retard que leur déclaration n'est parue que le jour qui a précédé l'élection... La campagne a cédé la place au divertissement de masse et aux spectacles de propagande, avec pour but unique de faire monter le taux de participation et un sentiment creux d'adhésion quasi religieux. Le cri unanime de « *Allez voter* » s'est élevé des plateaux de télévision, des stades de foot ou des champs de foire.

Malheureusement les instances dirigeantes de la centrale syndicale DGB et de ses fédérations se sont elles aussi parfaitement intégrées à ce concert, entonnant en chœur « *Europe !* » et « *Allez voter !* » Les grandes manifestations du 19 mai (3), qui auraient pu être une occasion de faire entendre dans la rue une voix critique de gauche opposée à l'UE telle qu'elle existe (un objectif que Die Linke s'était d'ailleurs fixé au départ, conformément aux décisions du comité directeur du parti), se sont transformées en grand spectacle apolitique. Malheureusement, Die Linke n'a pour ainsi dire pas fait entendre de voix discordante dans le chœur enthousiaste des européistes clamant leurs appels à « *aller voter* ». Et pourtant dans cette situation (comme déjà malheureusement lors de précédentes échéances électorales) l'arithmétique aurait pu suffire à convaincre Die Linke

de tableur plutôt sur une participation au vote réduite pour que la faible mobilisation de sa base électorale permette au moins d'avoir un pourcentage présentable.

L'UE est conçue pour répondre aux intérêts du capital et pas à ceux des peuples européens, et moins encore des classes subalternes. Ceci, qui était au cœur des critiques formulées par l'AKL avant les élections, ne s'est trouvé que trop bien confirmé au cours de la campagne.

3. La propagande pour « *l'Europe* » a utilisé en permanence deux « *récits* », comme on dit aujourd'hui. Dans le premier, « *l'Europe* » c'est l'UE, et l'UE est un formidable projet fédérateur au service de la paix qui ces dernières années s'est engagé sur une mauvaise voie. Le second : qui n'est pas pour l'UE renforce la droite radicale et les nationalistes.

Ces deux récits sont le contraire de la vérité et de ce que les gens en Europe ressentent dans leur chair depuis des années. Il s'agit de deux mensonges grossiers que ceux qui dominent cette Europe ont de plus en plus de mal à défendre. La campagne électorale européenne de cette année a déjà répandu ces mensonges de manière presque impertinente et n'a même pas caché qu'il s'agit de mensonges – la propagande était le seul objectif, pour que la légitimité des dirigeants de l'UE qui s'effrondrait depuis des années, soit au moins renforcée le jour des élections.

Lors d'une discussion contradictoire avec un jeune social-démocrate de « *Pulse of Europe* », organisée par le quotidien Neues Deutschland et publiée dans son édition du 15 mai, Lucy Redler expliquait pourquoi l'UE n'est ni un barrage contre le racisme ni un instrument de défense de la paix : « *Je crois qu'avec sa politique néolibérale, l'UE a favorisé la progression des partis racistes. Elle-même pratique une politique de fermeture des frontières : mise sur pied de l'agence Frontex, criminalisation du sauvetage en mer, accord avec la Turquie sur le dos des réfugiés. Et à l'intérieur de l'UE, elle mène une politique antisociale désastreuse, par exemple à l'égard de la Grèce. C'est l'UE qui a fait pression pour que les salaires y soient radicalement baissés, le chômage, en particulier chez les jeunes, y est toujours extrêmement haut.*

« *Malgré tout, je trouve important de donner plus de poids aux forces de gauche au Parlement européen. Mais il est faux de croire que l'on pourrait faire de cette Union européenne une Europe sociale. Elle n'a jamais été autre chose qu'une construction fondée sur des traités par lesquels des États*

*capitalistes s'efforcent d'atteindre leurs objectifs en matière économique et de politique étrangère. Le traité de Lisbonne de 2007 rend obligatoires les dépenses militaires ainsi qu'une coopération militaire étroite. En avril encore le Parlement européen a voté 13 milliards de crédits pour le fonds de défense européen. (...)*

« *Naturellement [du temps de la guerre froide] il s'agissait de construire un bastion contre l'Union soviétique et l'Europe de l'Est. Avant 1990, c'était pour ainsi dire l'affaire d'une moitié de l'Europe contre l'autre, dans le cadre de l'OTAN. Et à un moment, l'idée que les intérêts des capitalistes allemands et français pourraient être mieux défendus en association avec d'autres États s'est imposée. Mais cela ne fait pas d'une entreprise impérialiste une entreprise pacifiste.* » (4)

Die Linke s'est malheureusement soumise à ces deux « *récits* » du camp bourgeois sur l'UE. Ce qui aurait été juste, c'est de s'opposer de toutes ses forces à ces deux légendes. Premièrement parce que la vérité l'exige, deuxièmement c'est la seule façon de donner une véritable réponse de gauche aux affirmations de la droite extrême et des nationalistes. Ils ne sont pas justes, les propos que l'on entend, même au sein de Die Linke, selon lesquels on ne doit pas laisser à la droite les idées de patrie, d'État national, de défense des frontières ; au contraire, et de manière très concrète, il ne faut pas laisser à ces gens-là la critique de l'UE. C'est malheureusement ce qui s'est passé pendant cette campagne. Il ne faut rien abandonner à la droite.

4. Notre critique de la soumission de la gauche radicale devant les récits idéologiques dominants touche malheureusement presque toute la gauche radicale européenne. Par exemple l'alliance réalisée autour de La France insoumise, pourtant plus critique à l'égard de l'UE, a aussi obtenu un mauvais résultat.

Personne n'a développé dans cette campagne la perspective de gauche d'une association européenne sur de tout autres bases, une Europe socialiste, et ce bien qu'au congrès du parti certains réformateurs n'aient cessé de se référer à Altiero Spinelli et au manifeste de Ventotene de 1941 (5), selon lequel la révolution européenne serait socialiste. La vive critique de l'UE telle qu'elle est formulée par les gauches en France, en Grèce, en Slovaquie, en Scandinavie, débouche malheureusement à chaque fois uniquement sur une critique des institutions qui est aussitôt comprise comme la revendication d'une « *Union européenne des États-nations* » – comme les camarades allemands

3. Manifestations d'une coalition (dont Attac Deutschland) sous le slogan « *contre les nationalismes* » contre la montée de l'extrême droite en Allemagne et en Europe le samedi qui a précédé les élections européennes. Beaucoup de structures syndicales, d'associations de soutien aux migrant-es, des structures locales de Die Linke ont organisé ces manifestations qui ont changé de caractère après que les partisans de « *Pulse of Europe* » (mouvement contre le Brexit et très pro UE) sont sortis du comité de préparation.

4. <https://www.antikapitalistische-linke.de/?p=3099#more-3099>.

5. Nom complet du manifeste écrit en juin 1941 : « *Pour une Europe libre et unie. Projet de manifeste* », un texte précurseur de l'idée de fédéralisme européen. Ses rédacteurs sont en ordre d'importance Altiero Spinelli (à l'époque PCI), Ernesto Rossi (ancien militant de Giustizia e Libertà, futur militant du Partito d'Azione) et Eugenio Colomi (socialiste).



regroupés autour de Diether Dehm, Sahra Wagenknecht, Sevim Dagdelen (6) et d'autres en font régulièrement la démonstration avec à chaque fois la même argumentation mécaniste. Dans cette campagne, c'est à peine si on a entendu exposer les trois parties constitutives d'une politique de dépassement de l'UE : « critique de ce qui existe », « une politique d'opposition rebelle là où les militant-es de gauche en ont la possibilité », et la contribution à la construction d'une « Europe par en bas » à partir des combats de classe concrets et des mouvements sociaux. Nombreuses sont les forces de la gauche radicale qui, bien qu'elles aient déjà défendu au moins certains aspects d'une telle approche de la question européenne, sont restées largement muettes sous la pression de la propagande bourgeoise européenne et en fonction d'une série de considérations tactiques, nationales et parlementaires.

À cela s'ajoute que dans chacun des pays de l'Union, tout comme au plan européen, les désaccords à gauche sont importants sur le fond politique, tactiquement plus encore, et qu'elle se répartit en différents camps. C'est la raison pour laquelle le nombre global de député-es élu-es au Parlement représente un affaiblissement douloureux. Il n'est pas encore certain qu'il sera possible de réussir à constituer un groupe parlementaire de gauche en mesure de prendre des initiatives (au moins 25 élu-es de 7 pays différents), et il est à craindre que celui-ci en soit encore moins capable que le groupe GUE-NGL sortant.

**5.** Die Linke n'a pas réussi sa tentative de grand écart entre un positionnement critique à l'égard de l'UE et l'affichage d'une volonté d'inscrire son action dans le cadre de l'UE réellement existante.

D'un côté, lors des réunions électorales, sur les stands d'information, les membres de Die Linke se sont montrés les critiques les plus sévères de l'UE (et furent, conformément aux attentes, perçus comme tels), de même que la plupart des chapitres du programme électoral et celles parmi les affiches qui avaient un contenu ont valu à Die Linke de se voir coller l'étiquette d'« euro-critique » quand ce n'était pas d'« ennemi de l'UE ».

Mais de l'autre côté, cela contraste avec l'orientation donnée centralement à la campagne : les communiqués de presse, le journal de campagne, la version courte du programme et tout le matériel publié par l'équipe de campagne sans contrôle démocratique de la part du comité directeur ont été centrés sur le mot d'ordre illusoire « rendre l'Europe sociale », comme pour le SPD, la



CDU et les Grünen. Une façon de faire qui relève de la qualification de tromperie délibérée et de trahison des positions élaborées collectivement sur la question de l'UE et adoptées au congrès et au comité directeur du parti.

Pour ce qui est de la critique de l'UE capitaliste et de la stratégie à mettre en place face à elle, la crédibilité de Die Linke et de la plupart de ses partis frères européens est sérieusement entamée. Sans crédibilité et sans pouvoir s'appuyer sur une conception sociale nouvelle et valable dans toute l'Europe, il n'est pas possible d'obtenir des succès électoraux et encore moins d'enthousiasmer les militant-es. C'est là tout simplement le bilan de l'élection européenne de 2019.

Voilà ce qui est déterminant pour expliquer la mauvaise performance de Die Linke en Allemagne. Il faut y rajouter les querelles d'ordre personnel, les conflits entre le groupe parlementaire et le parti, et encore, de la part de quelques membres du parti les indéclinables fantasmes sur de possibles combinaisons gouvernementales « rouge-rouge-vertes » (7), qui, surtout là où Die Linke participe au gouvernement régional, ont contribué encore un peu plus à la démobilisation de nos électeur-es.

**6.** La propagande à grand spectacle mise en scène par la classe dominante en Europe visant à contenir le déficit de légitimité du projet européen, y compris celui des partis bourgeois qui l'ont soutenu, a largement manqué les buts poursuivis. La participation n'a que peu progressé, les abstentionnistes pourraient avoir au parlement le groupe d'élu-es le plus important. Les partis bourgeois pro-européens ont partout été boudés ou sanctionnés dans les urnes. En Allemagne, les électeurs et électri-

ces ont de facto délégitimé les partis composant la coalition au pouvoir.

Il est révélateur qu'un youtubeur assez peu contestataire du système soit parvenu à lui seul à mettre la CDU dans la panade avec un véritable réquisitoire satirique d'une heure mettant à nu leur politique. Malheureusement, ce ne sont pas les partis de gauche qui tirent profit de cette situation mais divers partis de droite (même si on n'a pas assisté à une percée d'extrême droite aussi terrible que certaines prévisions l'annonçaient). Ce sont les vieux partis sociaux-démocrates qui ont été particulièrement touchés par ce phénomène de défection, à l'exception du PS en Espagne et de la social-démocratie hollandaise. La vénérable organisation-mère de la IIIe Internationale, matrice et modèle de tous les partis sociaux-démocrates – le SPD allemand – est au bord du précipice.

Ce résultat n'est pas étonnant. Ils n'ont rien à opposer à la perspective des dominants d'une Union européenne à laquelle il n'y aurait pas d'alternative, et sont dépourvus de toute vision, de tout espoir d'un avenir meilleur pour les populations. L'UE est un sordide projet de domination et de gestion des principales composantes du capitalisme européen. Elle est dans son fondement militariste, anti-démocratique et néolibérale. Combien de fois encore cette simple vérité doit-elle politiquement parlant encore être confirmée dans la pratique avant que Die Linke dans sa grande majorité ne l'admette ?

6. Tous les trois sont des député-es au Bundestag de Die Linke et sont ou étaient parmi les protagonistes de #Aufstehen, une tentative ratée de créer un mouvement « populiste de gauche » à l'image de La France insoumise et sous l'influence des théories de Chantal Mouffe et de ses émules dans Podemos.

7. C'est-à-dire SPD-Linke-Grünen.

# Allemagne

Il y avait dans le camp bourgeois une force politique qui a su jouer du gros avantage de n'avoir jusqu'ici que peu de responsabilités à endosser quant au désastre européen et, en Allemagne, de n'avoir pas depuis longtemps participé au gouvernement fédéral, et qui a fait d'une indécente orgie d'enthousiasme pro-UE son programme électoral. Il s'agit des partis verts, en premier lieu les Grünen en Allemagne. Ils se sont mis en scène comme l'incarnation même de la campagne pro-UE que tous les autres menaient, ou entendaient mener, et furent ainsi à même de susciter l'espoir et de capter en tant que parti bourgeois « vierge » les voix des électeur-es déçu-es. En outre, les Grünen ont bénéficié du fait que la crise du mode de production capitaliste s'aggrave à présent au point de détruire les conditions climatiques et écologiques indispensables à la vie humaine. Un large mouvement dans la jeunesse qui s'engage dans toute l'Europe pour des mesures radicales contre la destruction du climat a offert de manière inespérée à l'euphorie européiste verte un point d'ancrage dans le monde réel. Mais ce n'est pas pour autant qu'augmentent les chances de voir émerger le « *capitalisme vert* », cher aux Grünen, ou ne serait-ce que celles d'un « *green new deal* ».

Un autre facteur a été que l'AFD a désigné les Grünen comme son adversaire principal, et de ce fait beaucoup de personnes opposées au racisme et au populisme d'extrême droite leur ont donné leur voix. Le conflit au sein de Die Linke sur l'immigration et sur la manière d'appréhender l'AFD n'a certainement pas contribué à faire apparaître le parti comme une alternative clairement antiraciste.

C'est ainsi que sur les questions du climat et du populisme d'extrême droite, les Grünen sont parvenus à se positionner comme alternative à la CDU-CSU et au SPD.

**7.** Partout en Europe, les forces nationalistes et d'extrême droite ont vu leur nombre de voix augmenter, même si ce ne fut pas dans les proportions que l'on craignait. Leur succès est la confirmation de l'analyse portée à maintes reprises par l'AKL et d'autres : c'est en premier lieu la crise de l'UE et la politique autoritaire qui lui est liée qui a fait progresser les forces d'extrême droite. Le point de vue inverse selon lequel



les extrêmes droites ont déclenché la crise de l'UE relève de la propagation de fausses nouvelles – et ce fut la thèse centrale de la propagande pro-européenne lors de la campagne. Ce n'est vrai que dans la mesure où lorsque l'extrême droite atteint un certain niveau correspondant à la faiblesse de la gauche, les partis nationalistes et d'extrême droite font office d'aspirateur des votes de protestation et d'insatisfaction.

La situation dans l'Union européenne après ces élections est davantage polarisée, mais la gauche est affaiblie. L'éclatement accru au sein du Parlement européen va rendre plus compliquée la mise en œuvre d'une politique et laisse craindre que cette évolution ne mène encore plus à sa perte de pouvoir et à un renforcement des organes exécutifs de l'UE (et des organes spéciaux « *ad hoc* » que la Constitution européenne n'avait pas prévus).

Il reste à espérer que la gauche en Europe et Die Linke en Allemagne tirent les conséquences adéquates de cette élection et de cette campagne. Sans une stratégie de gauche visant à dépasser l'UE telle qu'elle existe, s'appuyant sur les luttes et les mouvements existants et porteuse d'une critique radicale du capitalisme, ce ne sera pas possible.

**8.** Les élections à Brême sont un contre-point réjouissant à ces sombres perspectives au plan européen. L'AKL se réjouit avec les camarades de Brême de voir leurs résultats progresser (8). À la possibilité d'une coalition « *jamaïcaine* » (9) s'oppose la majorité arithmétique SPD, Grünen et Die Linke.

L'AKL est contre l'entrée de Die Linke dans le gouvernement régional de Brême. En « *prenant ses responsabilités* » dans le cadre d'une alliance avec le perdant SPD et des Grünen totalement inféodés au capitalisme, Die Linke ne peut que perdre. Cette coalition ne serait pas un gouvernement de gauche. Cependant l'AKL propose de tirer partie de cette situation tactiquement favo-

nable pour faire avancer des thèmes et des propositions propres à la gauche. On peut imaginer un soutien à un gouvernement minoritaire du SPD et des Grünen sans condition ni engagement, aussi minimal soit-il, Die Linke n'apportant son soutien que pour faire passer les mesures concrètes qu'elle estime positives. Pour tout le reste, le gouvernement n'aurait qu'à aller chercher sa majorité auprès de la CDU ou de l'extrême droite.

Les élections européennes et celle de Brême ont poussé le SPD vers une nouvelle phase de son agonie. C'est une situation bien compréhensible, et comme toutes les crises, celle-ci dévoile elle aussi les traits de caractère répugnants des politiciens professionnels corrompus et sans principes des partis bourgeois. Nous n'avons pas plus de compassion pour le SPD ou sa présidente démissionnaire Nahles que nous ne l'appelons à se comporter plus correctement et à redevenir « *social-démocrate* ».

En même temps, le sort du SPD est un rappel de ce qui advient aux partis de gauche qui sont complètement déterminés par les intérêts propres de leurs permanent-es, pour lesquels seul compte le parlementarisme, et qui oublient leurs principes pour se soumettre aux règles de fonctionnement du capitalisme. Pour Die Linke aussi, une telle perspective se profile à l'horizon, à moins qu'elle ne mette en branle au plus vite les réformes de structure internes et qu'elle ne tire les conséquences politiques indispensables à partir des propositions maintes fois formulées par l'AKL comme par d'autres.

La fin de la « *grande coalition* » (qui n'est plus depuis un bon moment que « *petite* ») avant la fin de la législature est tout à fait possible. La fédération régionale du SPD la plus importante s'est déjà prononcée pour la sortie. Cette mesure d'urgence est aujourd'hui une option discutée largement dans le SPD, y compris au sein de sa direction.

Die Linke ne devrait pas prendre partie dans ces débats. La fin d'un gouvernement bourgeois devrait être pour nous une satisfaction, simplement.

Toutefois, Die Linke doit s'engager avec force contre la perspective d'une alliance entre la CDU et l'AFD. Dans la CDU, certains se sont déjà exprimés dans ce sens. Et Die Linke, au lieu de réclamer de façon creuse de nouvelles élections nationales, devrait développer un programme d'action avec des mesures à mettre en œuvre tout de suite, de façon à s'engager dans la précampagne sur le fond et pas en quémendant auprès du SPD et des Grünen. ■

Köln-Berlin, 4 juin 2019

8. La ville-Land était dirigée depuis 73 ans par le SPD. Voir les résultats sur [https://fr.wikipedia.org/wiki/élections\\_régionales\\_de\\_2019\\_à\\_Brême](https://fr.wikipedia.org/wiki/élections_régionales_de_2019_à_Brême)

9. D'après les couleurs du drapeau jamaïcain, le noir, le jaune et le vert, qui sont respectivement celles de la CDU, du FDP (libéraux) et des Grünen.

# Entre deux scrutins électoraux

Par la Tendance programmatique  
IV<sup>e</sup> Internationale\*

Assurément, lors des prochaines élections législatives du 7 juillet 2019, il nous faut « voter à gauche », assurément il nous faut « combattre contre la droite de Mitsotakis et ses amis du patronat » et « contre l'extrême droite ». Assurément il nous faut soutenir la perspective d'« une puissante gauche anticapitaliste », à la hauteur des enjeux, afin de « préparer les luttes unitaires des travailleur-es ». Mais pour que tout ceci ne reste pas que des mots d'ordre, indolore prétexte à une prise de conscience coupable de nos propres échecs, de ceux de notre classe et de ses différents secteurs, il est indispensable que ces axes soient accompagnés de la compréhension de leurs prémisses.

Ainsi, les élections nationales qui vont se dérouler très prochainement vont certainement voir la lourde défaite politique de Syriza aux élections européennes se transformer en « mandat populaire » donné à la droite et en même temps voir confirmer le déplacement durable depuis l'été 2015 des rapports de classes dans une direction conservatrice.

La restauration du « bipartisme » (1), avec disparition de formations politiques qui résultaient de la crise du système politique au début de la décennie, et le retour pour la première fois depuis la période 1989-93 d'un néolibéralisme décomplexé dont la profession de foi est que « la source de la richesse sociale » est « l'entrepreneuriat privé » : ces deux phénomènes sont le résultat dans le rapport de classe d'une dynamique qui s'est fait jour voilà un certain temps et qui indique une crise de la gauche touchant toutes ses variantes, indépendamment du fait qu'elles sont pour ou contre Syriza.

Pendant toute la dernière période, on a assisté aux préparatifs d'un combat électoral où ce qui était recherché, c'était que le gouvernement de Syriza soit sanctionné par la gauche. Cela ne s'est pas produit, et il n'y a pas d'ici les élections législatives le délai politique suffisant pour cela. Le résultat des



Nouvelle bipolarisation : Kyriákos Mitsotákis (ND) et Aléxis Tsípras (Syriza)

élections européennes a en effet changé la situation politique. La question qui se pose est celle de l'attitude de la gauche des mouvements, des militant-es de gauche, du camp social des travailleur-es devant le retour de la droite au gouvernement, dont la possibilité est plus que visible. Les élections législatives ressemblent à un « second tour » formel des élections européennes.

Et nous devons admettre qu'une victoire de la droite ne sera pas la suite linéaire de la politique de Syriza, mais une rupture qualitative dans les moyens politiques avec lesquels se poursuivra la lutte de classe, une aggravation des conditions pour la classe ouvrière. Chaque courant a les responsabilités qui répondent à sa ligne politique. Pour autant, c'est d'abord et principalement sur Syriza que pèse la responsabilité politique du résultat global des élections.

## Crise de la gauche, confiance bourgeoise retrouvée

L'ancien chef de Refondation Communiste en Italie, Fausto Bertinotti, avait un jour déclaré que la droite gagne « quand la gauche ne fait pas bien son travail », point de vue qu'il a entrepris de justifier avec son exemple personnel. Précisément, le germe qui a livré la forte probabilité aujourd'hui que nous nous retrouvions avec un gouvernement de droite sans allié nécessaire et sous la direction de Kyriakos Mitsotakis (2), on le trouve dans la

réhabilitation du « vieux monde politique » à l'été 2015 lorsque le gouvernement Tsipras-Kammenos a voté le dernier mémorandum avec le soutien du bloc pro-mémorandum qui avait pourtant été politiquement laminé lors du référendum.

Le « tournant réaliste » de Syriza a dissous la conviction militante, a démoralisé et paralysé les forces sociales qui l'avaient porté au pouvoir. Il a anesthésié les résistances sociales et stabilisé le système politique. Par la suite, Syriza a entrepris, mais sans réussite, de former une alliance sociale interclassiste à la place du bloc anti-mémorandum exténué qui l'avait porté au pouvoir. Mais la formation d'un mécanisme partidairer d'État n'est pas équivalente à celle d'une

\* Éditorial de la revue *Periodiko IV*, éditée par la Tendance Programmatique IV<sup>e</sup> Internationale (TPT) au sein de l'OKDE-Spartakos (section grecque de la IV<sup>e</sup> Internationale). Nous reprenons ce texte du site du TPT qui l'a traduit en français et annoté (<https://tpt4.org/?p=3727>).

1. Pendant plus de trente ans, les gouvernements grecs étaient dirigés soit par la Nouvelle Démocratie soit par le PASOK. Détail amusant : le PASOK est aujourd'hui le premier à protester contre cette nouvelle forme de bipartisme.

2. Kyriakos Mitsotakis est le fils de l'ancien Premier ministre et chef historique de la droite, Konstantinos Mitsotakis. Il est un symbole caricatural du népotisme : sa sœur est une ancienne ministre des affaires étrangères, son neveu est le nouveau maire d'Athènes... Sa ligne ultralibérale est différente de celle de Kostas Karamanlis, qui fut Premier ministre de 2004 à 2009, lui aussi héritier d'une dynastie politique. Meïmarakis, cité plus loin, est plutôt sur la ligne de Karamanlis.

solide alliance de pouvoir. Pour que cela réussisse, il aurait fallu que d'importantes forces sociales soient liées « *matériellement* » à Syriza. Dans les conditions données du dernier mémorandum, Syriza a perdu le soutien actif du monde du travail et a trompé les « *classes moyennes* » sans acquérir pour autant de soutien substantiel dans la classe bourgeoise. L'analyse du résultat des élections européennes montre que la « *question macédonienne* » et l'accord de Prespès (3) n'ont joué aucun rôle décisif dans la formation du résultat. Le vote a été fondamentalement un vote « *de classe* ».

Syriza a réussi à recycler une partie du personnel politique du Pasok de Papandreou (4), et même de la droite de Karamanlis, et à intégrer l'aile d'ANEL (5) qui pouvait raisonner de manière réaliste sur son propre avenir. Il a entrepris de s'entendre avec des représentants institutionnels des classes « *moyennes* », comme Konstantinos Michalos, président d'EVEA (6), et il a placé sur sa liste européenne Petros Kokkalis, fils de Sokratis, le capitaliste le plus emblématique en Grèce dans la période 1990-2010.

3. Accord de Prespès : accord signé, au bord du lac-frontières de Prespès, entre la Grèce et la Macédoine, qui permet de reconnaître officiellement cette dernière comme République de Macédoine du Nord. Les violentes réactions des nationalistes grecs ont pu avoir une influence sur le vote aux européennes dans la région grecque de Macédoine. Cf. analyse de TPT sur l'accord dans *Inprecor* n° 653/654 de juillet-août 2018 et celle de la majorité de l'OKDE-Spartakos dans *Inprecor* n° 662/663 d'avril-mai 2019.

4. Georgios Papandreou : fils du fondateur du PASOK, Andreas Papandreou, il a été Premier ministre de 2009 à 2011 et il est le premier à placer la Grèce sous le contrôle de la Troïka. Après son effondrement électoral, en 2012 et puis en 2015, le PASOK éclate, se divise et sa direction tente en vain des opérations de replâtrage en lançant des pseudo-coalitions qui se réduisent à lui-même. La « *coalition* » actuelle s'appelle KINAL.

5. ANEL : Formation nationaliste de droite extrême dirigée par Panos Kammenos. Elle s'est alliée à Syriza pour former les gouvernements de 2015 à janvier 2019, quand Kammenos dénonce l'accord de Prespès et quitte le gouvernement.

6. EVEA : Association des petites et moyennes entreprises.

7. Chryssi Avgi et (plus loin) Elliniki Lysi : Le premier groupe est connu comme bande de tueurs nazis ayant assassiné des immigrés et le rappeur antifasciste Pavlos Fyssas et il est actuellement en procès et en perte de vitesse électorale, ce qui ne l'empêche pas de commettre des attaques même aujourd'hui. Le second tente de se développer avec une image moins violente mais le fonds de commerce reste violemment raciste, antisémite et conspirationniste.

8. Exarcheia : Quartier au centre d'Athènes où interviennent de nombreux jeunes radicalisés avec un certain nombre d'occupations pour loger des réfugiés. Menidi : banlieue populaire où habitent un grand nombre de Roms en butte au racisme et à la répression.

9. « *Vigne sans clôture* » : expression grecque pour signifier une liberté illimitée, sans lois ni répression.

Tout cela symbolise les dispositions existantes de Syriza pour la formation d'une large alliance interclassiste, mais celles-ci n'ont pas connu le succès espéré. L'interprétation accusatrice de bas étage selon laquelle Syriza a tout simplement échoué à changer dans son propre intérêt ce qui dans la langue journalistique commune est caractérisé comme « *système de la corruption* », par exemple avant tout au moyen d'un concours pour l'attribution de licences aux chaînes de télévision, n'est que partiellement vraie. Car c'est bien l'ensemble de la situation socio-politique qui a permis aux élites de considérer les services offerts par Syriza comme ne leur étant pas indispensables.

La désignation de Kyriakos Mitsotakis à la tête de Nouvelle Démocratie (ND) a traduit de la part des capitalistes un choix différent de celui de poursuivre la domestication de Syriza. Mitsotakis a gagné la direction sur la ligne d'une droite pure et inconciliable avec Syriza, face à la mauvaise conscience de la droite incarnée par son concurrent à la tête du parti, Meïmarakis, à la ligne trop modérée et à sa tactique trop douce par rapport à Tsipras. Et par la suite, il a investi dans la grande déception due à ce qu'était devenue la promesse contenue dans le mot d'ordre « *pour la première fois, la gauche !* », comme occasion unique et en or pour que le néolibéralisme retrouve des faveurs dans la société grecque.

La proposition de Mitsotakis est celle d'une politique bourgeoise davantage « *autarcique* ». Pour autant, la classe bourgeoise ne suffit évidemment pas à gouverner seule et du coup, ND réussit aujourd'hui à « *rapatrier* » différentes catégories sociales, que nous qualifions commodément de couches moyennes, qui s'étaient portées provisoirement au côté de Syriza, venues de différents groupuscules bourgeois, mais aussi qui s'étaient associées plus durablement à Aube dorée (7). Dernière cerise sur le gâteau, le sentiment de secteurs des travailleur-es qui ont été endormis en croyant qu'il ne leur arrivera rien de particulièrement négatif, que leurs salaires augmenteront et que les postes de travail se multiplieront du fait que les investissements reprendront !

Libération du dynamisme de l'économie de marché et « *sécurité* » forment les deux fondements du programme et de l'idéologie de la ND de Mitsotakis. Business et police. Si nous prenons le programme économique de ND au pied de la lettre, nous devons admettre qu'il ne tient pas debout ! Il veut et tout le beurre (baisse des coefficients sur les impôts pour les grands et petits capitalistes) et tout l'argent du beurre (garantie de la liquidité bancaire et des dépenses publiques,

c'est-à-dire prêt à bas coût par le mécanisme européen de soutien – MES). Le retour sur les devants de la scène de la classe bourgeoise grecque passe forcément par la défaite de la classe ouvrière multiethnique du pays, la compression de ses droits, la limitation de ses libertés. Dans le meilleur des cas, ND peut se rapprocher d'une petite partie de ses objectifs et, avec le soutien total des forces bourgeoises, il lui sera possible d'assurer un second gouvernement de quatre ans. Dans ce cas, l'enjeu est d'avancer dans des restructurations, comme celles consistant à « *lier l'université au marché du travail* », la privatisation de l'enlèvement des ordures, le renforcement du « *pôle privé* » dans la sécurité sociale, le dépeçage accru du secteur public de l'énergie au profit des « *héros* » capitalistes de l'entrepreneuriat, qui s'emparent du maillage des infrastructures publiques à prix dérisoire et avec comme seul investissement les nouvelles publicités des entreprises – et cela pour nous en tenir aux annonces explicites les plus frappantes du programme officiel de ND.

Ce qui est recherché, c'est de diminuer davantage le poids de la classe ouvrière dans le rapport de classe global, sa capacité à lutter, à revendiquer collectivement et à déterminer les développements politiques. Dans ce but, la priorité est donnée à la diminution des biens publics et des droits sociaux. C'est une idéologie individualiste de bien-être social (« *ma propre maison* », « *mes études à moi* », « *ma propre santé* », « *ma sécurité personnelle* ») qui imprègne tout le discours politique de la ND de Mitsotakis et est présentée comme antidote à la déstructuration des expériences collectives, politiques et syndicales des travailleur-es.

L'individualisation de la société s'accompagne du renforcement de la répression. La promesse qu'il n'y aura aucune indulgence envers les « *refuges sociaux* » – les quartiers d'Exarcheia et de Menidi (8) sont mentionnés ensemble dans le programme de ND – signifie une plus forte criminalisation de secteurs de la jeunesse et des minorités. Il est impressionnant de constater que les questions des immigrés et des réfugiés sont écartées de la campagne électorale des grands partis. Pour autant, toutes les références du programme de ND à cette question se limitent à la formule selon laquelle « *la Grèce n'est pas une vigne sans clôture* » (9) et que les frontières du pays seront gardées au prix qu'il faudra, directions qui ouvrent le chemin aux opérations répressives contre les « *envahisseurs* », c'est-à-dire contre les victimes des guerres, de la violence et de la pauvreté. Le rêve de Mitsotakis, c'est la soumission conformiste au marché, où « *ceux qui tra-*



## Résultats électoraux en Grèce 2009-2019 (en %)

	Jun 2009	Oct. 2009	Mai 2012	Jun 2012	Mai 2014	Janv. 2015	Sept. 2015	Mai 2019	Juillet 2019
	Européennes	Législatives	Législatives	Législatives	Européennes	Législatives	Législatives	Européennes	Législatives
Nouvelle Démocratie	32,30	33,47	18,85	29,66	22,72	27,81	28,09	33,12	39,85
Syriza	4,70	4,60	16,78	26,89	26,56	36,34	35,46	23,75	31,53
Pasok	36,65	43,92	13,18	12,28	8,02	4,68	6,29	7,72	8,10
KKE	8,35	7,54	8,48	4,50	6,11	5,47	5,55	5,35	5,30
Potami (1)					6,61	6,05	4,09	1,52	
Dimar (2)			6,11	6,25	1,20	0,48			
LAOS	7,15	5,63	2,90	1,58	2,69	1,03		1,23	
ANEL			10,61	7,51	3,46	4,75	3,69	0,80	
Aube dorée	0,46	0,29	6,97	6,92	9,39	6,28	6,99	4,87	2,93
Union du Centre	0,38	0,27	0,61	0,28	0,64	1,79	3,44	1,45	1,24
Ecolo-verts (3)	3,49	2,53	2,93	0,88	0,90			0,87	
LAE							2,86	0,56	0,28
Diem25								2,99	3,44
Solution Grecque								4,18	3,70
Antarsya	0,43	0,36	1,19	0,30	0,72	0,64	0,85	0,64	0,41

1. Potami (Le Fleuve) a été créé en 2014 par le journaliste Stavros Theodorakis avec comme ambition peu modeste d'apporter un souffle moderniste et ni de droite ni de gauche (du Macron avant l'heure ! Il se réclamera d'ailleurs du président français lors des élections européennes de mai 2019). Après quelques succès électoraux (autour de 6 % en 2015), l'inutilité de ce groupe se confirmera d'autant plus que des carriéristes le quittent pour rejoindre la droite. Il n'obtient aucun siège aux dernières européennes et a renoncé à se présenter aux législatives.

2. Dimar (Gauche Démocratique) a été fondée en 2010 par un dirigeant très droitier du Synaspismos, Fotis Kouvelis, inquiet du discours radical de son parti ! En 2012, il obtient environ 6 % et n'hésite pas à participer au gouvernement de la droite jusqu'en juin 2013. Grillé par cette collaboration, il éclate peu à peu, Kouvelis finissant par devenir ministre de Syriza, pendant que d'autres renforcent la ligne clairement de droite du Pasok.

3. Ecolo-Les Verts : mouvance assez difficile à suivre dans ses (re)compositions, du fait et de sa toute petite taille et sur-

tout du peu de poids dans la vie politique nationale de la dimension écologique. Des luttes locales importantes ont certes lieu : contre des constructions de barrages, contre des décharges, contre la mine d'or de Skouries près de Salonique, mais, même si Synaspismos se définissait comme écolo, la gestion bourgeoise des affaires par Syriza, auquel les Verts s'étaient associés, n'a pas engagé les indispensables changements en profondeur. Pire : loin d'arrêter les plans de la droite en Epire, il y engage les travaux de recherche pétrolière, de même qu'en Méditerranée orientale. Autres résultats :

toujours plus d'autoroutes (payantes) et des catastrophes comme l'incroyable tragédie de l'incendie de Mati, petite ville de l'Attique entourée de forêts, et lors duquel cent personnes ont péri en juillet 2018. La réforme de l'aménagement du territoire a été trop peu poussée par Syriza pour amener un début d'amélioration visible, et la soumission du gouvernement à la troïka après juillet 2015 a eu entre effets celui de vendre des biens nationaux du territoire, comme l'ancien aéroport d'Athènes, à des grands groupes privés soucieux seulement de rentabiliser leur achat.

vailent dur » auront une vie prospère, avec des entrepreneurs qui auront été libérés de la bureaucratie et des impôts. Et les rues seront tenues nettoyées non seulement des ordures, mais aussi de tout ce qui ne s'accorde pas avec « l'ordre et la sécurité ».

## Retour de la bipolarisation politique

Malgré les espérances trompées et ses échecs, Syriza assurera probablement son avenir à moyen terme grâce au simple fait qu'il constituera la première et incontestable force d'opposition, le choix obligé face à la ND de Mitsotakis lorsque celle-ci commencera éventuellement à prendre l'eau. On peut dès maintenant imaginer les députés de Syriza faire leur apparition lors de chaque protestation sociale et, affirmant « avoir appris de leurs erreurs », distribuer « soutien » et « engagements » afin de gagner le soutien de secteurs des travailleur-es, en leur offrant des promesses de les « protéger » après les élections.

Syriza constitue une « sorte de social-démocratie », sans base ouvrière organisée, avec un nouveau mécanisme partidairé ancré dans l'État. Même après quatre années d'ap-

plication de l'austérité et de déstructurations, Syriza n'en conserve pas moins sa plus forte influence électorale chez les chômeur-es, dans le secteur ouest de la région d'Athènes et dans la zone du Pirée entourant le centre ville, c'est-à-dire chez les couches les plus populaires des villes. Et cela en dépit du fait que là aussi, son influence a connu une baisse importante si on compare avec les élections précédentes. Le monde du travail salarié ne peut pas demeurer sans aucune représentation politique dans le parlement bourgeois, et Syriza ne pourra pas prétendre revenir au pouvoir sans avoir d'une manière ou d'une autre reconquis son influence chez les salarié-es des secteurs public et privé, stade de base qui lui permettra ensuite de s'adresser à l'ensemble de la société en vue d'alliances. Pour autant, nous devons considérer comme donné le fait que l'actuel appareil de parti de Syriza ne veut pas et ne peut pas organiser les pauvres, il les veut simplement comme électeurs. Sa priorité, c'est de s'associer les « bureaucraties » existantes.

Une gauche à la gauche de Syriza qui répète le refrain selon lequel Syriza a trahi et humilié la gauche et qui affirme que Syriza, c'est la même chose que ND et Kinal, pour-

rait bien, après le choc que constituera le retour de la droite, subir un autre choc en voyant que la contestation et la protestation sociales passent de nouveau par Syriza et son redéveloppement éventuel. Ces derniers vingt ans, nous voyons un constant phénomène de transformation des formations politiques qui provient de la crise des partis ouvriers traditionnels, et qui consiste en un va-et-vient continu entre partis de protestation et partis de l'extrême centre. Qu'est-ce qui peut avoir dégradé davantage la social-démocratie en Europe que le blairisme ? Et pourtant, c'est le président de Stop the War, Jeremy Corbyn, qui a gagné la tête du parti avec une révolte inédite de la base des travailleur-es britanniques contre leur direction, au moyen d'une alliance entre les syndicats mis à l'écart par Blair et la jeunesse radicalisée qui a fait une véritable entrée en force au sein du parti. Cela signifie-t-il pour autant que Corbyn peut réformer le capitalisme ? Il est plus probable que ce soit le capitalisme britannique qui « réforme » Corbyn si un jour il accède au pouvoir !

Ce que cela montre, c'est que dans les conditions actuelles, des courants ouvriers et d'autres courants radicaux de résistance ten-

## Grèce

tent toujours et encore de passer par des mécanismes politiques réformistes qui pèsent sur le rapport de classe. Syriza pour le moment adopte cette forme chétive de réformisme d'« *adoucissement des extrêmes* » qu'incarment avec un plus grand succès électoral les socialistes en Espagne et au Portugal. En raison de son caractère particulier (absence de liens organiques avec les collectifs sociaux), Syriza fonctionnera probablement comme une girouette au vent de la situation sociale. Et donc, dans le cas où Mitsotakis réussirait, il est possible qu'il aille très à droite pour revenir au pouvoir, ou très à gauche, si les militant-es sortent par milliers dans la rue ! Dans ce cadre, le sectarisme envers Syriza est (aussi) une simple preuve de l'incapacité d'arracher à son influence des secteurs de la classe ouvrière qui sont traditionnellement orientés à gauche. La politique du surplace et d'autolimitation organisationnelle, que le KKE a transfusée dans une bonne partie de la gauche, est un résumé de cette incapacité.

Quant à Kinal, elle entre dans une nouvelle phase de son agonie qui peut déboucher sur sa mort. La lecture qui voit son pourcentage électoral comme un succès face aux attaques continues de Syriza sur ses côtés est pour le moins unilatérale. La vérité, c'est que son projet de reconstituer le « *centre gauche* » plaçait comme objectif un score à 2 chiffres aux élections législatives et pour une troisième fois, la mission de chercher à former un gouvernement qui assurerait à la formation faisant suite au Pasok un « *rôle régulateur* ». Cette éventualité semble aujourd'hui non seulement beaucoup moins réaliste mais aussi politiquement non souhaitable. Dans le cas où la ND n'aurait pas une majorité suffisante pour former seule un gouvernement, mais aussi dans le cas d'une majorité le permettant tout juste, un vote de confiance – qui

interviendrait tôt ou tard – placerait Kinal dans une crise existentielle ! Cette association spécifique de débris du Pasok n'a pas de rôle organique dans le système politique entre les roches fracassantes de ND et de Syriza. Le renvoi de Venizélos (10) montre à quel point la position de Kinal est fragile. Même les médias qui jusqu'à récemment se montraient positifs envers Kinal ont commencé à le saper systématiquement et à railler sa direction en montrant ainsi que la classe bourgeoise n'a plus aucune mission à confier à Kinal à part celle d'entremetteur de « *centre gauche* » pour ND.

### Morcellement de l'extrême droite

L'affaiblissement d'Aube dorée (Chryssi Avgi) a résulté de la combinaison du système politique, du très long procès judiciaire qui la bloque de fait et des mobilisations antifascistes, même si celles-ci sont devenues toujours moins fortes. L'ampleur qui a été donnée dans certaines analyses à la « *capacité du mouvement à stopper* » les fascistes est exagérée. Le mouvement antifasciste a reculé en suivant les rythmes très lents du procès de Chryssi Avgi. Certes, les divers lieux occupés ont été protégés des attaques des fascistes lors des derniers rassemblements « *pour la Macédoine* » et quelques tentatives d'occupations d'écoles par les nationalistes ont été repoussées, mais l'extrême droite dans la rue et dans la société, sur la question macédonienne, n'a pas reçu la réponse adaptée, avec une gauche « *anti-Otan* » désarmée face au « *discours national* » de l'extrême droite. C'est la raison pour laquelle celle-ci n'a pas disparu, et pire encore, nous n'avons pas en Grèce de défaite idéologique stratégique de l'extrême droite. Nous voyons simplement des obstacles réels à son développement autonome comme force politique capable de contester la bipolarisation bourgeoise. ND met la main sur une partie de ses électeurs, qui s'étaient tournés vers l'extrême droite dans les années des mémorandums, en même temps que le succès du groupe Elliniki Lysi (Solution grecque), sorte de Chryssi Avgi s'adressant à toute famille grecque, amalgame d'obscurantisme religieux, de nationalisme et de racisme sans les gourdis et les poignards de Chryssi Avgi, a mis en lumière le problème actuel de crédibilité de Chryssi Avgi vis-à-vis de « *son public* ».

Le morcellement électoral en lien avec l'absence d'orientation et de direction charismatique ne permet pas dans l'actuelle conjoncture une présence autonome réellement concurrente de la part de l'extrême droite. Il nous est cependant impossible de

sous-estimer l'écho des idées qui la nourrissent. Le réservoir électoral de l'extrême droite est bien plus grand que les pourcentages qu'il a obtenus en mai. L'association néolibéralisme et conservatisme que propose ND absorbe peut-être aujourd'hui à son profit une part de la protestation d'extrême droite, mais il se peut que par la suite, elle grossisse très fortement en raison de la remise au premier plan du racisme par le discours officiel et du discours sur la « *sécurité* ». Le mouvement antiraciste doit exploiter l'actuel affaiblissement de Chryssi Avgi pour passer à une contre-offensive générale contre le racisme et le nationalisme, plutôt que de cultiver le sentiment – erroné – de l'assurance que nous aurions soi-disant gagné.

### Absence d'une alternative de gauche à Syriza

Le malheur de notre époque, c'est que la gauche à gauche de Syriza n'a pas réussi à tirer profit de l'adaptation de Syriza à la gestion des politiques des mémorandums, ce qui lui aurait permis d'offrir une alternative avec un écho de masse dans les couches opprimées de la société. La faillite du récit patriotique de gauche contre les mémorandums apparaît clairement avec la disparition de l'Unité Populaire (11). LAE n'avait pas la profondeur historique ni la dimension sociale nécessaires pour tenir dans une période où nulle demande ne s'est exprimée pour un Syriza rhabillé ! Naturellement, les choix politiques de la direction de LAE, qui s'était totalement positionnée sur une orientation de patriotisme de gauche, ont fait empirer la situation. Le Parti communiste (KKE) quant à lui continue à stagner, il lui est impossible d'influencer des secteurs des travailleur-es en dehors de sa base sociale historique, malgré les troubles et les restructurations qui ont touché le système politique du pays. Il n'a pas réussi à jouer un rôle de premier plan dans le mouvement contre les mémorandums, c'est-à-dire contre l'attaque barbare visant le niveau de vie et les droits des travailleurs et des travailleuses : il n'a pas réussi à constituer une opposition convaincante à Syriza. Le gouvernement Tsipras n'a eu à souffrir à aucun moment d'une pression du KKE.

Antarsya (12), que nous avons soutenue lors des élections européennes, stagne elle aussi, naturellement à un niveau beaucoup plus bas que le KKE. Ce qui était dans sa période de formation une initiative combative et dynamique – mais sous hégémonie du récit patriotique anti-mémorandums de la gauche – s'est limité, après 2012, à une coalition électorale de forces de la gauche extra-parlementaire, sans cohérence politique,

10. Evangelos Venizélos : un des dirigeants les plus droitiers du PASOK, partisan tellement ouvert d'une nouvelle alliance avec la droite contre Syriza, que la présidente du parti, Fofi Gennimatas (dynastie politique : fille d'un ancien ministre du PASOK !), ne lui a pas accordé le siège électoral qu'il convoitait.

11. Unité populaire (LAE) : formé par des courants gauche de Syriza qui l'ont quitté après le référendum de juillet 2015, il n'a jamais réussi à trouver une audience populaire en raison de sa critique violente et superficielle de Syriza, de son sectarisme et des positions nationalistes de sa direction.

12. Antarsya : Fondée en 2009 cette coalition anticapitaliste regroupe différentes forces parmi les plus importantes en Grèce, comme NAR (importante scission du KKE au début des années 90), SEK (organisation grecque de IST), OKDE-Spartakos (section grecque de la 4). Au fil des ans les divisions internes ont augmenté et empêché le développement numérique et qualitatif d'Antarsya.

sans vie interne, et sans intervention organisée. Il est clair que de 2015 à 2019 Antarsya n'a gagné personne de la crise de Syriza. Son faible score électoral avec tendances à la baisse ne peut pas être vu comme porteur d'espérances (ce qui aurait été le cas il y a dix ans). Elle n'est pas en phase avec les nécessités de la période et ne pèse pas dans le rapport de forces global. En fait, on ne peut pas dire qu'elle est en quoi que ce soit à la hauteur de la force sociale réelle et de la composition sociale des associations, tendances ou formations ouvrières, étudiantes et autres qui existent bien dans l'espace de la gauche anticapitaliste.

D'un certain point de vue, Mera 25 (Diem) est le « vainqueur » à gauche de Syriza, si l'on se rappelle la diabolisation de son chef qui était resté depuis l'été 2015 parmi les « indésirables » dans la vie politique du pays. Quoi qu'il en soit, le traitement de Varoufakis (13) par les médias a entièrement changé avec le fait de lui offrir généreusement du temps d'antenne dans sa tentative pour s'attaquer à Syriza. Mera 25 est une formation basée sur la seule personne de son fondateur, malgré tout elle constitue un peu plus que le parti de Zoï Konstantopoulou, qui est, lui, vide de tout cadre reconnu. Et surtout, son succès, même s'il est relatif, s'accompagne d'une vague de transfuges. Devant le discours anti-UE sec et dépassé de la gauche traditionnelle, l'internationalisme soft, l'europhéisme ingénu et le technocratisme rassurant de Varoufakis ont fait miroiter quelque chose de plus attirant. Mera 25 en cette phase est un véhicule d'occasion avec une structure organisationnelle ambiguë et des opinions de collaboration de classe très problématiques. Son petit succès permet surtout de mesurer l'échec des autres versions de la gauche. Si elle entre au Parlement, Mera 25 fonctionnera probablement comme force complémentaire à Syriza, comme un astucieux pont vers un retour à celui-ci. Car au niveau programmatique et stratégique, il n'existe pas de différences radicales avec Syriza qui soient infranchissables.

### Utilité d'une gauche qui organise la résistance

Les arguments classiques autour du vote utile – « utile » selon chaque position ! – (« *Votons pour faire barrage à la droite !* », « *Lorsque la droite est au pouvoir, la société se radicalise plus facilement* », « *Non aux faux dilemmes* », « *Ni l'un ni l'autre* »...) ont commencé à se développer. Beaucoup de ceux et celles à gauche qui rêvaient du déclin et de la punition de Syriza ont com-



mencé à s'inquiéter de la montée de la droite. Et, comme nous le disions au début de l'article, les élections législatives du 7 juillet ressemblent à un second tour des élections européennes.

En dépit de cette tendance, la pression sur la gauche hors Syriza n'est pas suffisante pour contenir la victoire de la droite ou pour empêcher la formation d'une majorité nécessaire pour former un gouvernement. Les transferts de voix vers la droite ne pourront pas être compensés par le vote utile des électeur-es de gauche pour Syriza. Globalement le balancier de classe s'est déplacé vers la droite. Voter utile pour Syriza signifie alors simplement une « *monopolisation* » de l'opposition parlementaire à la droite au lendemain des élections, reproduction de la représentation parlementaire sans « *organisation des pauvres* ». Nous avons vu ce que signifie cette « *monopolisation* » du combat anti-mémorandum par Syriza aux élections de septembre 2012. Mettre fin au cercle vicieux qui va de Syriza à Syriza s'impose donc. Mais est-ce possible pour autant ? Le problème concret, c'est qu'il n'y a aucune alternative crédible à Syriza qui n'appartienne pas au royaume des seules bonnes intentions !

Nous savons que le dépassement du réformisme n'est pas de l'ordre des élections, ni du parlementarisme. Il est possible seulement dans un mouvement de révolution par la majorité sociale des opprimé-es. Cependant, il est juste que la gauche révolutionnaire constitue une réalité politique identifiable au sein de la société, quand on se trouve dans un contexte non révolutionnaire et conditionné par la bourgeoisie. Reprenons le même argument de manière moins abstraite et intemporelle : nous avons besoin au lendemain des élections d'une gauche anticapitaliste puissante, pour les combats concrets des travailleur-es, des femmes, des immigré-es, des jeunes, surtout face au type de gouvernement de la droite que nous voyons venir.

Là se trouve le problème de fond : les propositions à gauche de Syriza, y compris celles de l'initiative d'Antarsya, qui s'essouffle mais que nous avons soutenue, sont très

en dessous des enjeux de la période. Elles ne donnent aucune perspective visible. Elles ne peuvent pas non plus contribuer à des alliances électorales avec comme objectif précis d'envoyer pour la circonstance présente un « message » utile. C'est très net : nous voyons des impasses aussi bien du côté du vote utile que dans la continuation des votes que nous avons faits jusqu'ici avec Antarsya. Comme depositaire d'une première convergence porteuse d'espoirs, avec pas mal d'« *avancées* » mais aussi beaucoup de « *problèmes* », ce rassemblement de forces doit pouvoir dépasser le poids de ses défaites et de ses erreurs, dépasser son enfermement dans une suffisance auto-justificatrice, en grande partie verbale, vis-à-vis de masses qui se seraient « *fourvoyées* », mais aussi entre ses composantes.

Avec nos possibilités que nous savons limitées, nous travaillerons dans la prochaine période à la construction d'une force militante anticapitaliste et internationaliste, d'avant-garde et unitaire, avec comme objectif le changement du rapport de forces entre les classes sociales. Elle aura pour tâche le combat pour l'émancipation sociale, l'égalité et celui pour sauver la vie humaine exposée à la catastrophe de l'environnement naturel. Sur le terrain des défaites actuel, il paraît difficile de réussir des unions. Mais nous savons que nous ne sommes pas seuls dans le mouvement révolutionnaire à nous diriger dans ce sens. Des forces qui s'orientent dans une telle perspective, on en trouve par exemple aussi bien dans Antarsya que du côté de ceux et celles qui ont rompu avec Syriza, et peut être encore au-delà (14). La crise des coalitions qui ont été tentées libère des militant-es de leurs illusions mais les emplit de craintes, après qu'ils ont investi une part importante de leur vie dans ces groupes. La force de l'espoir prend sa source dans la propre énergie des militant-es, les rêves révolutionnaires se consolident dans les expériences collectives de lutte. Tâchons d'être prêt-es pour ces expériences, sans illusions et sans peur. ■

Le 23 juin 2019

13. Yanis Varoufakis : ancien ministre des finances du gouvernement Syriza, au début 2015, il s'oppose à Tsipras, après le référendum, et forme autour de lui un courant « *europhéisme* », DIEM25. Zoï Konstantopoulou : présidente du Parlement de janvier à septembre 2015, elle fonde ensuite autour d'elle la liste Pefsi Eleftherias (Navigation de la Liberté) sur une ligne qui se veut ni de droite ni de gauche et qui l'amène à manifester aux côtés des nationalistes pour la Macédoine !

14. Par exemple Synantisi, formée en décembre 2018, par des groupes qui ont quitté Syriza en 2015, ou Kokkino Nima, scission de DEA, etc.

# Retour de la droite et ses contradictions

Par  
Andreas Sartzekis\*

La Grèce a connu en un mois et demi quatre élections importantes : en mai, européennes, municipales et régionales, en juillet, législatives anticipées (elles étaient prévues pour l'automne) décidées par le Premier ministre Alexis Tsipras après la défaite de Syriza en mai. Avant de revenir rapidement sur quelques premières leçons qu'on peut tirer de cette période (1), on peut faire deux observations générales :

● Si la droite gagne haut la main toutes ces élections, c'est bien sûr une défaite pour Syriza, mais plus profondément pour toute la gauche, en particulier pour la gauche anticapitaliste. Par ailleurs, un chiffre parlant est

celui de l'abstention : aux législatives de juillet, présentées comme « *la mère des batailles* » par la droite comme par Syriza, la participation n'a été que de 57,92 %, avec 2 % de blancs et nuls (2). On le verra : cette grosse abstention a eu le 7 juillet un fort caractère de classe, traduisant non seulement la déception immense par rapport à Syriza, mais aussi le sentiment d'une absence d'alternative crédible à gauche, constats incontournables pour réfléchir à la relance d'une voix forte et convaincante pour les travailleur-es et les jeunes face à la droite qui se voudrait triomphante.

● Cela dit, elle marque aussi en partie les limites de la victoire de la Nouvelle Démocratie (ND) dirigée par Kyriakos Mitsotakis, fils, frère et oncle d'une dynastie fortunée de la droite libérale et réactionnaire.

vote de classe se traduisant précisément par de fortes résistances dans les villes ouvrières et populaires, et cela se passe avant tout sinon exclusivement au profit de Syriza.

Car si nous avons de nouveau à la tête du gouvernement une droite dure, ouvertement ultra-libérale, on est frappé par ses multiples contradictions, qui ne manqueront pas de produire leurs effets. La plus visible étant depuis mardi 9 juillet, jour de formation du nouveau gouvernement, l'écart entre le discours « *moderniste* » et l'aspect réactionnaire de la nouvelle équipe : tous les ministres ont prêté serment religieux (on avait eu une bouffée d'oxygène avec les ministres Syriza), et on ne compte que 5 femmes sur les 51 ministres et secrétaires d'État ! Et en fait de nouveauté, on retrouve surtout de vieux chevaux réacs de retour, dont beaucoup ont trempé dans l'application des premiers mémorandums, et on réserve une mention spéciale au ministre de l'économie, Christos Staikouras, l'un des acteurs du trucage des comptes financiers du pays sous Kostas Karamanlis avant 2009.

Du coup, les propos lénifiants de Mitsotakis, fade tâcheron des écoles de politiciens bourgeois, sur sa volonté d'une politique unifiant les Grecs (les seuls Grecs...) ne feront pas longtemps illusion : ce gouvernement est là pour servir ses amis du grand patronat, et la baisse d'impôts annoncée est destinée avant tout à ces gens-là. La déception des classes moyennes risque d'être d'autant plus forte que dès mardi, la Commission européenne a rappelé face à la démagogie de la ND voulant ramener l'objectif de l'excédent primaire de 3,5 % à 3 % que c'est exclu, ce qui amènera sûrement la ND à revoir à la baisse ses promesses fiscales pour les classes moyennes ! De même, les mesures sur l'éducation, prévues comme une priorité, vont peut-être souder le camp conservateur par rapport à l'aspect répressif : fin de l'asile universitaire, managers à la direction des facs, évaluation des personnels (par les familles, a même proposé un cadre de la ND !). Mais l'aspect de sélection sociale accrue qui devrait passer par des encouragements à l'école privée risque là aussi de

\* Andreas Sartzekis est militant la Tendance Programmatique IV<sup>e</sup> Internationale (TPT) au sein de l'OKDE-Spartakos (section grecque de la IV<sup>e</sup> Internationale).

1. Voir une analyse de fond dans l'éditorial de la revue *Periodiko 4* publié dans ce numéro d'*Inprecor* en p. 19.  
2. Hormis lors des législatives de septembre 2015 (participation de 56,6 %, et 2,4 % de blancs et nuls), qui faisaient suite à la capitulation de Tsipras par rapport à la troïka, jamais la participation n'avait été aussi basse, le vote restant par ailleurs en principe obligatoire : même aux européennes, ce sont 58,7 % des électeur-es qui ont participé (avec 4,5 % de blancs et nuls), tandis qu'aux législatives de janvier 2015, qui ont vu l'arrivée au pouvoir de Syriza, c'était 63,9 %, soit 600 000 de plus, avec 2,3 % de blancs et nuls. Rappelons aussi les législatives de 2009 : participation de 71 %, avec 2,6 % de blancs et nuls...

3. Les 4 régions électorales de la grande île de Crète, ex-fief du Pasok, l'Achaïe, ex-fief du Pasok et de la famille Papandreou (Syriza y obtient 40,3 % des voix, pour 61,9 % de participation), la région de Xanthi au nord et différentes régions électorales dans les parties populaires de l'Attique.

4. La capitale étant un cas différent : certes c'est le neveu de Mitsotakis qui y a été élu en mai face à un candidat de Syriza, et reprenant la mairie des mains du Pasok devenu Kinal, mais la participation aux législatives est loin d'y avoir atteint les records de Kifissia (68,8 % de participation, avec 62,5 % pour la ND), Glyfada (64,2 % avec 51 % pour la ND) ou autres Papagos (72,1 %, avec 53,2 % pour la ND). Néanmoins, on pourrait avoir l'impression à première vue d'une emprise sans appel de la « *pieuvre bleue* » (couleur de ce parti) sur le pays, et c'est le sens des commentaires qu'on a pu voir dans pas mal de médias internationaux.

## Une droite triomphante mais...

Les résultats des élections législatives du 7 juillet (voir les chiffres dans le tableau) pourraient sembler sans appel : la droite a infligé une défaite à Syriza, avec 8,3 points d'écart. Seules quelques régions voient Syriza en tête (3). La ND semble avoir désormais toute licence pour appliquer son programme ultra-libéral et sécuritaire, après avoir remporté en mai la plupart des mairies de grandes villes (mais ni Patras, conservé par le KKE, PC grec, ni les grandes villes de Crète) et gagné presque toutes les régions (sauf la Crète, terre de résistance !). On peut penser qu'avec de tels leviers entre les mains, le nouveau gouvernement ne tardera pas à vouloir faire passer de premières mesures : le Parlement siègera pendant l'été, et on peut imaginer sans risque d'erreurs que de premiers sales coups vont intervenir pendant les vacances.

Même si la ND n'a pas obtenu par exemple le score du Pasok en 2009 (43,9 %), l'étendue de sa victoire montre qu'elle a parfaitement mobilisé ses électeurs, avec une très forte participation dans les riches banlieues bourgeoises du nord et du sud d'Athènes (4). La gauche toutes tendances confondues ne totalise qu'environ 40 %, le





mécontenter les classes moyennes, qui n'auront pas accès aux écoles et facs de luxe dans le système concurrentiel du marché éducatif rêvé par la bourgeoisie grecque.

Un élément crucial dans le succès de la droite pourrait demain lui faire en partie défaut : dès l'arrivée au pouvoir de Syriza, les médias privés se sont déchaînés contre le gouvernement, accumulant les mensonges, exploitant bien sûr toutes les erreurs et les abandons programmatiques de Syriza et offrant une tribune permanente à la démagogie de la droite. Le lien entre la ND et les médias privés est tellement fort qu'elle a fait élire deux des plus tristement célèbres de ces journalistes de caniveau, anticommunistes primitifs plutôt que primaires, racistes et nationalistes ! Par ailleurs, même si Mitsotakis était tellement peu assuré du sérieux de son programme qu'il a refusé un débat télévisé avec Tsipras, ce dernier s'est rendu seul sur le plateau de Skai, pour être interrogé par deux journalistes... dont l'une est l'épouse du nouveau maire d'Athènes, neveu de Mitsotakis ! Cette chaîne, propriété de l'armateur Alafouzos et la première en audience, a été le porte-voix principal de la ND pendant toutes ces années (5). Mais il ne faut pas oublier à côté d'elle le groupe de presse ex-DOL (avec des journaux comme *Ta Nea* ou *To Vima*), aux mains d'un autre très riche armateur, Marinakis, soupçonné de

convoyage de drogue, président de l'équipe de foot Olympiakos.

Or, tous ces porte-voix de la réaction, disposant de moyens gigantesques et pour lesquels on pourrait parler de dictature de l'information, risquent d'être moins crus quand il leur faudra demain justifier toutes les mesures antisociales de leur champion, et cet aspect n'est pas à négliger. De son côté, le grand démocrate Mitsotakis ne le néglige pas en tout cas et prépare les jours difficiles : son premier geste de Premier ministre a été de mettre sous son propre contrôle l'agence publique de presse et la télé publique (ainsi que les services secrets !), dont on se souvient que le Premier ministre de la ND, le nationaliste Samaras, l'avait fait fermer sauvagement en 2013, avant que Syriza la rouvre en 2015.

Enfin il y aurait sûrement d'autres éléments à considérer. Devant les difficultés sociales à venir, la direction de la ND n'aura pas de difficultés avec les groupes centristes : ils feront certes connaître des protestations, mais évidemment sans oser rejoindre les protestations de gauche. Et cela est valable pour le Pasok, dont toute la campagne était clairement un soutien à la ND : certes, la direction du « *parti socialiste* » a été obligée d'exclure mardi deux de ses cadres qui ont été nommés ministres, Chrysochoïdis, redevenant ministre de la police, poste où il

s'était illustré contre les manifestations sociales lors des premiers mémorandums, et Lina Mendoni à la Culture, ex-secrétaire générale de ce ministère jusqu'en 2015, célèbre pour avoir « *couvert* » les délires nationalistes de Samaras qui voulait faire croire avant les élections de 2015 qu'on avait découvert le tombeau de l'empereur Alexandre... en Macédoine grecque ! Il n'empêche : le seul ennemi du Pasok aujourd'hui, c'est Syriza, pour la simple raison qu'il occupe la place qu'avait le Pasok autrefois. Dans un contexte où le Pasok n'a plus de relais de masse dans les syndicats ouvriers (la confédération unique, GSEE, est bien toujours dirigée par le Pasok, mais elle se réduit actuellement à un ramassis de bureaucrates depuis longtemps coupés des luttes), le problème pour le Pasok, sous la dénomination actuelle de Kinal, soi-disant élargissement du Pasok, n'est plus de retrouver une vraie place à gauche. C'est seulement de faire croire qu'ils la revendiquent (sa campagne avait pour slogan de voter pour Kinal, le parti du centre gauche et de progrès...) pour mieux servir d'idiote utile à la droite.

Autrement problématique est l'évolution

5. Le journal *Kathimerini* (du même groupe), conservateur mais sérieux, est devenu peu à peu lui aussi un journal relais de fake news.

6. Cf. l'article en p. 27.

## Grèce

possible de l'extrême droite et de la droite extrême (6). On le sait : si le groupe nazi Chryssi Avgi (Aube dorée) est très sérieusement affaibli par son échec (relatif) aux législatives et par son procès, tous résultats obtenus en bonne partie grâce aux mobilisations antifascistes, l'apparition d'un nouveau groupe, Elliniki Lysi, mais surtout le déplacement des votes d'extrême droite après une campagne laissant souvent place au racisme et aux thèmes de l'extrême droite sont un facteur d'autant plus important que tout cela est relayé par des cadres de la ND issus de l'extrême droite, comme le ministre du développement, Adonis Georgiadis, ou de la droite nationaliste, comme Antonis Samaras. Mitsotakis n'aura aucun scrupule à faire appliquer les mesures sécuritaires portées par ces courants racistes et antidémocratiques : on doit se préparer à se mobiliser contre les expulsions d'immeubles occupés par des réfugiés, à des expéditions policières contre les quartiers « rebelles » comme celui d'Exarcheia au centre d'Athènes, contre l'abolition de l'asile universitaire. Mais on peut penser que lorsque des difficultés sociales vont surgir toute cette mouvance tente des diversions en relançant des mobilisations nationalistes, sur la question macédonienne par exemple (7), en voulant peser très fort : le mouvement social doit s'y préparer dans l'unité, ce qui accentuera les contradictions à droite.

L'avenir est donc bien moins bleu pour la droite que ce que tente de poétiser

7. Or, on peut être sûr que Mitsotakis, même s'il a démagogiquement crié à la trahison nationale après les accords de Prespès, tient d'autant moins à soulever encore cette question que l'on sait que la droite était prête en son temps à signer à peu près le même traité que celui signé par Zaev et Tsipras, mais n'en avait pas eu le courage !

8. L'étude des résultats montre une participation dans les villes ouvrières bien moindre que dans les villes bourgeoises... et qu'en janvier 2015. Exemples dans des banlieues ouvrières d'Athènes : à Keratsini, 67,5 % de participation en janvier 2015, 55 % en juillet 2019 ; à Nikaia, 63 % et 53 % ; à Perama, 65,6 % contre 51,5 %... Mais dans toutes ces villes, Syriza arrive largement en tête : 38,6 % contre 28,7 % à la ND à Keratsini, 39,9 % contre 27,7 % à Nikaia, 37,2 % contre 32,1 % à Perama. Et Syriza retrouve la tête dans des mairies perdues en mai par la gauche : Haïdari (34 %), Egaleo (39,9 %), Kaisariani (36,5 %)... On mentionnera aussi un fait mineur en nombre de voix, mais politiquement instructif : dans quelques villes fortement peuplées de Roms, en butte à un fort racisme, Syriza dépasse les 60 %, et on voit la même chose dans quelques villages de Macédoine grecque où est parlée la langue macédonienne, concept diabolique (et pourchassé) pour la droite.



Mitsotakis ! Quoi qu'il en soit, face à toutes ces menaces immédiates mais aussi devant les contradictions possibles, ce sont les luttes qui seront fondamentales pour établir les rapports de forces. Et il n'y a pas une minute à perdre. Or, ce qui est aujourd'hui prioritaire, c'est d'abord d'examiner, dans un contexte de défaite à gauche et de divisions, quelles sont les conditions politiques et sociales à gauche, en ce lendemain d'élections, qui pourront permettre le lancement de ces luttes.

### Syriza : de la résistance électorale à l'opposition ?

Contrairement à ce qui s'écrit dans la presse étrangère, correspondant aux déclarations de la droite... ou d'une partie de la gauche grecques, Syriza ne subit pas une défaite sévère lors de ces élections législatives. La claque, elle l'a subie lors des élections de mai, avec des pertes et en voix et en pourcentages assez sensibles : aux européennes, 1 343 000 voix et 23,7 %, contre 1 926 000 et 35,46 % en septembre 2015 et surtout 2 245 000 et 36,34 % en janvier 2015. *Periodiko 4* explique clairement les raisons de cette défaite et ce lourd recul : le renoncement à ses annonces programmatiques et l'application par Syriza de la politique voulue par la troïka.

Pour autant, le score, même sévère, et l'étude des résultats, ainsi que ceux des élections municipales et régionales permettaient de dire qu'il ne s'agissait pas d'un effondrement, et on voyait que dans quelques villes ouvrières, le refus de la droite passait par le vote en faveur de Syriza, et non pas des partis se situant sur sa gauche, le KKE en particulier (hormis aux municipales à Patras, où le maire sortant KKE a été réélu confortablement). Ce résultat a donc amené Tsipras à convoquer pour début juillet les élections législatives prévues pour l'automne, mais pendant ce mois, on n'a pas vu se constituer un grand mouvement de refus populaire de la droite. Il était donc évident que le résultat en juillet serait la fin du gouvernement Syriza. Ce fut le cas, mais, annoncé par l'indice d'une forte fréquentation des meetings

de Tsipras, les résultats ont fait faire la grimace à droite et aussi à gauche : loin de baisser d'avantage, Syriza obtient 1 781 000 voix et 31,53 % en captant surtout un vote de classe (8).

La conclusion nous paraît incontestable : Syriza est certes rejeté par une partie des travailleurs et des jeunes, qui ont choisi l'abstention sans faire confiance pour autant au KKE ou

à la gauche anticapitaliste. Mais globalement, il est indéniable qu'une très grande partie d'entre eux a choisi le vote Syriza pour faire entendre un vote de refus de la droite : un sentiment souvent entendu est que « d'accord, Alexis a cédé, mais il ne pouvait pas faire autrement. Et ils ont pris quelques mesures sociales qui nous ont soulagés », comme l'accès de tout le monde aux soins ou une petite augmentation du salaire minimum. On peut regretter ouvertement ce vote populaire hyper majoritaire pour Syriza, comme le fait le KKE, mais l'urgence est d'en tenir compte, et de bâtir les résistances de l'heure en incluant Syriza dans les fronts unitaires. Ce qui n'empêchera pas, au contraire, de mener parallèlement tous les bilans nécessaires et les plus larges possible sur le refus de la direction de Syriza de s'affronter et de lancer l'affrontement contre la troïka et la dictature du marché.

Une question qui n'est pas simplement d'orientation se pose aujourd'hui : encore plus parti institutionnel qu'il y a dix ans, comment Syriza va-t-il évoluer ? On se souvient des débats des années 2000 : à plusieurs reprises avant 2012 puis 2015, Syriza, regroupement fort fragile de gauche réformiste et radicale, avait failli éclater. Son passage au pouvoir l'a évidemment transformé, avec toute une série de cadres technocratiques assez jeunes, mais toujours avec les caractéristiques décrites dans l'édito de la revue *Periodiko 4*. Il reste donc un parti assez restreint et très fragile, et ses choix politiques à venir, visiblement la définition d'une ligne social-démocrate qui n'en porterait pas le nom, seront aussi définis par cette caractéristique. Un congrès doit avoir lieu en automne et tranchera, mais d'ici là, vu la position centrale de Syriza dans le paysage politique à gauche, il sera d'autant plus important d'avoir pu commencer à lancer des fronts uniques de résistance sociale contre les attaques de la droite !

C'est la tâche de l'heure d'une gauche anticapitaliste digne de ce nom, qui reste à construire !

Athènes, le 11 juillet 2019

# Retour sur Chryssi Avgi et l'extrême droite grecque

Par  
Andreas Sartzekis\*

La bonne nouvelle des élections législatives du 7 juillet, c'est que le groupe Chryssi Avgi (Aube dorée) n'atteint pas les 3 % nécessaires pour entrer au Parlement, ce qui ne manquera pas de le fragiliser un peu plus et ne permettra pas à ses chefs, après leur condamnation pénale qu'on espère intervenir sans plus tarder, d'échapper à la prison. Cela dit, rien ne permet de se réjouir trop fort, et la soirée électorale avait quelque chose d'indécent : non seulement brusquement tout le monde revendique un rôle dans l'affaiblissement de Chryssi Avgi – on reste sidéré devant l'impudence de Kinal-Pasok ! – mais surtout, l'élection de députés du groupe néofasciste Elliniki Lysi (3,7 %) permettra aux fascistes de s'exprimer. Quand on additionne le total (6,7 % sans compter les miettes obtenues par quelques groupuscules comme Ellinon Synelefsi : 0,25%), et surtout quand on sait qu'aux côtés du nouveau Premier ministre, des fascistes mal recyclés sont très actifs, on voit que le combat antifasciste reste une priorité dans la nouvelle période.

Les premiers succès électoraux du groupe nazi Chryssi Avgi interviennent aux législatives de mai 2012 : alors qu'en 2009 ce groupe ne recueillait qu'environ 0,3 % contre 5,6 % au groupe d'extrême droite LAOS, présidé par Georgios Karatzaferis, qui gouvernera par la suite avec la droite et le PASOK (2011 – 2012) et fournira des cadres à la ND comme son vice-président actuel Georgiadis et l'ancien cogneur Makis Voridis, en 2012 Chryssi Avgi recueille 7 % contre 2,9 % à LAOS. Son apogée se situe aux européennes de 2014 : 9,4 %. Il « retombe » à 6,3 % aux législatives de janvier 2015 et plus sensiblement à 4,9 aux européennes de 2019.

On peut expliquer cet inquiétant succès de deux manières :

- D'une part, une montée continue du racisme et des idées d'extrême droite comme on peut le constater partout en Europe. Sur ce plan, on peut même paradoxalement dire



que la résistance antiraciste en Grèce est exemplaire : en première ligne sur la question dramatique des réfugiés, que le pays a eu et a en charge d'accueillir en pleine période de crise et d'appauvrissement, la population grecque a fait preuve d'une solidarité antiraciste tenace alors qu'elle aurait pu accorder bien plus de voix aux « solutions » des tueurs nazis.

- D'autre part, alors que les partis institutionnels classiques s'effondraient (de 2009 à 2012, la ND passe de 33,5 % à 18,8 %, le Pasok de 43,9 % à 13,2 % !) sous l'effet de leur responsabilité devenue évidente dans la faillite du pays, plébisciter les solutions simplistes de l'extrême droite pouvait apparaître comme un recours classique devant la montée des « communistes » de Syriza (4,6 % en 2009, 16,8 % en 2012, 36,4 % en 2015), au moins pour la petite bourgeoisie, même si on sait qu'Aube dorée a aussi le soutien de quelques grands patrons.

Mais il ne faut pas oublier une autre dimension, particulière à la Grèce, qui permet de comprendre l'impunité dont a pu jouir ce groupe qu'on ne qualifiera même pas de « néonazi » (avec une enveloppe « modernisée ») mais de strictement calqué sur le parti d'Hitler : un führer, Nikolaos Michaloliakos, des cérémonies de salut au drapeau nazi, une idéologie raciste (contre

les Juifs, les Arabes...) et se voulant élitiste, un obscurantisme religieux mêlant pseudo-conceptions païennes et défense « chrétienne » des familles blanches, des groupes de combat défilant dans les rues de quelques quartiers et y organisant la terreur, avec attaques et assassinats d'immigrés et de militants antifascistes, dont le meurtre du rappeur Pavlos Fyssas en septembre 2013. Or, ce n'est pas en 2012 que ce groupe commence à apparaître comme tel : il était depuis longtemps connu pour son idéologie et ses pratiques de cogneurs pour quiconque prêtait attention à l'extrême droite, et il faut ici saluer le fantastique travail de suivi et d'information mené depuis des dizaines d'années par le groupe de journalistes antifascistes autour de Dimitris Psarras, auteur de plusieurs livres sur Chryssi Avgi (1).

Si ce groupe a pu impunément exister depuis 1980 (sous ce nom, son chef ayant précédemment flirté avec le terrorisme fascisant), c'est parce qu'en Grèce, l'histoire récente est celle de liens le plus souvent ser-

\* Andreas Sartzekis est militant la Tendance Programmatique IV<sup>e</sup> Internationale (TPT) au sein de l'OKDE-Spartakos (section grecque de la IV<sup>e</sup> Internationale).

1. Un de ces livres est traduit en français : Dimitris Psarras, *Aube Dorée, le livre noir du parti nazi grec*, Syllepse, Paris 2014, 15,00 €.

## Grèce

rés entre la droite au pouvoir et l'extrême droite. En effet, que ce soit avec le dictateur fasciste Metaxas avant guerre, assassin de très nombreux militants de gauche, dont le seul titre de gloire est d'avoir dû, dans le cadre des contradictions nationalistes, s'opposer à l'invasion de la Grèce par les armées de son ami Mussolini. Que ce soit les gouvernements de droite d'après la guerre civile (1947-49) qui organisent la chasse aux anciens résistants et qui n'hésitent pas à faire condamner à mort le glorieux résistant Manolis Glezos, qui avec son camarade Santas avait arraché et fait disparaître le drapeau nazi de l'Acropole (il sera sauvé grâce à une campagne de solidarité internationale et une intervention de De Gaulle). Que ce soit les attaques de la droite contre la gauche dans les années 1960 (2) ou la junte fascisante des colonels (1967-74) avec ses tortures, ses exilés politiques et sa répression meurtrière (massacre de l'École Polytechnique, 17 novembre 1973). Que ce soit la poursuite des attaques contre la gauche et les mobilisations (assassinat en 1991 du syndicaliste enseignant Nikos Temboneras par un responsable régional de la ND) et plus récemment les attaques contre la jeunesse (meurtre du jeune Alexis Grigoropoulos le 6 décembre 2008 par des policiers) et l'extrême violence policière contre les travailleur-es et les jeunes refusant les mémorandums. Tout cela, quelles que soient les époques et les évidentes différences de degrés selon les moments, montre que sur le fond, la collusion entre droite et extrême droite est constante sur le plan idéologique d'anticommunisme primaire (aussi bien face au Pasok en 1981 que face à Syriza) qui fait dire à des dirigeants de la ND aujourd'hui qu'il faut enlever de la tête du peuple grec l'idée même que la gauche puisse revenir un jour au pouvoir ! Mais aussi sur le plan des méthodes, la droite n'ayant aucun scrupule à être très violente, même si bien sûr elle n'use pas en ce moment du discours et des groupes de combat de Chryssi Avgi.

Pour en revenir à cette dernière, elle apparaît donc heureusement comme affaiblie : c'est le fruit d'un côté des mobilisations de terrain du mouvement antifasciste, mais tout autant sinon plus de la panique qui s'est emparée de pas mal de ses membres après la mise en route des procédures judiciaires suivant le meurtre de Pavlos Fyssas : ce parti de tueurs s'est affaibli numériquement, et il a été forcé vu la situation de

limiter ses apparitions musclées, même si elles ont partiellement repris ici ou là. Les mobilisations de quartier ont permis aussi de faire fermer de nombreux locaux de Chryssi Avgi et lors des dernières élections, à l'initiative d'élus d'Antarsya, des grandes villes comme Athènes ont refusé de lui accorder des stands publics dans les rues. Mais c'est le procès des inculpés d'Aube dorée qui doit aussi retenir toute notre attention, du fait qu'il est très éclairant sur les pratiques et le caractère criminel de ce groupe. Après avoir tout fait pour retarder le déroulement (le procès a commencé en avril 2015), il est, face à l'admirable mère de Fyssas, présente à toutes les audiences, un étalage de la lâcheté et du crétinisme de ses membres, dont la seule force était de pouvoir agir en horde contre des personnes isolées ou bien moins nombreuses, assurés pendant longtemps de ne pas être embêtés par la police (on se rappelle que, dans les quartiers où logent de nombreux policiers, Chryssi Avgi obtenait des scores exceptionnels). Ce qui ressort des auditions, c'est une structure pyramidale remontant jusqu'au chef, par ailleurs sans aucun charisme, ce qui veut dire que tous les crimes commis par Aube dorée sont bien de la responsabilité de la direction, et les piètres explications sur des militants qui n'étaient soi-disant pas au courant des ordres donnés pour aller en horde frapper Pavlos Fyssas ou qui sont allés se coucher avant font ressortir davantage et l'inconsistance politique de ses militants et son fonctionnement comme minable bande criminelle. Il semble que toutes les manœuvres pour essayer de ne pas impliquer le mini-führer aient désormais échoué, et l'image de Chryssi Avgi est durablement voire définitivement dégradée, y compris pour bon nombre de ses électeurs.

Pour autant, le danger de l'extrême droite violente et raciste demeure : un pseudo-

pode de Chryssi Avgi, Elliniki Lysi (Solution grecque) dirigé par un présentateur de téléachat raciste (vente de livres antisémites ou de la plus haute fantaisie sur les lois de l'univers...), Kyriakos Velopoulos (député de LAOS de 2007 à 2012, puis membre de la ND), qui avait sans succès voulu être candidat de Chryssi Avgi, a percé aux européennes de 2019 (4,2 % contre 4,9 % pour Aube dorée), et se prépare à prendre la relève de l'extrême droite nazie, même si en ce moment, il est sans troupes de combat. Avec un total de 9,1 % aux européennes, cette extrême droite est donc loin d'avoir baissé la tête, et la situation est d'autant plus dangereuse que le discours politique de la ND, porté entre autres par ses transfuges du groupe LAOS mais aussi plus largement, hurle à la nécessité de mesures policières et de préférence nationale, Mitsotakis lui-même expliquant que, comme les hotspots (camps d'accueil et d'enregistrement des réfugiés sur les îles face à la Turquie) ne peuvent pas fonctionner vu qu'ils sont surpeuplés, il faut se dépêcher de faire un tri pour renvoyer en Turquie les réfugiés qui ne relèveront pas de ce qu'il considère comme situation d'urgence... Et on ne peut qu'être inquiets aussi sur le devenir des réfugiés installés tant bien que mal dans le reste du pays, notamment dans des immeubles occupés.

Une très bonne nouvelle, c'est le succès du festival antiraciste annuel, qui s'est tenu début juillet : une nouvelle fois, ce sont des milliers et milliers d'antiracistes, jeunes ou moins jeunes, membres ou proches de toutes les variantes possibles de la gauche militante, qui ont fait entendre leur détermination : « Pavlos Fyssas vit, écrasons les nazis ! ». ■



2. Assassinat de Grigoris Lambrakis en 1963 : lire le roman *Z* de Vassilis Vassilikos (Gallimard, coll. « Folio », 1972) ou voir le film tiré du roman, tourné par Costa Gavras.

# L'imbroglgio des identités et de la politique socialiste

ãPar  
Francisco Louçã\*

Steve Bannon, l'idéologue de la campagne Trump par laquelle tout a commencé, s'est vanté d'avoir conduit ses adversaires dans un piège : « *Je veux qu'ils parlent chaque jour d'antiracisme. Si la gauche se concentre sur la race et l'identité et que nous optons pour le nationalisme économique, nous pouvons écraser les Démocrates* » (1). Les résultats semblent lui donner raison, et nombreux sont ceux, enthousiastes ou affligés, qui ont répété cette théorie sur le centre d'attention, l'objectif programmatique et le mode de communication de chacune des grandes forces en présence. Si tel était le cas, la victoire de la droite radicale aurait été facilitée par la défense des droits humains et du féminisme ou par la contestation du racisme. L'implication serait gigantesque : la gauche devrait-elle alors abandonner les droits des femmes ou des groupes opprimés ? Devrait-elle garder le silence face à la violence domestique ou à la discrimination ethnique ?

En d'autres termes, on peut se demander si les gauches se sont égarées en défendant l'antiracisme ou le féminisme, ou les droits LGBT, ou d'autres identités, ou même si une telle activité conduit à ignorer le peuple, comme Bannon le suggère et le célèbre. Pourtant la théorie de Bannon est historiquement fautive et ne correspond pas à la réalité des faits. C'est une mystification idéologique. Mais je n'ai pas l'intention de dorer la pilule de ce passé récent, ni d'ignorer la difficulté de la gauche à construire une alternative politique cohérente. J'ai encore moins l'intention d'oublier comment divers secteurs de la gauche ont ignoré la lutte des mouvements féministes et antiracistes contre l'oppression (qui affecte la vie d'un grand nombre), et encore moins le fait que certains mouvements défendant les identités se sont limités à vouloir être reconnus et que, dans cet exil, ils ont accepté une confortable division des luttes sociales, ce qui a favorisé une contre-attaque des droites. À mon avis, quelques gauches et mouvements portent une grande responsabilité pour n'avoir pas créé un pôle social capable d'unifier diverses causes émancipatrices sous la forme d'une

expression politique majoritaire, pour s'être souvent cantonné aux terrains de la confirmation plutôt que de l'affirmation, et pour avoir souvent manqué à leurs promesses de donner la parole et d'organiser les déshérités de la mondialisation. Par conséquent, si l'on traite l'hypothèse de Bannon, il faut aussi discuter de ce qu'il faut faire pour représenter, construire et mobiliser une majorité populaire de gauche.

Le fait est que les différentes expressions de l'identité ont marqué l'histoire, l'exploitation des travailleurs, l'oppression patriarcale, la discrimination « raciale » et ethnique. Mais elles s'entrelacent toujours dans des identités complexes et c'est ce croisement qui permet de découvrir la vraie vie des gens réels. En ce sens, Nancy Fraser a suggéré que l'analyse de tous ces mouvements doit prendre en compte leur réponse à un besoin spécifique de reconnaissance mais aussi leur contribution à la redistribution des ressources et du pouvoir. Nous verrons comment cette double approche permet de comprendre le sens et le rôle social de ces mouvements et, plus particulièrement, de répondre à la stratégie de Bannon, Trump et ceux qui les suivent partout dans le monde.

## L'identité est-elle une politique ?

« *L'irruption des politiques identitaires dans les démocraties libérales est l'une des principales menaces auxquelles elles sont confrontées* », explique Francis Fukuyama dans un livre récent sur le débat qui nous intéresse ici (2). L'auteur, un politologue libéral américain, explique que, après que le XX<sup>e</sup> siècle a été défini par la lutte économique, dans la deuxième décennie du XXI<sup>e</sup> siècle la gauche s'est tournée vers la lutte pour diverses identités sociales, en même temps que la droite se réorganisait : « *La gauche se concentre moins sur l'égalité économique au sens large et davantage sur la promotion des intérêts d'un large éventail de groupes perçus comme marginalisés – Noirs, immigrants, femmes, Hispaniques, communauté LGBT, réfugiés, etc. Pendant ce temps-là, la droite se redéfinit par un patriotisme qui cherche à protéger les identités nationales traditionnelles, souvent explicitement reliées à la race, l'ethnie ou la religion.* » (3) Nous

avons déjà lu cette thèse dans la version plus simpliste de Steve Bannon.

Pour Fukuyama, la gauche commet une erreur en s'écartant de l'égalité économique pour traiter des identités des groupes marginalisés, tandis que la droite capitalise en adoptant le nationalisme. Mais il faut noter que cette option de droite lui semble également dangereuse : le nationalisme et la religion sont « *les deux visages de la politique identitaire* » qui remplacent les partis de classe du XX<sup>e</sup> siècle et ce sont ces « *redéfinitions comme patriote* », pouvant être associées au racisme ou au fanatisme, qui représentent les « *menaces principales* » pour la démocratie (il est un opposant à Trump) (4). Cette préoccupation est compréhensible, car le politologue s'était rendu célèbre en 1992 en annonçant qu'à la fin du XX<sup>e</sup> siècle nous aurions atteint la phase supérieure du libéralisme et que la société moderne pourrait atteindre une stabilité perpétuelle grâce au capitalisme... Donc l'élection de Trump est aussi un revers pour lui et une épitaphe pour sa théorie.

Maintenant, en répétant ses livres précédents, au moins pour citer un de ses héros, le philosophe allemand Hegel, Fukuyama se souvient de la thèse selon laquelle l'histoire a toujours été animée par la lutte pour la reconnaissance, qui devrait être universelle, consacrée par des droits humains effectifs. Les démocraties ne seraient que cela : des institutions qui promettent l'égalité et

\* Francisco Louçã, membre de la IV<sup>e</sup> Internationale depuis l'école secondaire, est économiste et professeur d'université. Dirigeant du Parti socialiste révolutionnaire (section portugaise de la IV<sup>e</sup> Internationale), il a été l'un des membres fondateurs du Bloc de Gauche et son coordinateur national de 2005 à 2012, député dans diverses législatures avant d'être élu en 2015, par l'Assemblée de la République, au Conseil d'État. (Traduit du portugais par JM).

1. Cité par Timothy Egan, « *What if Steve Bannon is Right?* », *New York Times*, 25 août 2017.

2. Francis Fukuyama, *Identidades – A Exigência da Dignidade e a Política do Ressentimento*, D. Quixote, Lisboa 2018, p.18. Traduction portugaise du livre *Identity – The Demand for Dignity and the Politics of Resentment* [Identité – La demande de dignité et les politiques du ressentiment], Macmillan, New York 2018.

3. Fukuyama, *ibid.*, pp. 24-25.

4. *Ibid.*, p. 97.



# Marxisme

acceptent donc les différences. Mais alors, où en sommes-nous ? Si tout au long de l'histoire il y eut une lutte pour la reconnaissance des identités, qui exige le respect des différences, et si cette reconnaissance est la définition même d'une démocratie, comment pouvons-nous concevoir que l'identité soit en même temps une menace ? Le livre de Fukuyama répond à cette inquiétude en opposant les mouvements sociaux identitaires, qu'il banalise, aux mouvements nationalistes et religieux dont il souligne l'importance, peut-être parce que les premiers sont porteurs d'une lutte pour les droits d'une communauté et les seconds sont des affirmations d'un système de pouvoir. Nous reviendrons sur cette question du rôle des mouvements pour les droits civiques, féministes et autres, mais pour l'instant examinons cette fragmentation des identités conflictuelles, qui sont l'expression de tensions politiques.

L'analyse de Fukuyama reprend certains des thèmes abordés il y a des décennies par d'autres analystes, comme Manuel Castells, un sociologue catalan qui enseigne à l'université de Californie. Alors exilé et jeune enseignant à Nanterre, Castells a participé à mai 68 à Paris et, ces dernières décennies, il s'est consacré à l'étude des mouvements sociaux. Sa contribution à la discussion qui nous intéresse dans ce livre a commencé il y a vingt ans avec une trilogie sur « *l'ère de l'information* », dans laquelle il affirme que la mondialisation n'a pas mis fin, mais a plutôt réaffirmé les identités religieuses, ethniques et nationales. « *Au cours du dernier quart de siècle, [il y a] une montée généralisée d'expressions puissantes de l'identité collective qui défient la mondialisation et le cosmopolitisme au nom de la singularité culturelle et du contrôle populaire sur sa vie et son environnement* », dit-il à propos d'un monde caractérisé par le conflit entre mondialisation et identité. Mais en décrivant ces identités, Castells note avant tout qu'elles sont basées sur des « *catégories fondamentales de l'existence millénaire* » ou des

« *codes incassables et éternels* » tels que dieu, nation, ethnique, famille et territoire (5).

Si tel était le cas, cette « *existence millénaire* » ferait payer un prix élevé aux sociétés modernes et, pire encore, aurait une présence inévitable. Je reconnais que les codes sont anciens et lourds (et ils marquent l'histoire récente), mais je réaffirme que toutes ces catégories sont conditionnées spatialement et temporellement, tout en étant fabriquées par la vie sociale dans des conditions historiques précises. En conséquence, elles évoluent. Cette évolution peut être lente ou, parfois, plus rapide, mais elles évoluent. La construction du sens et de l'identité est un processus permanent, qui a des gagnants et des perdants, et où personne n'a le dernier mot.

Contrairement à la thèse de Bannon, les identités ne peuvent être conçues d'une manière qui se justifie d'elle-même comme un fait de la nature, qui donnerait la prévalence à ce que les gens sont et non à ce qu'ils font ou à la façon dont les uns et les autres établissent leurs relations sociales. Il existe un lien entre ce concept essentialiste de permanence identitaire et la vision de la société comme une somme d'individualités, la chimère préférée de la droite, qui décrit un monde dans lequel les sujets idéaux définissent leur authenticité par les projections et les traumatismes qui leur sont propres. Dans un tel monde, la personne n'est qu'un sujet, un ensemble d'instincts.

Pourtant, si l'identité manifeste une reconnaissance pour un ensemble de caractéristiques de la personne ou du groupe, elle évolue et se transforme toujours tout au long de la vie. La pensée rationaliste a toujours souligné cette permanence qui définit l'identité, du moins depuis Aristote, mais sa stabilité est une illusion, on ne rentre pas deux fois dans le même fleuve. L'identité ne peut être énoncée que dans un monde de différences et non de répétitions.

## Trois formes d'identité sociale

Continuons avec Castells. Il écrit dans son ouvrage de référence que j'ai cité, le Pouvoir de l'identité, qu'il y a trois façons d'affirmer l'identité sociale :

- la première serait la légitimité (c'est le processus de formation de la société civile, l'ensemble des institutions et des mouvements qui expriment la citoyenneté en dehors de l'État) ;
- la seconde serait la formation d'une identité de résistance (qui donnerait naissance aux communautés) ;
- la troisième serait, finalement, l'identité du projet (qui formerait les sujets).

Dans une société capitaliste développée,

ou une société en réseau, comme il l'appelle, l'identification apportant la légitimité serait épuisée, écrit Castells, et les deux autres formes seraient prédominantes (6).

Nancy Fraser, une philosophe socialiste et féministe américaine qui enseigne à la New School for Social Research de New York, a développé – en même temps que Castells préparait son livre – une théorie sur les identités des mouvements sociaux, qui sera essentielle pour la discussion suggérée par cet article. Fraser critique le discours qui, il y a plus de vingt ans, affirmait que l'identité de groupe supplantait l'identité de classe comme instrument politique de mobilisation, en supposant que la domination culturelle supplanterait l'exploitation en tant qu'injustice matricielle, conduisant ainsi la gauche ainsi que ces mouvements à un manque de cohérence programmatique, du fait de leur décentralisation ou du mépris pour la lutte des classes (7). En termes contemporains, c'est du succès supposé de ce récit et de sa pratique dans la « *politique identitaire* » dont se vante Steve Bannon, comme nous l'avons vu, puisque c'est ainsi que le cheminement de la campagne de Trump aurait été facilité.

Analysant l'économie moderne en tant qu'un multiplicateur du patriarcat ou du racisme – même si elle n'est pas l'origine, parce qu'ils existaient bien avant ce mode de production – Fraser soutient qu'aujourd'hui ces formes de discrimination ne peuvent exister sans le système capitaliste de production et reproduction. Le capitalisme est patriarcal et raciste. Ainsi, les formes d'injustice culturelle ou symbolique, de non-reconnaissance ou de non-respect des différences, doivent être combattues par la demande de reconnaissance, mais nécessitent aussi un autre remède, celui de la redistribution (on peut l'appeler socialisation), qui doit détruire le régime de l'exploitation et qui, d'une certaine manière, englobe toutes les communautés de la classe ouvrière. Cependant, si la reconnaissance tend à stimuler la différenciation de chaque groupe et si, contrairement, la redistribution tend à atténuer cette différenciation au nom d'objectifs communs, les deux remèdes se combinent de manière tendue. C'est un dilemme. Mais Fraser n'abandonne pas et, pour saisir cette difficulté, elle utilise l'exemple des oppressions sexuelle et « *raciale* » (8) : « *Tant le genre que la "race" sont des collectivités paradigmatiques ambivalentes. Bien que chacune ait des caractéristiques que l'autre ne partage pas, les deux incluent des dimensions politiques, économiques et culturelles. Le genre et la "race" impliquent donc à la fois redistribution et reconnaissance* ». Mais comment ? La

5. Manuel Castells, *The Power of Identity*, vol. 2 de *The Information Age: Economy, Society and Culture*, Blackwell, Oxford 1997, pp.2, 65-6. (Paru en français sous le titre *L'Ère de l'information*, Vol. 2, *Le Pouvoir de l'identité*, Fayard, Paris 1997).

6. Castells, *ibid.*, pp. 8-10, 335.

7. Nancy Fraser (1995), « *From Redistribution to Recognition? Dilemmas of Justice in a "Post-Socialist" Age* », *New Left Review* n° 212, pp. 68-93.

8. Tout au long de ce texte, je rejette l'idée qu'il y a plusieurs «  *races*  », puisqu'il n'y a que la race humaine. Par conséquent, lorsqu'il est nécessaire de se référer dans le texte aux préjugés communs qui différencient les gens par la couleur de la peau, j'utilise «  *race*  » entre guillemets.

question devient « comment les féministes peuvent-elles lutter simultanément pour l'abolition de la différenciation des sexes et pour la valorisation de la spécificité de genre ? » ou « comment les antiracistes peuvent-ils lutter simultanément pour l'abolition de la "race" et pour la valorisation de la spécificité des groupes racialisés ? » C'est le dilemme « redistribution-reconnaissance ». Pour Fraser, la solution est de distinguer entre les perspectives de « l'affirmation » et celles de la « transformation » (9). La première nécessite un État-providence, des politiques publiques, l'affirmation du multiculturalisme ; la seconde exige une transformation, une rupture avec la matrice capitaliste, c'est-à-dire le socialisme. Si les mouvements se limitent à « l'affirmation », nous aurons le dilemme ; s'ils s'engagent dans la « transformation », ils se re-trouveront autour des objectifs anticapitalistes communs.

### À quoi sert l'identité ?

Revenons à Fukuyama et à sa préoccupation concernant les politiques identitaires, qui seraient « l'une des principales menaces » pour la démocratie. Mais quelles politiques et pourquoi sont-elles une menace ? La première famille de ces politiques comprend la constellation des nationalismes ainsi que d'autres formes d'expression culturelle, comme les religions, dont je parlerai ailleurs.

La deuxième famille de ces politiques comprend certaines des grandes luttes de l'histoire des États-Unis auxquelles se réfèrent les politologues : les luttes contre l'esclavage, puis pour les droits civils, les droits du travail, les droits des femmes et, en général, pour l'expansion de la sphère de l'égalité (14). Dernièrement, des mouvements comme Black Lives Matter ont vu le jour à la suite de la protestation contre la violence policière – à Ferguson, Missouri, Baltimore et New York – ou #MeToo – après la révélation d'abus sexuels de personnalités hollywoodiennes. Ces mouvements sont apparus et se sont développés parce qu'ils étaient socialement nécessaires et non parce qu'il s'agissait d'une sorte de stratégie politique. Ils ont exigé la reconnaissance et le combat du racisme ou du sexisme et, s'ils étaient nécessaires, c'est parce que ces questions n'étaient pas résolues. Fukuyama soutient que la particularité de ces mouvements est un processus d'identification basé sur l'expérience vécue par ses participant-es, et qu'il ne pouvait en être autrement. Il reconnaît même qu'ils sont bienvenus (15). Si cette expérience vécue différencie ces groupes d'autres parties de la société, qui n'ont pas ressenti ces formes d'oppression, elle est également évidente.

### Le nationalisme impérial de Trump

Face à l'appauvrissement de la vie économique et à la perception d'une menace dans la diversité culturelle et ethnique, la réponse conservatrice – comme celle du nationalisme impérial de Trump (mais il en existe d'autres) – promet une homogénéité ou une normalisation que la mondialisation a déjà brisées. C'est précisément à cause de cette tension entre la réalité et la nostalgie du passé que « l'ère de la mondialisation est aussi celle de la résurgence nationaliste », écrit Castells (10). Car même si l'idée d'une nation associée à un État n'est devenue hégémonique qu'au XIX<sup>e</sup> siècle, elle a des racines ancestrales, et renaît donc à chaque période de crise mondiale. Certains considèrent qu'il s'agit d'une idéalisation, ou même que les nations seraient des « communautés imaginaires » (11), mais leur force d'identification s'est avérée être un puissant levier politique au fil du temps.

À cet égard et pour contrer les confusions simplistes, José Manuel Sobral note la différence entre le nationalisme civique et le nationalisme binaire (12), et cite la fragilité du cosmopolitisme en tant qu'alternative au nationalisme. Si la mondialisation – qui a une matrice financière et qui, compte tenu des gigantesques multinationales qui la développent, n'est pas influencée par l'opinion passive des populations – détruit des éléments essentiels de référence et si, en même temps, elle annule les espaces dans lesquels un pouvoir médiateur et protecteur pourrait être évoqué, alors le nationalisme civique devient une alternative au nationalisme binaire, car l'identification nationale est interprétée et soutenue par une politique populaire. Là où cela ne s'est pas produit, la droite a obtenu une hégémonisation durable de la vie publique, et l'ascension de Trump, Bolsonaro ou Salvini témoignent de ce mouvement.

L'une des conséquences de la perte des identités sociales et collectives, dans le contexte de la mondialisation, est l'émergence de références disso-

nantes qui occupent le vide, qu'elles soient religieuses ou ethniques. Castells note que « pour les acteurs sociaux exclus ou qui résistent à l'individualisation de l'identité liée à la vie dans les réseaux mondiaux de pouvoir et de richesse, les communautés culturelles à fondement religieux, national ou territorial semblent garantir la principale alternative pour la construction du sens dans notre société ». L'appartenance ethnique est souvent renforcée par une identité religieuse ou nationale : « J'affirme que lorsque la race devient importante, probablement plus que jamais, comme source d'oppression et de discrimination, l'ethnicité apparaît en tant que source de sens et d'identité, non pour fusionner avec d'autres ethnies, mais selon des principes généraux d'autodéfinition culturelle, comme la religion, la nation ou le genre. » (13) La création de communautés, ou ce qu'on nomme « l'identification de la résistance », peut être fortement motivée par les religions, avec des conséquences très variées, y compris et souvent conservatrices.

Or, en enregistrant ces faits, il apparaît clairement que ces mouvements identitaires sont fondamentaux pour la reconnaissance et la représentation, qu'ils sont une première réponse aux problèmes sociaux et non qu'ils constituent une menace, même s'ils vivent le danger de se faire piéger dans un discours individualiste, concevant le trauma de chaque expérience vécu comme le fondement de l'autorité du discours. Le tout n'est pas la collection des parties, et le mouvement ne peut pas se limiter à être un miroir de l'image des souffrances.

L'existence des mouvements sociaux est en tout cas une réponse et une revendication de dignité. Or, on ne peut opposer les deux concepts de la dignité – celui qui repose sur les libertés et les droits individuels et celui qui est déterminé par les identités collectives (en tant que classe, communauté, ou nation, ou religion). La démocratie exige une pleine reconnaissance de la dignité. La critique de Fukuyama se réfère alors à une question d'identité de l'identité, c'est-à-dire

qu'il critique ce qu'il comprend comme étant la stratégie de la gauche à partir de ces besoins : « Le déclin des ambitions de réformes socio-économiques à grande échelle a convergé avec l'adoption par la gauche des politiques identitaires et du multiculturalis-

9. Fraser, Ibid., pp. 78, 80-82.

10. Castells, ibid., p. 27.

11. Benedict Anderson (1983), *Imagined Communities: Reflections on the Origin and Spread of Nationalism*, Verso, Londres 1983.

12. José Manuel Sobral (2018), « Nacionalismo e Desigualdade na Conjuntura Presente », in Gomes, Sílvia et al. (orgs.), *Desigualdades Sociais e Políticas Públicas*, Húmus, Fimalicção 2018, pp. 83-105, 85.

13. Castells, ibid., pp. 65, 53.

14. Fukuyama, ibid., p. 14.

15. Black Lives Matter et d'autres mouvements ont apporté « des changements bienvenus qui ont profité à de nombreuses personnes » et « il n'y a donc rien de mal à la politique identitaire en tant que telle ; elle est une réaction naturelle et inévitable à l'injustice » (Fukuyama, ibid., pp. 133 et 139). L'auteur reconnaît en outre qu'on ne peut pas abandonner l'idée d'identité, mais qu'il faut rechercher des identités larges (p. 147).

# Marxisme

me dans les dernières décennies du XX<sup>e</sup> siècle. » La gauche serait ainsi passée de la lutte pour l'égalité à la défense des secteurs marginalisés. Et il ajoute : « *le programme de la gauche s'est préoccupé de la culture : ce qu'il fallait défaire n'était plus l'ordre politique actuel qui exploitait la classe ouvrière, mais l'hégémonie de la culture et des valeurs occidentales qui réprimaient les minorités locales et dans les pays en développement.* » (16) C'est une caricature, mais comme toute bonne caricature, elle conserve une trace du modèle dessiné, notant au moins correctement le recul de l'ambition de transformation sociale de la part de secteurs importants de la gauche, aggravé par le passage au centre (social-démocratie européenne) ou même à droite (dans les pays de l'Est) d'importantes zones du centre ou de la gauche traditionnels (la social-démocratie danoise reprenant les thèmes anti-réfugiés de l'extrême droite, c'est le dernier exemple). Il découvre même une rupture entre le marxisme classique, l'éveil et le rationalisme, et une nouvelle gauche, en fait déjà quelque peu ancienne, qui s'inspirerait de Nietzsche et des nihilismes relativistes. Or, si quelques gauches, y compris d'origine marxiste, ont perdu l'énergie révolutionnaire et un programme transformateur, cela ne peut pas être confondu, et ne peut pas le justifier, avec un recul de la lutte pour la convergence des identités larges dans la lutte populaire, que les mouvements féministes de la nouvelle vague ont appelée alliance intersectionnelle. Quoi qu'il en soit, la gauche échoue en ne présentant pas une claire alternative anticapitaliste et cela a des conséquences.

Or, ce qui a ouvert la voie à Trump, c'était « l'absence d'une gauche authentique », répond Nancy Fraser. Pour elle, l'alliance de la Silicon Valley et du capitalisme financier avec la famille Clinton leur a donné la victoire en 1992 et la présidence pendant huit ans. Mais l'illusion qu'ils allaient promouvoir une politique progressiste s'est effondrée lorsque la Maison Blanche a promu le

démantèlement de la réglementation bancaire, héritée des mesures de Roosevelt soixante ans auparavant. Dans le sillage de l'ère Reagan, s'opposant aux propositions émancipatrices et aux politiques sociales, c'est cette politique-là qui a favorisé le culte de l'individualisme et non les mouvements qui cherchaient des formes de lutte et d'auto-affirmation (17). C'est le pouvoir qui a triomphé, pas la contestation.

## Les échecs des gauches

Il y a près de vingt ans, Nancy Fraser avait déjà noté que « *les questions de reconnaissance servent moins à compléter, compliquer et enrichir les luttes pour la redistribution, qu'à les marginaliser, les éclipser et les déplacer* », parlant ainsi du danger du déplacement. Ce danger est évidemment plus grand si les luttes pour la redistribution économique et le pouvoir, contre l'exploitation, sont réduites et si elles n'ont pas d'expression politique, ou si les mouvements sociaux ne sont pas liés les uns aux autres. Par exemple, l'identité peut accentuer l'injustice distributive, les religions peuvent aggraver le fardeau du patriarcat, d'autres mouvements peuvent renforcer le racisme. Une femme noire peut être maltraitée dans sa famille parce qu'elle est une femme, même si les autres membres de la famille partagent la même discrimination « *raciale* ». La reconnaissance doit être aussi multiple que l'oppression. De plus, au lieu d'accentuer l'interaction et d'ouvrir les contextes multiculturels, les formes de communication intense accélèrent les flux de médiatisation, ce qui contribue à l'absolutisation des identités de groupe. Fraser appelle cela le danger de la réification (18), et d'autres auteurs parlent de « *mode d'identité Facebook* ».

Le constat de ces deux dangers a reçu une réponse erronée : en opposant la classe et le genre ou à travers l'économisme, c'est-à-dire l'affirmation d'un prétendu privilège de la lutte redistributive en abandonnant la reconnaissance des différences. Fraser suggère, par contre, que ces problèmes de déplacement et de réification des identités peuvent être affrontés en reconsidérant la reconnaissance.

L'approche traditionnelle du processus de reconnaissance est ce qu'on pourrait appeler un modèle d'identité, basé sur Hegel, comme Fukuyama l'a rappelé, en l'approuvant. Cette identité est conçue comme se construisant dans un processus de progressive reconnaissance mutuelle de l'autre, par l'interaction avec d'autres sujets. L'amertume ou la colère des familles de travailleurs pauvres des États-Unis qui ont voté

pour Trump, s'inscrit dans ce « *modèle d'identité* », dans lequel la non-reconnaissance est traitée comme un préjudice culturel ou comme l'expression forcée de hiérarchies culturelles, qui soumettent l'identité ressentie. De plus, « *la marchandisation a envahi toutes les sociétés dans une certaine mesure, séparant au moins partiellement les mécanismes économiques de distribution des modèles culturels de valeur et de prestige* », ce qui renforce ces risques de déplacement et de réification. Comme les interactions humaines, traditionnellement subordonnées aux hiérarchies, sont également imprégnées de réseaux sociaux dans la modernité, les opportunités de reconnaissance naissent dans un monde parallèle, qui accélère la fragmentation ou réification. Pour cette raison, ce modèle d'identité peut constituer un danger : il peut créer une reconnaissance illusoire et peut aussi générer une exclusion qui ignore la complexité des vies (souvenez-vous de l'exemple précédent des identités religieuses qui renforcent l'oppression patriarcale) (19).

Quelle est l'alternative ? Si les deux formes de dignité sont inséparables et doivent être reconnues, alors « *ce qui nécessite une reconnaissance n'est pas l'identité spécifique du groupe mais le statut de ses membres individuels comme partie intégrante de l'interaction sociale* ». Autrement dit, il s'agit de combattre la subordination sociale institutionnalisée, pas de seulement critiquer le signe culturel de cette différence. Ainsi, la politique doit être orientée « *non à valoriser l'identité de groupe mais à surmonter la subordination* », et ce « *modèle de statut* » s'oppose également au « *modèle d'identité* », défendant le principe de « *reconnaissance universaliste et déconstructive* » (20).

L'expérience des grands mouvements identitaires confirme ce « *modèle de statut* » : au moment déterminant du mouvement des droits civiques, la Marche sur Washington pour le Travail et la Liberté, en 1963, où Martin Luther King s'est distingué, les principales revendications, comme l'évoque le slogan, étaient la liberté, la justice et le refus de la discrimination, mais aussi le plein-emploi et une augmentation du salaire minimum. Sa force était l'identité du mouvement noir et la convergence des mouvements populaires. C'est cet exemple qui doit inspirer la gauche anticapitaliste et anti-conservatrice. ■

16. Ibid., p. 137.

17. Nancy Fraser (2017), « *Neoliberalismo Progressista versus Populismo Reacionário: Uma Escolha de Hobson* », dans Heinrich Geiselberger (ed.), *O Grande Retrocesso – Um Debate Internacional sobre as Grandes Questões do Nosso Tempo*, Objectiva, Lisboa 2017, pp. 83-95, p. 88. (en français : « *Néolibéralisme progressiste contre populisme réactionnaire : un choix qui n'en est pas un* », dans Heinrich Geiselberger (ed.), *L'Âge de la régression, Pourquoi nous vivons un tournant historique*, Premier Parallèle, Paris 2017).

18. Nancy Fraser, « *Rethinking Recognition* », *New Left Review* n° 3, May-June 2000, pp. 112, 108.

19. Ibid., pp. 109, 111-112.

20. Ibid., pp. 113-114, 116.

# Les raisons des turbulences économiques

Entretien de Suzi Weissman avec Robert Brenner\*

**J**'ai invité Robert Brenner à Jacobin Radio pour discuter durant une heure de la situation économique. Quand on lit les pages que les journaux consacrent à cette question ou quand on écoute comment tous les politiciens vantent le record de la baisse du taux de chômage, de la hausse des salaires et de la reprise du marché boursier, on voit que la confusion domine. Car en même temps, aux États-Unis, la Réserve fédérale (FED) vient de cesser l'augmentation de ses taux d'intérêt, les salaires stagnent, la précarité et l'insécurité sont la norme et les enseignants sont en grève pour forcer les États à cesser de sous-investir et sauver l'éducation publique. Alors, quelle est la réalité ?

**Suzi Weissman :** *Commençons par le marché boursier. Dire qu'il y a une volatilité extrême est un énorme euphémisme, et la politique de la FED en matière de taux d'intérêt est elle-même très volatile. Alors, qu'est-ce qui se prépare ?*

**Robert Brenner :** Cette histoire n'est vraiment pas très jolie. Depuis la grande récession de 2008-2009 jusqu'à aujourd'hui, la FED a maintenu une politique de taux d'intérêt extrêmement bas – en fait, des taux d'intérêt nuls ou inférieurs à zéro. Si vous tenez compte des augmentations de prix, le taux d'intérêt réel a été nul ou inférieur pendant la majeure partie du temps.

Les taux d'intérêt bas ont été le principal outil utilisé par le gouvernement pour rétablir l'ordre sur les marchés et pour stabiliser l'économie après le krach des marchés financiers et le ralentissement économique.

Dans le passé, il était de bon sens d'augmenter la demande directement, par le biais d'un déficit budgétaire, par le biais de dépenses massives du gouvernement. Mais nous sommes dans une nouvelle ère où cela n'est plus politiquement envisageable.

Avec le même objectif de stabilité, la FED a procédé à un « assouplissement quantita-



tif », qui l'amenait à acheter d'énormes quantités d'actifs financiers dans le but de maintenir leurs prix et de réduire ainsi indirectement le coût de l'emprunt. Le résultat, ce fut la création d'une bulle de prix des actifs vraiment insensée – des bulles de prix des actifs sont apparues partout, des œuvres d'art aux matières premières en passant par les maisons et, surtout, sur le marché boursier. Je pense que tout le monde le sait car cela fait la une des journaux depuis maintenant près de 10 ans. L'indice composite S&P est passé d'environ 1 000 en 2009, son plus bas niveau après le krach, à environ 2 900, son plus haut niveau, en décembre dernier. Il a donc presque triplé.

Le résultat a été de transformer pratiquement tout investisseur en actions en un investisseur prospère, un génie financier. Ils ont emprunté à des taux ridiculement bas, garantis par la FED, et ils ont laissé leur argent sur ce marché à la hausse. Nos auditeurs ont certainement entendu parler de telles personnes ; mais très peu d'entre eux en font partie.

Après presque une décennie de cette politique visant à enrichir les riches, quoi qu'elle ait fait d'autre, l'excuse de stabilisation de l'économie s'est épuisée. D'autant plus que le gouvernement et la presse économique annonçaient de plus en plus fort que le taux de chômage était tombé à un

\* **Robert Brenner**, économiste marxiste, directeur du Centre de théorie sociale et d'histoire contemporaine de l'Université de Californie à Los Angeles, est militant de Solidarity (organisation sympathisante de la IV<sup>e</sup> Internationale aux États-Unis) et rédacteur de sa revue *Against the Current*. Robert Brenner est surtout connu pour sa contribution au débat sur la transition du féodalisme au capitalisme. Dans un célèbre article de 1976, *Agrarian Class Structure and Economic Development in Pre-Industrial Europe*, il formule ce que deviendra connu sous le nom de la *Brenner thesis*. Pour lui, l'origine du capitalisme ne se trouve ni dans le développement du commerce ni dans des facteurs démographi-

ques, mais dans des mutations des rapports de travail dans l'agriculture, modifiant la structure des classes (de landlords-serfs à landlords-métayers-ouvriers agricoles) et créant un marché de la terre et un marché du travail. Il a publié depuis, entre autres, *Merchants and revolution : commercial change, political conflict, and London's overseas traders, 1550–1653* (1993), *The Boom and the Bubble : the US in the world economy* (2002), *The Economics of Global Turbulence : the advanced capitalist economies from Long Boom to Long Downturn, 1945–2005* (2006), *Property and Progress : the historical origins and social foundations of self-sustaining growth* (2009).

**Suzi Weissman**, professeur de sciences politiques à Saint Mary's College of California et journaliste à *Jacobin Radio*, a publié *Dissident dans la révolution : Victor Serge, une biographie politique* (Syllepse, Paris 2006). Elle a interviewé Robert Brenner le 10 février 2019 pour son émission « Beneath the Surface » (sous la surface : [https://archive.kpff.org/index\\_one.php?shokey=bts\\_Friday](https://archive.kpff.org/index_one.php?shokey=bts_Friday)) diffusée sur KPFF à Los Angeles, mise en ligne sur son podcast *Jacobin Radio* (<https://bit.ly/2jUfNu>). La transcription révisée de cette interview a d'abord été publiée par *Against the Current* n° 200, mai-juin 2019 (Traduit de l'anglais par JM).

## États-Unis & Économie

niveau bas sans précédent et que l'économie connaissait le plein-emploi, voire même un manque de main-d'œuvre. Si tel était le cas, convenaient-ils, il y aurait bientôt une croissance fulgurante des salaires et, à son tour, des hausses de prix incontrôlables. Jusqu'à présent, la stagnation des salaires face au plein-emploi apparaissait comme un paradoxe mystérieux. La FED a donc ressenti une énorme pression pour revenir à la normale, afin d'éviter l'inflation tirée vers le haut par les salaires avant qu'elle ne devienne incontrôlable.

### La montée et la chute

La FED a donc entamé une hausse, lente mais régulière, des taux d'intérêt. En même temps, elle a commencé à revenir sur sa politique d'assouplissement quantitatif, en vendant plutôt qu'en achetant des actifs, ce qui a encore fait baisser les prix des actifs financiers. Cela signifiait faire baisser le marché boursier plutôt que le faire monter.

Au mois de décembre 2018, après que la FED eut annoncé qu'elle poursuivait cette politique, les cours boursiers ont chuté, plus qu'au cours d'un de ces mois dont on garde le souvenir, sinon de l'histoire. À mesure que le mois avançait, les chutes quotidiennes devenaient de plus en plus importantes et il semblait qu'un effondrement allait se produire. La FED pouvait-elle poursuivre sa politique de resserrement monétaire lent mais régulier ? C'était la question que tout le monde posait. En fin de compte, la FED a perdu son sang-froid et a mis fin à sa politique de relèvement progressif des taux d'intérêt et de vente d'actifs financiers. Voilà ! Il y a eu une nouvelle volte-face, et maintenant le marché boursier a déjà presque compensé sa dégringolade récente.

**Suzi Weissman :** *Comment est-ce possible ? Tous les observateurs pensaient en décembre qu'il s'agirait d'une nouvelle chute libre du marché boursier et de l'économie, une répétition de 2007-2008. Comment les conditions ont-elles pu changer à ce point au cours d'un mois ? Comment expliquer cette nouvelle débâcle, et pourquoi parle-t-on maintenant d'un nouveau boom ?*

**Robert Brenner :** Je pense qu'il y a vraiment deux aspects étroitement liés.

En premier lieu, la FED et beaucoup d'autres ont estimé que l'économie était beaucoup plus forte qu'elle ne l'était réellement. En particulier, la FED et les autres membres du gouvernement croient qu'ils voient devant eux un marché du travail tendu. Avec le taux de chômage officiel très bas, ils ont pensé

que la montée des salaires et l'inflation galopante étaient sur le point d'éclater. Ils en ont conclu qu'ils devaient augmenter les taux d'intérêt pour mettre un terme à cette évolution avant qu'elle ne commence.

Mais en réalité, le marché du travail est vraiment beaucoup plus faible qu'on ne le pense généralement. De ce fait, lorsque la FED persiste à relever ses taux d'intérêt face à une économie en réalité faible, elle risque de provoquer un krach et une récession. C'est ce que nous avons vu récemment : la FED persistant à resserrer, le marché boursier s'est effondré et soudainement l'économie connaissait de graves difficultés, comme vous auriez pu le constater en lisant tous les jours le *Financial Times*.

En second lieu, et parallèlement, la FED et d'autres croient que la remontée record du marché boursier repose en définitive sur une économie réelle forte. Mais dans les faits, l'économie réelle a été incroyablement faible dans tous les domaines – les principales tendances de l'économie ont été très mauvaises, sans précédent historique.

La hausse du marché boursier ne repose pas sur des fondamentaux solides ; son fondement repose plutôt sur les taux d'intérêt extrêmement bas de la FED. Ainsi, lorsque la FED relève les taux d'intérêt, comme elle l'a fait, elle dynamise le marché boursier tout en détruisant le peu de croissance que l'économie réelle a été en mesure de fournir. En résumé, le marché boursier a besoin de la même politique artificielle de « *l'économie de bulle* », dite *bubblenomics*, introduite par Alan Greenspan dans les années 1980, poursuivie par son successeur Ben Bernanke, et qui continue aujourd'hui sous Jerome Powell.

### Un regard plus attentif sur l'emploi

Qu'en est-il du marché du travail ? Personne ne peut nier le fait que nous avons assisté à la création d'emplois mois après mois. Cela nous a conduits au plein-emploi, du moins selon les chiffres du gouvernement, et soi-disant à une économie puissante.

Mais quelles sont les preuves réelles, quel est l'état actuel des emplois et du marché du travail ? Selon le Département du travail et la FED, le taux de chômage est maintenant inférieur à 4 %, ce qui serait vraiment très bas... si le taux de chômage mesuré par le gouvernement aujourd'hui avait la même signification que par le passé. Un taux inférieur à 4 % indiquerait une économie extrêmement forte, un marché du travail en grande tension, et nous devrions alors nous attendre à une hausse très rapide des salaires et à une accélération de l'inflation. Mais

qu'en est-il en réalité ? Le taux de chômage officiel mesure le pourcentage de la population active qui est au chômage. Mais ce que le gouvernement mesure, ce qu'il considère comme étant la force de travail, ne comprend que les personnes qui ont un emploi ou qui en cherchent. Le point clé c'est que cela n'inclut PAS les personnes qui ont cessé de chercher du travail parce qu'elles se sont découragées, et ne font donc plus partie de la population active. Ils ne sont plus comptés comme chômeurs. Le taux d'actifs – la proportion de la population totale âgée de 18 à 64 ans qui dispose d'un emploi ou est à sa recherche – a fortement diminué au moment où la crise a frappé. Ce taux est encore loin d'être revenu à son niveau de 2007. En d'autres termes, la proportion de personnes effectivement employées dans la population potentiellement active est encore loin d'atteindre son niveau d'avant le krach. Ce pourcentage était d'environ 63 % en 2007, mais même maintenant, après tant de mois de créations d'emplois, il reste entre 2 et 3 % inférieur à ce niveau. Il ne s'agit donc guère du plein-emploi, même si cela y ressemble.

Le fait que les salaires stagnent n'a donc rien de paradoxal. La demande des emplois n'est pas encore revenue à ce qu'elle a été par rapport à l'offre d'emplois. Le marché du travail n'est pas encore très tendu, la pression salariale n'est donc pas très forte.

En outre, et c'est tout aussi important – et très grave – on ne peut se contenter d'examiner seulement le nombre de personnes embauchées, le nombre des emplois, il faut s'intéresser au type d'emplois qu'elles obtiennent. Et si vous regardez, comme nous le faisons effectivement, ce qui est arrivé au marché du travail au cours de la dernière décennie, vous voyez que les emplois qu'on peut obtenir sont bien pires qu'avant la crise. Le fait que l'emploi de chaque travailleur est rémunéré moins que son emploi précédent rend encore plus compréhensible le fait qu'il n'y a aucune raison de s'attendre à des hausses de salaires fulgurantes et à une inflation galopante.

En suivant une politique traditionnelle de relèvement des taux pour répondre à ce qu'elle considère être un marché du travail fort, la FED a opéré à partir d'une hypothèse fautive. Il ne faut pas s'étonner que cela finisse par perturber les marchés financiers et l'économie sous-jacente.

### Économie et l'élection de 2016

**Suzi Weissman :** *Trump affirme bien sûr que « l'état de l'économie est fort », mais les Démocrates ne sont pas en désaccord. Simplement, ils nient que Trump en est*

*responsable. Démocrates et Républicains essaient tous deux de prendre du crédit. Est-ce qu'ils se trompent tous les deux ?*

**Robert Brenner** : C'est vraiment un point crucial, non seulement sur le plan économique mais aussi sur le plan politique. Ces prétentions que l'économie est forte ne tiennent pas, ou ne devraient pas tenir. Après tout, que s'est-il passé en 2016 ?

Les conseillers de Trump, Bannon et Mercer, qui sont très à droite, ont compris que l'économie était faible, que les gens ne trouvaient pas de travail ou qu'ils obtenaient des emplois médiocres. Cela a constitué le point de départ, en fait le fondement, de la campagne présidentielle prétendument populiste de Trump et de sa victoire. Je ne vais pas insister – j'en ai déjà parlé dans cette émission – mais je ne peux pas m'empêcher de crier que l'économie s'affaiblit depuis près d'un demi-siècle et qu'elle est artificiellement gonflée par des bulles, la forte hausse des marchés boursiers dans les années 1990 et la tout aussi malheureuse flambée des prix de l'immobilier entre 2002 et 2007.

Premièrement : les salaires, comme la plupart d'entre nous le savent maintenant, ne sont pas beaucoup plus élevés qu'ils ne l'étaient à la fin des années 1970. Toute une génération a connu une stagnation des salaires et, depuis la Grande Récession, la situation a encore empiré.

Deuxièmement : qu'en est-il de l'accumulation du capital, c'est-à-dire de l'investissement, moteur de l'économie capitaliste ? La période située entre la fin de la Seconde Guerre mondiale et environ 1973 est connue sous le nom de boom de l'après-guerre et constitue en fait une période de forte expansion dans tous les domaines. Mais cette expansion a pris fin dans les années 1970. Depuis les années 1970, la croissance des usines et des équipements dans le secteur privé a régulièrement ralenti, décennie après décennie, cycle après cycle, et a atteint son point le plus bas au cours de la période qui suit la Grande Récession. Dans les années 1990, la croissance des usines et des équipements avait déjà été réduite de moitié par rapport à celle de l'après-guerre.

Troisièmement : la productivité du travail, sur laquelle les économistes se concentrent pour une bonne raison, en dit long, car elle nous donne la meilleure mesure de ce qu'on peut se permettre, compte tenu des coûts de production. Une productivité du travail élevée permet d'accroître les excédents disponibles. Depuis les années 1970, la croissance de la productivité du travail a été la plus faible en un siècle. En comparant la croissance de la productivité du travail des

années 1970 à nos jours, nous constatons qu'elle est nettement inférieure à celle de la période 1920-1948, qui comprenait la Grande Dépression.

Une autre façon de voir les choses est que, entre 1973 et aujourd'hui, la croissance de la productivité du travail a stagné autour de 1,5 % par an, si on laisse de côté les années de la bulle financière, 1995-2007.

### Profits stagnants et cours des actions

**Suzi Weissman** : *Comment pouvons-nous expliquer un marché boursier galopant, si le marché du travail n'est pas tendu et que l'économie réelle a été faible ?*

**Robert Brenner** : Cela correspond parfaitement à tout ce que nous avons vu sur l'économie. En ce qui concerne le secteur non financier – car le secteur financier n'est pas un très bon secteur pour comprendre directement la notion de profit –, donc dans le secteur privé sans le secteur financier, les bénéfices ont été relativement stables au cours des quatre ou cinq dernières années, et en fait c'est le cas en remontant jusqu'en 2012. En 2012, le total des bénéfices en dehors du secteur financier a atteint 1,5 billion de dollars et, en 2017, il n'était que d'environ 1,6 billion de dollars. Il a fluctué ainsi tout au long de cette période. Donc, il n'y a pratiquement pas eu d'augmentation. Les bénéfices ont stagné alors que les cours des actions ont monté en flèche, ce qui a eu pour conséquence que les cours des actions ont complètement perdu le contact avec les valeurs sous-jacentes des sociétés qu'ils représentent.

Le célèbre économiste Robert Schiller a montré dans ses calculs que le rapport entre le cours des actions et les bénéfices est aujourd'hui plus élevé qu'à tout autre moment de l'histoire, à l'exception de deux années intéressantes : 1929, l'année du grand krach boursier qui a mené à la Grande Dépression, et 1999-2000, qui a immédiatement mené au fameux krach de la haute technologie en 2000-2001.

Ce qui fait monter en flèche le marché boursier et enrichit les super-riches, c'est la politique de relance de la FED, qui consiste à stimuler les taux d'intérêt et à acheter des actifs financiers, ce que nous appelons l'assouplissement quantitatif. Mais cette politique n'a réussi à faire progresser rien d'autre, en particulier pas l'économie productive. Il n'est donc pas étonnant que le marché boursier se soit effondré dès que la FED a fait clairement savoir qu'elle était déterminée à resserrer sa politique monétaire, avant

de se redresser lorsqu'elle a changé d'avis.

**Suzi Weissman** : *Comment pouvons-nous expliquer cette économie étrangement faible, une économie dans laquelle les riches se débrouillent comme des bandits ? Vous avez souvent dit que c'était à cause d'une demande insuffisante, et cette demande insuffisante est la raison pour laquelle les capitalistes n'investissent pas et n'embauchent pas davantage, pour laquelle ils ne dépensent pas plus, mais en fait, accumulent encore de l'argent. Pour répondre à cette question de demande insuffisante, vous avez fait valoir que la réponse était le problème de la surcapacité à l'échelle mondiale.*

**Robert Brenner** : Je vais commencer par la faiblesse et essayer de passer à cette économie plutôt étrange qui est maintenant apparue.

Il y a eu une concurrence de plus en plus intense à l'échelle mondiale, alimentée par l'Allemagne, le Japon et les nouveaux pays industrialisés de l'Asie de l'Est, les Tigres d'Asie de l'Est, et surtout par ce géant qu'est la Chine. Chaque nouvelle vague de fabricants produit de moins en moins cher que celles qui l'ont précédée, car chacun dispose à son tour d'une main-d'œuvre de moins en moins chère mais peut également imiter la technologie de ses prédécesseurs. Ce qui a donc rendu caduque non seulement l'économie américaine, mais aussi l'économie mondiale, c'est que la production manufacturière augmente partout, mais sans référence au marché.

Cela signifie que partout il est devenu de plus en plus difficile d'investir dans de nouvelles installations et de nouveaux équipements, d'engager de la main-d'œuvre, de vendre sur le marché mondial et de réaliser ainsi un profit. Ce développement n'a pas été limité aux États-Unis, à l'Europe et au Japon, mais a atteint la Chine elle-même, qui souffre de la même difficulté de surinvestissement menant à une surcapacité.

La baisse du taux de profit est le lien entre la surcapacité et une demande en baisse ou insuffisante. Avec une faible rentabilité, les entreprises ont des excédents moins importants à investir et moins de motivations pour le faire. Ils doivent réduire leurs coûts pour rester compétitifs, ils exercent donc une pression à la baisse sur les salaires. Le gouvernement les aide en réduisant les services publics, de manière à réduire les impôts sur les sociétés. La demande de biens d'investissement (usines et matériel), de biens de consommation et de services publics est donc conjuguée à un problème de baisse de la demande dans son ensemble,



## États-Unis & Économie

qui est la cause immédiate du ralentissement économique.

De même, les entreprises finissent par constater avec le temps que même si elles semblent pouvoir réaliser des bénéfices à court terme, compte tenu de l'évolution de la situation de l'économie mondiale au cours des dernières décennies il est probable qu'elles ne seront pas à la hauteur à long terme, car un nouvel ensemble de producteurs à faibles coûts entrera en ligne, ce qui met en cause leurs projets d'investissements.

Les décideurs américains se sont d'abord heurtés à ce problème dans les années 1970, et le problème leur a complètement échappé, comme ils ne l'avaient jamais imaginé. Après tout, le secteur manufacturier américain était le leader mondial et le modèle mondial depuis la guerre de Sécession, et plus particulièrement depuis le début du XX<sup>e</sup> siècle, dominant ses concurrents jusqu'au milieu des années 1960.

Mais alors, tout à coup, on a eu ce processus d'intensification de la concurrence qui s'est traduit par une baisse du taux de profit. Et là, les autorités gouvernementales n'avaient pas de réponse. Les gouvernements ont essayé, d'une part, d'aider les producteurs capitalistes en réduisant le taux de change du dollar, en réduisant le coût de l'emprunt et en instaurant des mesures protectionnistes. En même temps, ils se sont tournés vers les dépenses déficitaires keynésiennes. Mais en dépit de leur aide, tant du côté de la dite « offre » (pour abaisser le coût de production en Amérique), que du côté de la demande, à la fin des années 1970, les taux de profit avaient encore nettement diminué, de 50 % au total dans l'industrie.

Donc, au moment où nous atteignons les années 1980, il y a une démoralisation dans tout l'establishment libéral de l'après-guerre, composé à la fois de Républicains et de Démocrates. La synthèse dite néoclassique-keynésienne avait totalement échoué et ils ne savaient pas vraiment quoi faire.

### Quoi de neuf sur le néolibéralisme

**Suzi Weissman :** *Vous décrivez une économie qui semble se trouver dans une impasse sans précédent. Comment la classe capitaliste s'en tire-t-elle ?*

**Robert Brenner :** Dans cette situation sans précédent – ce que vous appelez à juste titre une impasse sans précédent –, les décideurs politiques, les politiciens, les capitalistes et les riches ont cherché du nouveau.

Ils ont finalement trouvé quelque chose de nouveau qui leur a permis de transcender

l'impasse sous-jacente – bien que la façon dont cela s'est passé ne soit toujours pas tout à fait claire. Au cours des années 1980, un cadre complètement nouveau d'économie politique est apparu. Presque tout le monde a remarqué cela et a appelé ce nouveau cadre « néolibéralisme » et je pense que ce terme convient. Mais il est trompeur sur certains points fondamentaux.

En premier lieu, la plupart des gens parlent d'austérité, d'attaques incessantes contre les travailleurs, au centre du néolibéralisme. C'est compréhensible, mais l'austérité et les attaques sur les salaires et les conditions de travail des travailleurs ne sont pas particulièrement nouvelles en réponse à la baisse des profits. Vous n'avez pas besoin d'un nouveau système, le néolibéralisme, pour l'avoir. Toutes les générations capitalistes l'ont fait face à des profits en baisse. Donc, l'austérité a été un fait central dans notre monde, notre économie, tout au long de cette période, mais elle ne définit pas une nouvelle période.

Deuxièmement, en parlant du néolibéralisme, on a parlé de libérer l'économie de toute réglementation ou de tout contrôle gouvernemental essentiel – en réalité, ouvrant toutes les arènes possibles à l'intensification de la concurrence. Je pense que c'est l'aspect plus important. Cela est particulièrement évident lorsque nous examinons la libéralisation du commerce mondial et des investissements mondiaux au nom de la concurrence internationale. Nous appelons cela la mondialisation. Je pense que cela mérite d'être signalé comme une caractéristique nouvelle ou relativement nouvelle de la période allant de la fin des années 1970 au début des années 1980.

Il y a cependant un réel problème à se focaliser simplement sur des marchés plus libres et sur une concurrence accrue comme étant au cœur du néolibéralisme. À mon avis, une évolution encore plus centrale au sein du nouveau cadre de l'économie politique va, dans un sens, à l'opposé d'une libéralisation des marchés et d'une concurrence plus intense.

### Une politique de redistribution aux plus riches

C'est la nouvelle tendance des couches financières les plus élitistes, des dirigeants de sociétés non financières et des hauts dirigeants des partis politiques, de veiller à une redistribution croissante de la richesse par des moyens politiques. Ce qui est essentiel ici est à l'opposé de la compétitivité : c'est l'accès à des privilèges spéciaux directement générateurs de richesse, grâce à la position

ou aux liens politiques.

Il s'agit donc de forger une alliance entre les grandes sociétés capitalistes, les très riches et les partis politiques contrôlant les gouvernements, ce qui a commencé par des mariages de convenance mais est rapidement devenu une chaîne indestructible. Cela en vue de résoudre ce problème de faible retour sur investissement – la difficulté de réaliser des profits en associant de nouvelles installations et de nouveaux équipements à de nouveaux employés, en vendant le produit sur le marché et en gagnant beaucoup d'argent. Cette difficulté, si vous voulez, a conduit à passer par-dessus ce processus de gagner de l'argent – comme l'ont fait les grands-parents des capitalistes d'aujourd'hui – par le biais d'investissements productifs dans des fermes, des usines et des bureaux. À la place, nous avons toute une série de nouvelles institutions et de nouvelles politiques qui rendent possible la redistribution de plus en plus importante de la richesse vers le haut, vers les sommets, vers la couche supérieure de l'économie.

Ainsi, ces personnes n'ont pas à suivre les processus complexes et risqués nécessaires pour augmenter la taille de la tarte et en obtenir une part – en faisant des profits tout en payant des salaires. Ils peuvent aller droit au but et tout simplement imposer que la richesse leur revienne.

La clé ici est la politique, qui permet la redistribution de la richesse vers les sommets par divers moyens politiques. Quels sont les moyens ? Nous n'avons pas le temps ici pour les énumérer tous, mais les principaux canaux sont très familiers.

Premièrement, les réductions d'impôt. Toutes les administrations, républicaines ou démocrates, à partir de Carter, ont mis en place d'énormes réductions d'impôts.

Deuxièmement, alors que les gouvernements se finançaient de plus en plus en empruntant, nous avons constaté que les riches gagnaient d'énormes fortunes simplement en achetant une dette publique et en percevant les intérêts qui s'y rapportent – un moyen presque infaillible de gagner de l'argent. Ils achètent de la dette publique et leurs rendements sont quasiment certains.

Troisièmement, les gouvernements ont cessé d'appliquer la législation antimonopoliste, ce qui a eu un effet particulièrement « positif » sur les segments centraux de l'économie actuelle, à savoir les producteurs de haute technologie. Il s'agit essentiellement d'une nouvelle forme de protectionnisme – l'application de prétendus droits de propriété intellectuelle. Grâce au renforcement des droits de propriété intellectuelle, les entreprises peuvent, par exemple, voir leurs innova-

tions protégées de la concurrence beaucoup plus longtemps que par le passé, parce que la durée des brevets a été prolongée. C'est bon d'être Apple.

Quatrièmement, il y a la privatisation, qui consiste simplement à prendre des activités menées par les gouvernements – santé, éducation, retraites, etc. – et à les remettre aux capitalistes et aux riches pour qu'ils réalisent un profit privé.

### La politique de financiarisation...

Enfin – je vais devoir résumer ici une longue discussion – nous assistons à l'essor du secteur financier, qui est sans aucun doute la base principale de la nouvelle économie politique consistant à redistribuer la richesse au profit des sommets par des moyens politiques. Nous avons ici l'alliance politique classique entre les partis politiques et les sociétés financières de toutes sortes. Les sociétés financières obtiennent des privilèges des politiciens et des partis au gouvernement. Et elles remettent de l'argent aux politiciens et aux partis pour financer leurs campagnes politiques et pour rendre extrêmement riches les plus hauts dirigeants politiques.

Donc, pour le dire très schématiquement, les gouvernements dérèglementent certaines activités financières pour permettre à ceux qui entrent en premier de faire des super profits, de faire de leur mieux pour protéger ces activités afin de limiter la concurrence. Et puis, lorsque les pertes commencent inévitablement à s'accumuler, ils organisent les sauvetages prévus.

Je ne vais pas être long sur cette histoire de financiarisation, mais je souhaite aborder un aspect clé de cette montée de la finance, qui illustre parfaitement la nouvelle économie politique. Motivée par des considérations politiques, elle consiste à faire de l'argent grâce à la redistribution de la richesse au profit des sommets. Cela me permet d'aborder à nouveau un thème important de la première partie de notre discussion.

Il s'agit de ce que nous appellerons « *bubblenomics* » (économie de bulle) : le tournant de la Réserve fédérale visant à faire monter le marché boursier en maintenant des taux d'intérêt artificiellement bas. La *bubblenomics* permet la création la plus rapide de la « *richesse* ». Bien sûr, ce n'est pas vraiment de la richesse, c'est du papier, mais les propriétaires d'actions y investissent et, en fin de compte, encaissent et font fortune beaucoup plus rapidement et proprement qu'ils ne pourraient le faire s'ils devaient passer par tout le processus d'investissement dans la production. Cette

« *économie de bulle* » est au centre de cette nouvelle redistribution de la richesse au profit des sommets et nous aide à comprendre plus clairement la politique de la FED en matière d'argent facile, dont je parlais tout à l'heure.

Alors, comment évaluons-nous les retombées de cette nouvelle économie politiquement dirigée de redistribution de la richesse vers les sommets ? Nous avons maintenant les travaux décisifs de Piketty et Saez, qui nous ont permis d'aller au cœur du processus en faisant des recherches sur ce qu'ils appellent les personnes à revenu élevé. Leurs résultats sont maintenant bien connus et extrêmement révélateurs. Au cours du boom de l'après-guerre, nous avons eu une réduction des inégalités et un revenu très limité allant aux tranches de revenu les plus élevées. Pour toute la période allant des années 1940 à la fin des années 1970, le 1 % des salariés les plus riches recevaient 9 à 10 % du revenu total, pas plus. Mais au cours de la courte période commencée en 1980, leur part, c'est-à-dire celle des 1 % les plus riches, est passée à 25 %, tandis que les 80 % les plus pauvres n'ont pratiquement pas progressé.

Ainsi, espérons-le, nous pouvons voir la situation dans son ensemble. D'une part, les capitalistes et les très riches n'investissent pas beaucoup et n'emploient pas beaucoup de travailleurs. Ce n'est pas parce qu'ils ne voudraient pas, mais, contrairement à la période du grand boom d'après-guerre, ils ne peuvent pas le faire avec profit.

Il existe peu de possibilités de devenir riche en investissant dans des installations, du matériel et des logiciels, et en embauchant de nouveaux employés, comme leurs grands-pères le faisaient. Il est donc compréhensible que nous ayons les niveaux d'investissement les plus bas, la pire performance de productivité et la croissance des salaires la plus faible, d'une part, et la hausse des marchés boursiers, de l'autre. À mon avis, on ne pourrait pas dire plus clairement que ce qui enrichit toujours plus les riches c'est la somme des faveurs obtenues et commanditées par des partis politiques qui contrôlent le gouvernement.

### ...et la financiarisation de la politique

**Suzi Weissman :** *Ainsi, comme vous venez de le dire, la nouvelle économie dans laquelle nous vivons depuis des décennies est littéralement politique au fond. La question est alors de savoir ce que cela signifie pour la société dans son ensemble et pas seulement pour le 1 % ?*

**Robert Brenner :** Je pense que nous pouvons clairement voir aujourd'hui le résultat de cette façon de voir les choses – je veux dire en ce moment même. De manière tout à fait frappante, il y a eu de la part de la classe dirigeante, des riches, des élites, une perte d'intérêt à l'égard de toute garantie gouvernementale pour des choses que l'État fournissait traditionnellement au capitalisme – et c'est tout à fait compréhensible.

Classiquement, les capitalistes voulaient – et l'État a fourni – toute une série de services que les capitalistes ne peuvent pas facilement fournir. Et l'ensemble de la société, surtout la classe ouvrière, a veillé à ce que les capitalistes obtiennent ceux-ci : fourniture publique d'infrastructures, soutien public de l'éducation, aide publique pour la santé et le bien-être. La classe capitaliste n'est pas très gentille, ni particulièrement généreuse, mais elle a besoin de ces services si elle veut avoir une économie productive. De plus, non seulement les capitalistes en profitent, mais aussi la population. Le cas de la Corée, où ces services sont fournis, n'est pas un hasard. La Corée est l'un des rares pays à se maintenir et à dépendre d'une économie productive, caractérisée par la fabrication.

Mais si les capitalistes, les riches, les élites ne dépendent plus d'une économie productive – s'ils ne se font pas de l'argent, comme ils le faisaient autrefois, sur des investissements rentables en capital et en travail –, ils ne dépendent pas de l'État pour mener à bien la mise en œuvre traditionnelle de ces fonctions. Ce que nous avons vu, c'est que les capitalistes, les riches et les dirigeants politiques n'ont pas seulement été neutres, mais qu'ils ont activement poussé l'État à abandonner ces fonctions. C'est parce qu'ils ne veulent pas que l'État « *gaspille* » son argent dans ces fonctions, pour la simple raison qu'ils ne veulent pas payer d'impôts pour les financer.

Tout au long du boom de l'après-guerre, nous avons eu des investissements assez décents du gouvernement dans les usines et les équipements, des immobilisations de toutes sortes. La construction du réseau routier inter-États vient immédiatement à l'esprit. Mais vous avez également eu la croissance impressionnante de l'enseignement public, y compris des universités. Vous avez même eu une augmentation massive, bien que strictement limitée, des soins de santé financés par l'État, par exemple avec Medicare. Les investissements croissants du gouvernement ont rendu toutes ces choses possibles.

Mais à partir des années 1970, lorsque la crise internationale de surinvestissement conduisant à une surcapacité a commencé à

faire baisser considérablement le taux de profit, ces investissements de l'État ont commencé un long processus de décélération. Le montant des nouveaux investissements a cessé d'être proportionnel à l'utilisation et à l'épuisement des immobilisations appartenant à l'État.

L'âge des installations et des équipements gouvernementaux est resté en moyenne autour de 14 ans après le boom de l'après-guerre – ce qui signifiait que l'État maintenait les nouveaux investissements à un rythme suffisamment rapide pour compenser la dépréciation. Mais à partir de ce moment-là, l'âge du capital gouvernemental a augmenté sans cesse de façon constante et atteint maintenant, en moyenne, 27 ans.

### Effondrement et riposte

L'effondrement de l'investissement public nous saute aux yeux sous tous ses aspects. Comme tout le monde la sait, cela a entraîné une grave crise des infrastructures. Si vous passez sur un pont, vous risquez de tomber dans une rivière ; les trains ne sont pas seulement régulièrement en retard, ils déraillent.

Les infrastructures de haute technologie, les télécommunications en particulier, sont loin derrière celles d'Asie, où la vitesse de l'Internet et la qualité des téléphones mobiles dépassent de loin les nôtres.

Il y a ensuite les soins de santé de base, et ce n'est pas utile d'en dire beaucoup ici. Ce qui est à peu près un droit dans le reste des pays capitalistes est encore assez controversé pour l'élite américaine, y compris parmi les candidats déclarés du Parti démocrate aux prochaines élections.

Ce qui est peut-être plus important, c'est qu'il y a eu le consensus réactionnaire bipartite sur l'enseignement public. Bien avant Trump, grâce aux Clinton, à Bush et à Obama nous avons assisté à un désinvestissement bipartite systématique dans l'éducation publique, à la prolifération des écoles à charte, à la privatisation et à l'enseignement préparatoire aux seuls concours.

À Los Angeles, où nous vivons, cela nous frappe depuis des années, jusqu'à la récente grève victorieuse des enseignants de Los Angeles – ça me fait pleurer, c'est merveilleux –, qui fait bien sûr partie d'une recrudescence spectaculaire des luttes des enseignants à travers le pays, de Chicago aux États rouges [républicains] et maintenant en Californie.

**Suzi Weissman :** *Ce que vous dites a des implications qui donnent à réfléchir, voire*



*même déprimantes. Mais les 1 %, ou peut-être 0,1 %, les plus riches ont réussi à s'en tirer si longtemps parce qu'il n'y a pas eu de riposte. La dernière étude du Bureau of Labor Statistics (Bureau des statistiques du travail) montre que nous venons de traverser une période avec le moins de grèves dans l'histoire. Mais de façon spectaculaire, cela a changé au cours de la dernière année avec les révoltes d'enseignants et du secteur public qui se poursuivent à un rythme soutenu et ne montrent aucun signe de ralentissement. Alors qu'est-ce que tout cela a significé pour nous, et particulièrement en cette période de début de contre-attaque ?*

**Robert Brenner :** Le message ne pourrait pas être plus clair et vraiment très grave. Si les gens veulent obtenir les services dont ils ont besoin pour mener une vie décente – l'accès à l'éducation, aux soins de santé, à des infrastructures, à la formation professionnelle ou une retraite décente –, ils devront se battre pour l'obtenir, l'imposer à une classe dirigeante qui n'en veut absolument pas. Les enseignants de Los Angeles ont montré la voie lors de leur récente grève lorsqu'ils ont proclamé qu'ils se battaient pour le bien commun et qu'ils ne pouvaient l'obtenir qu'en luttant contre les pouvoirs en place. Pour la plupart des gens qui écoutent cette émission, cela signifie que nous devons le faire contre la volonté des dirigeants politiques de ce pays, pas seulement du Parti républicain, mais également du Parti démocrate.

Les Démocrates ont poursuivi toutes ces politiques visant à accélérer la distribution des richesses aux plus riches par des moyens politiques, de la même manière sinon aussi rapidement que les Républicains... et ils ne sont même pas encore d'accord entre eux sur un système national de santé.

**Suzi Weissman :** *Alors, quel est lien avec le Green New Deal proposé par Alexandria Ocasio-Cortez, Bernie Sanders et tant d'autres ?*

**Robert Brenner :** Par le passé, le gouvernement a soutenu l'économie de la manière la

plus conservatrice possible, essentiellement en subventionnant et en assurant les profits des entreprises privées. La limite à cela se trouve dans la dépendance à l'égard de ce que ses partisans appellent la politique « keynésienne », ou la soi-disant « synthèse néoclassique-keynésienne ». Cela s'appelle aussi gestion de la demande ou dépenses déficitaires. Cela signifie qu'ils disposent des moyens les plus

conservateurs, les plus basés sur le marché, pour soutenir la demande. Ils réduisent les impôts, ce qui signifie que les déficits publics augmentent et que ces déficits exercent une pression indifférente sur l'économie, censée la stimuler de manière neutre, permettant ainsi à l'industrie la plus prometteuse de prospérer.

Mais ce que nous savons, c'est que cela ne fonctionnera pas aujourd'hui. Stimuler la demande en général ne nous procure pas d'investissements, encore moins des investissements qui en stimuleraient d'autres. Comme nous l'avons vu, il est très difficile d'investir de manière rentable, dans ce pays ou ailleurs, au cours de cette période.

Pour en avoir une idée, il suffit de regarder les allègements fiscaux historiques de Trump, qui créent des déficits de plus en plus importants et mettent gratuitement de l'argent à la disposition des capitalistes et des riches, mais ne suscitent que peu ou pas d'investissement ou de croissance. Ce que l'on entend par keynésianisme aujourd'hui n'a aucune chance d'entraîner une transformation de l'économie qui dépend de la création de nouvelles industries et de la réglementation nécessaire pour en faire un *Green New Deal*.

Donc, ce dont nous avons besoin – je pense que nous devons prêter attention aux mots ici – n'est pas vraiment une politique keynésienne (au sens commun du terme). C'est une intervention directe de l'État. Pensez au *New Deal*, qui, nous le savons maintenant, a nécessité beaucoup plus d'investissements gouvernementaux que prévu. Et réfléchissez – c'est malheureux, mais c'est un bon exemple – à ce qui s'est passé en temps de guerre : un soutien ciblé par l'État et sa supervision des investissements, conçus immédiatement pour apporter un résultat précis.

En d'autres termes, nous devons agir contre la tendance naturelle de l'économie capitaliste privée aujourd'hui – et cela signifie que nous devons imposer une politique étatique d'investissements qui sinon ne seront jamais réalisés. ■

# Tout ce qu'il faut savoir sur les manifestations

Entretiens de Kevin Lin avec Alexa, Au Loong Yu, Chris Chan, Lam Chi leung, Chun Wing Lee et Student Labour Action Coalition\*

Le gouvernement de Hong Kong a tenté de faire adopter à la hâte un projet de loi limitant les libertés civiles. Au lieu de cela, il a déclenché un raz-de-marée de protestations, parmi les plus importantes de l'histoire moderne. Le 9 juin, Hong Kong (7,5 millions d'habitants) a été secoué par une manifestation d'un million de personnes contre un projet d'amendement d'une loi en vigueur. Le but de ce texte était de rendre possible l'extradition de suspect-es, depuis l'ancienne colonie britannique vers la Chine continentale, ainsi que vers d'autres pays.

Le gouvernement – présidé par la cheffe de l'exécutif approuvé par Pékin, Carrie Lam – avait insisté sur le fait que les dissident-es politiques et les militant-es ne seraient pas affectés par le vote de cet amendement. Néanmoins, ce projet de texte a déclenché une tempête, enflammant la colère de la population, alors même que le gouvernement s'était empressé de vouloir le faire adopter avant juillet par le Conseil législatif.

Vendredi 14 juin, après des jours de protestations et d'affrontements avec la police, et au milieu de la multiplication d'appels à la grève politique, Carrie Lam a finalement annoncé la suspension de l'amendement.

Samedi 15 juin, quelques heures avant le début d'une autre manifestation massive, le gouvernement de Hong Kong a même présenté ses excuses. Néanmoins, le 16 juin, plus de deux millions de personnes sur une population de sept millions d'habitants ont défilé dans les rues. Les manifestant-es exigeaient le retrait pur et simple de l'amendement et la démission de Carrie Lam.

Pourquoi cet amendement a-t-il suscité une telle indignation ? Comment l'héritage du Mouvement des parapluies de 2014 – la dernière grande vague de manifestations à Hong Kong – a-t-il façonné les manifestations actuelles ? Quelles sont les orientations politiques des manifestant-es ? Quelles sont les perspectives d'avenir des mouvements



démocratiques à Hong Kong et en Chine continentale ? Pour faire la lumière sur toutes ces questions et bien d'autres encore, Kevin Lin, collaborateur de *Jacobin*, s'est entretenu avec quelques militant-es et universitaires.

## Les mobilisations

**Kevin Lin :** *Quelle est l'importance de l'amendement d'extradition ? Pourquoi a-t-il suscité tant d'opposition à Hong Kong ?*

**Au Loong Yu :** Hong Kong a conclu des accords d'extradition avec vingt pays, dont le Royaume-Uni et les États-Unis, mais pas avec la Chine continentale. Le camp pro-Pékin, ici à Hong Kong et à l'étranger, explique que puisque Hong Kong a des accords d'extradition avec l'Occident, pourquoi ne pourrait-il pas en avoir avec la Chine continentale ?

Dans le cadre de l'accord « *un pays, deux systèmes* », l'article 8 de la Loi fondamentale stipule que « *les lois précédemment en vigueur à Hong Kong (...) doivent être maintenues* », ce qui signifie que Hong Kong est protégé du système juridique chinois. Hong Kong, en tant que région spéciale de la Chine, n'aurait pas le pouvoir et la force nécessaires pour résister à la persécution juridique du gouvernement central chinois si le système juridique de Hong Kong n'était pas sanctuarisé. La Chine méprise non seulement l'application régulière de la loi, mais

aussi l'indépendance de la justice. Un accord d'extradition entre la Chine et Hong Kong saperait nécessairement les fondements du principe « *un pays, deux systèmes* ».

**Lam Chi Leung :** L'amendement à la loi sur l'extradition a percuté la plupart des citoyen-es de Hong Kong. Sous le régime du Parti communiste chinois (PCC), les

\* Kevin Lin est un chercheur basé aux États-Unis, spécialiste du monde du travail et de la société civile en Chine. Il collabore à la revue étatsunienne *Jacobin*. Alexa est une militante hongkongaise des droits humains et du monde du travail. Au Loong Yu réside et milite à Hong Kong. Il a notamment participé en 1999 à la fondation de *Globalization Monitor*, et en novembre 2016 du Borderless Movement. Chris Chan est un ancien militant étudiant hongkongais. Il a participé à la fondation de plusieurs organisations. Il enseigne aujourd'hui la sociologie à Hong Kong et dirige des recherches sur le mouvement ouvrier en Chine. Lam Chi Leung est issu de l'organisation Left21 se réclamant du socialisme. Lee Chun-Wing est également issu de Left21, il anime aujourd'hui le site militant *The Owl*. Student Labour Action Coalition (SLAC) est une coalition d'organisations étudiantes hongkongaises. Fondée en 2017, elle est tournée vers le monde du travail, les mouvements sociaux et les syndicats. Ces entretiens avec divers militant-es et universitaires, menés par Kevin Lin, ont été condensés, légèrement révisés par l'auteur pour plus de clarté et publiés sur le site étatsunien de la revue *Jacobin* (<https://www.jacobinmag.com/2019/06/hong-kong-extradition-bill-protest-movement>). La traduction française de Dominique Lerouge est parue d'abord sur le site web d'Europe solidaire sans frontières (ESSF) : <http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article49395>

## Hong Kong

citoyen-es n'ont souvent pas droit à une procédure régulière, ce qui entraîne régulièrement des condamnations injustifiées.

Si cet amendement était adopté, celles et ceux ayant critiqué le PCC, organisé la veillée de Tiananmen chaque année à Hong Kong, aidé des dissident-es chinois, et même les militant-es de Hong Kong ayant soutenu des organisations ouvrières ou de défense des droits en Chine continentale pourraient être considérés comme « *mettant en danger la sécurité nationale* » et extradés en Chine continentale. Les citoyen-es ordinaires craignent que Hong Kong ne se retrouve dans la même situation que n'importe quelle ville de Chine continentale, où la liberté des citoyen-es peut être remise en cause.

**Au Loong Yu :** Les habitant-es de Hong Kong se souviennent amèrement des attaques contre une librairie qui proposait des livres interdits en Chine. Entre octobre et décembre 2015, cinq propriétaires ou employés de la librairie Causeway Bay Books ont disparu. Entre octobre et décembre 2015, cinq propriétaires ou employés de la librairie Causeway Bay Books ont disparu. Ils ont été arrêtés pour avoir publié des livres sur la vie privée du président chinois Xi Jinping.

Ce qui est alarmant, c'est non seulement que cela viole le principe « *un pays, deux systèmes* », mais aussi que deux des arrestations étaient extrajudiciaires : deux des libraires, Gui Minhai et Lee Bo, ont été enlevés par des agents chinois, respectivement en Thaïlande et à Hong Kong. Si le système juridique chinois s'améliorait considérablement, il serait alors possible de discuter d'un accord d'extradition avec la Chine. Mais dans les faits, la situation ne fait qu'empirer.

**Chun-Wing Lee :** Un taux de participation si élevé aux manifestations s'explique par le fait que même les personnes pouvant être considérées comme des alliées du gouvernement de Hong Kong n'appuient pas le projet de loi d'amendement. Depuis que Hong Kong a été rétrocédé à la Chine en 1997, le gouvernement chinois exerce de fait le pouvoir à Hong Kong sur la base d'une alliance avec les grands capitalistes et la classe moyenne de Hong Kong. Cette stratégie s'explique par le fait que les principaux bénéficiaires du développement capitaliste de Hong Kong sont enclins à soutenir le statu quo.

Mais tout au long de ces vingt-deux années, la jeune classe moyenne, surtout parmi les professions libérales, est devenue très mécontente : si la crainte que le mode de vie relativement libéral de Hong Kong soit menacé en est une raison majeure, il est indéniable que la hausse du coût de la vie,

en particulier du logement, en est une seconde.

Depuis 2003, le gouvernement chinois a tenté de stabiliser cette alliance en augmentant la valeur des actifs à Hong Kong. L'afflux de capitaux provenant de Chine continentale est l'une des causes de la croissance du marché immobilier et du secteur boursier. Cette stratégie du gouvernement s'est clairement retournée contre ses initiateurs, car il est devenu de plus en plus difficile pour les jeunes d'acheter leur propre logement. La jeune classe moyenne et les étudiants sont devenus la pierre angulaire des forces d'opposition à Hong Kong.

**Kevin Lin :** *Alexa, tu étais présente aux manifestations. Peux-tu décrire ce que tu as vu ? Qui sont les manifestant-es, et comment les manifestations sont-elles organisées ?*

**Alexa :** Les manifestant-es sont des personnes de tous les horizons, très motivées et pleines d'espoir. Désormais, les participant-es ne sont plus uniquement de jeunes étudiant-es.

Bien qu'il n'y ait pas de leaders formels, les manifestant-es se sont auto-organisés, principalement par le biais de groupes de discussion sur Facebook, Telegram et le forum en ligne lihkg. Ces groupes sont super créatifs, faisant circuler des vidéos dans lesquelles des mimes imitant la propagande pro-Pékin appellent la génération plus âgée de Hong Kong à soutenir leur action. Ils ont créé des événements baptisés « méditation » et « *pique-nique* » sur Facebook pour inviter les gens à se rassembler à Tamar Park. Certaines personnes ont également créé une page pour appeler les gens à se rendre dans le métro pour y organiser des actions.

Sur les lieux des manifestations de masse, les gens sont organisés et savent de quelles ressources ils ont besoin. Je pense que tout cela a été appris lors du Mouvement des parapluies de 2014. Le niveau élevé de participation civique, ainsi que la préoccupation du développement de Hong Kong, des droits humains et de la primauté du droit sont à leur plus haut niveau depuis 1997.

C'est aussi la première fois de ma vie que je vois des personnes, pour la plupart habituellement silencieuses, exprimer leur colère contre le pouvoir. Elles sont dégoûtées par la façon dont la police a traité des manifestant-es pacifiques. De toute évidence, la police a violé les conventions des Nations unies en faisant un usage excessif de la force.

**Kevin Lin :** *Alors que le Front des droits civiques et humains [Civil Human Rights*

*Front, une coalition d'organisations de la société civile] a officiellement appelé à la manifestation du 9 juin, le mouvement actuel, comme l'a noté Alexa, se présente comme horizontal et sans leader. Que pensez-vous de cet aspect des manifestations ?*

**Au Loong Yu :** Bien que le Mouvement des parapluies de 2014 ait été largement spontané, le syndicat étudiant HKFS y avait néanmoins joué un rôle déterminant. Les organisations étudiantes sont maintenant beaucoup plus petites et très fragmentées. Les partis politiques, volontairement ou non, ont également été marginalisés lors de la mobilisation.

Le Civil Human Rights Front a joué un rôle déterminant dans la mise en place des mobilisations des 9 et 12 juin, en premier lieu pour l'obtention des autorisations nécessaires pour manifester et se rassembler. Mais il n'a tout simplement pas la capacité organisationnelle de mener une désobéissance civile massive.

Dans ce mouvement de 2019, nous assistons à la poursuite d'une tendance déjà très visible en 2014, à savoir la forte popularité des actions décentralisées et sans leader. La révolution de la communication rend la coordination beaucoup plus facile maintenant, et l'organisation rigide moins nécessaire.

Il existe une sorte de fétichisme de la spontanéité parmi les jeunes activistes. Beaucoup considèrent tout simplement l'organisation comme superflue ou forcément autoritaire. Même le relativement nouveau parti Demosist, fondé et dirigé par Joshua Wong, un militant de vingt-deux ans qui a joué un rôle important pendant le Mouvement des parapluies, ne semble pas assez attrayant pour les jeunes actuels.

Aujourd'hui, n'importe qui peut être temporairement un-e leader et appeler à des actions radicales sans avoir auparavant pesé le pour et le contre. Par exemple, le 11 juin, certains petits groupes localistes indépendantistes ont appelé à une « *violence proportionnelle contre le gouvernement* ». Ils se sont introduits par effraction le lendemain dans l'Assemblée législative et le siège du gouvernement pour empêcher le dépôt du projet de loi d'amendement. Finalement, des centaines de jeunes ont tenté d'entrer par effraction dans l'Assemblée législative le 12 juin, alors que la salle de l'Assemblée législative était vide, car il n'y avait pas de réunion du tout. C'est aussi à ce moment que la police a commencé à tirer des balles en caoutchouc, causant des blessures.

Les luttes sans leader, aussi grandes soient-elles, sont également moins capables

d'avoir des discussions approfondies avant d'agir de manière radicale, et encore moins de lutter contre les provocateurs et les agents des gouvernements de Hong Kong et de Pékin. Ceci dit, il faut aussi reconnaître que, pour la première fois depuis des décennies, de nombreuses personnes à Hong Kong ont accueilli favorablement la tentative controversée d'entrer de force dans l'Assemblée.

**Kevin Lin :** *Malgré l'affaiblissement des associations d'étudiants universitaires, de nouveaux groupes sont apparus. L'un des groupes de gauche les plus radicaux, Student Labour Action Coalition, cherche à créer des liens entre les mouvements étudiants et ouvriers, et organise des actions sur le terrain. Pourriez-vous nous parler de votre coalition et de votre participation au mouvement de protestation ?*

**Student Labour Action Coalition :** Nous sommes une coalition, fondée en 2017, d'organisations tournées vers le monde du travail, les mouvements sociaux et les syndicats. Nous pensons que les mouvements des salarié-es et des étudiant-es ne peuvent être séparés. Nous nous concentrons sur l'amélioration des conditions de travail dans les universités en établissant des liens entre étudiant-es et salarié-es.

Nous avons soutenu le mouvement de protestation en agissant sur le terrain. Le samedi 8 juin, nous nous sommes joints à la marche du syndicat des étudiant-es en travail social de Hong Kong visant à rallier les citoyen-es de Hong Kong à la manifestation du lendemain. Le 9 juin, nous avons participé à la manifestation aux côtés des étudiant-es.

Après celle-ci, nous nous sommes joints aux piquets de grève, et nous avons mobilisé des soutiens pour les actions de grève prévues le 12 juin. Nous avons également encerclé le Conseil législatif pour arrêter ses réunions, parce que celui-ci n'est pas démocratique, et que la plupart de ses membres sont des marionnettes du gouvernement de Pékin.

**Kevin Lin :** *On accuse souvent les puissances étrangères de pousser les mouvements sociaux de Hong Kong à agir, qu'il s'agisse du Mouvement des parapluies ou des manifestations actuelles. Quelle est votre réponse à de telles accusations ?*

**Au Loong Yu :** Les gouvernements de Pékin et de Hong Kong ont déclaré que les manifestations étaient financées par la fondation étatsunienne NED (National Endowment for Democracy).

Il est vrai que la plupart des partis pan-démocrates [pro-démocratie] ont reçu un



financement de la NED. Mais il est également indéniable que les grandes manifestations et les affrontements des 9 et 12 juin n'ont pas été appelés par ces partis. Le Civil Human Rights Front est une coalition de plus de cinquante organisations, dont la plupart sont des associations et des syndicats. Les principaux partis pan-démocrates en font partie, mais n'en constituent qu'une minorité.

Le Front a été fondé en 2002, à un moment où les principaux partis pan-démocrates avaient peur de prendre la tête de la mobilisation populaire. C'est précisément à cause de cette histoire que les principaux partis pan-démocrates n'ont pas été dominants au sein du Front. Sans parler du fait que le Front n'a aucune autorité sur les personnes participant à ses rassemblements. Souvent, les jeunes font ce qu'ils veulent lorsqu'ils rejoignent les manifestations.

## Hong Kong depuis le Mouvement des parapluies

**Kevin Lin :** *Beaucoup comparent les manifestations actuelles au Mouvement des parapluies de 2014. Lors de celui-ci, des dizaines de milliers de personnes ont occupé les rues principales pendant 79 jours pour protester contre le refus du gouvernement chinois d'autoriser le suffrage universel lors de l'élection du président de l'exécutif hongkongais. Cinq ans plus tard, quelle est votre évaluation du Mouvement des parapluies ?*

**Chun-Wing Lee :** Le Mouvement des parapluies a une histoire très complexe. Avant 2014, les dirigeants électoraux des forces d'opposition (appelés pan-démocrates) étaient des libéraux. Les dirigeant-es des mouvements sociaux étaient perçus par la population comme étant politiquement de centre-gauche.

Pour simplifier une histoire extrêmement complexe, l'émergence d'un grand nombre

de « nouvelles » personnes participant au mouvement social a dépassé la capacité organisationnelle des partis politiques établis ainsi que des organisations ou réseaux de mouvements sociaux. Pour beaucoup de nouveaux et nouvelles militants, ainsi que de jeunes participant aux mobilisations, les figures et organisations établies manquaient de légitimité. Nombre d'entre eux ont donc adopté ce que nous appelons le « localisme », ou s'opposent à l'idée que l'action collective devrait être dirigée ou coordonnée par des organisations.

La montée du localisme et la méfiance à l'égard des organisations sont, de mon point de vue, les principales conséquences négatives du Mouvement des parapluies. Mais l'expérience d'affronter la police dans les rues en 2014 a clairement renforcé les capacités de nombreux militant-es, et davantage de personnes sont devenues réceptives aux actions radicales de rue. Sans un tel changement, qui est en partie un héritage du Mouvement des parapluies, les manifestant-es n'auraient probablement pas été en mesure d'occuper les zones entourant le Conseil législatif, ce qui a conduit à l'annulation de la séance qui y était programmée.

**Au Loong Yu :** Peu après la fin du Mouvement des parapluies, une vague de démoralisation a déferlé parmi les jeunes qui avaient rendu possible l'occupation du centre de Hong Kong. La plupart des organisations non structurées créées par des jeunes au cours des années précédentes se sont effondrées. Le syndicat étudiant HKFS a subi d'importantes attaques. Il a ensuite été pris en main par des courants localistes xénophobes et s'est finalement disloqué. Le gouvernement de Hong Kong a alors commencé à se venger et à emprisonner beaucoup de militant-es, ce qui a exacerbé la démoralisation.

Grâce à l'action de ce gouvernement, un nouveau cycle de résistance a été relancé par une génération encore plus jeune. Pendant



## Hong Kong

une semaine, même des collégien-es se sont mobilisés par centaines pour s'opposer au projet de loi sur l'extradition.

La génération du Mouvement des parapluies représente une rupture avec la génération plus âgée en termes d'identité culturelle : ses membres sont maintenant davantage susceptibles de s'identifier comme Hongkongais plutôt que comme Chinois. Et derrière cela se cache le lien émotionnel avec Hong Kong qui fait défaut à la génération plus ancienne. Ce qui rend la génération « parapluies » spéciale, c'est qu'elle a commencé à s'engager et à se politiser lorsque le gouvernement a refusé sa demande du suffrage universel. Cette année, le projet de loi sur l'extradition en Chine a politisé une génération encore plus jeune.

Je me souviens que le dernier jour du Mouvement des parapluies, une énorme banderole avait été accrochée qui disait : « *Nous reviendrons* ». Et cette prophétie s'est réalisée.

**Kevin Lin :** *Comme le note Au Loong Yu, depuis le Mouvement des parapluies, Hong Kong a vu émerger une nouvelle génération de jeunes militants et leaders. Quelle est la composition de cette nouvelle génération de jeunes leaders, et quelles sont leurs revendications et stratégies politiques ?*

**Au Loong Yu :** Les partis pan-démocrates ont été discrédités pour leur attitude timide pendant le Mouvement des parapluies. Le vide politique a été rapidement comblé par deux nouvelles forces, à savoir celles qui sont pour l'autodétermination et celles qui sont pour l'indépendance. Il s'agit de forces principalement composées de jeunes.

Les élections législatives de 2016 ont vu la victoire électorale de cinq nouvelles têtes en politique, issues des deux courants susmentionnés. Et cela aux dépens du camp pan-démocrate, dont Lee Cheuk Yan, simultanément dirigeant du Parti travailliste et de la centrale syndicale HKCTU. Le succès de ces deux nouveaux courants montre que nombre d'électeurs et d'électrices, en particulier de la nouvelle génération, n'acceptent plus la politique trop modérée des pan-démocrates dans leurs rapports avec Pékin.

Yau Wai-ching de Youngspiration et Cheng Chung-tai de Civil Passion sont des localistes soit de droite, soit d'extrême droite. Eddie Chu Hoi Dick, Lau Siu Lai et Nathan Law Kwun-chung (représentant Demosist) sont légèrement à gauche. La première aile utilise beaucoup d'expressions racistes et xénophobes, non seulement contre le PCC, mais contre toute la population chinoise. Le programme de Youngspiration exige explici-

tement que celles et ceux qui ne parlent ni le cantonais ni l'anglais, soient exclus de la citoyenneté. (Cela est d'autant plus ridicule que de nombreux résident-es âgés de Hong Kong ne parlent ni l'une ni l'autre des deux langues, mais plutôt les dialectes hakka ou chaochou). Cette première aile vise également à empêcher les immigrant-es chinois du continent de bénéficier des avantages sociaux de base existant à Hong Kong. Civic Passion est bien connu pour inciter à la violence contre les Chinois. Ce n'est pas un hasard s'ils ont peu d'intérêt pour la promotion des droits du travail, ainsi que de la sécurité sociale pour les groupes marginalisés et les minorités. Si ces gens sont radicaux, ils sont radicalement conservateurs.

L'appel de la seconde aile à l'autodétermination n'est lié à aucun sentiment anti-chinois. Eddie Chu a déclaré qu'il est pour une auto-détermination démocratique n'excluant pas, mais au contraire incluant les personnes originaires du continent ainsi que les groupes marginalisés. Leur vision politique est liée à une plateforme sociale incluant les droits des salarié-es, des femmes et des minorités. La politique de ces défenseurs de l'autodétermination n'est cependant pas toujours aussi tranchée. Elle peut parfois faire des concessions aux localistes lorsque ces derniers exercent de fortes pressions sur eux/elles. Il faut aussi ajouter la Ligue des sociaux-démocrates (LSD) à ce camp des partisans de centre-gauche de l'autodétermination. L'ensemble de ce camp a obtenu 15,2 % des voix en 2016.

**Lam Chi Leung :** Depuis le Mouvement des parapluies, le capitalisme hongkongais du laisser-faire a encore accru la pauvreté et les inégalités économiques. Un-e citoyen-e de Hong Kong sur cinq, soit 1,38 million de personnes, vit sous le seuil de pauvreté. Le coefficient de Gini de Hong Kong est de 0,539 – supérieur à celui des États-Unis et de Singapour.

Hong Kong a désespérément besoin

d'une force socialiste s'opposant à la fois à l'autoritarisme et au capitalisme. Mais les individus et les réseaux hongkongais se réclamant du socialisme, tels que Left21 et quelques réseaux socialistes révolutionnaires, sont très faibles et ont été encore plus marginalisés face à la vague d'opinions localistes.

**Kevin Lin :** *Les militant-es du mouvement social à Hong Kong ont joué un rôle crucial dans le soutien apporté aux militant-es de Chine continentale au cours des dernières décennies. Ils et elles étaient motivés au moins en partie par l'idée que l'avenir démocratique de Hong Kong dépendra du développement de la démocratie en Chine continentale. Pouvez-vous nous parler de la façon dont les militants de Hong Kong ont soutenu les militants du continent, et nous dire si l'évolution politique de Hong Kong va porter atteinte à ce soutien ?*

**Lam Chi Leung :** Depuis les années 1990, les militant-es de Hong Kong ont toujours apporté leur soutien aux militant-es du continent se battant pour les salarié-es, les droits humains, ainsi que ceux des femmes, des LGBT et de l'environnement. Ils et elles ont contribué au développement des mouvements sociaux et de la société civile.

Les libertés civiles existant à Hong Kong permettent de faire circuler des informations et des analyses concernant les mouvements sociaux en Chine, de promouvoir les échanges intellectuels entre les militant-es de Chine continentale et de Hong Kong, ainsi que d'organiser la solidarité avec la résistance sociale en Chine continentale. De nombreux livres qui ne pouvaient être publiés qu'à Hong Kong ont été apportés en Chine continentale, y compris des écrits d'auteur-es chinois. Des discussions sur les mouvements sociaux ont également eu lieu à Hong Kong.

Avec le contrôle politique croissant du gouvernement chinois sur Hong Kong, ce rôle risque d'être plus réduit. Alors que les contradictions sociales s'intensifient en Chine, le gouvernement chinois sera encore plus vigilant en ce qui concerne l'influence provenant de Hong Kong sur les mouvements sociaux chinois.

**Chun-Wing Lee :** L'un des problèmes posés par la montée du localisme est que parmi les jeunes militant-es de Hong Kong, soutenir le militantisme en Chine continentale peut ne plus être considéré comme nécessaire. La faction extrême du camp localiste soutient même qu'offrir un soutien au mouvement démocratique en Chine continentale est une perte de temps puisque les Hongkongais devraient d'abord se soucier des problèmes à Hong Kong.



Un autre fait nouveau inquiétant est que, en Chine continentale, les médias officiels brossent un tableau suivant lequel la plupart, sinon tous les militants-es de Hong Kong sont favorables à l'indépendance de Hong Kong ou méprisent la Chine continentale. Bien qu'il soit impossible de savoir ce que la population Chine continentale pense réellement, ce que nous voyons aujourd'hui sur les médias sociaux est que les luttes à Hong Kong n'ont gagné que peu de sympathie parmi les « *Net-citoyens* » de Chine continentale. Depuis que la répression en Chine continentale s'est aggravée, les échanges et discussions entre les mouvements basés à Hong Kong et ceux basés sur le continent sont de plus en plus difficiles.

## L'avenir

**Kevin Lin :** *Que pensez-vous du fait que la présidente de l'exécutif de Hong Kong ait mis le projet de loi d'extradition en suspens ? Dans quelle mesure s'agit-il d'une victoire ?*

**Au Loong Yu :** Carrie Lam n'a fait que suspendre le projet de loi. Elle ne l'a pas retiré, comme l'exigeaient les manifestant-es. Ce n'est donc pas une victoire complète, mais c'est tout de même une victoire partielle. La suspension temporaire du projet de loi est déjà une grande défaite pour Carrie Lam, et cela donne aussi à l'opposition plus de temps pour construire le mouvement. Et comme elle a ajouté qu'il n'existait pas de calendrier concernant une reprise du débat sur ce texte, la suspension de ce projet de loi pourrait durer un certain temps.

Qui plus est, cette année et l'année prochaine sont toutes deux des années d'élections. Il est pour cette raison improbable qu'elle laisse les partis pro-Pékin prendre le risque de perdre les élections en présentant de nouveau le projet de loi au cours de ces deux années. Et l'année suivante n'est pas idéale non plus, parce que c'est la dernière année de son mandat. Si la décision est prise de présenter à nouveau le projet de loi, cette tâche incombera probablement au chef suivant de l'exécutif.

**Kevin Lin :** *Quel est l'avenir de Hong Kong, ainsi que celui des mouvements pour la démocratie et la justice économique ?*

**Chris Chan :** Du Mouvement des parapluies aux protestations contre l'extradition, les Hongkongais-es acceptent de plus en plus les actions militantes parce qu'ils/elles constatent que les manifestations et les occupations ne perturbent pas la production capitaliste. Un phénomène important pour la gauche



che est que, suite aux deux grandes manifestations, la population prend conscience de l'importance des grèves et du rôle des syndicats dans les luttes politiques.

Lors du Mouvement des parapluies, seuls quelques dirigeant-es étudiants ont demandé aux syndicats d'appeler à la grève. Mais pendant le mouvement anti-extradition, des milliers de salarié-es ont demandé à leurs syndicats d'organiser des grèves. Les combats politiques vont continuer à Hong Kong. Si la jeune génération pouvait s'engager dans des actions sur le lieu de travail, ce serait très important pour la gauche.

**Au Loong Yu :** La montée en puissance des deux nouveaux courants de jeunes précédemment mentionnés, ainsi que de la Ligue des sociaux-démocrates (LSD) qui n'est pas si jeune que cela, a reçu un coup d'arrêt sérieux lorsque le gouvernement a démis leurs députés en 2017. Heureusement, une autre nouvelle génération est en train de se former, et elle est en train de prendre les choses en main. Les mobilisations de rue contre le projet de loi sur l'extradition de la Chine sont principalement le fruit de son travail. Cependant, si elle ne parvient pas à développer sa politique dans une direction démocratique de gauche et à surmonter sa fragmentation, elle risque de ne pas être en mesure de se consolider en une force progressiste puissante.

Deuxièmement, l'accent mis sur les actions médiatiques, héritage des pandémocrates, est encore largement dominant parmi les jeunes militant-es, à tel point que non seulement le travail d'organisation à long terme est souvent négligé, et qu'ils et elles sont indifférents à la situation désastreuse des salarié-es. Il est maintenant beaucoup demandé aux travailleurs de faire la grève, mais cela n'a pas été un succès. Ceux/celles-ci sont simplement traités comme une sorte de « *bol de nouilles instan-*

*tanées* » dont il suffirait de passer commande pour que le serveur vous l'apporte immédiatement.

La trajectoire historique de Hong Kong en fait une ville hostile aux valeurs de gauche de solidarité, de fraternité et d'égalité. Une culture de darwinisme social, résultant d'une situation de port franc depuis plus de 150 ans, a pénétré la population à tel point qu'il est difficile pour les forces de gauche de s'y développer. Pour y parvenir, les jeunes militant-es devront commencer à s'attaquer aux problèmes ayant trait aux classes sociales.

**Lam Chi Leung :** En ce qui concerne l'avenir, l'environnement politique à Hong Kong va être plus difficile. La période relativement libérale entre 1997 et 2008 est arrivée à son terme. Le gouvernement de Hong Kong traitera plus sévèrement les mouvements démocratiques et sociaux, en particulier ceux qui reposent sur des actions sur le terrain, en dehors du cadre parlementaire.

Le gouvernement de Hong Kong est rangé du côté de la classe capitaliste et des forces conservatrices. Celles-ci continuent à être hostiles aux droits des salarié-es, aux droits des femmes, aux droits des LGBT et à la répartition équitable des richesses. La population de Hong Kong est soumise à la double oppression du capital bureaucratique chinois et du capital monopolistique hongkongais. Toute réforme économique et sociale se heurte à la réalité du capitalisme autoritaire.

Cependant, depuis la manifestation anti-OMC (Organisation mondiale du commerce) de 2005, la grève des travailleurs de la construction de 2007 et la grève des dockers de 2013, davantage de militant-es se sont éloignés des modèles fragmentés de lutte populaires des années 1990. Ils et elles ont reconnu la nécessité d'une politique de classe pour défier le néolibéralisme. Pour développer cette politique de gauche, nous devons approfondir la discussion autour de questions comme « *qu'est-ce qu'une politique de gauche ?* » et « *que faut-il faire ?* », ainsi que clarifier les différences existant entre gauche socialiste, localisme d'extrême droite et nationalisme.

Nous avons également besoin d'une perspective chinoise globale, ainsi que d'accroître les échanges avec les mouvements sociaux et les militant-es de gauche en Chine continentale. Ce n'est qu'en collaborant davantage avec la société civile et les mouvements sociaux chinois s'opposant au capitalisme autoritaire chinois, que la population de Hong Kong aura la garantie d'une véritable démocratie et l'égalité sociale. ■

Propos recueillis le 18 juin 2019

## Chine : où en est le mouvement ouvrier ?

Un quart des salarié·es du monde travaillent en Chine. Comme le souligne le numéro 13 de la revue *Solidaires International*, « toute dégradation de leur situation sert inmanquablement d'argument à de nouveaux reculs dans les autres pays » alors qu'il n'existe pas « dans cet immense pays d'organisation syndicale indépendante du patronat et du pouvoir ». Le droit syndical ne fait pas partie de l'horizon des bureaucrates ni des néolibéraux (les différentes lois dites « du travail » ne sécurisent que les patrons).

La revue donne quelques points de repère, sur la population, les villes, l'économie (si la Chine est devenue la seconde puissance économique mondiale, elle se place au 87<sup>e</sup> rang en termes de PIB par habitant), les zones économiques dominantes, les inégalités sociales, les migrations des campagnes vers les villes, la monopolisation du pouvoir.

Un bref historique résume la période d'avant 1949, la Chine sous Mao (1949-1976), le poids de l'accumulation reposant sur l'exploitation des paysannes et paysans, l'interdiction du droit fondamental de s'auto-organiser, la première phase de conversion au capitalisme (1978-1992), la seconde phase ouverte en 1992, l'adhésion à l'Organisation mondiale du commerce, l'émergence d'une nouvelle bourgeoisie enrichie par les privatisations et la corruption (« les secteurs dominants du Parti-État deviennent le cœur de la nouvelle bourgeoisie »), la libéralisation et la privatisation des services publics par le gouvernement, la mise en place d'une législation attribuant aux salarié·es des droits individuels « mais ne sont par contre pas accordés des droits collectifs comme la liberté d'association et la négociation collective », les conflits sociaux, dont les luttes de femmes contre les violences, en particulier la violence conjugale, les politiques d'expansion commerciale sous le nom de « nouvelles routes de la soie ». Un chapitre est consacré à la centrale syndicale officielle et unique, l'ACFTU : « Malgré tout cela, le mouvement ouvrier international tend à travailler toujours plus étroitement avec la Fédération des syndicats de Chine (ACFTU), renforçant ainsi sa légitimité. Une crédibilité qui a été une nouvelle fois accordée à l'ACFTU en juin 2011, quand elle a été élue à l'organe dirigeant de l'Organisation internationale du

Travail (OIT) par le groupe «salariés». »

Les chapitres qui m'ont particulièrement intéressé portent sur les luttes ouvrières, distinguant trois grands cycles de luttes :

- La liquidation partielle de l'ancienne classe ouvrière : « Entre 1993 et 2003, environ la moitié des salarié·es des entreprises d'État sont chassés de leur emploi ». Il ne s'agissait pas seulement de privatiser le secteur mais bien d'en liquider une partie, de regrouper les actifs les plus rentables en conglomérats. « Dégraissage » massif, gestion « fluide et flexible » de la main-d'œuvre, abandon de la protection sociale prise en charge par l'entreprise, faiblesse des indemnités de chômage... La régression sociale frappe particulièrement les femmes. Des résistances qui ne dépassent que rarement le niveau de l'entreprise, des manifestations et des défaits.

- Le second cycle de luttes repose sur des salarié·es venus des campagnes. Le nombre de migrant·es passe d'environ 6 millions en 1982 à près de 290 millions en 2017. Ces migrant·es n'ayant pas le statut de citoyen ne peuvent bénéficier des droits attachés (logement, système de santé et d'éducation). Il y a des grèves spontanées au niveau des entreprises mais pas d'organisation pérenne construite à cause de la fragmentation des luttes et de la répression. Des militant·es de Hong Kong les soutiennent. Finalement, il y a une réforme partielle de leur statut discriminatoire (hukou).

- Les luttes de la jeunesse ouvrière, des ouvrier·es migrant·es, les mobilisations de salarié·es proches de la retraite. Sont présentées les luttes des salarié·es du fabricant de chaussures Yue Yenen en 2014 (« les revendications des salarié·es se sont étoffées au cours du conflit : à la demande initiale d'un respect du droit en matière de sécurité sociale, s'est ajoutée au cours du conflit une demande sur le droit de représentation des salarié·es dans l'entreprise »), celle dans l'usine de chaussures Lide (2014-2015), les luttes dans l'enseignement (2014-2015). Aujourd'hui « des manifestations à plus petites échelles, sur un éventail beaucoup plus large d'industries et de régions, continuent à se produire très régulièrement dans tout le

pays ».

*Solidaires International* présente « une saga d'une quarantaine d'années » : la transition au capitalisme, la constitution d'une nouvelle bourgeoisie, un modèle productif reposant sur les exportations, la montée en puissance de la classe ouvrière, l'attribution de droits individuels aux salarié·es, le nouveau contexte des années 2000, l'adoption de nouvelles lois sociales, la grève victorieuse d'une usine Honda au printemps 2010, la contre-offensive du patronat et de l'État, les délocalisations massives de certains secteurs, le déclenchement d'une vague répressive, une nouvelle stratégie de relance économique. Un état des lieux du mouvement syndical et des luttes ouvrières en 2013 est également présenté.



du monde et des organisations défendant les droits des salarié·es devraient logiquement pouvoir agir en commun sur un minimum de points et notamment : les cas de répression des salarié·es et militant·es ouvriers, le soutien aux luttes en cours, la pression sur les entreprises internationalisées en conflit avec des salarié·es. »

Ils dessinent les contours possibles d'un syndicalisme véritable : « Chacune des luttes d'Ole Wolff, Honda, Walmart et Jasic renferme une partie des principes sur lesquels pourrait se constituer en Chine un mouvement syndical authentique : l'indépendance envers le patronat et le parti-État ; l'auto-organisation des salarié·es ; une structuration démocratique allant du bas vers le haut ; l'absence d'avantages matériels pour les porte-parole des salarié·es ; une place égale des femmes et des hommes ; la défense intransigeante des revendications élaborées par les salarié·es eux-mêmes ; la nécessaire construction de rapports de forces comme préalables à de réelles négociations ; l'extension du mouvement en dehors du lieu de travail en lutte ; le recours aux médias et aux réseaux sociaux pour populariser la lutte ; une alliance avec des étudiant·es, des juristes, des universitaires et des chercheur·es ; un partenariat basé sur le respect mutuel entre salarié·es en lutte, LINGOs, et centrale syndicale hongkongaise HKCTU ; la construction de liens avec des salarié·es du monde entier ».

La longue marche vers une législation sociale de 1954 à aujourd'hui est détaillée, ce qu'il en est des droits individuels, la diminution de la part de la richesse produite revenant aux salarié·es, les disparités sociales et les disparités régionales. Trois droits fondamentaux ne sont pas reconnus sur le continent chinois : le droit de grève, le droit de constituer librement des organisations syndicales, un système de négociation collective.

Le numéro se termine avec les questions écologiques et les mobilisations contre la pollution. Une source documentaire bien fournie.

Didier Epsztajn

\* *Solidaires International* n° 13, printemps 2019, « Chine, Où en est le mouvement ouvrier ? », éditions Syllepse, Paris 2019, 254 pages, 8,00 €

# Karol Modzelewski (1937-2019)

## Une vie de militant pour la fraternité

Par  
Jan Malewski\*

« *P*our le capitalisme, je n'aurais pas fait huit ans et demi de prison, pas même un mois, ni une semaine ! », s'est emporté Karol Modzelewski lors d'une cérémonie anniversaire de la fondation du syndicat Solidarnosc, en entendant Lech Walesa, président du syndicat devenu président de la République, dire : « *Nous avons lutté pour le capitalisme et nous avons gagné, mais nous ne le disions pas, car les gens n'auraient pas compris.* »



Successivement critique marxiste révolutionnaire du régime bureaucratique, leader spirituel de la révolte de la jeunesse de mars 1968, historien médiéviste, premier porte-parole du syndicat indépendant Solidarnosc qui lui doit son nom, élu sénateur et immédiatement devenu opposant à la politique néolibérale, professeur d'université et vice-président de l'Académie polonaise des sciences, Karol Modzelewski est décédé le 28 avril dernier, âgé de 81 ans. Entre-temps, il avait été prisonnier politique de mars 1965 à août 1967, de mars 1968 à septembre 1971 et de décembre 1981 à août 1984. Et, depuis le début de sa vie active jusqu'au dernier jour, il aura lutté pour la liberté, l'égalité et la solidarité.

### Enfance russe

Il est né à Moscou à l'apogée de la terreur stalinienne, le 23 novembre 1937, en tant que Kyril (Cyril) Budnevitch. Son père, Alexandre, sous-officier, a été arrêté dix-neuf jours plus tard et condamné à huit ans de camp.

En 1939, sa mère, Natalia Wilter, accueille chez elle Zygmunt Modzelewski, communiste polonais, émigré en France et devenu membre du comité central du PCF, dirigeant sa section polonaise. Convoqué à Moscou en 1937, emprisonné et torturé, ce

dernier devait sa libération à la chute de Nicolas Iejov. Dans le cadre de « *la trêve de Béria* », qui avait remplacé Iejov à la tête du NKVD et avait, à ses débuts, légèrement adouci la terreur, un certain nombre d'accusés qui n'avaient pas avoué avaient été relâchés.

Il devint son second mari, puis un des responsables de l'Union des patriotes polonais créée en 1941 après l'invasion de l'URSS par les nazis. Il a alors adopté le petit Kyril, lui donnant son nom de famille. Kyril a cependant passé une grande partie de la guerre dans un foyer pour enfants des « *camarades étrangers* », où l'on inculquait aux petits le sentiment d'appartenance nationale russe.

Ce n'est qu'en arrivant en Pologne en novembre 1945, alors que son père devient ministre des Affaires étrangères, que le jeune Kyril a appris la langue polonaise et que son prénom a été transformé en Karol (Charles), pour qu'il ne soit pas traité d'étranger. En 1947, lors d'un voyage de sa mère en Russie, il a rencontré pour la première fois brièvement son père biologique, qui avait survécu au camp, avant de le revoir plus longuement en janvier 1956 et l'entendre parler des camps soviétiques.

Karol Modzelewski a entendu pour la

première fois l'histoire de sa famille en 1954, après la mort de Staline. Il a appris que son grand-père maternel et son père biologique avaient été déportés. Et, répondant à une de ses questions, son père adoptif lui a dit : « *J'ai été incarcéré à la Loubianka d'octobre 1937 à juillet 1939. Ils ont essayé de m'extorquer une fausse auto-accusation et de faux aveux à charge pour d'autres personnes. C'est la Loubianka qui m'a endommagé le cœur. Avant j'avais une excellente santé.* » Il est mort peu de temps après.

Ministre, puis membre du Conseil d'État et du comité central du parti, son père adoptif avait cependant transmis à Karol un esprit critique. Ce dernier a gardé en mémoire que lorsqu'un ami de ses parents avait été arrêté sous la fausse accusation d'espionnage, son père avait éclaté : « *arrêté ne veut pas dire coupable !* » Et qu'une autre fois, alors qu'il demandait pourquoi il y avait une augmentation des prix des produits alimentaires, il lui a répondu : « *pour que les gens mangent moins et travaillent plus* ». Ou encore, lorsque au début des années 1950 son ancien collaborateur devenu premier secrétaire du parti en Silésie se vantait de ses exploits pour imposer les règles de sécurité *aux mineurs de fond*, son père a crié : « *En quoi êtes-vous donc différents des propriétaires d'avant-guerre qui traitaient les mineurs comme du bétail décervelé ? Ce sont eux qui viraient les gens pour [la possession d'] une boîte d'allumettes ! Et nous avons fait des grèves pour ça !* »

Mais ce n'est que beaucoup plus tard qu'il apprendra que son père, qui avait rejoint en 1917 le SDKPiL (1) et à ce titre par-

\* Jan Malewski, rédacteur d'*Inprekor* et membre du Bureau exécutif de la IV<sup>e</sup> Internationale, est militant du Nouveau parti anticapitaliste (NPA, France). Entre 1981 et 1991, il était membre de la rédaction de la revue polonaise de la IV<sup>e</sup> Internationale, *Inprekor*, diffusée clandestinement en Pologne.

1. La social-démocratie du Royaume de Pologne et de Lituanie (SDKPiL) était le parti de Rosa Luxemburg, opposé à la lutte pour l'indépendance. Il a fusionné avec l'aile gauche du Parti socialiste polonais (PPS-Lewica) en 1918 pour fonder le Parti communiste ouvrier polonais.

## Pologne & Histoire

ticipé à la fondation du Parti communiste, avait été volontaire dans l'armée polonaise contre la marche de l'Armée rouge sur Varsovie. Certains secrets ne pouvaient pas être dits même après la mort de Staline (2).

### De la contestation à la révolution

Dès le lycée, Karol Modzelewski rejoint l'organisation de jeunesse officielle, ZMP, une de ces institutions qui « parlaient avec l'objectif d'endoctriner les citoyens en général et les jeunes générations en particulier. (...) Pour tenir les rangs serrés, nous devons croire à notre idéal sans l'ombre d'un doute, et avoir un ennemi », écrira-t-il dans ses mémoires. « Il m'en est resté la honte et le souvenir d'avoir participé à une traque (...), j'ai souffert de cette infection mais j'en ai gardé des anticorps : lorsqu'un groupe se tourne contre un individu, je reconnais de façon certaine le vacarme de la traque et j'éprouve un réflexe de rejet. » (3)

Ayant appris la réalité de la terreur stalinienne, par les victimes et les témoins directs, lorsque commençait « le dégel », il lui « fallait comprendre et clarifier ces nouvelles informations pour leur donner du sens et, à partir de morceaux épars, recomposer une nouvelle image du monde. »

Le rapport secret de Khrouchtchev en février 1956 sur les crimes de Staline a été traduit et a largement circulé en Pologne, dont le premier secrétaire du parti était mort à Moscou peu après l'avoir entendu.

Une grève générale insurrectionnelle a eu lieu à Poznan en juin 1956. Le régime l'a maîtrisée de manière sanglante, mais devant la montée de la solidarité contre la répression et la croissance de l'opposition au sein du parti, le gouvernement a été obligé de reculer. À la base, et même dans les instan-



Lechoslaw Gozdzik, un grand ami de Karol Modzelewski, secrétaire du parti de l'usine automobile FSO Zeran et animateur du mouvement des conseils ouvriers, parle devant l'Assemblée générale en octobre 1956. Il a été écarté et licencié en 1958, devint pêcheur avant d'être élu maire de la ville portuaire de Swinoujscie.

ces régionales du parti, de nouvelles directions ont été élues. Dans l'usine automobile de Varsovie, FSO Zeran, la nouvelle direction du parti a appelé à créer partout des conseils ouvriers. À l'université de Varsovie, l'organisation ZMP a décidé de collaborer avec les ouvriers de FSO. En septembre 1956, Karol Modzelewski fut chargé par ses camarades d'organiser des réunions de débat avec les jeunes ouvriers de FSO.

En octobre, malgré l'opposition du Kremlin et même un début de marche des armées sur Varsovie, Wladyslaw Gomulka, ancien dirigeant du parti, écarté et emprisonné pour « déviation nationaliste-droitière », est redevenu premier secrétaire. Dès son premier grand meeting populaire, le 24 octobre, il a « appelé le peuple à reprendre le travail et à laisser la politique aux mains du parti et du gouvernement ».

Cette première annonce de normalisation a rencontré l'opposition des jeunes radicalisés – étudiants et ouvriers – qui ont formé début décembre 1956 une Union révolutionnaire de la jeunesse (ZMR). Mais le parti a mis en place sa propre organisation et a imposé la fusion des deux dès janvier 1957. La normalisation s'est poursuivie avec la répression de la grève des tramotons de Varsovie en septembre 1957, la fermeture de l'hebdomadaire de « la gauche d'octobre », *Po Prostu* (Tout simplement) et la brutale dispersion des manifestations contre la censure en octobre 1957. Puis ce fut la nouvelle loi sur l'autogestion, soumettant les conseils ouvriers au parti en 1958.

« Seule exception notable – écrit K. Modzelewski un demi-siècle plus tard (4) – sur cet arrière-fond émerge la déclaration

idéologique des contestataires de l'université, écrite avec l'intention d'initier une discussion qui devait donner naissance au programme d'une nouvelle organisation révolutionnaire. (...) Lorsque je relis aujourd'hui les quatre feuilles retrouvées (...) ce qui me semble essentiel [est que] notre réflexion de l'époque contenait – malgré son inconséquence et son manque de clarté – un génotype idéologique qui, quelques années plus tard, a donné naissance à la Lettre ouverte au parti. » (5)

Avec les avancées de la reprise en main de la société, l'étudiant en histoire médiévale Karol Modzelewski a commencé à avoir le temps pour participer au séminaire de son professeur – ce qui lui était difficile lorsque les réunions avec les ouvriers de FSO se tenaient en même temps. Il n'était plus membre de la direction varsovienne de l'organisation de jeunesse, dont il avait démissionné quand le parti l'avait normalisé. Brillant, il a obtenu une bourse d'études et est parti un an en Italie en 1961. Il dit y avoir découvert « la liberté ».

« Ce n'est pas la rencontre avec un trotskiste [Livio Maitan], plusieurs eurocommunistes, de nombreux socialistes ou démocrates chrétiens qui me tournait contre la Pologne populaire », écrit-il. Ce fut « le contraste entre le quotidien d'un pays libre et la vie en République populaire de Pologne au temps de la "petite stabilisation". Je l'ai ressenti à l'époque avec une profonde humiliation. (...) J'avais derrière moi l'expérience de la révolte de 1956. Je savais qu'il fallait revenir à cette expérience-là et commencer par une critique en profondeur (...) puis établir un programme d'action dirigé contre ce système. Il fallait rassembler, trouver un cri de ralliement pour ceux qui sentaient et pensaient de la même manière, quand bien même, au début, nous ne serions qu'une poignée. » (6)

De retour en Pologne au printemps 1962 – avec Jacek Kuron, qui avait été son mentor politique et son ami dès 1956 – il va s'atteler patiemment à ce rassemblement. Ils organisent un club de discussion ouvert à l'Université, tissent des liens avec des « révisionnistes » (7) et les militants trotskistes polonais Kazimierz Badowski et Ludwik Hass. Ils prennent la direction de l'Union de la jeunesse socialiste (ZMS) de l'Université de Varsovie... Ils ne comptaient pas maintenir pendant longtemps cet îlot de liberté. « Il était clair que, dans ce système, une activité indépendante n'était possible que hors des règles en vigueur dans le parti et dans les organisations sociales qui lui étaient subordonnées. C'est-à-dire hors de la légalité. » (8)

2. On lira avec un grand intérêt les mémoires de Karol Modzelewski, *Nous avons fait galoper l'histoire – Confessions d'un cavalier usé*, Éditions de la Maison des sciences de l'homme, Paris 2018, 29 €.

3. K. Modzelewski, *Nous avons fait galoper...*, p. 83 et p. 99.

4. Ibid. p. 114 et p. 117.

5. Karol Modzelewski & Jacek Kuron (1965), *Lettre ouverte au parti ouvrier polonais*, Quatrième Internationale supplément au n° 32, 1966 (seconde édition en mars 1968, rééditée en 1969 par F. Maspero, Cahiers « rouge », documents de formation communiste n° 4).

6. K. Modzelewski, *Nous avons fait galoper...*, p. 129.

7. Ce terme dépréciatif, utilisé par l'appareil pour qualifier les marxistes critiques, a fini par être adopté par eux.

8. K. Modzelewski, *Nous avons fait galoper...*, p. 133.

Ils décidèrent de monter une équipe déterminée à élaborer un programme autour duquel naîtrait « *une organisation révolutionnaire clandestine* ». Ce groupe comptait sept jeunes universitaires, trois militants scouts et un ouvrier de FSO. Seul ce dernier « *a fait preuve d'un instinct digne d'un conspirateur* » : les six autres ouvriers qu'il a organisés autour de lui n'ont jamais été connus des autres membres du groupe.

Dès le début, un des membres du groupe était un agent de la police politique, tout comme un autre contact à Cracovie ainsi qu'un proche de Hass, auquel ce dernier ne cachait rien... De plus, au sein du groupe clandestin, les divergences programmatiques étaient nombreuses, un des membres penchant vers une orientation plus nationaliste et un autre vers une analyse économique plus académique.

Finalement le projet du manifeste a été rédigé par les seuls Kuron et Modzelewski. L'unique copie de ce texte a été confisquée lors des perquisitions chez les deux auteurs le 14 novembre 1964. Peu après les stencils, que Kazimierz Badowski avaient transmis à Karol, ont été détruits « *pour ne pas servir de preuve à charge* » et le duplicateur apporté par les militants de la IV<sup>e</sup> Internationale a été confisqué.

D'abord menacés de poursuites pour crime contre l'État (art. 155-1 et 2 du Code pénal de 1932 – que le régime stalinien a préservé et que Kuron et Modzelewski qualifiaient d'« *instrument de la dictature semi-fasciste* »), les membres du groupe ont été libérés après 48 heures : « *au plus haut niveau politique on préféra éviter un procès et écarter les coupables du Parti et de l'université* ». Fin novembre, les organisations

universitaires du parti et des jeunes les ont donc exclus, sans connaître leur manifeste confisqué. C'est cette circonstance qui a conduit Karol Modzelewski à rédiger de mémoire le texte connu sous le titre de *Lettre ouverte au parti*, résumant le manifeste disparu, écrit avec Jacek Kuron. Il n'y avait plus de moyens pour l'imprimer, et ce texte, avant d'être imprimé à l'étranger, n'a existé qu'en 17 exemplaires : deux déposés aux comités du parti et des jeunes de l'université le 18 mars 1965 et les autres diffusés parmi les amis. Le 19 mars à 6 heures du matin, les auteurs étaient arrêtés et, en juillet, condamnés à 3 ans et demi (Modzelewski) et 3 ans (Kuron) de prison. Leur procès a été suivi de celui des militants se réclamant du trotskisme : Badowski, Hass et Romuald Smiech.

Commentant en 1966 leur action, un intellectuel opposant, animateur du « *Club du Cercle courbe* » interdit en 1962, qui a émigré, écrivait : « *Les ouvriers ont fait preuve d'une très grande détermination. Mais il leur manquait un programme et ils ne savaient pas toujours clairement ce pour quoi ils luttèrent. Po Prostu, quels qu'aient été ses mérites, manquait de la capacité d'être conséquent jusqu'au bout. Le "Cercle courbe" et les autres symptômes de l'opposition "intellectuelle" se consacraient plus aux débats sans taper du poing sur la table. En comparaison avec tout cela, le groupe de Modzelewski semble être le seul groupe révolutionnaire au sens classique.* » (9)

Si ce groupe révolutionnaire a été démantelé dès 1965, le milieu des jeunes qu'il avait commencé à influencer s'est emparé de ses analyses. Les auteurs de la *Lettre*, libérés fin 1967, sont naturellement

devenus leaders des étudiants polonais qui se mobilisaient contre la liquidation de l'autonomie des universités et le resserrement de la censure. La manifestation à Varsovie du 30 janvier 1968 contre l'interdiction d'une pièce de théâtre anti-tsariste du grand poète polonais Adam Mickiewicz, *les Aïeux*, puis les grèves étudiantes dans toute la Pologne en mars contre le renvoi des enseignants et des étudiants, provoquent à nouveau leur arrestation. Leur emprisonnement souleva un mouvement international de solidarité et fit que la *Lettre*, traduite dans de nombreuses langues et publiée par la IV<sup>e</sup> Internationale, devint un manifeste de référence pour la nouvelle gauche internationale. Il est donc utile de la rappeler.

### Un programme de révolution antibureaucratique

S'élevant contre la qualification de « *socialiste* » des régimes bureaucratiques, les auteurs écrivaient dans la *Lettre ouverte* que « *la bureaucratie détient l'ensemble du pouvoir politique et économique, privant la classe ouvrière non seulement du pouvoir et de contrôle, mais aussi de moyens d'autodéfense* » et « *dispose des moyens de production* », la qualifiant de « *classe dominante* » (10).

« *Dans le système actuel – écrivaient-ils – l'ouvrier n'obtient sous la forme de salaire et de services que le minimum vital. Le surproduit lui est pris de force (...) et est utilisé pour des objectifs qui lui sont étrangers et même opposés. Cela signifie qu'il est exploité* » (11). Indiquant la « *contradiction entre le potentiel économique développé et le bas niveau de la consommation sociale* », ils annonçaient la crise économique du système et concluaient : « *le développement passe nécessairement par la révolution* ». (12)

Ils proposaient une société nouvelle : « *la démocratie ouvrière* », « *un système où la classe ouvrière organisée sera maîtresse de son travail et de son produit ; où elle déterminera la mesure et l'orientation des investissements ; où elle décidera de la répartition du produit national. (...) À cette fin, elle doit s'organiser dans les entreprises en formant des Conseils ouvriers (...), elle doit faire du directeur un fonctionnaire subordonné au*



Discussion sur la *Lettre ouverte* en novembre 1964. De bas en haut et de gauche à droite : Gaja Kuron, Karol Modzelewski, Jacek Kuron, Stanislaw Gomulka et Joanna Majerczyk-Gomulka.

9. Witold Jedlicki, « *Kajdany Ludwika Hassa* » [Les menottes de Ludwik Hass], *Kultura* (Paris), avril 1966, p. 19.

10. Ils reprenaient le mode d'analyse de 1957 du sociologue polonais Stanislaw Ossowski, *la Structure de classes dans la conscience sociale*, Anthropos 1971.

11. Karol Modzelewski & Jacek Kuron (1965), *Lettre ouverte...*, F. Maspéro 1969, p. 15.

12. Ibid. p. 60.



Conseil, contrôlé, engagé et licencié par lui. » « Les décisions principales concernant la répartition et l'utilisation du revenu national » nécessitent un « Conseil central de délégués. Par ce système de Conseils, la classe ouvrière décidera du plan de l'économie nationale, autrement dit, elle fixera les buts de la production sociale » (13).

Et ils considéraient que « la classe ouvrière doit s'organiser sur la base de la pluralité des partis », qu'il faut « la suppression de la censure préventive », « des syndicats absolument indépendants de l'État et ayant le droit d'organiser des grèves économiques et politiques », « quelques heures par semaine prises sur la durée du travail légal et payées [qui] soient consacrées à l'instruction générale ouvrière », que « la police et l'armée régulière (permanente) ne peuvent être maintenues », que « l'autonomie politique de la paysannerie (...) est aussi une exigence de la démocratie ouvrière. » (14)

En écrivant cela, Kuron et Modzelewski « suggéraient clairement que le programme révolutionnaire doit naître essentiellement "en bas", dans les milieux ouvriers, avec un éventuel rôle serviable de l'intelligentsia », analyse Michał Siermiski (15). Lors de son procès de 1965, Modzelewski précisait : « la révolution ne peut être le résultat des appels, car elle est l'effet des tensions objectives au sein de la formation socio-économique » (16). « Dès la brochure préparée auparavant – le modèle (confisqué en novembre 1964) pour écrire la Lettre ouverte – les auteurs mettaient clairement en garde que le programme révolutionnaire doit naître "avec la participation la plus large de la classe ouvrière" et c'est pour cela qu'ils postulaient "la formation des cercles ouvriers, qui discuteraient (...) et constitueraient le noyau

du parti" (17). Les auteurs avaient une compréhension très modeste de leur propre fonction sociale : Modzelewski soulignait qu'ils sont des scientifiques et que leur rôle est "d'analyser la réalité, de discuter cette analyse et de communiquer les résultats à la société" ». (18) Une conception du parti et du rôle de la classe ouvrière fort éloignée de la vision stalinienne du « parti dirigeant ». Mais également une conception du rôle des intellectuels au service de la classe ouvrière. Cette conception, écrit Michał Siermiski (19), s'inspirait des critiques que Rosa Luxemburg et Jan Waclaw Machajski formulaient au début du XX<sup>e</sup> siècle face à une conception élitiste et paternaliste, dominante dans l'intelligentsia indépendantiste et socialiste-patriote : celle d'une élite « éclairée » de la nation apportant au peuple l'émancipation, d'en haut et de l'extérieur. C'est contre une conception de l'intelligentsia exerçant « le rôle du leader de toute la nation, de force dirigeante qui servira, mais aussi exercera le pouvoir, ravivera l'enthousiasme et apaisera les conflits, en travaillant constamment pour le bien de la patrie retrouvée » (20), que Kuron et Modzelewski militaient alors.

Karol Modzelewski m'a un jour affirmé qu'il n'a jamais rejoint la IV<sup>e</sup> Internationale, contrairement aux souvenirs de Livio Maitan à la suite des discussions qu'ils avaient eues en Italie en 1961. Mais il avait lu les livres de Trotski et recevait depuis 1957 la revue *Quatrième Internationale*, qu'il faisait circuler parmi ses camarades francophones. Il est donc normal que dans ses écrits des années 1960 certaines idées soient une réappropriation des réflexions du marxisme critique et que lors de ses procès la bureaucratie se soit demandé si elle avait ou non intérêt à en

faire un « procès du trotskisme ».

### Une défaite et un tournant politique

Le nouvel emprisonnement de Kuron et Modzelewski, puis la répression du mouvement de mars 1968 ont été un tournant politique dans l'histoire de l'opposition polonaise, au moins dans trois dimensions. Le mouvement de mars 1968 est passé dans l'histoire comme un mouvement des étudiants et des intellectuels, mais c'était bien plus que ça : « parmi les arrêtés il y avait beaucoup plus d'ouvriers que d'étudiants et leur caractère commun était leur âge, ils étaient nés après la guerre. » (21)

❶ Pour Karol Modzelewski il s'agissait d'un tournant stratégique. Dans la *Lettre ouverte*, les auteurs expliquaient que « le mouvement révolutionnaire ne pourra que se répandre à l'échelle du bloc tout entier, et la possibilité d'intervention armée de la bureaucratie soviétique s'exprimera par le degré de gravité des conflits de classe en URSS ». (22) En 2013 il précisait : « On peut dire qu'en 1968 j'ai été refroidi, non pas à cause de mars, mais en août à cause de l'intervention en Tchécoslovaquie. (...) Dès ma libération en 1971 je n'étais plus un révolutionnaire. Je n'avais plus mon utopie, la vision d'une Pologne idéale. Seul me restait mon système de valeurs. » (23) Conséquent avec lui-même, ne croyant plus possible une victoire révolutionnaire, lors de sa libération de prison en septembre 1971 Karol Modzelewski se tourna vers la recherche historique et durant une décennie ne milita plus dans l'opposition au quotidien. Il ne fut pas signataire de la *Lettre des 59*, qui permit à l'opposition intellectuelle de refaire surface en 1975 contre les modifications de la Constitution, n'a pas rejoint le Comité de défense des ouvriers (KOR) après les grèves de 1976 et s'est limité à écrire une lettre au premier secrétaire du parti d'alors, Edward Gierek, où il appelait ce dernier à un « retour aux principes du dialogue avec la société, proclamés et partiellement pratiqués au début de la période qui a suivi décembre [1970, vague de grèves ouvrières], dont le développement courageux et l'application conséquente ouvriraient la voie d'une sortie efficace de la crise » (24).

❷ Le courant de pensée politique qui, jusqu'en mars 1968, s'inspirait des idées de la *Lettre ouverte*, espérait que le régime, aussi dégénéré soit-il, se situait quelque part entre le capitalisme et le « communisme véritable », représentait donc un maillon de la chaîne historique du progrès et pouvait être ramené sur la bonne voie, fût-ce de

9. Witold Jedlicki, « *Kajdany Ludwika Hassa* » [Les menottes de Ludwik Hass], *Kultura* (Paris), avril 1966, p. 19.

10. Ils reprenaient le mode d'analyse de 1957 du sociologue polonais Stanisław Ossowski, *La Structure de classes dans la conscience sociale*, Anthropos 1971.

11. Karol Modzelewski & Jacek Kuron (1965), *Lettre ouverte...*, F. Maspéro 1969, p. 15.

12. Ibid. p. 60.

13. Ibid. pp. 67-69.

14. Ibid. pp. 69-74.

15. Michał Siermiski, *Dekada przełomu – Polska lewica opozycyjna 1968–1980. Od demokracji robotniczej do narodowego paternalizmu* [La décennie de la rupture – La gauche oppositionnelle polonaise 1958-1980. De la démocratie ouvrière au paternalisme national],

Instytut Wydawniczy Książka i Prasa, Varsovie 2016, p. 47.

16. Andrzej Friszke, *Anatomia buntu – Kuron, Modzelewski i komandosi*, Znak, Cracovie 2010, p. 277 (cité par Michał Siermiski, op. cit. p. 48).

17. Michał Siermiski, op. cit., p. 47. (qui cite l'ouvrage d'Andrzej Friszke, op. cit. p. 216).

18. Ibid. note 16.

19. Michał Siermiski, op. cit., pp. 32 à 59.

20. Appel de 1918 à l'intelligentsia polonaise de Waclaw Sieroszewski, écrivain et patriote polonais proche des patriotes-socialistes de Pilsudski (cité par Michał Siermiski, op. cit., p. 43).

21. Irena Grudzinska-Gross, « 1968 in Poland. Spoiled Children, Marxists, and Jews », dans V. Tismaneanu (red.), *Promises of*

1968 : *Crisis, Illusion, and Utopia*, Central European University Press, Budapest-New York 2011 (cité par Zbigniew Kowalewski dans la postface à l'étude de Michał Siermiski, déjà citée, p. 351).

22. Karol Modzelewski & Jacek Kuron (1965), *Lettre ouverte...*, F. Maspéro 1969, p. 62.

23. Entretien avec Grzegorz Sroczynski, *Gazeta Wyborcza-Magazyn Świąteczny*, 13 septembre 2013.

24. K. Modzelewski, « *List otwarty do Edwarda Gierka* », *Aneks* n° 13-14, Londres 1977, p. 50. (Une traduction française a été publiée par *Politique Hebdo*, et des extraits dans A. Dupain [Jan Malewski], « *Pologne, situation et courants de l'opposition* », *Inprecor* n° 8 nouvelle série du 8 juin 1977).

Karol Modzelewski photographié par la police lors de son arrestation en mars 1965



manière révolutionnaire. En déclenchant une campagne antisémite et en envoyant ses bandes contre les manifestants, les autorités sont apparues aux yeux des opposants de gauche non plus comme un bloc réactionnaire d'apostats de la foi commune, usurpant le pouvoir politique et bloquant les transformations progressistes, mais comme une dictature des forces obscures, fascistes. « *C'était la fin définitive des rêves du progrès et du "communisme véritable"* », écrit Michał Siermiski (25). Si l'historien Karol Modzelewski ne partageait pas les illusions positivistes sur le sens de l'histoire, elles avaient été présentes dans le milieu qui s'identifiait à lui.

③ Dans la Lettre ouverte, on trouve cette formulation surprenante : « *Ce sont les besoins d'industrialisation d'un pays sous-développé qui ont donné naissance à la bureaucratie comme classe dominante ; elle seule pouvait répondre à ces besoins, puisque dans les conditions de sous-développement du pays, elle était la seule à faire de l'industrialisation, c'est-à-dire de la production pour la production, son intérêt de classe.* » Commentant en 1966 la Lettre ouverte, Ernest Mandel avait relevé que la seule divergence notable entre ses auteurs et la IV<sup>e</sup> Internationale ne vient pas du fait qu'ils considèrent que la bureaucratie est une classe, mais sur le fait que « *leur position les amène même à attribuer à la "classe bureaucratique" un rôle progressiste, que nous lui nions.* » (26). Ce n'est donc pas une divergence terminologique, mais une divergence de fond, explique Zbigniew Kowalewski : « *en faisant de la bureaucratie une nouvelle classe dirigeante, Kuron et Modzelewski étaient conséquents : ils en ont fait une classe historiquement autonome et nécessaire, donc – ne serait-ce que durant une très courte période – mon-*

*tante* » (27). Et il poursuit : « *Peut-être est-ce justement cette théorie de la bureaucratie politique en tant que nouvelle classe dominante, historiquement nécessaire au cours de la première décennie de l'après-guerre, qui a complètement éclipsé à leurs yeux un aspect du régime bureaucratique essentiel dès son début : son caractère nationaliste, donc ayant inévitablement une dynamique antisémite. C'est tombé sur eux et sur l'opposition qu'ils dirigeaient comme la foudre dans le ciel serein en mars 1968 et a eu un impact énorme sur leur évolution idéologique et politique.* » (28) Car « *la nouvelle vague antisémite n'est pas tombée du ciel en mars 1968, mais était le point culminant de la construction d'un État d'une seule nation, sur la base d'un nettoyage ethnique permanent ; c'était aussi le résultat de l'alliance du pouvoir bureaucratique avec les forces nationalistes et de l'influence acquise au sein de l'appareil du POUP et de l'administration étatique par la lumpen-bourgeoisie qui s'est constituée sur la base de l'Holocauste et du nettoyage ethnique.* » (29)

Les effets de la défaite de 1968 en Pologne et en Tchécoslovaquie ont été durables dans l'opposition polonaise. Alors que la nouvelle gauche dans le monde capitaliste popularisait la Lettre ouverte, en Pologne « *alors qu'elle était le principal document au cours des années soixante – la conclusion d'une critique du système (...) – au cours des années suivantes [elle] n'attirait plus la curiosité. Elle faisait partie d'une étape close ; même ses auteurs s'en distanciaient du fait de la langue employée et de la valorisation des événements.* » (30)

Il est à ce titre significatif que, alors que les grèves ouvrières de décembre 1970, janvier et février 1971 ont imposé à la bureau-

cratie un recul et même une discussion avec le comité de grève devant l'assemblée générale des grévistes à Szczecin en janvier 1971, confirmant l'analyse de l'exploitation en tant qu'axe central du conflit social, l'opposition intellectuelle a continué à se détourner du programme de la Lettre ouverte. Karol Modzelewski se souvient que, dès leur sortie de prison ils ont écouté l'enregistrement de la discussion entre les grévistes et le nouveau premier secrétaire du parti, Edward Gierek, dans le chantier naval de Szczecin : « *Nous avons eu l'impression que le verbe s'était fait chair. La classe ouvrière s'est matérialisée en tant que sujet politique capable de contraindre les plus hautes autorités d'un pays communiste au dialogue et avait su s'exprimer dans ce dialogue avec sa propre voix.* » (31) Comme le note Z. Kowalewski, « *ce verbe*

25. Michał Siermiski, op. cit., pp. 29-30.

26. E.G. [Ernest Mandel], « *Les livres : La lettre ouverte de Karol Modzelewski et Jacek Kuron au Parti ouvrier polonais* », *Quatrième Internationale* n° 29, novembre 1966, p. 79.

27. Zbigniew Kowalewski, « *Polska pomiędzy rewolucjami a czystkami etnicznymi* » [La Pologne entre les révolutions et les nettoyages ethniques], postface à l'édition de Michał Siermiski, déjà citée, p. 325.

28. Ibid. pp. 334-335. Et Z. Kowalewski rappelle l'analyse de T.D. Curp (« *Roman Dmowski Understood – Ethnic Cleansing as Permanent Revolution* », *European History Quarterly*, vol. 35, n° 3, 2005, p. 406) : « *Les efforts de l'État-parti visant à tisser et refaire les alliances avec des forces nationalistes intégrales, en particulier les nationaux-démocrates, faisaient partie de la dépendance après la guerre du communisme polonais devant le nationalisme radical, qui avait pour but de régler la question clé de la légitimité d'un régime sous domination soviétique.* »

29. Ibid. pp. 348-349.

30. Andrzej Friszke, *Anatomia buntu* (cf. note 16) p. 886 (cité par Michał Siermiski, op. cit. p. 52).

31. K. Modzelewski, *Nous avons fait galoper...*, pp. 263-264.

## Pologne & Histoire

devenu chair, c'était évidemment la Lettre ouverte. Ironiquement, l'opposition battue en mars 1968 y avait déjà renoncé et ce, une fois pour toutes. »

### « Je voulais être historien »

En sortant de prison en septembre 1971, Karol Modzelewski était « un révolutionnaire éprouvé par la vie », considérant que « la doctrine Brejnev faisait barrage à nos aspirations » et ne croyant plus « à une flamme révolutionnaire, peu importe où elle apparaîtrait, embrasant l'empire tout entier et touchant Moscou. » De plus, racontait-il en 2013, « il n'est pas vrai du tout que je voulais être révolutionnaire toute ma vie. (...) Je voulais être historien. Mais, malheureusement, il se passait toujours quelque chose qui faisait qu'il fallait s'engager. Jacek Kuron disait de moi que je suis un politicien du dimanche. » (32)

Voulant poursuivre ses recherches historiques, il pensait ne pas pouvoir poursuivre un militantisme actif pour des buts finalement limités, car il partageait l'opinion « qu'il fallait accepter la libéralisation proposée par l'équipe de Gierek, c'est-à-dire s'employer d'une manière réaliste à l'affermir et à l'élargir. Cela seul était atteignable. » (33) Entre les traditions polonaises romantique (les insurrections) et positiviste (protéger la substance nationale) il a basculé vers la seconde.

« Il m'arrivait d'en ressentir de la gêne, voire de la honte, mais je dois avouer que je ne regrette pas – la partie dominante de mes réalisations sur le système politique et la société de la Pologne des Piast [le Moyen Âge] date des années 1971-1980 » (34). Ses ouvrages sur l'Organisation économique de l'État des Piast X<sup>e</sup>-XIII<sup>e</sup> siècle et sur les Paysans dans la monarchie des premiers

Piast (35) ont été une révolution dans l'analyse historique, remettant en cause le dogme (pas seulement stalinien) d'un féodalisme polonais et celui d'un « sens de l'histoire ». Il a également publié, d'abord en italien en 1978, une étude novatrice sur la société de la péninsule italienne sous les Longobards et les Carolingiens, qu'il élargira plus tard en écrivant l'Europe des barbares (36).

### 1980, une révolution ouvrière... sans stratégie

Lorsque la grève a commencé à se généraliser en août 1980, il n'a pas hésité : « C'était irrésistible. Il a fallu suivre. La liberté avait conduit le peuple aux barricades. Je devais suivre le peuple. Et m'intégrer au mouvement du peuple de manière à y apporter la dose nécessaire de raison. » (37) Car « la Pologne était au seuil de la révolution » et « la révolution n'entre pas dans les formules rationnelles des politologues car elle est un état d'esprit collectif hors normes de grandes masses humaines. (...) Tout à coup, cet état d'esprit conformiste se transforme en son contraire et devient un acte d'autolibération mentale. » (38) Ses amis, conseillers du comité de grève inter-entreprises de Gdansk lui ont cependant demandé de quitter le chantier naval, craignant que sa présence ne serve de prétexte au régime pour refuser toute négociation.

Comme la grande majorité de ses collègues de l'Académie des sciences de Wrocław, il a fondé le syndicat libre et indépendant dès la signature des accords de Gdansk. Et naturellement il a été choisi pour le comité constitutif régional. Délégué par celui-ci, il a proposé lors de la première rencontre nationale le nom du nouveau syndicat le 18 septembre 1980 – Solidarnosc (Solidarité) – et a réussi à convaincre qu'il fallait un seul syndicat national pour créer le rapport de forces, contre l'avis des conseillers et de Lech Walesa.

Membre de la direction syndicale de la région de Basse-Silésie (Wrocław), élu premier porte-parole national du syndicat, il sera un de ses animateurs. Comprenant bien que c'était une révolution, donc que l'affrontement avec le pouvoir était inéluctable et qu'à long terme un syndicat indépendant ne pouvait pas coexister avec la bureaucratie, il restait convaincu que le rapport des forces géopolitique allait conduire à une intervention soviétique. Et cela malgré la guerre que le Kremlin ne parvenait pas à remporter en Afghanistan. Et aussi, malgré le fait que – quelles qu'aient été les menaces permanentes d'une intervention de la part des dirigeants du parti soviétique et les

manœuvres militaires à répétition – en décembre 1980, alors que la CIA avait annoncé que 14 divisions soviétiques, 2 est-allemandes et 2 tchécoslovaques étaient en état d'alerte à la frontière polonaise, Modzelewski raconte la réaction de Jacek Kuron, réveillé par téléphone par son ami, rédacteur de la BBC, E. Smolar, pour le lui annoncer : « Kuron, alors réveillé, a vite fait le compte. 14+2+2, ça fait 18. En Tchécoslovaquie ils en avaient envoyé vingt-quatre. Ils ne nous prennent pas au sérieux. Ne me réveille pas sans raison ! » (39)

Comme la grande majorité des opposants des années précédentes et des dirigeants du nouveau syndicat, il ne parvenait pas à ne serait-ce qu'envisager une stratégie permettant de modifier ce rapport de forces. Comme son ami Jan Strzelecki, qui à l'époque m'avait vertement critiqué pour avoir écrit cela dans un article (paru en français, même pas en polonais !), l'idée même d'avancer par exemple le slogan de syndicalisation des soldats – de transférer les acquis ouvriers d'auto-organisation et de démocratie sur les lieux de travail dans les régiments militaires – lui paraissait provocatrice et inutile. Tout comme l'appel aux travailleurs des pays d'Europe de l'Est de suivre l'exemple de la Pologne, adopté par le premier congrès de Solidarnosc contre l'avis des dirigeants et des conseillers du syndicat. Durant les seize mois de son existence légale, la direction de ce qui était un mouvement révolutionnaire de plus de 9 millions de membres, tentera d'empêcher l'intervention soviétique, qu'elle croyait pourtant irréversible, en « autolimitant » la révolution.

Pourtant, ceux qui organisaient activement la grève et le syndicat, explique Karol Modzelewski dans ses mémoires, « le faisaient franchissant consciemment le Rubicon en niant leur soumission antérieure et en faisant de la vie sociale de la communauté de l'usine, du syndicat et du pays l'objet de leurs actions souveraines. C'est justement ce que nous appelons la révolution. C'est également un mécanisme impossible à brider. » (40)

C'est en mars 1981, à la suite d'une intervention policière brutale contre les militants ouvriers et paysans qui avaient pénétré dans la salle de discussion du conseil régional de Bydgoszcz pour exiger la légalisation du syndicat paysan, que la tension a atteint son comble. Solidarnosc a décidé d'appeler à la grève générale pour le 31 mars, tout en la faisant précéder d'une grève d'avertissement de quatre heures pour montrer sa force et négocier encore... Trois décennies plus tard Modzelewski raconte : « Il y avait une grande détermination à lutter, même s'il

32. Entretien avec Grzegorz Sroczynski, *Gazeta Wyborcza-Magazyn Swiateczny*, 13 septembre 2013.

33. K. Modzelewski, *Nous avons fait galoper...*, p. 265.

34. Ibid.

35. Deux ouvrages historiques non traduits en français, *Organizacja gospodarcza państwa piastowskiego X–XIII wiek*, (Wrocław 1975) et *Chłopi w monarchii wczesnopiastowskiej*, (Wrocław 1987).

36. K. Modzelewski, « La transizione dall'antichità al feudalesimo », in *Storia d'Italia, Annali, I. Dal Feudalesimo al capitalismo* (Torino 1978, Einaudi) et K. Modzelewski, *L'Europe des barbares : Germains et Slaves face aux héritiers de Rome* (Paris 2006, Aubier-Flammarion, paru en polonais en 2004).

37. Entretien publié dans *le Monde* du 4 janvier 2019.

38. K. Modzelewski, *Nous avons fait galoper...*, p. 295.

39. Modzelewski et Werblan [dirigeant du POUP], *Polska Ludowa*, rozmawia Robert Walenciak [la Pologne populaire, entretien animé par Robert Walenciak], Varsovie 2017, Iskry, p. 419.

40. K. Modzelewski, *Nous avons fait galoper...*, p. 329.

devait s'agir d'un affrontement. Plus important encore, lors de cette grève de quatre heures, autant que je me souviens, le 27 mars, dans les entreprises que j'ai vues il y avait des services d'ordre avec des brassards rouge et blanc sur lesquels on lisait "Solidarnosc" ainsi que "Syndicat des métallurgistes" – un syndicat de branche [la continuité des anciens pseudo-syndicats officiels], mais aussi "Comité d'entreprise du POUP", ce qui signifie que les sections dans les grandes entreprises commençaient à rejoindre ce mouvement syndical, ouvrier, qui luttait contre le gouvernement. Ainsi le gouvernement était très isolé politiquement. Dans ce sens on peut dire que cela avait toutes les caractéristiques d'une crise du pouvoir, du point culminant du processus révolutionnaire. Si le but avait été de renverser le pouvoir, c'était le bon moment. »

Malgré la décision que seule la commission nationale de coordination de Solidarnosc avait le droit d'annuler la grève générale et que les accords avec le pouvoir à la suite de la grève d'avertissement (qui a été suivie par la quasi-totalité des salariés) n'étaient pas satisfaisants, les conseillers du syndicat et Lech Walesa ont « suspendu » la grève. « Le communiqué sur la conclusion de l'accord et la "suspension" de la grève générale ont fait tomber l'immense tension et la mobilisation sociale sans pareille », raconte Modzelewski. « Rejeter l'accord concerté et retourner au scénario de grève ne pouvait plus nous rendre la force de frappe perdue ; au contraire, ce serait la voie la plus courte vers l'échec. (...) J'ai vu la frustration et l'a-mertume des militants syndicaux mais il me semblait en même temps entendre un soupir collectif de soulagement : "Dieu merci, cette guerre ne sera pas pour nous." (...) À partir de ce moment Solidarnosc a commencé à faiblir. » (41)

Modzelewski démissionna alors de sa tâche de porte-parole national du syndicat. « J'étais enragé par cette façon manipulatrice de la réalisation, comment le dire, de la raison d'État réaliste. Je pouvais la partager, mais je considérais que ce n'est pas fait d'une manière acceptable », explique-t-il dans un entretien publié en 2017 (42). Dans ses mémoires il présente ainsi son intervention dans le débat de la Commission nationale de coordination qui a suivi la crise : « Je n'ai pas chipoté sur les points successifs [de l'accord] ni regretté que nous n'ayons pas entrepris l'assaut décisif contre le pouvoir, la domination soviétique et le régime. De dangereuses chimères pour moi. Je pensais cependant que nous avions perdu une chance, peut-être réelle, d'imposer un changement dans le rapport de forces internes au

Lors d'une conférence de presse de Solidarnosc fin 1980, avec Lech Walesa



sein du groupe dirigeant communiste. J'espérais que ce changement nous aurait permis, ainsi qu'au Parti, d'assurer une coexistence pérenne dans un système intelligemment modifié. » (43) À propos des intellectuels conseillers du syndicat, il écrira : « La ligne directrice de leur action (...) a été d'apporter aux foules emballées la raison et les principes du réalisme géopolitique pour éviter que la révolution montante ne se transforme en catastrophe nationale. Je ne leur en voulais pas – j'y travaillais moi-même. » (44) L'état de guerre proclamé le 13 décembre 1981 a démontré que cette direction conduisait à la défaite. On était loin de ce que Karol Modzelewski et Jacek Kuron proclamaient dans la *Lettre ouverte*, loin de l'idée que le programme doit naître « avec la participation la plus large de la classe ouvrière » (45).

### Défaite et fin d'une époque

Les dirigeants de Solidarnosc avaient appelé à une grève générale en cas d'interdiction du syndicat. Inégalement suivie, la grève a éclaté dans de nombreuses usines à la suite de la proclamation de l'état de guerre en décembre 1981. Les forces armées et la police ont « pacifié » les usines les unes après les autres, menaçant d'exécuter les grévistes qui ne voudraient pas se rendre, parfois tirant sur eux, comme dans la mine de charbon Wujek où 9 mineurs ont été assassinés et 23 blessés le 16 décembre 1981. Modzelewski dira plus tard : « Tous ces gens, qui s'étaient comportés avec un courage inouï, ont changé d'un coup leur vision d'eux-mêmes. Ils avaient cédé devant la force armée. Et ça, ça vous brise la colonne vertébrale. On peut dire que, en tant que mouvement ouvrier de masse, Solidarnosc,

qui a compté jusqu'à 9,2 millions d'adhérents, a été détruite à ce moment-là. Il ne restait plus qu'une résistance clandestine, qui comptait plus d'intellectuels que d'ouvriers. Un autre visage est apparu alors, et un autre langage : un langage d'anticommunisme dur, qui était absent auparavant. » (46) Et aussi, en 2016, parlant de la classe ouvrière révolutionnaire des années 1980-1981 : « Ce milieu-là n'existe plus. Il n'y a plus de classe ouvrière. Ni de Solidarnosc. Déjà en 1989 il n'y avait plus cette Solidarnosc-là. Elle a été détruite au cours des premiers jours de l'état de guerre. Au cours des années 1980 nous faisons semblant qu'elle existe encore, nous répétions que Solidarnosc vit (...). C'était notre mystification face au pouvoir et au monde. Mais la vérité, c'est que l'état de guerre a tué Solidarnosc. Seul son mythe a subsisté. Le souvenir que pendant des mois nous avons été vraiment libres. Que nous nous étions libérés nous-mêmes. (...) [Les gens] ont gardé le sentiment qu'ils ont capitulé devant la violence armée. C'est une connaissance de soi traumatisante. Ces gens sont ensuite éclatés de l'intérieur, car ils se souviennent de l'incroyable sentiment de souveraineté qu'ils avaient durant des mois et qui leur a été repris. On rêve d'un tel sentiment toute sa vie. Mais on ne le récupère pas. [En août 1980] ils l'ont obtenu. Un conformiste peut se mettre debout. Mais ensuite il ne peut pas juste se plier. Il ne peut que se cas-

41. Ibid., pp. 359, 361.

42. Modzelewski et Werblan..., op. cit., p. 445.

43. K. Modzelewski, *Nous avons fait galoper...*, p. 362.

44. Ibid., p. 365.

45. Comme ils l'avaient écrit dans le manifeste confisqué par la police politique le 14 novembre 1964, cf. note 17.

46. Entretien publié dans *le Monde* du 4 janvier 2019.

## Pologne & Histoire

ser. Et cette cassure est en général irrémédiable. Mais le mythe continue. Car, surtout en étant à nouveau esclave, on ne peut oublier que pendant 16 mois on a vécu au sein d'une masse de gens libres. » (47)

Emprisonné dans la nuit du 12 au 13 décembre à l'issue de la dernière réunion de la direction nationale du syndicat, Karol Modzelewski ne sera libéré que le 4 août 1984. Vivant dans la petite ville de Sobótka à une quarantaine de kilomètres de Wrocław, surveillé en permanence, il a quand même pu établir des contacts avec les militants clandestins : « Lentement, avec du mal à y croire, je prenais conscience que l'état de la résistance clandestine était vraiment médiocre. (...) En réalité, ce n'était plus un mouvement syndical et il n'avait pas le potentiel de déclencher des grèves. Ça et là, existaient encore des commissions d'entreprise clandestines, mais même là où elles perduraient, essayant de collecter des cotisations et de colporter des gazettes, elles n'étaient plus le guide spirituel du personnel. (...) Les intellectuels menaient la danse, et maintenant lisait, imprimaient et colportaient les travaux de penseurs libéraux de premier plan. Friedrich Hayek et Karl Popper conduisaient leurs lecteurs polonais sur les sentiers de la pensée libre mais pas sur le chemin de la révolution. » (48)

Après deux ans et demi sans emploi officiel, mais poursuivant ses recherches historiques grâce à une bourse du Comité social des sciences, à la jonction de la clandestinité et de la société alternative, il a été réembauché par l'Académie polonaise des sciences à la fin 1987. Il n'a pas participé aux négociations de la Table ronde, même s'il considérait qu'il fallait en accepter les conditions, car « la loi martiale a sauvé le système de l'effondrement un certain temps mais ne l'a pas guéri. Derrière la façade du communisme à parti unique fonctionnait désormais la dictature militaire (...), elle ne peut fonctionner à long terme sans le consentement social. » (49) Il a finalement été « convoqué » par l'équipe autour de Lech Walesa, pour participer à la rédaction du texte des accords, puis pour être candidat au poste de sénateur, ce qu'il a d'abord refusé pouvant enfin reprendre officiellement son travail

d'historien. Mais, invité en avril 1989 par le Collège de France et l'École des hautes études en sciences sociales, pour y donner des cours, il n'a pas obtenu de passeport, car pour la police politique « la procédure pénale dans laquelle il est accusé de tentative de renversement du régime [était] toujours en cours » !

Il fut donc candidat et a été élu sénateur en juin 1989. Malgré toutes les précautions de l'accord de la Table ronde concernant le mode de ces élections, le régime les a perdues et c'est le mythe de Solidarnosc qui les a remportées : les 35 % des sièges à la Diète (Assemblée nationale) où elle était autorisée à se présenter et 99 sur 100 sièges au Sénat. Bien que disposant d'une majorité, le POUP du général Jaruzelski n'avait plus la légitimité permettant d'imposer l'austérité et les privatisations. Jaruzelski ne parvint à être élu à la présidence que grâce à l'abstention de quelques élus de l'opposition, et un gouvernement dirigé par le conseiller de Solidarnosc, T. Mazowiecki et au sein duquel le POUP n'avait que les ministères « présidentiels » (armée, police, affaires étrangères), a été constitué. Naissait ainsi une nouvelle Pologne, « une liberté sans fraternité » (50) dira plus tard Karol Modzelewski.

Sénateur, il a été parmi les quelques élus qui se sont opposés au « plan Balcerowicz » (du nom du ministre de l'Économie) qui, par des mesures fiscales inégalitaires, avait pour but de mettre en faillite les grandes entreprises publiques et privilégier le secteur privé, tout en imposant une réduction des salaires réels de plus de 25 % ainsi que le chômage. C'était la « transformation systémique ». Il a participé à la tentative de structurer une gauche social-démocrate, d'orientation keynésienne, sans succès. Il ne sera plus candidat lors des élections anticipées de 1991, les premières élections libres.

« La transformation a détruit ceux qui avaient été le sel de Solidarnosc, mais il n'y a pas eu de rébellion, car les dépositaires de son mythe réalisaient ces changements. (...) L'état de guerre a tué Solidarnosc et la transformation a tué son mythe. Au cours des dernières années du communisme, le taux d'emploi en Pologne était de 80 %, maintenant il est de 53 %. (...) Les enfants et les petits-enfants des héros d'août [1980] et de décembre [1981] ont en commun avec leurs pères et grands-pères le sentiment du préjudice et non le souvenir de grandes expériences communes », expliquait Modzelewski en 2016 (51).

Et il rappelle : « Du temps de la grande Solidarnosc (...) il n'y a eu aucun slogan visant à reprivilogiser les biens confisqués entre 1945 et 1956. Aucune demande de

privatiser l'économie. (...) Non parce que le réalisme l'interdisait. (...) Simplement cela n'avait pas sa place dans l'horizon axiologique du mouvement. C'était un mouvement égalitaire. (...) Une des premières grèves après Août a eu lieu dans les transports en commun de Wrocław. Vous savez pourquoi ? (...) Les chauffeurs ont eu l'augmentation des salaires la plus grande. (...) À Wrocław ils ont fait grève contre le partage inégalitaire de l'augmentation des salaires. Contre eux-mêmes. Pour qu'on leur réduise l'augmentation afin de l'augmenter pour les balayeurs et les mécaniciens. (...) Dans la Pologne libre, l'inégalité a été dès le début glorifiée. On répétait que la stratification est une partie intégrante du développement économique et qu'elle est lui est propice, ce qui est faux. À la classe moyenne naissante on inculquait que les pauvres et les chômeurs sont responsables de leur sort. Car il suffit de faire preuve d'initiative, d'ouvrir un small business. (...) De la triade liberté, égalité, fraternité nous avons subi dans les deux derniers domaines un sérieux échec. Seule la liberté a réussi. Mais sans l'égalité et la fraternité elle est en danger et pourrait être limitée à la liberté de circulation du capital financier. » (52)

### « Maintenant, c'est votre tour : réparez le monde »

En 2002, avec Jacek Kuron (qui après avoir été ministre de la transformation a fait son autocritique), Karol Modzelewski a publié un article appelant à une « gauche pour demain », contre l'idéologie néolibérale dominante. Il s'agissait d'un gauche « réfléchi », se limitant à l'option d'un « État providence », tout en remarquant que lorsque Jacek propose un accord négocié avec tout le monde, il se fait traiter de « dangereux extrémiste de gauche ». « Être de gauche, c'est suivre le réflexe de son cœur : être du côté des persécutés, des battus, des affamés, construire un monde où l'on pourra vivre de façon plus humaine », écrivaient-ils. « Même les gouvernements de gauche reculent devant la pression de l'Union européenne ou des entrepreneurs nationaux. Cela rapproche le moment où en Pologne la place laissée par la gauche sera vide. C'est le populisme qui remplira ce vide, il le remplit déjà. (...) Derrière ces politiciens aventuriers, il y a des gens qui ont de véritables difficultés. Sans ces humiliés et lésés, aucune démocratie ne peut être construite, mais oui, il est possible de construire un État policier. (...) Nous souffrons d'un déficit d'objectifs qui ne peut être comblé que par une nouvelle pensée de gauche. (...) Quelqu'un dira que toute utopie, lorsque l'on tente de la réaliser, dégénérera et

47. Entretien avec Jacek Zakowski, *Polityka* du 23 février 2016.

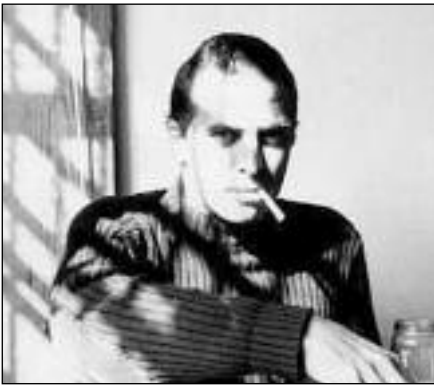
48. K. Modzelewski, *Nous avons fait galoper...*, pp. 429-430.

49. *Ibid.*, p. 432.

50. Titre du chapitre 9 de ses mémoires, *Nous avons fait galoper l'histoire – Confessions d'un cavalier usé*, op. cit.

51. Entretien avec Jacek Zakowski, *Polityka* du 23 février 2016.

52. Entretien avec Grzegorz Sroczynski, op. cit.



Dans le camp d'internement à Bialoleka en 1982

sera horrible. Dans les utopies on a inscrit le rêve du bonheur de l'humanité sans lequel les humains ne seraient pas descendus des arbres. (...) La gauche avait cherché dans l'histoire la justification de ses utopies. Nous savons aujourd'hui qu'ils ne s'y trouvent pas, mais nous savons également que la croyance dans l'utopie a joué son rôle dans l'histoire et qu'elle a une grande force mobilisatrice. » (53)

Lorsque ses mémoires, écrites en 2013, ont été publiées en français, l'an dernier, Karol Modzelewski a ajouté une postface : « À la fin de ce livre, j'avais formulé l'espoir que la nouvelle gauche naissante remettrait en question l'ordre néolibéral établi après 1989. Cet espoir a été vain. (...) Et la droite populiste actuellement au pouvoir s'est révélée être un démolisseur efficace de la démocratie libérale – tout en s'écartant par la même occasion de certains points du canon néolibéral dans sa politique économique. (...) Il semblerait que la construction d'un État policier jouisse en Pologne d'un soutien social important et relativement durable. La résistance citoyenne – également importante, mais jusqu'à présent peu efficace – est représentée principalement par l'intelligentsia. Son alliance avec les milieux ouvriers, si caractéristique de la première *Solidarnosc*, a disparu sans laisser de traces. Cela n'est probablement pas très étonnant : la rupture de la fraternité lors des transformations du système peut l'expliquer. » (54)

En 2013, un journaliste lui demandait ce qu'il répondrait à une lycéenne lui posant la question à quoi a servi sa lutte, il a dit : « Qu'il ne faut pas avoir en tête la propriété privée, il faut penser à la fraternité. Maintenant, c'est votre tour : réparez le monde. » (55) ■

53. Karol Modzelewski, Jacek Kuron, « *Lewica jutro: rozważna i romantyczna* » [La gauche de demain : réfléchie et romantique], *Krytyka Polityczna* n° 2, automne 2002.

54. K. Modzelewski, *Nous avons fait galoper...*, pp. 511-513.

55. Entretien avec Grzegorz Stoczynski, op. cit.

# Karol Modzelewski, mon camarade et ami

Par  
Georges Dobbeleer\*

Le 28 avril dernier, Karol Modzelewski est décédé à Varsovie, à 81 ans. Courageux défenseur d'un communisme démocratique, il aura passé plus de 8 ans en prison. J'ai eu des relations amicales avec lui en 1959, puis de Pâques 1962 à Pâques 1964. C'est à ce titre que je veux lui rendre hommage. J'ai beaucoup évoqué nos relations dans tout un chapitre de mon livre de mémoires (1).

Devenu trotskiste, je rencontrai à Paris à 22 ans, en mai 1953, Pierre Frank qui avait été secrétaire de Trotski. Je décidai d'adhérer à la section belge de la IV<sup>e</sup> internationale et j'y milite encore à présent. Voulant travailler en usine, comme ouvrier métallurgiste, j'allai habiter à Liège, la grande ville à la classe ouvrière combative. En peu de temps, je devins dirigeant local puis national des Jeunes Gardes socialistes (JGS), solidaire surtout des révolutions coloniales, actives en cette période. Mais en accord avec Ernest Mandel, illustre théoricien marxiste et actif militant de l'aile gauche du Parti socialiste, je me suis aussi engagé dans le projet de reconstruction d'une section trotskiste en Pologne.

J'ai rencontré une première fois Karol Modzelewski à Varsovie le 15 août 1959. Étudiant en histoire à l'université de Varsovie, Karol comme beaucoup de ses amis fut enthousiasmé par le fameux « rapport Krouchtchev » de 1956, qui dénonçait les excès du stalinisme en URSS. Avec un autre jeune, Jacek Kuron (décédé en 2004), il fonda en 1956 à Varsovie une Union révolutionnaire de la jeunesse et diffusa l'hebdomadaire de la gauche communiste *Po Prostu* (Tout simplement) qui inspira les grèves polonaises, qui débutèrent à l'usine Cegielski à Poznan, et les conseils ouvriers en 1956, qui portèrent Gomulka au pouvoir.

Mais quand je le vis à Varsovie le 15 août 1959, Karol me dit ne plus croire au développement d'une jeunesse communiste contestataire et luttant pour la démocratie. Cependant, bénéficiaire d'une bourse d'études d'un an à Venise en 1961, il put y ren-

contrer Livio Maitan, principal leader italien de la IV<sup>e</sup> Internationale qui réussit, estimait-il, en quelques rencontres fructueuses, à le gagner au trotskisme et à lui rendre le courage de relancer la lutte idéologique dans la jeunesse polonaise. Avec Jacek Kuron, il agit dans ce sens à son retour à Varsovie.

En Belgique, je n'ai pas eu alors de rencontre avec Livio Maitan, mais Ernest Mandel était très satisfait de mon travail de soutien à l'organisation du petit groupe polonais et lui accordait un avenir très efficace. Je lui faisais évidemment le récit de nos rencontres de 1962 à 1964.

Informé par Livio Maitan, je voulus reprendre contact avec Karol à Varsovie, en 1962, après une rencontre très fraternelle à Cracovie avec un militant trotskiste polonais qui avait réussi à survivre à la prison et à la répression stalinienne : Kazimierz Badowski. Organiser leur rencontre fut donc essentiel, ce qui se réalisa pendant mon séjour suivant en Pologne en 1962.

Modzelewski avait lu entre-temps les œuvres de Trotski et en accord avec notre vision du marxisme révolutionnaire il avait ramené ces livres en Pologne. Il ne se déclara pas lié à la IV<sup>e</sup> Internationale mais, quand je le revis en 1962, je m'étais clairement présenté comme tel, comme en 1959, et c'est sur cette base que nos contacts se poursuivirent.

Kazimierz Badowski, identifié comme trotskiste par la police bien avant cela, considérait que nous formions une organisation clandestine de la IV<sup>e</sup> Internationale. Je me souviens d'une de ses plaisanteries, disant à

\* Georges Dobbeleer, connu sous le pseudonyme « Philippe Van Damme » dans la section belge de la IV<sup>e</sup> Internationale lorsque cette dernière était dans le Parti socialiste de Belgique, avait la charge des contacts de la IV<sup>e</sup> Internationale en Pologne entre 1959 et 1964. Il était alors dirigeant des Jeunes Gardes socialistes (JGS) et cofondateur du journal *La Gauche* qui regroupait l'opposition de gauche au sein du PSB, dont il était membre de la rédaction. Devenu enseignant, il a été un dirigeant syndicaliste à Liège. Il a publié *Sur les traces de la révolution. Itinéraire d'un trotskyste belge*.

1. Georges Dobbeleer, *Sur les traces de la révolution. Itinéraire d'un trotskyste belge*, Éd. Syllepse, Paris 2006.



## Pologne & Histoire

Modzelewski : « *En réalité, Kuron et toi vous faites de l'entrisme dans le POUP (le parti communiste polonais)* » et il ne le démentait pas (il est utile de rappeler qu'au troisième congrès mondial de la IV<sup>e</sup> Internationale en 1951, fut décidée une intégration dans le parti ouvrier principal de chaque pays. C'était « l'entrisme »). Dans son autobiographie, Karol Modzelewski précise que parmi les dirigeants du POUP il y avait des partisans de la thèse que Kuron et lui étaient des « agents » de la IV<sup>e</sup> Internationale et d'autres qui ne le voulaient pas (2). Je n'ai plus eu, des années plus tard, l'occasion de lui demander par téléphone ce qu'il en avait été.

Dès avant une mise au point précise avec Ernest Mandel le 12 mai 1962, je pus organiser la reprise des contacts avec les camarades polonais.

Grâce à de bonnes relations entre la Jeune Garde socialiste (JGS) et l'Union de la jeunesse socialiste (ZMS) polonaise, une rencontre fut organisée entre trois militants JGS, dont moi-même, et la direction nationale des ZMS à Varsovie en avril 1962.

Malheureusement, Modzelewski était absent et le sera à nouveau en juillet lors de mon second voyage, officiellement touristique. En décembre 1962 et janvier 1963, je pus organiser à Varsovie la rencontre de Modzelewski, Kuron, Badowski et Ludwik Hass. Ce dernier, militant trotskiste dès les années 1930 à Lwow, y avait été arrêté en 1939 par les Soviétiques lors de l'entrée de leur armée en Pologne orientale. Déporté pour 18 ans à Vorkouta, au-delà du cercle polaire, il avait survécu. Rentré en Pologne en 1957, il avait obtenu un emploi au bureau historique du comité central des syndicats. Je me rappelle d'autre part que Hass (1918-2008) avait étudié la langue française pour pouvoir lire et comprendre les textes de la IV<sup>e</sup> Internationale accessibles dans les archives présentes au Comité central des syndicats et nous le précisait dans nos rencontres.

Modzelewski était devenu un animateur de premier plan des étudiants de l'université de Varsovie. Quant à Badowski, grâce à un duplicateur ronéo apporté par un militant trotskiste allemand, il pouvait diffuser clandestinement un petit bulletin d'opposition.

Nous avons aussi publié alors en plusieurs centaines d'exemplaires un ensemble de textes des congrès de la IV<sup>e</sup> Internationale



et la valise qui contenait ces brochures arriva en Pologne parmi les bagages d'un groupe de Jeunes Gardes socialistes (JGS) belges en vacances en Pologne en juillet 1963. Badowski organisa la diffusion avec succès, sans saisie par la police.

Ce qui était essentiel aux yeux de Modzelewski et Kuron, c'était d'écrire un programme et de le diffuser prudemment. Ce texte dénonçait très objectivement la bureaucratisation du parti et les contradictions entre le programme communiste et son application réelle en Pologne. L'unique copie de ce programme, que Jacek Kuron et Karol Modzelewski étaient en train d'écrire, a été saisie le 14 novembre 1964, lors d'une perquisition dans leurs appartements. Arrêtés, ils ont été à leur surprise libérés au bout de 48 heures. Comme le dit Karol Modzelewski dans ses mémoires, « *au plus haut niveau politique on préféra éviter un procès et écarter les coupables du Parti et de l'université.* »

C'est alors que, exclus du POUP et du ZMS, sans que les membres de ces organisations ne puissent connaître leur programme, Jacek et Karol ont décidé d'écrire une « *Lettre ouverte au Parti* » pour présenter leurs opinions. Et Karol a demandé à Badowski de lui prêter le duplicateur. Bien que Hass y soit opposé (considérant que Kuron et Modzelewski n'étaient pas trotskistes), Badowski a jugé qu'il fallait leur permettre d'imprimer leur *Lettre ouverte*, même si cela risquait de mettre la machine en danger. Et il a donné 95 stencils à Karol, lorsque ce dernier est venu le voir à Cracovie. Mais, finalement, seulement dix-sept exemplaires de la *Lettre ouverte* ont été réalisés (trois copies manuscrites, quatorze copies tapées à la machine). Ils ont déposé un exemplaire dans les comités du parti et de ZMS de l'uni-

versité et ont fait circuler les autres, le 18 mars 1965. Le lendemain, à 6 heures du matin, Jacek Kuron et Karol Modzelewski furent arrêtés.

À la différence des procès stalinien, leur procès fut accessible au public. Une jeune camarade appelée Barbara put y assister et m'en faire le récit, avant d'être arrêtée en 1968. Elle cita la réplique du procureur Pietrasinski aux inculpés et à leurs avocats : « *On a cité ici beaucoup de gens illustres, Sartre, Lénine et d'autres, mais la défense se garde bien de parler de Dobbeleer, cet homme venu d'Occident pour saper la construction du socialisme en Pologne !* ».

Karol Modzelewski fut condamné à trois ans et demi de prison et Jacek Kuron à trois ans en juillet 1965. Ils furent libérés après deux ans et demi. Nos camarades Badowski, Hass et Romuald Smiech ont été condamnés lors d'un procès séparé en janvier 1966. Je fus moi-même condamné à trois ans, mais par contumace ; informé à temps de ces arrestations et des procès, j'ai évidemment cessé mes visites « *touristiques* » en Pologne !

Une campagne de solidarité fut organisée en Occident et les militants français des JCR, Bernard Conein, Charles Urjewicz et Georges Mink sont allés à Pâques 1966 à Varsovie pour récupérer auprès d'Adam Michnik et Barbara Torunczyk le texte de la *Lettre ouverte*. Charles Urjewicz reviendra en France porteur d'une copie dactylographiée de ce texte, alors que Bernard Conein ramènera, pour plus de sécurité, le film non développé de la copie, remettant les précieux documents à Hubert Krivine. Traduit en français par Michel Grojnowski, proche des JCR, qui dicta oralement le texte à Hubert Krivine au cours de l'été 1966, vérifié par Georges Mink, la *Lettre ouverte* a paru en septembre 1966 aux éditions de la IV<sup>e</sup> Internationale, sous la forme d'une brochure militante typique : quelques feuillets ronéotypés de format A4 reliés.

Mais toutes et tous ces camarades et amis seront à nouveau emprisonnés en mars 1968, à la suite d'un mouvement de contestation de la jeunesse polonaise contre l'interdiction de représenter *les Aïeux*, une pièce du grand poète Adam Mickiewicz. Quant à moi, condamné par contumace, je ne pouvais plus me rendre en Pologne ni maintenir les contacts avec eux sans les mettre inutilement en danger.

Jusqu'à sa mort, Karol Modzelewski continuera à exiger l'égalité, critiquer l'idéologie ultralibérale devenue dominante et évidemment la politique ultraconservatrice du parti au pouvoir en Pologne depuis 2015.

Je lui garde toute mon admiration. ■

2. Karol Modzelewski (2013), *Nous avons fait galoper l'histoire. Confessions d'un cavalier usé*, Éditions de la Maison des sciences de l'homme, Paris 2018, p. 203 et suivantes.

# « Je n'ai jamais trouvé de loi d'airain dans l'histoire »

## Un entretien avec Karol Modzelewski

Propos recueillis par  
Jan Malewski\*

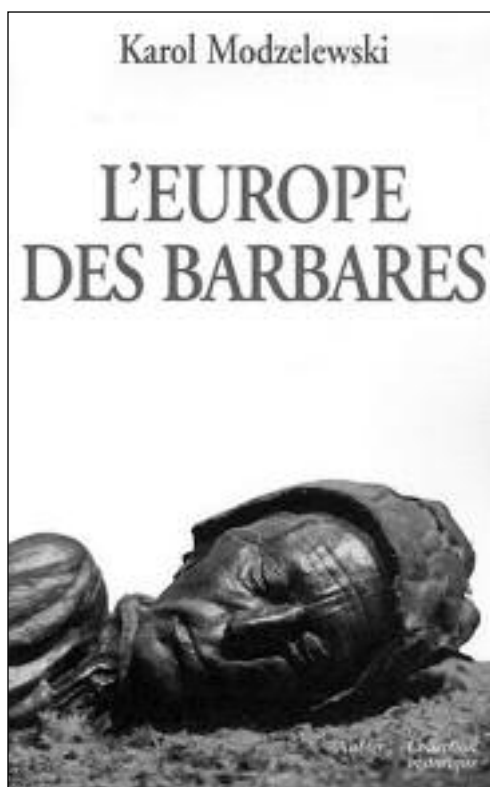
**Jan Malewski :** *Dans l'Europe des barbares (1) vous analysez les rapports sociaux là où l'État n'existait pas encore. En quoi consistait alors le fonctionnement de ces sociétés, autrement dit qu'est-ce qui reliait les gens, leur travail commun, en quoi consistait leur collectivisme, si on peut se laisser aller à les imaginer ?*

**Karol Modzelewski :** Nous devons l'imaginer, car sans imagination il n'est pas possible d'exercer le métier d'historien. Il faut beaucoup d'imagination, une imagination similaire mais un peu différente de celles des anthropologues culturels ou des ethnologues. Car c'est une culture très différente de la nôtre et il faut tenter de la comprendre en utilisant pour la décoder un certain nombre de valeurs communes que nous avons quand même avec ces gens des temps anciens, de même que nous en avons avec les gens d'autres cultures actuelles.

Comme vous le savez, ce sont d'abord les besoins vitaux qui relient toujours les gens. Ensuite, c'est un certain système de valeurs qui les relie. Au centre de ce dernier, il y avait non pas l'individu, comme dans nos sociétés libérales, mais le groupe.

À commencer par le groupe de parenté – dans les langues slaves on accepte aujourd'hui le concept de « *ród* », en allemand « *zippe* », mais il y a plus de problèmes en français (on parle de « *lignage* ») ou en italien (« *casato* »), car ce sont des termes plus tardifs dont la signification peut semer la confusion... En tout cas il s'agissait d'une communauté parentale beaucoup plus large qu'une famille vivant ensemble.

Elle se fondait sur une perception commune de l'honneur, de défense commune face aux dangers extérieurs, mais aussi sur l'exigence de loyauté des individus. Cette culture était très patriarcale. Les femmes y étaient des sujets, pas complètement autonomes, en même temps que des objets du pouvoir protecteur masculin. Elles étaient traitées parfois, lorsqu'elles enfreignaient les



normes de l'ordre patriarcal, avec une cruauté choquante pour nous.

Il y avait des structures plus larges, de voisinage, imposées jusqu'à un certain point par les réalités économiques de la vie quotidienne : les humains étaient faibles devant leur environnement et avaient besoin d'une large coopération avec d'autres pour que l'exploitation des richesses naturelles ne provoque pas de conflits entre eux.

Finalement, il y avait des structures politiques liées à une forme de mythologie. Cette mythologie ne liait pas seulement l'ordre social aux sanctions présumées des dieux, le mythe de la parenté entre les membres de la même communauté politico-territoriale, de la même tribu ou d'une union de tribus y jouait également un rôle. Parfois il s'agissait d'une parenté par l'intermédiaire d'un dieu, toujours par l'intermédiaire des chefs, ou du roi de la tribu quand il y avait un tel roi.

Il faut s'attarder un peu sur les textes de l'époque pour saisir ce collectivisme. On le reconnaît bien sûr par le prisme de nos pro-

pres expériences, de notre imagination qui est formée par notre expérience propre. Peut-être suis-je plus porté à découvrir le collectivisme là où mes collègues des pays européens occidentaux, qui ont vécu depuis leur naissance dans une société libérale et n'ont rien connu d'autre, ne le voient pas.

**Jan Malewski :** *Vous avez mentionné le roi tribal. Quelle est la différence entre le roi de la tribu et le roi d'un État ?*

**Karol Modzelewski :** Bien sûr c'est ma construction conceptuelle. Elle n'est pas acceptée par tout le monde, mais beaucoup l'acceptent. Je définirais cette différence en disant que le roi qui est au sommet d'un État dispose d'un appareil, d'instruments administratifs de coercition. Il réalise sa volonté en utilisant cette coercition. De plus, comme tout appareil de coercition, cette administration – dont le roi est le sommet, puis viennent ses fonctionnaires, ses représentants – est un moyen, un mécanisme d'intégration sociale.

Dans une société tribale – une communauté où il peut aussi y avoir un roi, mais ce n'est pas indispensable – l'intégration sociale se fonde sur le fait qu'il y a un meneur, un chef qui est un symbole de son unité. On le considère comme une sorte de parent le plus âgé au sein de cette grande unité parentale – bien sûr fictive – qu'est la tribu. Et – comme Tacite l'avait déjà remarqué, ainsi que presque tous les auteurs du monde dit civilisé écrivant sur les Barbares – pour agir le roi prend plutôt appui sur sa grande autorité, sur la conviction partagée qu'il a des capacités et des compétences surnaturelles. Il n'a pas besoin d'imposer ses décisions. Il peut donner des ordres, mais il ne peut pas

\* Jan Malewski, rédacteur d'Inprecor, est membre du Bureau exécutif de la IV<sup>e</sup> Internationale. Cet entretien a été réalisé à Varsovie en octobre 2008 et devait paraître alors, mais la mort définitive de l'ordinateur et du dictaphone (qui avaient servi à le décrypter) a retardé sa parution. Nous avons cependant préservé l'enregistrement...

1. Karol Modzelewski, *L'Europe des barbares*, éd. Aubier, Paris 2006.

# Histoire

imposer l'obéissance par la force de ses fonctionnaires.

L'obéissance à ces ordres exige d'abord que les décisions du roi correspondent aux vœux de l'assemblée générale de la communauté – appelée *wiec*, *thing*, *věché*... – ou soient confirmées par elle. De plus les décisions de ces assemblées devaient être unanimes. L'unanimité n'apparaissait pas par un vote, mais par acclamation. On considérait que le peuple est par nature unanime et s'il y a une divergence de points de vue, elle apparaît parce que quelqu'un crie son désaccord. Chez les Germains, et pas seulement chez eux, le fait de secouer les lances était le signe d'approbation, alors que le murmure était l'expression de la désapprobation. Il n'y avait pas de décision si les uns secouaient les lances et que d'autres, ne serait-ce qu'un, exprimaient un désaccord. Il fallait alors soit faire taire ce dissident, soit accepter qu'il n'y ait pas de décision.

L'exigence de l'unanimité ne doit pas être interprétée comme le respect de l'individu. L'individu n'était pas vraiment respecté, du moins il ne jouissait pas de respect tel que nous le comprenons. Il n'existait et n'était important que dans la mesure où il était une composante du groupe.

Le roi ne pouvait donc pas décider de manière autonome, sans l'assemblée. Ce qui était important, c'était la décision de l'assemblée qui seule comptait. Le roi n'était pas un élément indispensable, on pouvait parfaitement s'en passer. En quelque sorte, il n'était que la personnification de la communauté. Son rôle pouvait avoir une importance plus grande dans le culte ou lors des conflits armés.

Cependant la mise en pratique de la volonté des rois, tout comme la volonté de l'assemblée, pouvait exiger l'emploi de la contrainte sur des individus qui s'y opposaient. Cette contrainte, comme dans le cadre étatique, avait une importante fonction d'intégration. Mais il ne s'agissait pas de la contrainte administrative. C'était une contrainte collective : toute la communauté se tournait contre « *le mouton noir* ».

**Jan Malewski** : *Pourrait-on considérer ces sociétés comme une sorte de démocratie collective ?*

**Karol Modzelewski** : D'abord, je n'accepte pas le concept de démocratie en ce qui concerne ces sociétés, tout comme celui de despotisme aristocratique ou monarchique. Car ces deux concepts – autoritarisme et démocratie – ne correspondent pas aux mécanismes communautaires, au collectivisme. Le collectivisme n'est pas démocratique, car l'individu n'y a pas la parole. En général

par « *démocratie* » nous entendons une démocratie libérale dans laquelle l'individu est au centre du système des valeurs. Alors que dans ces sociétés, l'individu est zéro, c'est du baratin – comme le dit un poème de Maïakovski.

Ce n'était pas la démocratie, car ceux qui avaient un autre point de vue, cette minorité, étaient obligés de s'intégrer et ne pouvaient pas avoir un autre point de vue que la majorité. L'exclusion de la communauté était la peine la plus terrible. Un humain qui n'était pas dans la communauté, qui n'avait de soutien de la parenté, du voisinage, qui n'était pas dans une tribu, n'était rien. En fait, il n'avait pas de chances de survivre.

D'un autre côté, les mécanismes communautaires ne permettaient pas aux élites dirigeantes (car il y avait bien de telles élites), ni aux individus qui étaient à la tête de la communauté (si de tels individus, comme le roi, existaient), de transformer leur commandement en domination. J'insiste sur cette différence terminologique. On trouve même dans ce système un certain monopole de commandement, mais non d'une domination sur les membres libres de la tribu. La possibilité d'imposer son point de vue contre le point de vue de la communauté n'existait pas.

**Jan Malewski** : *Il s'agit des sociétés assez égalitaires. Comment ces sociétés ont-elles commencé à se dissoudre, comment s'est faite leur différenciation sociale ? Il y a eu bien sûr les pressions extérieures, mais comment cela s'est fait en leur sein ?*

**Karol Modzelewski** : Comment un roi tribal pouvait-il se transformer en roi dominant, se transformer de chef de la communauté en suzerain ? Comment l'aristocratie – c'est-à-dire la couche dirigeante, plus riche, mais surtout exerçant depuis des générations un rôle de commandement militaire et bénéficiant d'une autorité charismatique dans l'assemblée (car considérée comme « *ceux qui nous conduisent là où nous devrions tous aller* ») – est-elle devenue un groupe dominant ? Comment tous les autres ont-ils été obligés de fournir des tributs par la coercition administrative ? Comment certains ont-ils obtenu des droits supérieurs sur la terre des autres ?

La voie vers cette situation fut duale.

Pour une part, c'était le résultat de la conquête par les héritiers de l'Empire romain. Par héritiers j'entends des sociétés déjà transformées du fait de leur fonctionnement en communauté avec la société étatique antique tardive, romaine. Cette dernière était très différenciée socialement, divisée en

classes comme disent les marxistes. Elle avait une structure administrative développée. La justice y exprimait la volonté de celui qui détenait le pouvoir, donc le pouvoir de la justice était délégué par le souverain et non produit par des décisions rituelles de la communauté, de la foule. Il s'agit ici surtout des Francs et de leurs continuateurs en Europe. Lorsque les Francs soumettaient les peuples germains, et lorsque ensuite leurs successeurs allemands soumettaient les peuples slaves, ils les transformaient à leur image. Non seulement ils leur imposaient une nouvelle foi et un nouvel ordre social, mais soit ils attiraient les élites aristocratiques en leur permettant justement de dominer leurs tribus soit ils imposaient leur propre domination. C'était une des façons de transformer une société tribale en État.

La seconde voie fut une transformation de l'intérieur. Elle était liée en général à la réception des matrices systémiques et des valeurs de la culture classique. Mais elle fut réalisée par les milieux dirigeants, de leur propre initiative, par exemple dans les pays slaves, scandinaves ou hongro-finnois. En Russie, en Suède, en Pologne, en Tchéquie, en Hongrie, en Bulgarie ce fut une construction de l'État par des éléments dirigeants locaux. Le changement de la religion a joué un grand rôle : la destruction du culte païen et l'adoption du christianisme consistait à éliminer un élément important qui préservait l'ordre archaïque. L'abolition de ce culte renforçait la position du monarque – roi, prince ou peu importe le nom qu'on lui donnait – face aux institutions de l'assemblée. Dès lors, le monarque pouvait prendre seul de nombreuses décisions. Il commençait à disposer d'une force militaire importante et indépendante de la levée des masses. Sur cette base il pouvait construire une administration avec ses propres fonctionnaires, capable de coercition à son initiative. Il ne dirigeait plus par l'intermédiaire de la communauté, mais par lui-même.

Par contre en ce qui concerne l'apparition de la grande propriété de la terre, ce processus a été très lent et a rencontré de très grandes difficultés dans les pays qui n'ont pas été conquis par les héritiers de Rome.

**Jan Malewski** : *Par exemple sur le territoire devenu la Pologne...*

**Karol Modzelewski** : Oui, c'était le cas sur les territoires de la Pologne, de la Russie... Le gros de la population locale, libre, a été soumis au groupe dirigeant du fait qu'il était soumis au pouvoir de l'État. Les racines de ce système provenaient de la tradition tribale : la population devait contribuer aux

besoins communs. Ces contributions se sont transformées en un système de tributs provenant non plus des communautés mais des paysans individuellement, exécutés par la voie administrative. Et ces contributions-tributs sont devenus plus importantes. Cette base matérielle a rendu possible la construction d'une force armée de l'État en création. Elle a aussi renforcé la position matérielle de l'élite dirigeante, qui devenait ainsi un groupe dominant.

**Jan Malewski :** *Dix siècles plus tard, nous avons vu en Pologne, dans toute l'Europe dite de l'Est et dans une partie de l'Asie, des sociétés qui, jusqu'à un certain point, étaient des sociétés collectivistes. Dans ces sociétés les groupes dominants précédents, d'avant 1917 ou d'avant 1945, avaient perdu leur domination, même s'ils n'ont pas été physiquement liquidés, et ces sociétés sont devenues de facto plus égalitaires. Au cours de la dernière période, nous avons vu se construire au sein de ces sociétés des nouveaux types de pouvoir et des élites sociales liées à ce pouvoir. Est-ce qu'on peut tenter un parallélisme entre ces deux phénomènes distants de dix siècles ?*

**Karol Modzelewski :** Non. On peut tout faire mais il ne faut pas tout faire. À mon avis il s'agit d'époques différentes et de réalités culturelles très différentes.

Le seul rapport entre notre passé récent, celui du XX<sup>e</sup> siècle, et ce que j'ai écrit sur les Barbares, c'est qu'en ayant connu l'expérience du système soviétique on pourrait comprendre plus aisément les conditionnements psychologiques de l'individu par le groupe et la force de la pression que le groupe exerce sur l'individu – pas une pression physique, mais psychique. Tous ceux qui ont été membres de l'Union de la jeunesse polonaise (ZMP) ou du Komsomol l'ont vécu. Même les écrivains soviétiques – pourtant individualistes, car la littérature est une occupation pour des individualistes et non pour ceux qui adorent l'uniformisme de la communauté – considéraient l'exclusion du parti ou l'exclusion de l'Union des écrivains comme une très lourde peine. Non seulement parce que c'était lié à la perte de quelques avantages ou que cela allait de pair avec la menace d'arrestation ou de déportation en Sibérie, mais aussi parce qu'en URSS l'individu qui était en dehors des structures, en dehors du groupe, se sentait impuissant et gravement préjudicié par cette exclusion.

Lorsqu'on connaît de telles situations, alors il est peut-être plus facile de comprendre des situations culturellement très différentes que nous étudions dans diverses

sociétés collectivistes. Pas seulement dans celles que je qualifie comme faisant partie de l'Europe des Barbares – les tribus slaves, germaniques etc. – mais aussi de celles de l'Afrique précoloniale, de l'Amérique avant Colomb, donc des sociétés organisées sur des principes très différents des sociétés archaïques européennes.

En particulier les sociétés américaines avant Christophe Colomb. Je ne suis pas un spécialiste, je devrais être responsable et m'interdire de parler de ce sujet, mais si les empires précolombiens rassemblent à quelque chose, c'est probablement aux despotismes de l'Asie ancienne, de l'Égypte antique... Il s'agit là encore de sociétés collectivistes, mais qui ne sont pas comparables aux tribus européennes avant la percée de la christianisation et la construction des États. Plus encore cela n'est pas comparable à l'expérience du communisme ou, par exemple, du nazisme, car le nazisme avait aussi certains éléments d'un ordre collectiviste.

**Jan Malewski :** *Sans l'égalitarisme...*

**Karol Modzelewski :** Oho ! L'égalitarisme y était moins expressif, mais même là il y avait un peu d'égalitarisme, même si c'était surtout un système hiérarchique...

Les sociétés tribales barbares n'étaient pas non plus excessivement égalitaires. Il y avait dans certaines de ces sociétés, des groupes très héréditaires – je dirais des états ou des ordres –, des groupes qui ne se mélangeaient pas. On y distingue la population libre, l'aristocratie qui était le groupe traditionnellement dirigeant, depuis des générations, et aussi des gens que des scientifiques appellent « *affranchis* », mais à mon avis il s'agit d'un affranchissement très limité, car ces gens, les « *lète* », étaient considérés comme des membres non-autonomes des groupes parentaux de leurs maîtres.

**Jan Malewski :** *De même que les femmes...*

**Karol Modzelewski :** Absolument. La supériorité sur le « *lète* » a été qualifiée par le même terme que la domination de l'homme sur la femme : « *mund* ».

**Jan Malewski :** *Dans les sociétés que vous avez étudiées, cette domination de l'homme sur la femme est générale. Mais peut-on imaginer à cette époque une société sans cette domination ?*

**Karol Modzelewski :** Sans doute oui. Mais si votre question vise l'existence du matriarcat, il faut la poser aux spécialistes du matriarcat. Dans mes travaux je ne m'en suis pas occupé, car je n'ai pas eu affaire à de telles sociétés. Toutes celles que j'ai étudiées étaient patriarcales.

**Jan Malewski :** *Mais y a-t-il des éléments permettant de penser qu'il pouvait en être autrement ? J'avais l'impression que la position de la femme dans ces sociétés barbares était moins réifiée que dans les sociétés de la civilisation gréco-romaine, et plus largement dans les sociétés méditerranéennes qui ont produit les religions monothéistes...*

**Karol Modzelewski :** J'éviterai d'utiliser la catégorie de réification, qui est une catégorie philosophique qui ne s'adapte pas à toutes les cultures. Ce concept philosophique, propre à notre culture actuelle, ne correspond pas aux sociétés barbares.

Je ne pense pas qu'on puisse en tirer la conclusion que la situation de la femme était meilleure dans ces sociétés barbares que dans la Rome antique. Et même si sous certains aspects elle était pire que dans les sociétés chrétiennes moyenâgeuses, sous d'autres aspects elle était meilleure.

Cela dépend aussi de la position de la femme. Par exemple, une concubine avait une situation meilleure dans la société païenne, où la polygamie était sans doute pratiquée ne serait-ce que par les élites. Les enfants issus des unions polygamiques avaient semble-t-il les mêmes droits s'ils étaient reconnus par les pères. Car c'est le père qui devait reconnaître le fils ou la fille. Ce n'est qu'avec le temps que l'Église a imposé un plus mauvais traitement des enfants nés hors mariage.

Le mariage lui-même était également différencié dans les cultures barbares archaïques d'une union informelle, car le mariage était fondé sur une transaction : l'achat avec l'accord des protecteurs précédents du pouvoir de protection de la femme, le « *mund* ». Il y avait une cérémonie du transfert de parenté. Même si cela ne signifiait pas une rupture complète avec sa parenté d'origine, c'était un changement d'appartenance au groupe parental...

**Jan Malewski :** *Vous parlez d'achat...*

**Karol Modzelewski :** Le terme employé était « *achat* » mais il n'était pas compris de la même manière...

**Jan Malewski :** *Pourtant dans les premiers codes écrits que vous analysez, il y avait des éléments permettant à la femme qui avait perdu son protecteur, à la veuve qui passait ainsi sous la protection des héritiers de son défunt « mari », de changer de protecteur...*

**Karol Modzelewski :** La femme ne pouvait pas changer de protecteur s'il s'agissait de son père ou de son frère, car le pouvoir du père sur sa fille ou du frère sur sa sœur était

## Histoire

considéré comme irrévocable. Mais si le protecteur était le mari, alors la femme avait déjà une certaine protection, autre que celle du mari, liée au fait que dans certaines situations elle avait le soutien de son ancien groupe parental.

L'appartenance de l'individu à la communauté est ici centrale. La femme fait partie de la communauté du mari, mais son ancienne communauté peut prendre sa défense si elle est clairement lésée. Elle le peut plus encore si la femme n'a plus de mari et que c'est l'héritier de ce dernier qui est chargé de sa protection. Si l'attitude de ce dernier est dénuée de scrupules – et il y a une liste de tels comportements – le pouvoir de protection peut alors être racheté à moitié prix par sa parenté originelle ou par le roi. Le roi est traité chez les Lombards comme le parent en dernière instance, le parent de toutes les femmes libres.

Par ailleurs la femme avait certains droits

2. Jacek Kuron et Karol Modzelewski, *Lettre ouverte au parti ouvrier polonais*, éd. François Maspero, coll. Cahiers rouges n° 4, Paris 1969 (3e édition, la première édition française, avec une introduction de Pierre Frank, a paru en 1966, la seconde en 1967 en tant que numéro spécial de la revue *Quatrième Internationale*).

3. Karol Modzelewski, *Organizacja gospodarcza państwa piastowskiego* (Organisation économique de l'État des Piast), Wrocław 1975, et Karol Modzelewski, *Chłopi w monarchii wczesnopiastowskiej* (Les paysans dans la monarchie des premiers Piast), Varsovie 1987 (2e édition : Poznan 2000).

4. Karol Modzelewski a étudié l'organisation économique de la première société étatique en Pologne et dans les sociétés slaves voisines, ce qui lui a permis de mettre en évidence le fait que la paysannerie y jouissait de l'usage reconnu des terres et de la liberté de mouvement et que le mode d'exploitation auquel elle était soumise – la centralisation, hors de son contrôle, du surproduit social – relevait de la structure étatique et de son appareil et non des rapports féodaux et de l'appropriation privée de la terre. L'étude permettait aussi de suivre comment, entre le X<sup>e</sup> et le XIII<sup>e</sup> siècle, les fonctionnaires du premier État polonais usaient du surproduit social prélevé sous la forme des tributs et profitaient des « prestations et services [qui] constituaient le devoir public de chaque individu de condition paysanne vis-à-vis de l'État ; c'était le droit ducal [ius ducal] – loi étatique de l'époque – qui déterminait ces devoirs. La perception des charges s'appuyait sur la contrainte policière, sanctionnée au besoin par la juridiction des fonctionnaires qui l'ordonnaient et la dirigeaient. » (K. Modzelewski, *Organizacja gospodarcza...*, p. 239.) La décomposition de ce mode de production et d'exploitation particulier, au travers des donations et exemptions accordées d'abord aux institutions ecclésiastiques puis aux fonctionnaires méritants fit que « le régime patrimonial remplaçait progressivement au XIII<sup>e</sup> siècle celui du droit ducal » (ibid. p. 240.). C'était une rupture avec l'historiographie stalinienne officielle qui imposait une succession des modes de production – du communisme primitif au socialisme, en passant obligatoirement par l'esclavagisme, le féodalisme et le capitalisme – fondée sur une conception du « sens de l'histoire » empruntée aux positivistes du XIX<sup>e</sup> siècle.

matériels et personnels. Elle n'était pas privée des droits, ce n'était pas une esclave. Le terme « *achat* » d'une femme pour le prix du « *mund* », c'est-à-dire du pouvoir protecteur, qui apparaît dans les codes saxons et scandinaves, signifiait une épouse légitime. Ce n'est pas elle qui était achetée, c'était le « *mund* ».

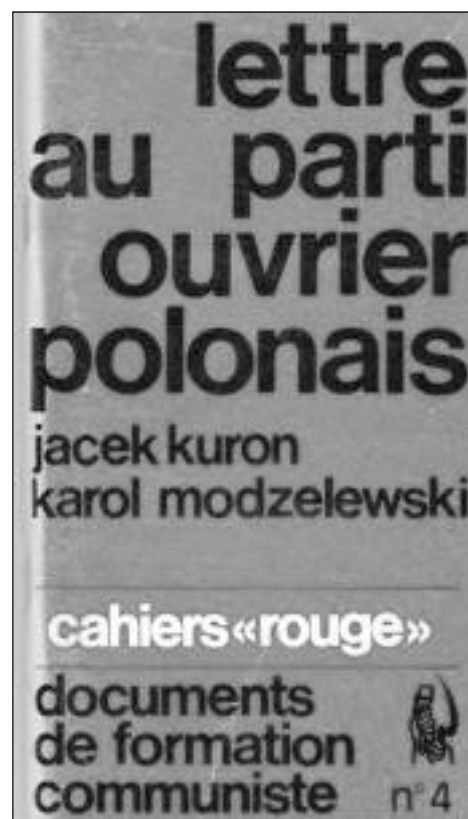
Ce pouvoir protecteur pouvait être très dur. Il permettait de tuer la femme qui aurait souillé sa parenté, par exemple par sa liberté sexuelle... L'adultère de la femme était considéré comme l'atteinte à l'honneur de tous les hommes de sa parenté, autorisant ainsi de la tuer. Si sa parenté n'exerçait pas cette obligation, alors le roi s'en chargeait. Il en faisait son esclave et la faisait travailler dans ses possessions. Devenir esclave équivalait à une mise à mort, car ne faisant plus partie d'aucune communauté, exclu des liens de parenté, l'esclave cessait d'être un humain. Il était possédé par son maître.

En cas d'adultère les femmes étaient traitées de manière extrêmement cruelle. Il y a des descriptions, d'autant plus bouleversantes qu'elles ont été faites dans un but élogieux : Tacite a félicité les Germains pour leur cruauté dans le cas des femmes adultères. De même saint Boniface a donné en exemple les Saxons et les Slaves, applaudissant le fait de forcer les femmes adultères au suicide. Ce qui pourtant du point de vue chrétien est totalement inacceptable. Selon saint Boniface, les Saxons forçaient la femme adultère à se pendre, puis la brûlaient en suspendant son séducteur au-dessus du bûcher. Il a même dit que, bien qu'ils soient païens, le code de Dieu est inscrit dans leur cœur et ils appliquent spontanément la loi de Dieu. Cette cruauté est confirmée par les découvertes archéologiques : on a trouvé des femmes noyées dans des marécages, torturées avant leur mort, de manière indiquant qu'il s'agissait de victimes de sacrifices faits à des dieux. Il est difficile d'interpréter ces sentiments religieux.

**Jan Malewski** : Je vais encore sauter une longue période. J'ai commencé la lecture de vos écrits par la Lettre ouverte au POUP (2), ce n'est qu'après que j'ai lu vos travaux d'historien...

**Karol Modzelewski** : Je ne sais quoi dire, les Russes ont une expression : ce que tu as écrit une fois, tu ne t'en débarrasseras pas...

**Jan Malewski** : Dans vos livres sur la période du début, X<sup>e</sup>-XIII<sup>e</sup> siècle, de la monarchie des Piast en Pologne (3), vous analysez le rôle très important de l'appareil d'État dans la création d'une société socialement plus différenciée. Dans la Lettre ouverte il s'agissait aussi de cela :



*comment dans une société qui se prétend socialiste ou qui veut le devenir, on assiste à l'appropriation du pouvoir et des privilèges par des groupes sociaux qui exercent certaines fonctions. Ce processus de formation d'une nouvelle structure sociale sur la base de l'exercice des fonctions m'a toujours intéressé...*

**Karol Modzelewski** : Peut-être... Mais je continue à m'opposer à l'idée d'un parallèle.

Premièrement, même si quelqu'un voulait décrire la société communiste, c'est-à-dire « le socialisme réel », dans des catégories que nous avons alors employées avec Jacek Kuron dans la *Lettre ouverte*, il n'y aurait aucune raison d'utiliser l'allégorie des communautés tribales ou de la construction des États barbares sur le substrat archaïque, comme cela a eu lieu en Europe orientale au cours du Haut Moyen Âge. Il n'y a pas de raisons pour une telle mascarade. Lorsqu'on veut s'occuper du « socialisme réel » il n'est pas utile de déguiser le premier secrétaire en prince et les membres du Comité central en je ne sais quoi.

Deuxièmement, je crois qu'il n'y a aucune correspondance entre ces deux processus. Bien sûr, le communisme a triomphé dans une partie du monde où le féodalisme n'a pas existé (4) – même si en Tchéquie il y en a eu un peu, en Allemagne certainement. De plus, le communisme est allé jusque là où l'armée soviétique est parvenue en 1945, ce qui dépendait bien plus de la géographie que de l'histoire...

On ne peut donc déduire l'un de l'autre.

Tout au plus il y a certaines impulsions de l'imaginaire de l'historien, venant de ses expériences, qui lui font voir une histoire lointaine à sa manière. Mais il doit l'accorder avec ses sources, avec les rigueurs de sa méthode de recherches... À mon avis on ne doit pas faire déboucher, critiquer, décrire, interpréter les phénomènes de notre actualité à partir d'un passé lointain. On ne peut dire : il y avait le collectivisme et on a le collectivisme, il y avait un système où l'exercice de la fonction dans la monarchie était le déterminant d'une position sociale dans le cadre du groupe dominant ou de la classe sociale, et nous avons un tel système. Il ne faut pas mélanger ces domaines différents.

Je suis bien sûr conscient que beaucoup d'éléments de la culture archaïque fonctionnent encore aujourd'hui. Ils n'ont pas disparu sans laisser de traces. Mais il n'y a pas de report direct. Ils fonctionnent aussi bien par exemple aux États-Unis d'Amérique, dans les Balkans, en Écosse, en Irlande, en Italie... Vous en trouverez partout.

À mon avis, chercher ou trouver dans notre actualité des traces ou des éléments provenant d'un très lointain passé et qui d'une certaine manière participent à la formation de notre actualité, c'est une tâche pour les anthropologues. Par exemple, il y a des racines de la conscience nationale moderne dans l'ancien sentiment de communauté tribale, c'est pour moi une certitude. Alors il faut l'étudier, voir ce qui a changé, ce qui a été préservé, quels nouveaux contextes sont apparus... Ce sont des questions importantes y compris pour nous orienter dans notre monde actuel, des sujets de recherche importants pour les historiens, les anthropologues, les ethnologues, les sociologues – ils devraient tous travailler cela ensemble – mais pas dans le but de tirer la réalité historique – même si elle craque et s'y oppose.

**Jan Malewski :** *De même qu'on ne peut ramener les assemblées générales des grèves contemporaines aux assemblées tribales, même si sans doute quelque chose les relie...*

**Karol Modzelewski :** Oui, car nous y votons et nous traitons la voix de chacun comme équivalente. C'est une philosophie totalement différente. Pourquoi ? Parce que le vote implique que chacun est compté de la même manière. Dans les communautés collectivistes, l'individu ne comptait pas, et s'il comptait, alors tous les individus n'étaient pas comptés de la même manière. L'égalitarisme y était très relatif. La chefferie y était établie. La position du chef, même si

elle était très limitée justement par la communauté, était d'une certaine manière irrévocable, car elle avait un fondement sacré.

**Jan Malewski :** *L'aspiration à une société sans État a été, tout au cours du XIX<sup>e</sup> siècle, présente dans tous les mouvements progressistes, chez les anarchistes mais aussi chez les communistes...*

**Karol Modzelewski :** Les communistes étaient étatistes...

**Jan Malewski :** *Dans l'État et la révolution (5) Lénine est très sensible à de telles aspirations...*

**Karol Modzelewski :** L'État et la révolution date d'avant la prise du pouvoir, c'est une étude assez anarchiste...

**Jan Malewski :** *Est-ce que ce qu'on peut savoir des sociétés sans État du passé, ou des sociétés pré-étatiques comme vous le formulez, aide à imaginer une société future fonctionnant sans la coercition étatique ?*

**Karol Modzelewski :** Ce n'est certainement pas un modèle. La connaissance de l'histoire élargit certainement l'imagination. Elle permet de saisir que ce que nous considérons comme évident n'est qu'un fragment d'un moment historique, que cela n'a pas toujours été évident. Cela permet de comprendre que le monde est divers, même actuellement. Il y a des cultures différentes de la nôtre, des sociétés organisées autrement que la nôtre, des humains se comportant différemment, dont les motivations sont différentes des nôtres...

Soit nous ne les comprenons pas, nous sommes incapables de prévoir leur comportement et on dit qu'ils – par exemple les terroristes suicidaires – « doivent être fous ». Soit cela nous oblige à tenter de les comprendre de manière empathique, en nous mettant à leur place, donc d'abandonner ne serait-ce qu'un moment notre mode de pensée, déterminé par notre axiologie, en tentant d'admettre une autre axiologie, celle qui fait fonctionner ces êtres humains.

L'histoire est un entraînement pour de telles attitudes. Sans cet entraînement historique il nous est plus difficile de comprendre les comportements qui nous sont culturellement étrangers. Parce qu'en tant qu'historiens nous devons comprendre de manière empathique les comportements de ceux qu'on appelle nos ancêtres, c'est-à-dire de nos prédécesseurs historiques, culturellement très différents des nôtres. Ça vaut pour les comportements, pour les méthodes de penser, de ressentir, de comprendre...

Lorsque nous avons un tel éventail de possibilités d'interprétation, de possibilités

axiologiques, grâce au travail sur l'histoire, à la compréhension de l'histoire, alors on arrive à mieux comprendre le monde actuel. C'est mon opinion.

**Jan Malewski :** *Dans le mouvement socialiste, marxiste, on emploie souvent et depuis des années la formule « socialisme ou barbarie ». Dans cette formulation le socialisme c'est le progrès et la barbarie une régression absolue. Mais en même temps une telle formulation est profondément ancrée dans cette civilisation gréco-romaine, dans laquelle...*

**Karol Modzelewski :** il y a un sentiment de supériorité...

**Jan Malewski :** *De plus, l'idée que notre civilisation est en cours de régression, ou d'effondrement en est également absente. Ce qui est sous-jacent, c'est que c'est « la faute » des barbares... venant de l'extérieur.*

**Karol Modzelewski :** Le concept de progrès est lié à la valorisation des civilisations. Ce concept est le produit des Lumières et du XIX<sup>e</sup> siècle, c'est-à-dire que c'est une conviction optimiste que les changements vont dans la bonne direction et que de ce fait ces changements ont une valeur. Le progrès contient en soi un jugement : les changements du monde sont bons car ils nous conduisent là où il faut. On peut avoir une opinion différente à ce sujet.

**Jan Malewski :** *Lorsque, par exemple, on lit Poczatki Polski (6) où il est dit que l'instauration des systèmes étatiques va de pair avec la violence, l'exploitation etc. et, en même temps, que c'est un pas en avant historique, on voit le caractère contradictoire de cette forme de pensée, n'est-ce pas ? En Pologne une telle valorisation de l'État est très forte...*

**Karol Modzelewski :** En Pologne, l'État est valorisé car il n'y avait pas d'État polonais durant une longue période. Mais, pour la même raison, l'État n'est pas respecté, il est étranger. Très souvent les Polonais traitent leur État comme étranger.

La barbarie, comme je l'ai noté dans mon livre, est une catégorie qui vient d'une autre valorisation de « siens-étrangers ». Les barbares sont des étrangers dont le langage

5. V. Lénine, *L'État et la révolution* (août 1917) : <https://www.marxists.org/francais/lenin/works/1917/08/er.pdf>

6. Henryk Lowmianski, *Poczatki Polski* (Les débuts de la Pologne) est une monographie monumentale (6 tomes) consacrée à l'histoire des Slaves au premier millénaire et ce qu'il appelle « la formation de la nation polonaise » jusqu'au XIV<sup>e</sup> siècle, publiée à Varsovie par les éditions PWN entre 1963 et 1985



## Histoire & Lectures

n'est pas compréhensible, donc avec lesquels il n'y a pas de communication évidente. Le barbare c'est celui qui baragouine, comme on dit en français. Dans la tradition slave c'est l'Allemand, en polonais Niemiec, qui vient de niemy, muet...

Mais le sentiment de supériorité des Romains (pas des Grecs ou des Slaves de l'époque) sur les barbares s'est construit sur la base d'un concept faisant partie de l'imaginaire d'alors, nommé *cultus* ou *humanitas*, nous dirions aujourd'hui la civilisation. Le barbare cesse alors d'être de langue étrangère – car le Grec est également de langue étrangère et n'est pas barbare. Ce qui est mis en avant, c'est qu'il ne fait pas partie du cercle culturel gréco-romain, méditerranéen. De là vient le caractère péjoratif du terme barbare et le fait que depuis toute sorte d'écrivains moralistes, autant des chrétiens que des païens, ont écrit sur les « nobles barbares » en les opposant à leurs « patries corrompues », n'a pas modifié ce caractère-là.

Pour revenir à l'idée du « progrès », il y a beaucoup de choses auxquelles je ne crois pas. Par exemple au sens de l'histoire, tel qu'il a été admis par le marxisme...

**Jan Malewski** : *Un marxisme non marxien, alors !*

**Karol Modzelewski** : Oui. Je ne pense pas que Marx était convaincu d'un sens de l'histoire, Engels un peu plus, mais leurs successeurs en étaient fortement persuadés. Moi non. Je ne suis pas non plus convaincu que les changements conduisent à une amélioration, ce qui est le fondement de la catégorie du progrès. Je ne peux donc pas dire si le socialisme c'est le progrès.

Je suis attaché à certaines valeurs égalitaires. Dans ce sens je suis un socialiste, donc un peu vieux-jeu, car ce n'est plus à la mode... même au sein des partis socialistes.

Je suis attaché à la démocratie libérale. Donc je ne considère pas la mondialisation comme un progrès, car à mon avis elle détruit la démocratie libérale. Cette dernière n'existe pas à l'échelle mondiale, mais seulement à l'échelle nationale, disons dans le cadre de l'État national, ou plurinational – c'est le cas des États comme la monarchie austro-hongroise, l'Union soviétique, la Yougoslavie, même la Russie reste toujours un État plurinational... La démocratie est possible dans un État, elle n'est pas possible dans le monde. À l'échelle mondiale, le capital libre de tout contrôle étatique ne se soumet à aucune règle démocratique. Et cela ne me semble pas être un progrès, ce n'est pas

quelque chose de bon.

Ce sont mes appréciations des processus qui se déroulent dans le monde, mais elles ne sont pas fondées par mes recherches sur les peuples barbares. C'est peut-être même le contraire : mon évaluation du monde influence mes études des peuples barbares. Mais s'appuyer sur ces recherches pour y introduire quelque chose, puis le ressortir en disant que c'est une conclusion scientifique qui doit justifier mes affirmations concernant l'actualité, ce serait un abus absolu. Donc j'essaie de ne pas le faire.

Pour cette raison je préfère ne pas répondre à la question « *socialisme ou barbarie* ? ». Pour moi elle n'a pas de sens. Je sais ce qui me plaît ou pas, alors je n'aime pas cet usage du terme « *barbarie* », qui est l'expression d'une certaine ignorance historique. Et je ne suis pas non plus convaincu par l'idée que le socialisme serait inéluctable au nom de je ne sais pas quelle loi d'airain historique.

Je n'ai jamais trouvé de loi d'airain dans l'histoire. ■

Varsovie, octobre 2008.

## Notes de lectures

### Utopie écologique mise en pratique à Rojava

Auteur du petit livre *Make Rojava Green Again*, la Commune internationaliste de Rojava est composée de militant·es qui ont choisi, souvent au risque de leur vie, de participer à l'expérience révolutionnaire. Ce terme désigne, comme l'on sait, une région à dominante kurde dans le nord de la Syrie, devenue autonome en 2012, avec le début de la guerre civile en Syrie. La force politique hégémonique dans ce qui s'appelle aujourd'hui la Fédération démocratique du nord de la Syrie est le Parti de l'union démocratique (PYD), une branche – largement autonome – du Parti des travailleurs kurdes (PKK) fondé par Abdullah Öcalan.

En rupture avec un passé verticaliste et autoritaire, Öcalan (emprisonné en Turquie depuis de nombreuses années), très influencé par l'anarchiste écologique nord-américain Murray Bookchin, a fait le choix d'un programme non étatique et non nationaliste, le confédéralisme démocratique, que ses partisans au Rojava tentent de mettre en prati-

que. Respectant l'autonomie locale des communes et cantons, la Fédération, laïque et plurinationale, est gouvernée par un Conseil élu de 151 délégué·es (curieusement, la plupart de ces informations ne figurent pas dans la brochure).

Le Rojava vit depuis 2012 une expérience d'émancipation. C'est dans ce contexte que des projets agricoles et écologiques sont mis en œuvre pour construire l'autonomie alimentaire et énergétique, un enjeu crucial pour préserver et développer la révolution. De la domination coloniale française sur la Syrie (1920-1946) jusqu'à celle du régime du parti Baas, Rojava s'est vu imposer des monocultures (blé à Cizîrê, olivier à Afrin...) accompagnées de la déforestation. La plantation d'arbres, accusés de consommer l'eau destinée aux cultures, a même été interdite. C'est dans ce cadre que la Commune internationaliste du Rojava a commencé une campagne de reforestation en coopération avec le Comité écologique du canton de Cizîrê.

La première partie de ce petit livre est une critique radicale de la modernité capitaliste, responsable de la destruction de l'environnement et du réchauffement climatique.

Reconnaissant que la crise écologique est devenue le défi majeur de notre époque, les auteurs proposent une alternative révolutionnaire, inspirée par les écrits d'Öcalan, Friedrich Engels, Silvia Federici et Murray Bookchin (dont la fille, Debbie Bookchin, a préfacé la brochure) : l'écologie sociale. Au-delà du capitalisme et de l'État, il s'agirait d'une société écologique démocratique, décentralisée, capable d'opérer une réconciliation entre l'espèce humaine et la nature. Un passage d'Öcalan explique que pour résoudre la question écologique il faut qu'un système social socialiste se développe ; cependant, dans le texte de la Commune, le terme « socialisme » n'apparaît pas...

Les auteurs reconnaissent que l'expérience révolutionnaire du Rojava doit affronter de redoutables défis écologiques : reboiser le pays, sortir de la monoculture, abandonner les pesticides, diversifier la production et l'orienter vers la consommation locale, etc.

Pour contribuer, modestement, à ces objectifs, le Comité internationaliste du Rojava, en coopération avec le comité d'écologie de la Fédération démocratique de la Syrie

du Nord, a lancé la campagne « *Make Rojava Green Again* » – une réponse ironique au misérable mot d'ordre de Donald Trump (« *Make America Great Again* »). Le premier pas de cette campagne serait la fondation d'une « *Académie* » (terme utilisé par les révolutionnaires kurdes pour toutes sortes d'institutions culturelles) internationaliste, dont les objectifs seraient :

- La formation culturelle et politique des internationalistes, mais aussi de la société (dans les écoles, communes etc.) ;
- Des travaux pratiques : reboisement, création d'une pépinière, promotion de jardins potagers et d'une agriculture urbaine, plantation d'arbres fruitiers, etc. ;
- Organisation de la solidarité internationale, ce qui inclut la recherche de spécialistes et la collecte de dons (1).

**Michael Löwy**

\* Commune internationaliste du Rojava, *Make Rojava Green Again*, Atelier de création libertaire, Lyon 2019, 8,00 €

1. Pour prendre contact ou envoyer des dons, contacter la campagne : [contact@makerojavagreenagain.org](mailto:contact@makerojavagreenagain.org)

# Grève des femmes\*/grève féministe Un pas de plus vers une internationalisation des luttes féministes ?

Par  
Stéfanie Prezioso\*\*

« **M**ais que veulent-elles ? » La question s'est posée depuis l'organisation des premières assises féministes de juin 2018 à Lausanne et l'appel lancé à une grève des femmes\*/grève féministe pour l'année suivante. Le 14 juin 2019, soit exactement 28 ans après la toute première grève des femmes\* en Suisse, plus d'un demi-million de femmes\* et d'hommes solidaires ont pris part aux mobilisations à travers tout le pays. À cela, il faut ajouter des milliers de personnes qui, dès minuit, ont occupé l'espace public, certains lieux de travail ou qui ont simplement manifesté leur solidarité avec la grève en arborant la couleur violette ou le badge confectionné pour cette occasion.

Il est difficile d'analyser le succès d'un tel mouvement de masse, nécessairement hétérogène en termes de composition sociale, de provenance politique, d'origine culturelle, nationale, religieuse ou générationnelle. Il est d'autant plus ardu de le comprendre que, dès le départ, en décidant d'une mobilisation le 14 juin, et non le 8 mars, comme dans le reste du monde, ce mouvement semblait vouloir se placer en décalage avec les mobilisations transnationales de ces trois dernières années. Pourtant, ces mobilisations ont vu la montée d'une nouvelle vague féministe, portée par des millions de femmes qui se sont rassemblées, ont manifesté et/ou se sont mises en grève pour lutter contre les politiques socialement régressives qui frappent de plein fouet les femmes\*, aggravant aussi les diverses formes d'oppression patriarcale qui dominent nos sociétés.

Pourtant, l'ampleur du mouvement et sa réussite indubitable en Suisse sont à mon sens à chercher dans la jonction entre le caractère offensif de ce nouveau mouvement féministe international et la reprise de cette expérience cruciale qu'avait été la grève des femmes du 14 juin 1991 pour ce pays profondément conservateur et patriarcal qu'est la Suisse – classée 20e par le



World Economic Forum en matière d'égalité des genres. Cette date symbolise en effet un moment phare pour le renouveau du féminisme en Suisse.

La transmission des expériences et des savoirs de celles qui avaient participé à la grève de 1991 a pu s'opérer d'autant plus facilement que chaque génération présente dans la mobilisation (y compris celle formée par les années 1968) en a compris l'importance inestimable. Prendre possession de son passé pour le dépasser tout en en actualisant cette mémoire pour faire front à l'amnésie néolibérale était une nécessité impérieuse, d'autant plus ressentie que l'histoire des luttes féministes est systématiquement oubliée, quand elle n'est pas délibérément effacée. L'enjeu était de taille. Le 14 juin 1991, en effet, un demi-million de femmes\* s'étaient mobilisées partout dans le pays pour que l'égalité des sexes (de droit et de fait), inscrite dix ans plus tôt, jour pour jour, dans la constitution fédérale, soit enfin appliquée (1). Le mouvement avait alors grossi d'autant plus sûrement qu'il affichait un ras-le-bol très largement partagé dans l'un des derniers pays d'Europe occidentale

à avoir accordé le droit de vote et d'éligibilité aux femmes, bien après le Royaume-Uni, l'Irlande, l'Allemagne, l'Espagne, la France et l'Italie.

Le mouvement féministe suisse avait mené la bataille pour l'obtention des droits politiques depuis des décennies. En 1971, les électeurs masculins l'avaient enfin accepté en votation populaire au plan fédéral, par 65,7 % des voix. Il avait été cependant refusé par huit cantons, si bien qu'il ne sera pleinement acquis dans tous les cantons que le 28 avril 1991, quelques semaines à peine

\* Par « femmes\* » il faut comprendre toute personne qui n'est pas un homme cisgenre (soit un homme qui se reconnaît dans le genre qui lui a été assigné à la naissance).

\*\* Stéfanie Prezioso est une militante féministe, membre du mouvement politique solidaritéS en Suisse. Cet article a été écrit pour *Viewpointmag* (<https://www.viewpointmag.com/2019/07/22/>) et fait partie du dossier *New Dispatches from the Feminist International*.

1. L'article constitutionnel : « *L'homme et la femme sont égaux en droits. La loi pourvoit à l'égalité, en particulier dans les domaines de la famille, de l'instruction et du travail. Les hommes et les femmes ont droit à un salaire égal pour un travail de valeur égale.* »

## Femmes & Suisse

avant la première grève des femmes. A ce moment, aucune avancée significative et concrète en matière d'égalité dans le monde du travail, dans la famille, etc., n'avait été enregistrée. Il avait fallu attendre la seconde moitié des années 1980 pour que le nouveau droit matrimonial enlève au « chef de famille » ses prérogatives étendues. Quant au droit à l'avortement ou au congé maternité, ils apparaissaient encore, à la veille de cette première grande mobilisation féministe, comme des objectifs hors de portée. Lancée comme une boutade par des horlogères de la Vallée de Joux (au cœur de l'industrie horlogère, dévastée alors par les licenciements), l'arme de la grève s'impose finalement non sans susciter de fortes résistances, y compris parmi celles qui soutenaient la nécessité d'une mobilisation.

En Suisse, la « paix sociale », fondée sur l'accord de 1937 entre le syndicat de la métallurgie et le patronat, appelé « Paix du Travail », s'est imposée largement dans tous les secteurs et a fini par devenir un élément de « l'identité collective ». Pour un imaginaire savamment cultivé par le patronat et les directions syndicales, dans un pays marqué par une surprenante continuité des élites, la Paix du travail est supposée découler d'un trait de caractère national qui expliquerait la croissance économique exceptionnelle des décennies d'après-guerre. Rappelons que, dès après la Seconde guerre mondiale, les milieux dominants fondent leur action politique sur un libéralisme économique intransigeant, miroir d'un système économique épargné par la guerre, fortement marqué par la puissance du système bancaire et dépourvu d'une industrie lourde nécessitant l'intervention de l'État.

Le 14 juin 1991, une vague violette (la couleur de la grève) s'abat sur le pays, révélant les discriminations en vigueur dans tous les secteurs, productifs et reproductifs, des fenêtres des habitations à l'espace public, en passant par les lieux de travail. Durant la décennie suivante, sans doute grâce à l'impressionnante mobilisation de 1991, la révision de la loi sur l'égalité, interdisant toute forme de discrimination « directe ou indirecte dans tous les rapports de travail », le droit à l'avortement et le congé maternité seront obtenus. A partir du début des années 2000, les mobilisations féministes connaîtront des développements importants, de même que les études genre, ouvrant de nouvelles per-

spectives de réflexion concrètes, en relation avec l'affirmation de nouvelles subjectivités et de nouveaux sujets. Ce renouveau d'activité touche notamment le terrain social (défense des services publics et des prestations) et la défense des femmes migrantes et sans-papiers, mais relance aussi l'action et la prise de conscience internationales, en particulier avec la Marche mondiale des femmes.

### D'une grève à l'autre



Il est intéressant de noter que, si en 1991, c'est l'utilisation du mot « grève » qui avait posé problème, l'année dernière le débat s'est focalisé sur le qualificatif « féministe », un adjectif considéré par certaines comme trop « radical » ou trop « excluant » ou, au contraire, comme trop « daté » ou

mainstream pour d'autres. Ce sont en particulier les jeunes femmes issues de l'immigration, bien représentées dès le début au sein du mouvement, qui se montraient les plus circonspectes, même si elles n'étaient pas fondamentalement hostiles à l'usage de ce terme. Elles craignaient en effet que la petite place que lui avait assignée le capitalisme néolibéral, au cours des décennies précédentes, en le désincarnant, ne fonctionne comme un repoussoir pour leur génération. Cela avait été le cas de façon éclatante lorsque la Commission fédérale pour les questions féminines avait lancé, en 2015, un projet appelant à « voter femmes », cherchant par là à gommer au nom de l'« universel féminin », les diverses formes d'oppressions subies conjointement par la grande majorité des femmes en Suisse.

Le féminisme n'avait-il pas servi bien souvent à légitimer des scénarios politiques ne promouvant ni la justice sociale ni la « justice de genre » ? A cela s'ajoutait le fait qu'il avait été incapable, ou avait simplement refusé de saisir les relations entre sexisme et racisme ; se faisant le chantre, au nom de « l'émancipation des femmes », d'une bataille contre d'autres femmes, notamment les femmes musulmanes voilées, bouc-émissaires toutes trouvées de la droite nationaliste ou libérale, voire de secteurs de la « gauche » dite « laïque ». Ainsi, des figures comme Martine Chaponnière, militante de la première heure au sein du MLF, s'était-elle prononcée, en mars 2016, pour l'interdiction du voile à l'école (2).

Ce féminisme-là avait également contribué à exclure les couches sociales « invisibilisées » ou précaires de son agenda militant. Le cas d'école étant bien sûr celui des sans-papiers dont, selon les estimations disponibles, la majorité sont des femmes employées par l'économie domestique (3). Migrantes sans statut légal, en position précaire, elles sont chargées, contre un maigre salaire et sans assurances sociales, d'une partie du travail ménager et de care, permettant aux femmes des couches moyennes et supérieures d'échapper, dans une certaine mesure, au surtravail qui découle de la privatisation croissante des tâches domestiques et de leur partage inégal entre femmes et hommes. Comme l'écrivait Nancy Fraser : « Le féminisme mainstream a adopté une vision a minima de l'égalité, orientée vers le marché, qui correspond clairement à la perspective néolibérale entrepreneuriale. Ainsi, il tend à s'inscrire dans le cadre d'un capitalisme prédateur et gagnant qui engraisse les investisseurs en cannibalisant le standard de vie de tout un chacun. Pire encore, ce féminisme fournit un alibi à de telles prédatations. De

2. Martine Chaponnière, « Pour une interdiction du foulard à l'école jusqu'à 18 ans », *Le Temps*, 11 mars 2016.

3. Secrétariat d'Etat aux migrations, « Les sans-papiers en Suisse en 2015 » (<https://www.sem.admin.ch/>)

façon croissante, c'est la pensée féministe libérale qui confère le charisme, l'aura émancipatrice, sur lesquels le néolibéralisme s'appuie pour légitimer sa redistribution de richesses sur une large échelle en faveur des nantis » (4).

Or, les quelque 200 femmes\* rassemblées par une chaude journée de juin 2018 dans une salle surpeuplée de Lausanne entendaient précisément mettre ces questions à l'ordre du jour des mobilisations prévues en 2019. Chercher à se réapproprier un féminisme combattif, en utilisant le répertoire d'action de la grève, dans un pays où la grève politique est illicite, marquait donc une étape importante. Elle pouvait d'ailleurs se prévaloir d'une première réussite, inattendue de l'aveu même de ses initiatrices. Partie d'une idée lancée lors du 13e congrès des Femmes de l'Union syndicale suisse (USS), la faïtière syndicale du pays qui a fait depuis bien longtemps de la concertation avec les organisations patronales sa principale ligne de conduite, la grève des femmes\*/grève féministe a tout de suite pris de l'ampleur.

En effet, la convocation des Assises féministes à Lausanne prenait place dans un contexte particulier. Au plan national, à peine quelques mois plus tôt, des forces politiques de la gauche radicale, principalement solidaritéS, des secteurs syndicaux minoritaires, des militantes féministes et des associations de défense des retraité.e.s, avaient remporté une victoire importante contre un projet gouvernemental, adopté par le parlement, avec le soutien du Parti socialiste (PS), visant notamment à relever de 64 à 65 ans l'âge de la retraite des femmes (après deux élévations successives, portées par la socialiste Ruth Dreyfuss, de 62 à 63 ans en 2001 et de 63 à 64 ans en 2005). Pendant des mois, dès avril 2017, les militant.e.s avaient battu le pavé pour rassembler les quelques 70'000 signatures nécessaires pour que ce projet soit soumis au vote populaire, tissant ainsi des liens entre elles-eux, renforcés par une victoire spectaculaire dans les urnes, en septembre 2017. Ensemble, ils-elles avaient ainsi réussi à inscrire leur action dans un certain nombre de territoires, portant à bout de bras une revendication sociale visant l'égalité substantielle (et non seulement formelle) entre femmes et hommes. Face à un bloc bourgeois unanime, appuyé par le PS, la victoire en votation révélait aussi un potentiel de mobilisation contre les politiques de régression sociale (offensives contre les salaires, les assurances sociales, les services et les prestations) touchant l'ensemble du pays.

Dans les cantons et les communes, des coupes budgétaires impactant plus directe-



ment les femmes - parce qu'elles sont en première ligne de la prise en charge de l'éducation et des soins (care), mais aussi parce qu'elles forment la majorité des personnes vivant au-dessous du seuil de pauvreté - ont touché l'éducation (réduction globale des financements de 1 milliard de francs en 2017), la santé, l'asile et l'aide au développement. Selon l'Office Fédéral de la Statistique, l'écart salarial entre femmes et hommes est aujourd'hui de 19,6 % (5). Les femmes sont surreprésentées dans les emplois à bas salaires (2/3 des salarié.e.s touchant moins de 4000 francs), 60 % d'entre elles occupent des postes à temps partiel (contraintes par leurs employeurs ou par la distribution inégale des tâches domestiques). Seules 10 % des femmes ayant un enfant de moins de 4 ans travaillent à temps plein, et la proportion des jeunes mères qui doivent renoncer à une activité professionnelle tend même à augmenter en raison de la pénurie et des coûts élevés des structures d'accueil de la petite enfance (6). On parle aujourd'hui du « *plafond de mère* » pour rendre compte de cette réalité. En 2014, 20,2 % des mères d'enfant(s) de moins de 25 ans, étaient sans travail professionnel, contre 4,4 % des pères dans la même situation; 82,5 % des femmes en couple, avec un enfant de moins de 15 ans, travaillaient à temps partiel, contre 13,3 % des pères.

Ces inégalités de salaires et de parcours professionnel se répercutent évidemment cruellement sur le niveau des retraites : globalement, les femmes touchent un peu plus de la moitié des pensions perçues par les hommes, parce qu'elles ont des salaires plus bas, parce qu'elles travaillent dans des sec-

teurs moins rémunérés et à temps partiel, et/ou parce qu'elles ont dû renoncer à travailler pour s'occuper des enfants. A ces discriminations économiques massives, s'ajoute la limitation extrême du congé maternité (conquis en 2005 au niveau fédéral, il couvre la perte de gain après l'accouchement et n'est que de 14 semaines) et l'inexistence d'un congé paternité (la plupart du temps de un jour) ou d'un congé parental, alors l'essentiel du travail domestique est encore aujourd'hui à la charge des femmes en Suisse. Et comme si tout cela ne suffisait pas, la droite dure a encore cherché, heureusement sans succès, à supprimer le remboursement de l'avortement (votation du 9 février 2014).

Avec la campagne contre l'élévation de l'âge de la retraite des femmes et la bataille contre la baisse massive de l'imposition des grandes entreprises, gagnées coup sur coup en 2017, les organisations politiques de la gauche combative, ainsi que les secteurs militants des syndicats et du monde associatif ont tissé des liens importants sur lesquels la mobilisation de juin 2019 a pu compter.

Au plan international, depuis 2017, face à la victoire de Donald Trump aux États-Unis et à l'arrivée au pouvoir de forces conservatrices et fondamentalistes un peu partout dans le monde et de leur guerre déclarée contre les femmes\*, les plus pauvres, les précaires, les migrants, en Suisse aussi, les

4. Nancy Fraser, Gary Cutting, « *A Feminism Where "Lean In" Means Leaning On Others* », [opinionator.blogs.nytimes.com](https://www.bfs.admin.ch/opinionator.blogs.nytimes.com)

5. <https://www.bfs.admin.ch/>

6. *Les Échos* du 16 avril 2018

mobilisations du 8 mars ont pris de l'ampleur. Des jeunes, voire de très jeunes femmes, débordent les rassemblements féministes traditionnels, avec la participation notable de secteurs autonomes (en mixité ou en mixité choisie), contre les violences de tous ordres faites aux femmes, renforçant et/ou diversifiant les comités 8 mars, un peu assoupis jusque-là. Elles seront un millier dans les rues de Genève, en mars 2017, et plus du double en mars 2019, alors que la grève se prépare.

### Féminisme, luttes de classe et internationalisme

Après les assises de juin 2018, des collectifs locaux se sont créés un peu partout dans le pays, construisant patiemment la mobilisation d'un canton à l'autre : d'abord en Suisse romande, où une coordination est mise en place et des collectifs locaux créés dans chaque région (Vaud, Genève, Neuchâtel, Fribourg, le Valais) puis en Suisse italienne et enfin en Suisse alémanique. Les collectifs ont été l'expression de cette urgence perçue de traiter et de questionner les formes de domination en fonction de la place de chacune dans la société. Une nécessité d'autant plus impérieuse, qu'en leur sein, se croisaient des générations différentes, y compris des générations politiques et des cultures organisationnelles distinctes (lorsqu'elles existaient), militantes associatives, politiques et syndicales, des catégories socioprofessionnelles et des provenances diverses. Mais l'objectif a également visé à intégrer ces expériences variées dans un mouvement le plus large possible, reflétant les nouvelles aspirations féministes.

Le manifeste de la grève, rédigé d'abord par un petit groupe de femmes\* désigné par l'assemblée lors de la seconde plénière de la coordination romande à Lausanne, en sep-

tembre 2018, puis discuté, amendé, corrigé et augmenté par les collectifs locaux, en est sans doute l'un des résultats les plus aboutis. La discussion du manifeste a voulu être la plus horizontale possible, visant à réunir dans l'élaboration l'ensemble des forces présentes, celles des militantes expérimentées, issues le plus souvent de la gauche radicale, d'associations de femmes migrantes, et de syndicats (du privé et du public), mais aussi celles des militantes les plus jeunes qui voulaient faire entendre leur voix. Des modalités qui ont permis de déterminer ensemble les répertoires d'action et les revendications de la grève, parmi lesquelles : le salaire égal, le salaire minimum, la réduction du temps de travail ; les assurances et prestations sociales ; les droits des femmes migrantes au travail et dans leur parcours migratoire (appel à la régularisation et à une législation qui les protège) ; la lutte contre les discriminations et violences faites aux femmes\* (plan national de prévention et de lutte contre les violences sexistes et sexuelles, acceptation du droit d'asile pour ces raisons) ; la liberté de vivre son orientation sexuelle et de choisir son identité de genre ; la présence des femmes dans l'espace public/politique.

La radicalité du manifeste, qui met notamment en cause le système patriarcal et capitaliste, a été une conquête décisive. A Bienne, en mars 2019, les 500 femmes\* présentes adopteront un Appel à la grève. C'est cet appel, connu sous le nom d'Appel de Bienne, qui sera lu le 14 juin à 11h. du matin dans certains lieux de travail et dans l'espace public en Suisse : « *Nous toutes, femmes\*, avec ou sans partenaire, en collectivité, avec ou sans enfants, avec ou sans emploi, et quelle que soit la nature de l'emploi, en bonne santé ou malade, avec ou sans handicap, hetero, LGBTIQ, des plus jeunes aux plus âgées, nees ici ou ailleurs, avec des cultures et origines différentes, nous appelons à une Grève féministe et des femmes\* le 14 juin 2019. Nous voulons l'égalité dans les faits et nous voulons décider nous-mêmes de nos vies. Pour cela, nous ferons grève le 14 juin 2019 !* » (7).

Si au cours des mois de préparation, les collectifs ont pris de l'ampleur pour la préparation concrète de la grève (mise en place de sites internet, rédaction de brochures (8), chorales, actions de toutes sortes, flash-mobs, etc.), d'autres mobilisations ont contribué à nourrir les revendications. La mobilisation de septembre 2018 à Berne, pour l'égalité salariale, a rassemblé plus de 20 000 personnes, et son tract a été traduit dans onze langues (en Suisse, les personnes immigrées représentent plus du quart de la population, sans droits politiques). A

Genève, le mouvement de grève des nettoyeuses d'une banque privée qui ont tenu des piquets pendant des jours dans le froid de l'hiver, ainsi que la bataille contre une loi interdisant le port du voile dans les parlements cantonaux et municipaux et dans le service public, ont permis d'élargir et d'inscrire ces luttes dans des espaces concrets. Deux semaines avant la grève, « *les foulards violets* », rassemblant des femmes musulmanes portant ou non le foulard ont lancé un appel à la grève (9).

Des cahiers de revendications par secteurs professionnels ont également été réalisés et déposés sur les lieux de travail. Ils constituent aujourd'hui un enjeu de taille pour la poursuite de l'immense mobilisation du 14 juin. Beaucoup d'initiatives sont venues d'en bas, en particulier dans le secteur public (crèches, écoles, universités, hôpitaux, administrations publiques...). C'est sans doute là (mais nous n'avons pas encore tous les chiffres), que la mobilisation a été la plus forte et que la grève a été la plus suivie. Dans le secteur privé, elle a été rendue particulièrement difficile. En effet, dans l'horlogerie et la métallurgie, les centrales syndicales ne se sont pas jointes à l'appel à la grève, les conventions collectives de travail comportant des clauses de paix du travail absolue. Pourtant, dans certains cas, les liens de solidarité entre les travailleuses des secteurs public et privé ont été affichés dans des cahiers de revendications spécifiques. Ainsi, celui des employées, étudiantes, doctorantes de l'Université de Lausanne, comportait aussi des revendications pour les travailleuses de la cafétéria et des entreprises de nettoyage (toutes étrangères), embauchées par des sociétés privées sur le campus.

La popularité du mouvement au sein de la population, dont témoigne un sondage diffusé par la presse, ainsi que son ampleur, ont impulsé une sorte de strike washing : certaines entreprises autorisant des pauses prolongées ou libérant les femmes à 15h24, moment symbolique à partir duquel les femmes ne sont plus payées en Suisse (puisque elles ne sont pas rémunérées comme les hommes) (10). Les mobilisations ont également cherché à rendre visible les invisibles en promouvant des manifestations devant les lieux où les femmes sont massivement employées (grands magasins, hôtellerie...) pour se solidariser avec toutes celles qui ne pouvaient pas se joindre au mouvement. Les invisibles ont également été présentes lors de la manifestation de la fin de journée, représentées par des panneaux silhouettes ou des pancartes portées par d'autres femmes en solidarité.

Après la mobilisation du 14 juin, on a pu

7. <https://frauenstreik2019.ch/wp-content/uploads/2019/04/appel-de-bienne.pdf>

8. A noter en particulier Groupe juridique et intersyndical du collectif genevois pour une grève féministe/grèves des femmes\*, *Grève des femmes\*, grève féministe, grève au travail ? Quels sont vos droits ?*, 2019 (<https://frauenstreik2019.ch/wp-content/uploads/2019/04/Brochure-grève.pdf>)

9. Les foulards violets, « *Le 14 juin 2019 : toutes ensemble nous avons écrit l'histoire* », <https://lesfoulardsviolets.org/2019/07/03/le-14-juin-2019-nous-avons-ecrit-lhistoire-toutes-ensemble/>

10. Nadia Lamamra, « *Suisse : pour un bilan de la grève féministe du 14 juin* », *Contretemps.eu*, 1<sup>er</sup> juillet 2019. Voir aussi Tamara Knežević, « *La grève féministe du 14 juin, vers un mouvement de masse* », *Contretemps.eu*, 13 juin 2019 ; Marisa Psaltakou, « *Switzerland "Real equality is far from being realised"* », *Socialist Review*, Juillet/Août, 2019.



lire que l'appel à la grève, décrié par une bonne partie de la presse pour son radicalisme de gauche et anti-patriarcal, loin de constituer un frein à la mobilisation avait été « *l'expression d'une véritable marée féministe, antiraciste, antisexiste et anticapitaliste* » (11). Une analyse encourageante du mouvement, mais sans doute un peu optimiste. Il est vrai, malgré les pressions et les attaques contre une grève illégale, « *confisquée par la gauche* », « *excluant les hommes* », etc., par de larges secteurs de la droite et du patronat, relayés par une partie de la presse, la mobilisation a été d'une ampleur inégalée. Les liens qu'elle a créés sur les lieux d'habitation et de travail, les nouvelles solidarités qui se sont révélées et les thématiques qui ont été mises en avant et constamment répétées depuis l'appel à la grève lancé en mars ont été sans aucun doute une condition clé d'une prise de conscience nouvelle des rapports de domination et d'exploitation qui s'instaurent dans une société capitaliste comme la Suisse.

Pourtant, force est de constater, comme l'ont fait nos camarades de Pologne que pour le moment « *Les femmes se perçoivent comme "les opprimées", mais l'analyse de classe n'est présente que dans des secteurs limités du mouvement féministe, surtout associés à la production académique, aux*



*mouvements sociaux radicaux et, dans une bien moindre mesure, aux syndicats* » (12). Mais les espoirs sont permis. Le mouvement s'est construit patiemment d'en bas, de manière capillaire, en lien avec les mouvements sociaux et les organisations militantes et syndicales, sans renoncer aux éléments radicaux de son programme. C'est sans doute là que se cache l'une des clés de son succès, au soir du 14 juin. Un mouvement inédit, large et national, dans un pays conservateur et patriarcal, qui a fait de son

fédéralisme éprouvé l'un des éléments de sa continuité politique, ouvre sans aucun doute un champ de réflexion à la contestation politique et sociale dans tout le pays, imposant dans les faits un renouvellement et/ou un renforcement de ses répertoires d'action.

La prochaine étape verra sans doute cet impressionnant mouvement, dont le premier souci – sans doute justifié – a été de s'inscrire dans la continuité de la grève du 14 juin 1991, se rattacher au mouvement international du 8 mars. Cette orientation sera débattue à la rentrée et sans doute adoptée par les différents collectifs. Lors des rencontres féministes internationalistes organisées en avril dernier, à Genève, par solidaritéS, auxquelles ont notamment contribué Sarah Farris et Tithi Bhattacharia, l'appel à créer une internationale féministe a été bien accueilli. Dans les prochains mois, la campagne pour l'élection au parlement fédéral va remettre sur le tapis les revendications du Manifeste, qui seront soumises à tous les partis qui présentent des candidat-e-s. L'avenir de ce nouveau mouvement féministe, placé en première ligne dans la lutte contre le durcissement de l'exploitation capitaliste, mais aussi sur ses conséquences dans la sphère reproductive, contre la montée d'un patriarcat dans fard et d'un racisme sans complexe, est chargé d'énormes potentialités. Son articulation internationale consciente dépend aujourd'hui beaucoup de son aile la plus radicale. Nos responsabilités sont donc considérables. ■



11. Angelica Lepori, Simona Arigoni, « *Grève des femmes au Tessin. Réflexion et idée pour continuer* », alencontre.org, 2019.

12. Ewa Majewska, Elzbieta Korolczuk, Julia Kubisa, Katarzyna Rakowska, « *From the Women's Strike to the Feminist International: In Struggle We Unite – Voices from Poland* », *Viewpoint Magazine*, 18 juin 2019.



## Système et mécanismes de dépendance

« **L**a série d'articles qui composent cet ouvrage tente de synthétiser pour chaque colonie française les raisons et mécanismes de cette mise en dépendance d'une part, et de résumer les outils et processus du néocolonialisme français en Afrique d'autre part. »

Dans son introduction, Saïd Bouamama parle, entre autres, de la Kanaky et de l'horizon d'une indépendance nationale, de la réalité vivante du colonialisme français, du franc CFA comme monnaie coloniale, des formes historiques de la mise en dépendance, de l'âge préhistorique du capitalisme, de la mise en contact de toutes les parties du monde, de « l'expropriation de la paysannerie européenne et le pillage des civilisations des Amériques (mais aussi du Bengale) », du génocide des populations américaines, du racisme biologique... « Concernant la France, la traduction coloniale de cette ère de l'accumulation primitive prend la forme de ce qui est appelé "premier espace colonial français" ou "vieilles colonies". Tous les territoires encore aujourd'hui colonisés par la République française appartiennent à cet espace. Toutes les caractéristiques décrites plus haut se retrouvent dans l'histoire de ces nations : génocide des peuples indigènes, pillage rendant possible l'accumulation primitive et réunissant les conditions de l'industrialisation de l'Hexagone, traite négrière, etc. »

L'auteur poursuit avec le second âge du colonialisme, la révolution industrielle, la reproduction élargie du capitalisme, le nouveau rapport social qu'est l'indigénat, les résistances, la mutation des formes du racisme « qui passe d'un argumentaire biologique à un argumentaire culturaliste », les assassinats de leaders indépendantistes et les transfor-

mations du colonialisme français : « Le colonialisme cède le pas au néocolonialisme par le biais d'indépendances fortement corsetées par des "accords" économiques, culturels et militaires ».

Le troisième âge du capitalisme, l'imposition d'échanges inégaux, l'organisation systématique de la balkanisation au moment des indépendances, les tracés des frontières, la structure du marché mondial dans lequel sont insérées leurs économies, les prix des matières premières, la sous-industrialisation, la dépendance vis-à-vis de l'économie française, les accords de « coopération » et la limitation de « la souveraineté des nouveaux États », le « néocolonialisme » et ses caractéristiques, les mutations du racisme.

« Si l'asservissement du continent américain et l'esclavage ont permis l'accumulation primitive, si la colonisation de l'Afrique et de l'Asie a financé la révolution industrielle, le néocolonialisme et ses accords de coopération ont fourni les fonds permettant la construction des multinationales françaises ».

Il analyse les tentatives révisionnistes d'écriture de l'histoire et les imaginaires : « Il n'est pas une survivance d'une époque révolue ou une trace héritée vouée à disparaître par l'épuisement du temps. Il constitue une production du présent en tant que reflet idéologique et traduction idéale, produit et producteur, des rapports de domination que les anciennes puissances coloniales entretiennent et imposent à leurs colonies actuelles ou anciennes et à leurs peuples »...

Dans une première partie de l'ouvrage, Saïd Bouamama revient sur l'histoire d'un certain nombre de néocolonies françaises : Réunion, Guyane, Polynésie, Antilles, Kanaky et Mayotte.

Je ne vais pas détailler les rappels historiques et les analyses des formes de colonialisme et de néocolonialisme. Je ne souligne que certains éléments comme invitation à discuter du déni de l'asservissement social actuel, du refus de l'autodéter-

mination des populations, des nécessaires réparations pour des crimes commis au nom de la soi-disant supériorité d'une civilisation ou d'une « race »...

La Réunion, le caractère hiérarchisé de la colonie selon un critère de couleur – « stratification socioraciale », l'importation d'esclaves, la monoculture de la canne et de la concentration foncière, les résistances dont le marronnage, l'« engagisme » comme nouvelle forme d'asservissement, la spécificité des Zoreil, les mutations économiques et le maintien de la dépendance, les subventions européennes, l'économie sucrière sous assistanat, l'économie extravertie, les avortements forcés et les stérilisations de femmes réunionnaises, la déportation d'enfants, l'exportation organisée de la jeunesse par le Bumidom, la géostratégie (contrôle du canal du Mozambique et des îles éparses, la zone économique exclusive), le non-développement et la place des services marchands, les flux des importations et des exportations vers la France, la langue créole, les mouvements indépendantistes...

La Guyane, le quasi-génocide des nations autochtones, les mythes coloniaux, l'articulation entre esclavage et colonisation, les résistances des esclaves, l'« engagisme », l'indemnisation des propriétaires d'esclaves suite à l'abolition, les ors (jaune, bleu, vert et noir), la structure économique de comptoir, l'exploitation des ressources au profit de la métropole et le monopole de la commercialisation exercé par de grandes sociétés métropolitaines, le centre spatial, les mouvements indépendantistes et les actions de répression systémique contre eux, le combat syndical et l'Union des travailleurs guyanais (UTG), l'importation massive de migrants venant de la métropole, les mouvements dans la jeunesse...

La Polynésie, son inscription dans la liste des territoires à décoloniser, la violence de la conquête et les résistances, les essais nucléaires et leurs conséquences, la zone écono-

mique exclusive maritime (ZEE) représentant près de 40 % de l'ensemble de la ZEE française dans le monde...

Les Antilles, la « pigmentocratie », les résistances des peuples autochtones au projet d'élimination des caraïbes, la traite négrière, l'esclavage et le marronnage, le capitalisme de plantation, la concentration de terres, la Société d'aménagement foncier et d'établissement rural (SAFER), les békés, la hiérarchie « socio-raciale », le monopole d'approvisionnement, la socialisation européenne du pacte colonial, la spécialisation des colonies dans des cultures de rente, l'utilisation des pesticides et les conséquences sur la santé des populations, « interdire dans l'hexagone et autoriser aux Antilles, voilà un bel exemple d'un traitement d'exception, qui est une des caractéristiques essentielles du colonialisme », le manifeste de l'OJAM, les massacres de 1967, le Liyannaj Kont Pwofityasyon (LKP), le projet de fédération des Antilles...

Kanaky, une colonie de peuplement « planter du blanc », le Code de l'indigénat en vigueur jusqu'en 1946, les résistances des populations kanak, les insurrections de 1878 et 1917, l'encouragement aux immigrations pour « rendre les kanak minoritaires en Kanaky », le nickel, les ressources halieutiques, le FLNKS et l'USTKE, la violence des colons, le vote d'une résolution à l'assemblée générale des Nations unies considérant la Nouvelle-Calédonie comme « un territoire non autonome au sens de la charte », le massacre de la grotte d'Ouvéa, les accords de Matignon, « la politique coloniale de peuplement a rendu les Kanak minoritaires », le maintien de la domination française sur la Kanaky...

Mayotte, le droit international et le droit français bafoués par l'État français, l'orchestration de la séparation de Mayotte de l'archipel, les enjeux économiques et géostratégiques, l'utilisation des mercenaires, Bob Renard, les fonds français et européens, les migrations internes à l'archipel, les condamnations de la France par l'ONU...

La deuxième partie est consacrée à la FrancAfrique. Saïd Bouamama propose des analyses approfondies sur le franc CFA, les accords économiques et les accords de défense, la francophonie.

L'auteur explique la genèse et le fonctionnement du franc CFA, la centralisation des réserves de change par la Banque de France, la parité fixe entre le franc CFA et le franc

**Entre les lignes entre les mots**

<https://entrelignesentrelismots.wordpress.com>

Un blog de notes de lecture et de débats,

animé par Didier Epszajn... A visiter sans retenue !

puis l'euro, la libre transférabilité vers la France et l'Europe et le pillage légalisé, la dépendance des banques africaines de la zone, les réactions de l'État français aux décisions de certains pays de sortir de la zone, les ingérences et les déstabilisations, les assassinats et les renversements de gouvernements, la dévaluation de 1984, la France gendarme d'une partie de l'Afrique, la dépendance structurelle et « la fragilisation continue des tissus sociaux des pays de la zone, le développement inégal entre les régions d'un même pays, la paupérisation continue masquée par des taux de croissance ne disant rien de la redistribution de cette "croissance" », la contestation de la monnaie coloniale.

Saïd Bouamama analyse les portées des accords, leur nature néocoloniale, la coopération comme continuation de la colonisation, les nouveaux atours de la dépendance, les concentrations et les monopolisations, les changements du capitalisme occidental et les conséquences pour les populations du continent africain, les réalités de l'« aide au développement », la Françafrique et l'Eurafrrique, les ajustements structurels et les conditionnalités des prêts de la Banque mondiale et du FMI, les encouragements à la monoculture d'exportation, les entraves à l'industrialisation de transformation, les mensonges autour de la « sécurité alimentaire », les relations de tutelle, les objectifs de la « libéralisation du commerce », les résistances en Afrique.

Des accords de « partenariat économique » et des accords de défense. L'auteur rappelle la soixantaine d'interventions militaires françaises depuis les indépendances, la place centrale du militaire, les « accords spéciaux » non publics, la mise sur le même plan de la « sécurité extérieure » et de la « sécurité intérieure », les services secrets et les réseaux de mercenaires, le réseau de bases militaires, les exportations d'armes, les ravalements de façade des accords. Il conteste le prétendu déclin des intérêts stratégiques du continent et souligne des points conformes aux intérêts des populations, « la dénonciation des accords de défense, le démantèlement de toutes les bases militaires étrangères, le départ de toutes les troupes étrangères au continent et la construction d'un système de sécurité collective au sein de l'Union africaine ».

Une langue et sa diffusion internationale ne peuvent être considérées comme neutres, comme ne participant pas aux asymétries et aux



hiérarchies. Saïd Bouamama parle de l'« œuvre civilisatrice » du colonialisme, de l'asphyxie des cultures et des langues africaines, de l'école de la III<sup>e</sup> République alliée à l'Église pour la « conquête des esprits », de la production d'une petite élite francophone et la limitation « à la maîtrise d'un français usuel et fonctionnel pour la grande masse des colonisés », de la toile d'araignée francophone et ses institutions, des mécanismes « d'un dispositif institutionnel politique » et ses conséquences sur les États africains et les populations, de l'inégale maîtrise des langues nationales, des langues communes ou transnationales (wolof, hooussa, sonké, peul, par exemple)...

Enfin la troisième partie analyse les migrations, les luttes et les racismes. Nous ne pouvons comprendre les émigrations-immigrations sans les mettre en relation avec l'histoire du colonialisme et les effets matériels des politiques néocoloniales. Des anciens domestiques à la main-d'œuvre immigrée « variable d'ajustement pour les besoins en forces de travail », du travail dans la marine à la « chair à patron », de l'aide à

l'émergence de multinationales « françaises » et au recrutement de main-d'œuvre : « le projet est bien la constitution d'une main-d'œuvre ayant des droits et un statut d'exception ». Saïd Bouamama parle de hiérarchisation de la classe ouvrière, de segmentation en fonction des origines, de l'âge des projets d'expulsion de masse à celui des « sans-papiers », de la transformation de la Méditerranée en cimetière géant, des discours légitimant les coopérations policières transfrontalières, de la sous-traitance de la répression, de l'externalisation des contrôles, des discriminations racistes, de l'illusoire fermeture des frontières...

L'auteur explique le soutien à la cause palestinienne des minorités « issues des anciennes colonies », l'ancrage dans le temps, l'identification politique, les mémoires des combats nationalistes. Il revient sur les travailleurs immigrés, le Mouvement des travailleurs arabes (MTA), la Marche pour l'égalité et contre le racisme, l'ethnicisation des grilles de lecture médiatiques, l'expérience des discriminations racistes systémiques et les négations de celles-ci, les images stigmatisantes et

réductrices de l'islam. « Les racines de ce soutien sont profondes, même si les formes d'expression sont dépendantes de chaque contexte historique ».

Reste que ce soutien ne se manifeste que peu avec les combats du peuple sahraoui contre la colonisation aujourd'hui marocaine du territoire...

Dans le dernier chapitre, Saïd Bouamama analyse les fondements historiques et idéologiques du racisme « respectable » de la gauche française, les légendes du roman national, l'absolutisation de la pensée des Lumières et de la Révolution française, des lectures réductionnistes de l'égalité, la confusion entre un universalisme proclamé et des politiques de fait exclusives, l'oubli des luttes et des affrontements sociaux pour obtenir un peu d'égalité, le poids du parti colonial et de son idéologie, une conception peu émancipatrice de l'émancipation, « émanciper l'autre malgré lui et si nécessaire par la violence », le culturalisme binaire et les logiques intégrationnistes, le refus de prendre en compte l'histoire et les inégalités réelles...

Certain-es, confondant par ailleurs souveraineté populaire et « souveraineté » étatique, parlent de retrouver une certaine « indépendance » oubliant le caractère impérialiste et colonialiste de l'État français. Il est donc plus que nécessaire de rappeler que l'État français s'est construit et reste colonialiste, d'analyser les différentes facettes des actions néocolonialistes de cet État. « Notre » indépendance ne peut ne peut être séparée de la domination d'autres populations et du refus de l'autodétermination d'autres peuples.

À peine libéré de l'occupation nazie, l'État français massacrait allègrement à Setif, Guelma et Kherrata, avant de réitérer les crimes à Madagascar, en Indochine, etc.

Il faut souligner les silences et les soutiens aux œuvres de colonisation y compris dans les forces se réclamant de l'émancipation, l'absence de large débat public sur le colonialisme et de mobilisations anticolonialistes significatives en appui aux forces et aux revendications indépendantistes...

Reste aussi à analyser les effets sexuels du néocolonialisme.

Didier Epszajn

\* Saïd Bouamama, « Planter du blanc » – Chroniques du (néo)colonialisme français, éditions Syllepse, Paris 2019, 224 pages, 15,00 €

# Libération immédiate de Mohsin Dawar et Ali Wazir !

## Déclaration de la IV<sup>e</sup> Internationale

Dans la matinée du dimanche 26 mai 2019, l'armée pakistanaise a ouvert le feu sur les manifestants qui dénonçaient ses opérations brutales dans la région frontalière de l'Afghanistan. Des vidéos montrent des manifestants pacifiques et désarmés acclamant et scandant des slogans lorsque leurs dirigeants, Ali Wazir et Mohsin Dawar, membres de l'Assemblée nationale du Pakistan, arrivent au sit-in. Soudain, des coups de feu sont tirés.

Les tirs ont fait au moins 13 morts. Le nombre réel de personnes tuées pourrait être beaucoup plus élevé car il est certain que des dizaines d'autres ont été blessées. L'armée a ensuite arrêté Ali Wazir, l'amenant devant un tribunal antiterroriste le lendemain, où il a été placé en détention préventive pendant huit jours. L'armée le décrit comme un agent étranger, un traître et un terroriste.

En fait, la violence de l'armée et l'arrestation d'Ali Wazir sont des tentatives de répression d'un important mouvement social. Ali Wazir a été élu membre de l'Assemblée nationale sur une liste indépendante. Il est marxiste et l'un des principaux dirigeants du Mouvement de défense pachtoune / Pachtoune Tahfuz Movement (PTM). Les Pachtoune constituent la troisième communauté ethnique en importance au Pakistan et vivent principalement dans les régions frontalières de l'Afghanistan.

Le PTM exige la fin des opérations militaires dans cette région et la fin du soutien de l'État à certaines factions des fondamentalistes islamiques. Elle exige que les cas de centaines de « disparitions » soient résolus, que les exécutions extrajudiciaires par l'armée et la police cessent, et que les citoyens affectés par les opérations militaires reçoivent un soutien.

Depuis sa création il y a deux ans, le PTM est devenu un mouvement de masse important et indépendant. Il exige des comptes pour les exactions commises par l'armée pakistanaise et c'est pourquoi il est pris pour cible. Mais le mouvement PTM se développe



et recueille un soutien massif. Dès que la nouvelle des tirs s'est répandue, un couvre-feu a été imposé, mais cela n'a pas empêché les gens de descendre dans la rue pour protester. Les violences et les mensonges des forces étatiques montrent qu'elles se sentent menacées par l'appel à la justice du PTM.

L'armée justifie sa violence dans la région comme faisant partie de la lutte contre le terrorisme et tente de présenter Ali Wazir et le PTM comme des sympathisants terroristes. Ce sont des mensonges. Wazir et le PTM luttent pour la sécurité et les droits de la population locale. Les populations de la région sont victimes des différentes parties belligérantes, tant des talibans que de l'armée pakistanaise. Wazir a déjà payé un prix énorme pour son engagement ; 13 membres de sa famille ont été assassinés par les talibans, dont son père et ses frères.

Nous sommes solidaires d'Ali Wazir et du PTM. Nous appelons à un soutien international pour le PTM et sa lutte pour la liberté et la justice. Nos condoléances vont aux familles et aux amis des personnes tuées, et nous exigeons l'arrestation des responsables des tirs sur les manifestants pacifiques.

Nous exigeons que l'État pakistanais cesse de calomnier et de harceler le PTM, et nous demandons de toute urgence la libération immédiate et inconditionnelle d'Ali Wazir et Mohsin Dawar. ■

Le 31 mai 2019

Bureau exécutif de la IV<sup>e</sup> Internationale

**Mohsin Dawar and Ali Wazir under FIA's custody!**

### **Appel Urgent Campagne de solidarité avec Ali Wazeer et Mohsin Dawar**

Ali Wazeer et Mohsin Dawar sont membre de l'Assemblée nationale du Pakistan. Ils habitent une province frontalière avec l'Afghanistan. La famille d'Ali Wazeer a été décimée par les talibans. Il est aujourd'hui, avec Mohsin Dawar, l'un des principaux dirigeants du PTM, le Mouvement de défense pachtoune.

Le PTM mène son combat de façon strictement pacifique. Il est devenu l'un des principaux mouvements de masse au Pakistan. De ce fait, il est aujourd'hui l'objet d'une répression brutale de la part de l'armée. Le 26 mai, elle a tiré sur une manifestation non-violente, faisant au moins 13 morts et des dizaines de blessés. Ali Wazeer a été incarcéré, en violation de son immunité parlementaire, ce qui provoque un scandale à l'Assemblée nationale pakistanaise et dans le pays. Mohsin Dawar a été peu après arrêté à son tour.

Une campagne de solidarité internationale a été lancée pour exiger leur libération.

● Pour la soutenir, veuillez signer l'appel mis en ligne sur le site d'ESSF : <http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article49082>

● Pour avoir plus d'informations sur Ali Wazeer et le PTM, reportez-vous à ce lien : <http://www.europe-solidaire.org/spip.php?mot13171>

Merci d'avance pour votre aide,  
Pierre Rousset